DERNIÈRE ÉDITION BOURSE

QUARANTE-SIXIÈME ANNÉE - Nº 13819 - 4,50 F

redoute de nouveaux incidents en URSS pendant son séjour en France que M. Gorbetchev a adjuré ses concitoyens, samedi soir, de cesser de « jouer avec le

percent la viente du president soviétique à Londres, le 9 avril, que l'armée s'était livrée à la provocation que l'on sait à Tbilissi. M. Roy Medvedev, l'ancien dissident devenu député, n'a-1-li pas dénoncé à la tribune du

Kremlin les « complots » qui se trameraient pendant chaque

déplacement de l'architecte de la

De toute manière, et s'il est

vrai que cette intervention télé-

risée n'est que la première d'une

série, il était normal que le

thème du nationalisme soit

d'abord évoqué, avec son double défi. Celui des revendications

baltes est sens doute, à terme, le

plus redoutable, mais celles-ci

concentrée notamment sur la mise à plat de l'Histoire : c'est

sinsi qu'une conférence tenue à l

Tallin vient de déclarer nuls et

non avenus les protocoles

dans les régions du sud de l'URSS. Les affrontements entre

chrétiens et musulmans, entre chiites et sunnités, les sinistres

pées d'Afrique et d'Asie, au point que M. Gorbatchev se

demande quel exemple l'URSS donne ainsi à l'appui de ses

Le numéro un acviétique est les sur la défen-

sive. Certes, les problèmes actuels sont hérités du passé : le

coupable est moins d'ailleurs Breinev avec son slogen - utopi-

de « fusion » des nations que Staline et ses déportations de peuples entiers, qui ont laissé de

váritables bombes à retardement au cœur du système. Il reste que la glasnost a donné libre cours aux sentiments nationalistes

comme aux autres et que ceux-ci sont encore exacerbés par la

désorganisation économique

engendrée par la perestrolica : les affrontements seraient moins vifs sans la pénurie généralisée dont souffrant les Soviétiques.

Ajoutons que le Kremlin com-

taines erreurs initiales : c'est un

Kazakh qui vient de remplacer à la tête du perti au Kazakhsten

M. Kolbine, le Russe dont le perschutage à Alma-Ata, à la fin

de 1985, avait déclenché les pre-

mières émeutes nationalistes

dens le pays. Et le comité central Va enfin tenir, à le fin de ce mois,

in session prévue depuis long-

temps sur la politique nationale.

Mais ni cette session ni le

Congrès des députés cet

automne ne pourront trouver autre chose que des palliatifs à la

crise : les vraies solutions ne

M 0147 - 0704 0- 4,50 F

sont pas pour bientôt.

appels à un monde non-violent.

d'indépendence des Républi

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Fontaine

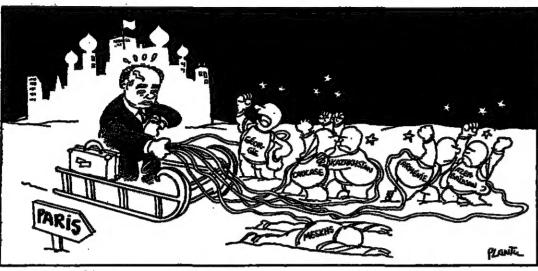
MARDI 4 JUILLET 1989

A la veille de la visite à Paris du président soviétique

M. Gorbatchev s'alarme des tensions qui menacent la perestroïka et l'« intégrité de l'Etat » La poudrière des nationalités

• La publication de « l'Archipel du goulag » va être autorisée

Un sondage : les Français partagés sur les réformes en URSS



M. Mikhail Gorbatchev est attendu mardi 4 juillet en fin de matinée à Paris. Le décès, dimanche, d'Andreï Gromyko ne semble pas devoir entraîner une modification du programme, les obsèques de l'ancien chef de l'Etat pouvant

Samedi soir, ie chef du Kremlin s'était adressé à la population soviétique pour lancer, dans une allocation télévisée, une sévère des nationalismes et les affrontements interethniques qui menacent la perestrolka et « l'intégrité de l'Etat ». Cet avertissement intervenait alors que de nouvelles tensions sont signalées en Géor-

Dimanche, enfin, on apprenait à Moscou que l'Union des écrivains soviétiques avait décidé de recommander la publication en URSS de l'œuvre majeure d'Alexandre Soljenitsyne, l'Archipel du goulag, et qu'elle demandait que sa nationalité soviétique soit restitué au Prix Nobel de littérature.

Un sondage IFOP pour le Monde et TF 1 sur la politique étrangère de la France montre que les Français sont partagés sur les réformes de M. Gorbatchev et leurs conséquences.

(Lire nos informations pages 3 à 5.)

Les relations entre le gouvernement et le parti

Les dirigeants du PS laissent la voie libre à M. Rocard

Le comité directeur du PS, réuni samedi 1º et dimanche 2 juillet, a fait bon accueil à M. Rocard et lui laisse la voie libre pour l'avenir. Le premier ministre a défendu l'action de son gouvernement, qui vise, a-t-il expliqué, à disposer d'un appui substantiel dans l'opinion et à favoriser la division de l'opposition. M. Jospin s'est présenté comme le chef de l'« axe majoritaire » au sein du Parti, tandis que M. Fabius présentait les bases de ce que devrait être selon lui un PS « ouvert ».

tants s'impatientent, mais, comme dit M. Michel Rocard, les socialistes tiennent « bien en main les rênes du pouvoir ». Devant cette évidence, les meilleures volontés subversives au sein du PS ont renoncé aux assauts attendus lors de la réunion du comité directeur du parti, samedi 1e et dimanche 2 juillet M. Pierre Mauroy, qui, depuis une semaine, avait multi-plié les piques contre le gouverne-ment, a observé, dimanche, que c'est « le gouvernement des socialistes », et qu'il ne saurait être question pour eux de ne pas le soutenir. Le « socialisme d'accompagnement », dénoncé par le premier secrétaire et opposé au « socialisme de transformation », n'était, sans doute, qu'un mirage.

Les griefs exprimés en sourdine vis-à-vis de la politique gouverne-mentale se ramènent, en fait, au problème du pouvoir d'achat. Sur ce point, M. Rocard a réaffirmé qu'il entend donner la priorité aux exclus et, par conséquent, à la lutte contre le chômage, mais M. Lionel Jospin a suggéré un effort possible en faveur des fonds salariaux. Ainsi, à défaut d'une

amélioration immédiate de leurs revenus, les salariés bénéficie-raient quand même d'une participation plus substantielle à la croissance sous forme de salaire

Hors de tout contexte électoral, la question des alliances a pris un tour académique. M. Mauroy avait, toutefois, fait sensation en évoquant un accord avec les Verts. Cette idée a été quasi unanimement rejetée, chacun expliquant que les socialistes doivent plutôt ramener à eux un électorat écologiste, pour une bonne part venu des rangs de leurs partisans, plutôt que conforter l'émergence d'un parti vert. An demeurant, une entente avec ce parti supposerait le rétablissement de la représentation proportionnelle, dont aucun des principaux dirigeants du PS ne vent.

M. Michel Rocard a été le plus net en évoquant la perspective d'un PS capable de gouverner seul, pour peu qu'il atteigne le seuil décisif auquel il était déjà

PATRICK JARREAU.

(Lire la suite page 10.)

L'homme du « futur indéfini »

par Bernard Guetta

M. Gorbatchev - on le sait -n'est pas autant aimé en France qu'aux Etats-Unis, en Allemagne fédérale ou en Italie, mais il y est pourtant beaucoup plus populaire encore que dans son propre pays. Florissante à l'Ouest, non seulement la « gorbimanie » est inconnue en URSS, mais elle reste incompréhensible aux Soviétiques, qui n'éprouvent, eux, aucune passion pour leur prési-

On ne s'écrase pas sur son che-

dans les profondeurs de l'Union. veut vraiment changer l'URSS, d'usines, déballent plus souvent leurs problèmes qu'ils ne le remercient de vouloir les résondre. Prudentes, les campagnes observent et se gardent toujours bien, malgré ses appels, de se relancer dans l'exploitation familiale. Quant aux intellectuels...

Alors là, c'est simple : ils ne lui pardonnent rien. Tonjours à vivre dans l'angoisse permanente que demain ne soit hier, persuadés que tout cela ne peut pas durer, min lorsqu'il va serrer des mains convaincus que si M. Gorbatchev

Les ouvriers, pendant ses visites «ils» (les conservateurs, l'appareil, le système, le fantôme de Staline) ne hii en laisseront pas la possibilité, ils lui reprochent tout à la fois d'être menacé et d'être prudent. A chaque nouvelle crise, Moscou, Rostov, Leningrad on Kiev bruissent ainsi de rumeurs catastrophistes.

(Lire la suite page 3.)

Lire page 5 La mort d'Andreï Gromyko

Ouverture politique en Algérie

Les députés mettent fin au monopole du FLN PAGE 31

La COB et les SICAV

Dans son rapport annuel, la Commission de opérations de Bourse critique la gestion de certaines sociétés d'investissement PAGE 26

Tour de France

Le reportage de Jean-Marc Théollevre

PAGE 17

Le sommaire complet se trouve page 31

Mobilisation des « contre-révolutionnaires »

Les réfractaires au Bicentenaire

cet été, Julliard





116° mille

La grande fête du Bicentenaire de la Révolution comL'Association 15 août 1989 (1), mouvement – ils sont trop divers mence cette semaine avec le congrès international d'historiens (qui s'ouvre le 6) et la « journée américaine » (le 8), préludes à un 14 juillet de circonstance. Plus de mille mani-

festations sont prévues cet été en province et à Paris. « Le Monde » consacrera, à partir du mercredi 5 juillet (numéro du 6), deux pages quoti-diennes à l'événement, jusqu'au 15 juillet (numéro daté 16-17). Mais tout le monde n'est pas atteint de la ferveur commémorative! Les « anti-89 », deux cents ans après, n'ont pas désarmé.

Si Dieu le veut, ils seront cinq cent mille, le 15 août à Paris, à implorer la miséricorde du Christ pour les crimes commis sous la Révolution. Un demi-million, si tout va bien, à se recueillir lors d'une messe d'expiation, prévue par eux place de la Concorde, sur les lieux mêmes où se dressait le Pol Pot. Les «anti» sont une

qui appelle à ce mea culpa col-lectif, a pour fondateur un prêtre intégriste, l'abbé Louis Coache, et pour olifant l'Anti-89, qui se veut le « bulletin de liaison et de défense des contre-révolutionnaires français». Edi-torialiste à National Hebdo, le journal du Front national, M. François Brigneau est aussi le rédacteur en chef de cet Anti-89,

La Révolution n'a pas unique-

ment pour adversaires ces catholiques intégristes, pour lesquels elle fut « essentiellement et avant tout antichrétienne ». Elle a aussi ses réfractaires, qui datent de cette époque le déclin irrémédia-ble de la France (l'historien Pierre Chaunu est leur porteparole). Elle a, enfin, ses contradicteurs, tel le philosophe Jean-Marie Benoist, qui saluent en 1789 l'avènement de la Déclaration des droits de l'homme, mais voient dans 1793 la matrice de toutes les terreurs, de Staline à

écrit au vitriol.

pour cela, - mais ils sont tous décidés à profiter de la célébraentendre leur différence.

BERTRAND LE GENDRE. (Lire la suite page 12.)

(1) 10, rue d'Edimbourg, 75008 Paris. Tél.: (1) 42-93-57-25.

Le Monde **ECONOMIE**

L'Europe et ses îles : l'essor des Açores ■ L'amiversaire de la monarchie de Juillet : parfum d'orléanisme, par Francis Démier. n Refonte de l'économie mixte : vers un nouveau

pacte, par François Morin. E La réforme du système monétaire international : entre souplesse et discipline, par Christian de Bois-sieu. Il La chronique de Paul Fabra : la mounaie européenne

Pages 19 à 22

A L'ÉTRANGER: Algéria, 4,50 DA; Marot, 5 dr.; Turisia, 800 m.; Allerragma, 2 DM; Autricha, 20 ach.; Balgiqua, 30 fr.; Canada, 1,95 \$; Antillian/Réunion, 7,20 F; Côte-d'Noire, 425 F CFA; Danamark, 17 kr.; Espegna, 150 pea.; G.-B., 60 p.; Grèce, 150 dr.; Irlanda, 90 p.; kmis, 1 800 L.; Libya, 0,400 DL; Luxambourg, 30 fr.; Norwège, 12 kr.; Pays-Bas, 2,25 fl.; Portugal, 140 esc.; Sánégal, 338 F CFA; Suède, 12,50 cs.; Suèssa, 1,60 fl.; USA_(NY). 1,50 S; USA_(nthera): 2.5.

pogroma déclenchés par les Azeris contre les Arméniens, les Ouzbèkes contre les Meskhs, les Kazakhs contre les Caucasiens, les migrations forcées provo-quées par ces déchaînements, tout cels rappelle ce que l'on voit se produire périodiquement dans les régions les moins dévelop-

Entre Varsovie et Pékin

PRES de quatre années après sa première meitre de la company. sa première visite officielle en France, M. Gorbatchev est, le 4 inillet, de nouveau l'hôte de notre pays. Cette fois, il n'y viendra plus seulement comme le secrétaire général, fraîchement désigné, du Parti communiste, mais aussi comme le président de l'Union soviétique, récemment élu par le Congrès des députés du peuple. Faut-il attacher de 'importance à cette novation? Toute la problématique de l'URSS tient en fait dans la réponse qui sera donnée à cette

La différence peut paraître nince et purement formelle : en URSS le parti ne demeure-t-il pas, en vertu de l'article 6 de la Constitution, la « force dirigeante » et, de ce fait, le pouvoir ne se joue-t-il pas aujourd'hui comme hier entre les seuls membres du Politburo?

Or, à Sakharov qui venait précisément de demander au Congrès l'abrogation de cet article, M. Gorbatchev n'a-t-il pas opposé une fin de non-recevoir? L'on pourrait donc fort bien s'en tenir là et considérer que, tout bien pesé, perestroïka, glasnost et democratisatzia ne sont que de nouvelles campagnes lancées par le parti, comme on en a vu tant d'autres depuis 1917, pour se donner de l'air pendant une période difficile avant de reprendre la marche en avant. Dès lors nous n'aurious, quant à nous, rien à changer dans notre attitude envers l'URSS. Il nous faudrait même être d'autant plus soupçonneux que les apparences seraient plus trompeuses.

Est-ce pourtant céder à la naiveté que de penser que M. Gorbatchev a embarqué son pays dans une évolution qui, au-delà d'une tentative de réforme économique attendue depuis longtemps, introduit dans les structures politiques des éléments nouveaux ?

Certes vouloir, comme on le voit désormais affiché partout, donner « le pouvoir aux soviets » ne signifie pas que le parti l'abandonne à des assemblées librement élues, du haut en bas de l'échelle. Néanmoins, il y a là comme la

par HENRI FROMENT-MEURICE (*) construction d'un deuxième ponvoir susceptible de permettre un début de diversification des forces politiques. Il est beaucoup trop tôt pour parler de pluralisme, au sens où nous l'entendons, et tout indique que M. Gorbatchev n'a nullement l'intention d'autoriser la création de véritables partis

De même, le retour au « fractionnisme » au sein du parti demeure récusé. Le groupe des députés « libéraux », outre qu'il n'a pas encore reçu les moyens de s'organiser, ne dépasse guère 20 % à 25 % des élus au Congrès et la proportion sera encore plus faible au Soviet suprême. Par ailleurs, si certaines acènes de Congrès retransmises par la télévision témoignaient d'une liberté d'expression stupéfiante, elles ne doivent pas en faire oublier d'autres: Sakharov humilié et offensé par un vétéran de l'Afghanistan, le général Rodionov, tenu par beaucoup pour responsable du massacre de Thilissi, solidement défendu.

L'érosion du système totalitaire

On est donc loin de l'évolution en cours en Pologne. Là, même si le parti s'est réservé 65 % des sièges à la Diète, il en a livré 35 % à une contestation électorale ouverte aux opposants, et, pour le Sénat, l'ouverture a été totale, avec le résultat que l'on sait : le vide ainsi laissé a été rempli par Solidarité. Et en 1993 la compétition devrait être totalement libre. L'on est encore plus loin de Budapest, où certains dirigeants du parti n'hésitent pas à prédire que celui-ci perdra le pouvoir aux prochaines élections et devra chercher des alliances avec les forces social-démocrates on libérales de gauche. De l'autre côté, l'on est également loin de Pékin, où le parti a préféré écraser dans le sang le «libéralisme bourgeois» plutôt que d'accepter le dialogue

(*) Ambassadeur de France.

avec les forces de la contestation. Deng Xiao Ping a clairement signifié que réforme économique et réforme politique n'allaient pas de pair.

Ainsi tandis qu'à Varsovie le parti accepte de partager le pouvoir avec l'opposition et qu'à Pékin il refuse non senlement tout partage mais toute opposition, à Moscou il admet l'existence de forces divergentes et leur participation au pouvoir législatif, mais refuse jusqu'à présent toute opposition organisée sur une base pluraliste. Autant dire que Moscou se tient quelque part entre Varso-vie et Pékin.

Dans ces circonstances, il devient vital pour nous de savoir de quel côté penche Gorbatchev car le véritable critère pour juger de ses orientations profondes est là : face à des oppositions, peut-il accepter de leur faire une place dans le système ? Ou refusera-t-il, quitte à réprimer pour maintenir intact le système? «Le pouvoir aux Soviets » constitue peut-être une première réponse dans la mesure où le parti se trouve ainsi restreint dans son exercice monopolistique du pouvoir. Si les critères de la nature démocratique d'un Etat consistent dans l'existence de pouvoirs indépendants et se limitant l'un l'autre, il y a là le début d'une évolution vers la démocratie.

Ce n'est donc plus tout à fait le même Gorbatchev qui est accueilli à Paris. Car, même si l'irréversible est loin d'être atteint (d'ailleurs l'est-il jamais?), du moins des pas auront-ils été faits au cours de ces quatre ans dans la bonne direction. Cette évolution est en elle-même tout autant et sans doute davantage génératrice de confiance que des accords de désarmement ou l'évacuation de l'Afghanistan, car elle provoque une certaine érosion du système totalitaire et c'est bien celui-ci qui constitue la cause principale de la crise de confiance subsistant depuis plusieurs décennies entre l'URSS et l'Occident. Dans le jugement que nous portons sur Gorbatchev, il convient d'en tenir compte.

Retour au « despotisme éclairé »

"UN côté la tyrannie, que nous appelons régime totalitaire, de l'autre la liberté, que nous appelons démocratie : cette division ne comprend pas le type d'organisation que certains philosophes au dix-hultième siècle, qui n'étaient pas encore appelés politologues, dénommèrent « despotisme éclairé ». Sous nos yeux, Gorbatchev na reinventet-il pas une forme oubliée de régime politique, et avec lui, après lui, d'autres dirigeants d'Etats communistes ?

En son principe, ce régime est fondé sur une séparation entre le pouvoir et la société. Le pouvoir est la propriété d'un « clan » et il reste un pouvoir « absolu ». Toutefois, pour gouverner, il fait appel à la « raison », c'est-à-dira à la sagesse et à la connaissance. Si tant d'intellectuels ont naguère mis de grands espoirs en ce régime, c'est moins, me semble-t-il, par appréhension des résultats politiques de la liberté que par le sentiment de l'importance des réformes à accomplir et qui exigeaient une telle force et une telle continuité que seul un pouvoir absolu était en mesure de les imposer !

La légitimité du Parti communiste soviétique était attachée à une cartaine vision du monde : la Russie menacée de toutes parts se devait d'abord d'être la première puissance militaire. Tout était donc pour l'armée. Les conséquences de ce choix furent dans tous les domaines très dures pour le peuple at pour chaque citoyen. Dès lors que les nouvelles générations, qui veuient profiter de la vie, se révoltent contre la pénurie et la pénitance imposées et ne sentent plus l'utilité des sacrifices exigés, non seulement les moyens mis en œuvre sont contestés, mais la vision qui fonde la légitimité des hommes au pouvoir et des institutions qui les y maintiennent est battue en

DAT MICHEL DEBRÉ

brèche. Afin d'ouvrir au peuple russe l'espérance des jours meilleurs, il convient donc de bêtir une nouvelle vision du monde au iustifiera aussi bien l'ampleur des réformes que le maintien d'une autorité absolue pour les réali-

Un tel régime que l'on peut appeler « despotisme éclairé » peut-il durer ? La réussite personnelle du premier « despote éclairé » est probable mais dépend largement des circonstances. Mais les chances du régime de durer au-delà de la personne qui l'incame sont fai-

Si j'osais employer une formule audaciouse pour dépoindre le caractère favorable des circonstances extérieures, le dirais : l'Atlantique a cessé d'être dangereux et le Pacifique ne l'est pas encore. A l'Ouest, en effet, l'isolationnisme américain et le nautralisme eurocéen gagnent du terrain tous les jours. A l'Est, les puissances se cherchemt et l'ère des grands bouleversements ne paraît pas prochaine. Certes, rien n'est facile, et il convient de faire preuve d'habileté : en Europe if y a le « problème » allemand et en Asie le « problème » de la Chine. Mais nous vivons « une époque à problèmes », écrivait déjà André Gide, vers 1930.

Sous réserve que les problèmes extérieurs n'explosent pas, les astres sont donc favorables à « l'expérience Gorbetchev ». Il n'en est pas de même pour les problèmes intérieurs qui sont près d'exploser. Comme un liquide en fusion et longtemps comprimé, on sent, de toutes parts, une tendance à la décompression la plus désordonnée. Que va provoquer le déséquilibre démographique entre les communautés qui constituent l'Union soviétique et qui a déjà entraîné de sanglantes querelles ? L'habileté du pouvoir sera mise à rude

épreuve et si des problèmes extérieurs devaient naître des faiblesses intérieures, tout serait remis en cause.

D'autent plus qu'il est durablement difficile de diviser la liberté. On le constate lors de la transmission du pouvoir : son maintien au sein d'une famille ou d'un parti sans intervention des hommes gouvernés paraît vite un défi au bon sens. Du jour où la raison empêche de considérer I'homme comme un serf, il devient impossible de ne pas le traiter en citoyen et de le laisser en dehors de la procédure de transmission du pouvoir. Ou la démocratie trouve l'équilibre nécessaire entre les exigences de la vie collective et les aspirations populaires et l'emporte, ou la tyrannie revient. Les communistes ont mis au point une combinaison qui a des précédents : le vote de la majorité n'influe pas sur le pouvoir dont l'exercice et la transmission sont réglés différemment. Mais, passion ou raison, le « despotisme éclairé » est ambigu et, dans un très grand pays où la démocratie est difficile à implanter, aura de la peine à réussir durablement.

Malgré les immenses différences de situation et de puissance, nous pouvons tirer une leçon de l'expérience entreprise en Union soviétique. Les républicains ne doivent jouer ni avec l'Etat, qui a charge de régler les affaires, ni avec la netion qui seule donne la légitimité au pouvoir issu de la liberté. Ces lignes sont écrites en pensant aux idéologues et aux technocrates de la Communauté auropéenne qui croient volontiers à la vertu du « despotisme éclairé » habillé pour la galerie en « démocratie supranationale ». N'oublions mais que seul le sentiment de solidarité nationale permet l'exercice du pouvoir démocrativrai pouvoir !

grand the second

, y ...

4000

والمجارية

1.00

314 4 315

production of

1 42 - 1

. \$647 B R 1

100

Park to great

AT 1 " "

21 20 9 $\mathcal{L}^{2} = \{a_{1}\}_{AA}$

esta in page 13

5 × 4 × 4

Water Francis

Programme Company

25 53, 5

Armay .

And the second

A

300 10

1 18 18 2

Addr. B. Sagar

7

1

March Land

 $\{y_2,\dots,y_{k-1}\}$

2.1

SCINCE Au courrier du Mande

Les "sucrettes" font un tabac. Un français sur cinq en utilise. Mais savons-nous au moins ce que sont ces faux-sucres et ce qu'ils valent pour notre santé?

ÉGALEMENT AU SOMMAIRE:

- Le plus gros jouet du monde : une machine de 5 milliards de francs pour casser les électrons.
- L'hormone de croissance.
- Avec ou sans phosphate : la guerre des lessives.

N° 1 DE LA PRESSE SCIENTIFIQUE

MISE AU POINT

Le baptême de Simone Weil

Le Monde a rendu compte longue-ment de la biographie dialoguée que j'ai consacrée à Simone Weil, et j'en ai été heureux puisqu'un de mes objectifs en publiant ce livre était de faire connaître à un plus large public ce grand écrivain spirituel.

La publication de ce livre a provoqué une nette réaction de l'abbé de Naurois. Elle est importante perce que ce prêtre est le dernier à avoir visité Simone Weil plusieurs fois dans l'hôpital de Londres où elle était soignée quelques semaines avant sa mort. Le texte de mon livre et certaines citations qu'il comient laissent entendre nettement que l'abbé de Naurois, alors aumônier des Forces françaises libres, lui aurait refusé le baptême. L'abbé de Naurois est le seul véritable témoin de ses rencontres à l'hôpital avec Simone Weil. Il entend faire savoir qu'il n'a jamais refusé le baptême à l'auteur de la Pesanteur et la Grâce. celle-ci ne le lui ayant jamais demandé. J'en prends très volontiers acte et vous serai reconnaissant de bien vouloir faire connaître cette mise au point à vos lecteurs.

GEORGES HOURDIN.

FROMAGE Parking et bicentenaire

Holà les Parisiens! Ras-le-bol de vos états d'âme à propos des limita-tions de circulation pour les fêtes du 14 juillet. En province, quand on interdit tout un quartier pour une manifestation culturelle ou sportive. on n'en fait pas un fromage. Après tout, les Droits de l'homme valent bien une place de parking, non?

ANDRÉ PONCHEL

PROCHE-ORIENT

Liban : sauver l'Etat

ROP de Libanais ont été tués à cause de la vacance du pouvoir présidentiel et de l'absence de réformes dans leur pays. Faut-il encore démontrer qu'il est urgent de reconstruire l'Etat libanais et de garantir sa souveraineté? La restauration de l'autorité du gouvernement sur tout le territoire de la République est une absolue nécessité pour rétablir la légalité et la justice à l'intérieur, et pour éviter de plus graves désordres à l'échelle régionale et internationale. Il serait criminel d'oublier que la disparition d'un seul des Etats issus de la dislocation de l'Empire ottoman après 1918 provoquerait une mise en cause de tous les Etats du Proche-Orient, quels qu'ils soient. Or, rappelons-le, depuis septem-bre 1988, le Liban n'a plus de président.

A quelles priorités sera confronté le nouveau chef de l'Etat libanais dès qu'il sera élu ? A celles concernant les réformes, évidemment. Celles-ci sont demandées pour pacifier le pays, et par conséquent pour satisfaire les revendications sociales et poli-tiques qui auront su le mieux exprimer les besoins et les aspirations des différentes catégories de la population.

> Dans l'intérêt du pays

La tâche ne sera pas facile pour le président; il devra établir des rapports confiants avec le gouvernement et avec la Chambre des léputés pour faire adopter une définition de l'égalité de tous dans l'Etat libanais, pour faire respecter les droits des individus et des groupes, pour assagir et désarmer les mouvements dont l'action porte atteinte à l'Etat et à la cohésion dont il est le garant, pour

par DOMINIQUE CHEVALLIER (*) avec la Syrie, de coopération avec réorganiser l'économie et pour rendre à la monnaie sa valeur.

A l'extérieur, son rôle ne sera pas moins important. Il aura la charge de collaborer avec l'ensemble de ses partenaires arabes, d'observer l'Asie si incertaine, de s'assurer de l'appui de l'Europe, de montrer aux Etats-Unis que le Liban existe et compte, et de préparer le gouvernement libanais à œuvrer au sein de la conférence internationale pour la paix au Proche-Orient. Dans ce but, il faut qu'Israël cesse ses occupations, ses manipulations et ses interventions au Liban; il fant que la Syrie retrouve un allié loyal, en respectant son indépendance, car un peuple qu'elle dominerait ne pourrait que lui être hostile.

Le général Michel Aoun ne semble plus bénéficier de la popularité que lui avait d'abord valu, chez des chrétiens comme chez des musulmans, son souci de faire respecter la seule autorité de l'Etat libanais et son courage face à la présence syrienne. Il a été trop loin dans la rupture; il inquiète ses adversaires, mais aussi ses alliés potentiels. Saura-t-il se retirer devant un candidat plus acceptable que lui? Il a déclaré à plusieurs reprises qu'il serait capable de le faire dans l'intérêt du pays.

Par leurs appels répétés, les Libanais, tous les Libanais, clament leur impatience d'avoir un patriote lucide à leur tête pour enfin vivre et travailler normalement. Fort d'un tel appui, un président, décidé à servir le Liban dans toutes ses composantes, pourra agir avec détermination à l'intérieur et exprimer la volonté libanaise à l'extérieur, notamment par une politique de conciliation

les Etats du Proche-Orient, et de concertation avec les puissances directement intéressées par l'évo-. Intion en Méditerranée orientale.

Il est vraisemblable que les candidats libanais les plus valables sont maintenant résolus à dire que l'élection à la présidence de la République ne peut que signifier l'établissement d'un plan de réformes. Auront-ils l'audace d'en tracer éventuellement les grandes lignes et le calendrier? Peut-être. De leur côté, les députés auront à faire connaître leur avis sur ces réformes et sur leur mise en œuvre. Mais ils sont en place depuis 1972! En attendant de nouvelles élections législatives, il sera probablement prudent et utile que le président élu consulte aussi les représentants de toutes les forces vives de la population. Personne ne doute qu'il lui faudra beaucoup de patience, d'habileté et d'énergie.

Agir avec beaucoup de sagesse

Saura-t-il profiter des aides qui s'offriront à lui ? Le dernier sommet arabe de Casablanca a d'abord consacré le retour de l'Egypte au sein de la Ligue des Etats arabes et la reconstitution d'une unité arabe. Sur la question du Liban, il a été aussi loin que le permettaient les circonstances. Pour suggérer une solution, le roi du Maroc, le roi d'Arabie saoudite et le président de la République algérienne connaissent trop les dangers de la situation pour ne pas agir avec beaucoup de sagesse durant les six mois qui leur sont impartis. Déjà, pour saire connaî-tre un avis arabe, ils se sont montrés ouverts à d'utiles contacts internationaux. Que la France et l'Europe les soutiennent de leur expérience pour que vive le Liban!

Etranger

du numéro un soviétique

M. Mikhail Gorbatchev, l'homme du «futur indéfini»

(Suite de la première page.) Aussi sûr qu'il était sûr qu'« ile » no laisseraient jamais élire M. Elt-sine, que les élections seraient une carade, la réunion du Congrès une comédie réglée d'avance et que les décrets de l'automne dernier sur les manifestations sonnaient le commencement de la fin.

Tautôt M. Gorbatchev vient ainsi Tantôt M. Gorbatchev vient ainsi de signer sa félonie, tantôt il vous ôte le sommeil à la soule idée qu'à l'ambe la radio pourrait, entre deux communiqués, diffuser de la musique militaire. On n'ainne pas un homme qui vous fait vivre cela. Mais le paradoxe — l'important en fait — est que cette crainte de le voir tomber est générale.

On n'aime pas M. Gorbatchev, mais on aimerait besuccup moins encore qu'il ait un successeur. Cela n'a rien d'irrationnel. Car le pro-blème avec cet homme toujours pédagogne et acrein entre quatre lames de fond, c'est que, ca admet-tant qu'il ait toujours su où il allait et par quelles voies, il ne lui a jamais été permis de le dire.

Le dire, c'était se l'interdire. Dire qu'il voulait « reventr à Lénine » parce que c'était un moyen de légiti-mer le marché et la liberté dont Lénine serait mort en ardent parti-sau, n'aurait pas facilité la manue. vre. Dire qu'on ressortait « tout le pouvoir aux Soviets », le slogan d'Octobre, afin de créer un vrai Parlement - c'est-à-dire, face au parti, un autre centre de pouvoir - est sériensement compromis le distrait acquiescement de l'appareil. Dire qu'on voulait conclure au plus vite l'accord sur le démantèlement des euromissiles non pas seulement pour sortir d'une impasse diplomatique, mais pour pouvoir aussi, désarme-ment aidant, réduire l'influence éco-nomique et politique de l'armée ett également été superflu. Dire que...

M. Gorbatchev se condamnait des lors à n'être d'abord pas cru, puis pas compris, enfin, la scène politique soviétique s'animant, à n'être Phomme de personne, qu'un diable politique à la position toujours plus forte, mais insaisissable, une heure à ganche, l'autre à droite et jouant tout le monde. Si les Soviétiques ent à lui, c'est seulement parce qu'ils tiennent, conservateurs exceptés, à la perestrofka. S'ils aiment ce qu'il permet et garantit sans l'aimer lui-même, c'est que sa marge de manœuvre n'autorise que ce jou solitaire du plus volubile des

Trois actuarios

Car, qu'on cesse de s'interroger sur ce que voudrait ou ne voudrait pas M. Gorbatchev et c'est une évidence autrement décisive qui s'impose. Ruiné, défait, dépassé par l'histoire, tiré de l'avant par des satellites que sa force d'attraction déclinante ne maintient plus en orbite, ce pays doit sortir du système qu'il a inventé et qui s'écroule partout où il l'a exporté.

Pour l'URSS comme pour l'ensemble du monde commun cette nécessité est si impérative que même le bureau politique légué par Brejnev s'était résolu à confier l'héritage à ce benjamin, que même les vicillards de Pékin clament, en tuant leur jeunesse, qu'ils veulent tout réformer. Mais pour sortir du communisme comme de tout régime, il n'y a que trois scénarios possibles : l'abdication, la révolution on la transition.

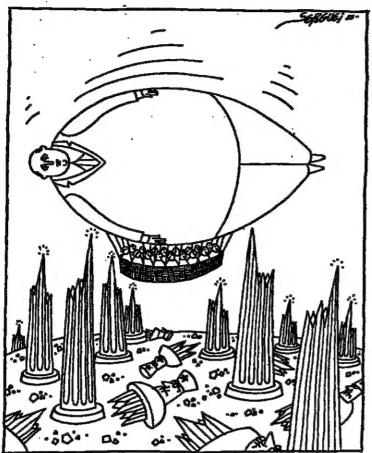
Le premier suppose à la fois que le pouvoir installé soit disposé à céder les rênes et qu'il y ait quelqu'un à qui les remettre - ce qui n'est encore le cas mile part, en

tout cas pas en URSS. Parfaitement de Pékin, à trouver naturelles les plausible partout, le deuxième scénario – la révolution – n'est évieut des à-coups, mais ils ont, au bout plausible partout, le deuxième scé-nario — la révolution — n'est évi-demment souhaitable nulle part, ni pour les gouvernants, ni pour les gouvernés, ni pour la stabilité inter-nationale. nationale.

Le troisième scénario, enfin, celui Le troisième sonario, enfin, cenn de la transition, se cherche dans tous les pays communistes, sauf quand le totalitatisme y a déjà sombré (Roumanie et Corée du Nord) ou quand l'iden-tité du régime ne tient qu'à la cou-pure du monde en deux blocs anta-

du compte, réspons l'aspiration aux libertés politiques. Perestrolka aidant, M. Kadar a du céder, il y a un an, la direction de son parti à des réformateurs qui toujours plus réformateurs, promettent maintenant des élections « totalement libres » pour

Peut-être trop vite d'ailleurs, la Hongrie vogne aujourd'hui vers ce que le général Jaruzelski vient d'appeler, parlant de la Pologne, une



goniques : Allemagne de l'Est bien sûr, ou encore Cube perdue dans les Amériques.

Partout ailleurs, gouvernants y compris, on cherche des formules de transition. Vers quoi ? En fait, cette question-clé n'est que rarement posée, car seule l'évolution des choses et des rapports de forces pourra décider de la réponse et nême les équipes dicigeantes globadécidées au chang éclateralent immédiatement ai elles tentaient d'en donner une définition

Le meilleur exemple en est le bureau politique soviétique, dont les membres dits « conservateurs » ne sont nullement des partisans d'un retour à Brejnev et moiss encore à Staline. Ce qu'ils auraient voulu, c'est qu'on s'en tint à des réformes économiques sans incidence sur le système politique, su mandst que M. Gorbatchev, estiment-ils, avait rops en 1985 — à cette illusion donc, qui est aussi celle des dirigeants chinois, d'un communisme qui « marcherait » en échangeant l'acceptation de la dictature contre un niveau de vie acceptable.

C'est une illusion, car, inventé il y a vingt ans par M. Kadar pour panser les plaies de l'insurrection hongroise de 1956, ce « communisme du goulath » a pour caractéristique première de creuser sa tombe en réussissant. Ventre plein et sans plus craindre un pouvoir qui ne se souciait plus de les terroriser des lors qu'ils le remerciaient de les nourrir, les Hongrois ont commencé à parler, voyager et, comme hier les étudiants

« démocratie parlementaire socia-liste ». C'est là l'un des deux abontimements possibles de la transition vers le communisme sans pénuries. vers le communisme sans pénuries.
L'autre, quand l'espoir grandit plus
vite que ne s'affaibilt le pouvoir, ce
sont les chars et le sang : comme
Franco su crépuscule, M. Deng et
ses camarades croient retrouver
leurs muscles en faisant tuer ceux qui en out. Mais ils ne prouvent appelle la liberté et ne marche pas sans elle, que les producteurs ne peuvent pas être, dans le même temps, des sujets de l'économie et des objets de la politique, qu'on ne peut pas former (et à l'Ouest !) ges-tionnaires et informaticiens en leur interdisant éternellement d'ouvris

« Savoir vers quoi nous allous... >

les youx.

Reste donc l'antre réponse, la vraie, si dure à accepter et plus encore à formuler pour les diri-geants communistes : c'est vers un « futur indéfini » (1) que mène la transition. Qu'il ne l'ait réalisé qu'une fois parvenu au pouvoir ou qu'il Pait compris, au contraire, dès l'époque ch, sous la haute protection de Iouri Andropov, il réunissait dans le secret des <u>bâtiments</u> de comité central les meilleurs esprits du système pour percer des issues de secours, M. Gorbatchev le sait aniourd hui.

Si l'on en doutait encore. l'homm auquel il a, en octobre dernier, confié la responsabilité de l'idéologie définissait ainsi, il y a quinze jours, devant la promotion sortante de l'école du parti, les problèmes « à l'ordre du jour » du monde commu-niste. « C'est aussi bien, disait M. Medvedev, l'approfondissement de la conception idéologique et théorique de la perestrolka que la pleine élucidation de la question de savoir vers quoi nous allons... >

Tout parti au pouvoir sombrerait dans le ridicule en disant cela, mais le plus urgent n'est pas de rire quand cet humble aven vient du Parti bolchevique, de ce parti qui avait pré-tendu guider l'humanité entière, fait vibrer de par le monde tant de centaines de millions d'hommes et modelé le siècle. Une grande religion s'écroule, et avec elle toute une organisation sociale dans laquelle vit — mai, mais vit — une part majeure des continents asiatique et européen. Pour les hommes qui ont le réalisme et la force de vouloir en tirer les conséquences et agir, le problème est donc de limiter l'inévitable coût

qu'après-guerre. Ici, ceux qui sont nés sous le communisme sont depuis longtemps grands-parents. La culture économique, politique, agri-cole, artisanale de ce peuple s'est perdue dans les campu, dans les cou-loirs du comité d'Etat au plan, dans la comédie des faux-semblants institutionnels, le fonctionnariat des fermes collectives et des ateliers de

Beaucoup des antres pays du
socialisme réel » avaient, avant le
communisme, comm une vie économique et politique plus on mains
développée. Entre le tournant du siècle et octobre 1917 en Russie, une
prometieuse révolution industrielle
et des balbutiements constitutions nels n'avaient pas suffi à esquisser une alternative à l'absolutisme ffodal d'un empire alors déià anachro-

Ailleurs, l'éthique protestante a préservé l'individu, le clergé catholique la nation, la gauche non commu-niste une tradition de lutte. Soumise hier et soumise anjourd'hni, l'Eglise orthodoxe russe se refuse à être une force sociale; quant à la gauche, elle n'avait pas en le temps de s'affirmer sous les trars que déjà le bolche-visme la déchiquetait. Même cette antre immensité impériale si éloignée de la démocratie et des înmières, la Chine, a, dans aon his-toire un homme, Sun Yat-sen, pour incarner une ambition nationale de modernité à laquelle se raccrocher. Encore faut-il ne pas oublier que la Chine est une nation malgré sa mul-titude. L'Union soviétique n'est, elle, qu'un hasardeux conglomérat de peuples en tout opposés et que leur destin commun n'a jamais fondus, ni sous le communisme ni sous l'absolutisme.

Cels, c'est la toile de fond. Pour ce qui est des conditions concrètes dans lesquelles M. Gorbatchev doit agir, on verra dans un second article le sa popularité ne peut qu'être le que sa popularité ne peut qu'eure se cadet de ses soucis. Car si la Chine a déjà su donner de l'aliant à son économie, si la Hongrie peut tabler sur une société civile et la Pologne sur une opposition de gouvernement, l'URSS de la perestrolka a dû par-

BERNARD GUETTA.

Prochain article:

LA TENTATION BONAPARTISTE

(1) Employée dans un récent article du quotidien Sovietskola Koultoura, l'expression est du politologue Andranik

La pomme de discorde de la dissuasion

Depuis que de Gaulle a fait explo-Depuis que de Gaulle a fait explo-ser, à quelques semaines de la visite de Khrouchichev en France, en 1960, la première bombe A française, le sujet de la dissuasion medéaire a toujours été la principale pomme de discorde entre Paris et Moscou.

entre Paris et Moscou.

Encore anjourd'hui, la ligne noviétique officielle sur le sujet est celle que M. Gorbatchev exposait ainsi devant le congrès de son parti en février 1986: « La nécurité ne peut se fonder indéfiniment sur la peur du châtiment, c'est-à-dire sur les doctrines de dissuasion et d'intividation. Sans parler du caractère absurde et immoral d'une situation dans loquelle le monde entier devient otage nuclèaire, ces doctrines encouragent une course aux trines encouragent une course aux armements qui, tôt ou tard, pourra échapper à tout contrôle. » Qualques semaines plus tôt, son plan — toujours valable en principe aujourd'hni — de désammement nucléaire total « avant la fin du siècle » avait rendu à ses yeux « dépassé » le concept « erroné, dangereux et profondément amoral » de la dissussion.

de la dissussion.

Le désaccord est si profond que Français et Soviétiques se contentent généralement, lors de leurs rencontres, d'un barond d'honneur réaffirmant les positions connacs, avant de passer à des sujets plus productifs. Dès sa première visite à Paris en octobre 1985, M. Gorbatchev avait pris soin de préciser qu'il ne demandait rien à la France à ce stade, sinon de ne pas augmenter son arsenel modéaire si l'on voulait parvenir à un accord à propos des euromissiles. Depuis, même cette condition a été oubliée, ce qui a permis la conclusion et la mise en œuvre du traité de Washington sur les forces traité de Washington sur les forces

Mais l'on peut se demander si cette opposition « philosophique » au concept de dissussion n'est pes maintenant en passe de s'effacer devant les nécessités de la « nouvelle mentalité », l'application de la perestrolla su ter-rain diplomatique. D'abord parce que ce concept est en fait à la base de la pensée militaire soviétique depuis les débuts de l'ère nucléaire: Khrouchtchev employait un terme russe équiva-lent à ceini de dissussion (oustrachene, ou retenue par la peur) et l'on apprend maintenant qu'il n'était pas loin d'adopter, à la fin de son règne, la thèse de McNamara sur la « destruc-tion mutuelle assurée » (MAD). Brejnev employait un terme plus neu-tre (sderjbunie, cu retenue imposée), tout en ajoutant au concept toutes sortes d'ingrédients nettement offen-

Aujourd'hui, M. Gorbatchev « suffisance militaire » et de « posture défessive », ce qui amène quelques Soviétiques au moins à resoir leur attitade à l'égard de la dis

Lors d'un colloque organisé en mars dernier sons l'égide de la Fondation française pour les études de défense nationale (1), M. Ivan Tiouline, membre d'un institut dépendant du minis-tère soviétique des affaires étrangères, a reconnu que les spécialistes soviétia reconnu que les spécialistes soviéti-ques, ces vingt dernières années, « n'ont pas toujours eu une interpré-tation correcte de l'attitude française [sur la dissussion] : il nous arrivait de placer un signe d'égalité entre la doc-trine de Paris et celle de Washington», de « perdre de vue tel ou tel aspect de la doctrine nucléaire fran-caise qui la rapprochaît en fait de nos idées actuelles de suffisance

Parmi ces espects, M. Tiouline mentionneit le principe de la « non-bataille », la « suffisance dans la dis-suasion du faible au fort » entraînant « l'abandon de la recherche de supé-

Aussi bien, et tout en maintenan l'objectif officiel d'une démeléarisaque proposait pour une durée indéter-minée, mais visiblement fort longue partie ne disposerait d'un potentiel anti-forces, c'est-à-dire d'une capacité d'infliger à l'autre un coup désarmant, décapitant ou aveuglant », et où cha-cune « ne disposerait que d'un poten-tiel de ripostes ou contre valeurs ».

tiel de ripostes ou contre-valeurs ».

Sur un plan encore plus officiel, M. Karpov, vico-ministre soviétique des affaires étrangères, ne dit pas suire chose lorsqu'il suggère, dans les Nouvelles de Moscou (21 juin), « une réduction de 95 % des armements stratégiques offensifs de l'URSS et des Etats-Unit et leur comercion en missiles à une seule tête ». Celn renforcerait, ajouto-t-il, la stabilité stratégique, en « privant les parties de la possibilité de porter un premier coup tout en garantissant, dans toutes les altuations, la survie de moyens pour porter un coup en représailles contre l'agresseur ».

Les Deux Grands sont bien săr loin de cette dissuazion minimale, et il estpossible que ces évocations vinent surtout à entraîner la France dans un débat sur les armements stratégiques qu'elle a refusé jusqu'à présent, compte tenu de la disproportion des amenaux. Dans l'immédiat, un des sujets que devrait évoquer M. Gorbatchev est la négociation (rejetée par Washington mais demandée par Moscou et aussi par Bonn) sur les armes nucléaires à très courte portée. Le missile français Hadès, on le sait, serait sile français Hadès, on le sait, scrait inévitablement impliqué dans de telles

MICHEL TATUL

Domier numéro 28 de la For pour les études de défense entionale des Invalides, 75007 Paris.

Le vingtième sommet depuis la guerre

Voici la liste des rencontres franco-soviétiques au sommet depuis les derniers mois de la seconde guerre mondiale:

1944, 30 novembre-16 décem-bre : le général de Gaulle, président du gouvernement provisoire, se rend à Moscou où il rencontre Staline et signe un traité d'alliance avec l'URSS.

1956, 15-22 and : visite à Mos-cou de Guy Mollet, président du

1960, 23 mars-2 avril: visite officielle en France de Nikita Khrouchtchev, qui revient en mai à Paris pour le sommet des Quatre Grands, qui n'a finalement pas lieu à la suite de l'affaire de l'avion espion U-2.

1966, 20 juin-1" justiet: visite officielle en URSS du général de Ganlle, qui rencontre Leonid

Brejney, Alexis Kossygnine et Nico-ial Podgorny; Alexis Kossygnine, chef du gouvernement, se rendra à son tour en France à deux reprises en décembre 1966 et juin 1967. 1970, 6-13 octobre: visite offi-

cielle en URSS de Georges Pompi-

1973, 11-12 jasvier: rencontre de travail près de Minsk entre Georges Pompidon et Leonid Brej-nev; ce dernier séjourne, du 25 au 27 juin suivant, à Rambonillet pour une rencontre du même type. 1974, 11-13 mars : visite de tra-

vail de Georges Pompidou à Pit-sounds; du 4 au 7 décembre de la même année, Leonid Brejnev revient à Rambouillet pour des entretiens avec le président Giscard d'Estaing. 1975, 14-18 octobre: visite offi-cielle en URSS de président Gis-

1977, 28-22 juin : visite officielle à Paris de Leonid Brejnev. 1979, 28-29 avril : visite de M. Giscard d'Estaing en URSS.

1980, 19 mai : le président français se rend à Varsovie pour y rencontrer Leonid Brejney.

1984, 20-23 juin : visite officielle en URSS du président Mitterrand, qui rencontre Constantin Tcher-

1985, 2-5 octobre : première visite officielle en France de Mikhall Gorbatchev.

1986, 7-10 juillet: visite offi-cielle en URSS du président Mitter-

1988, 25-26 novembre: voyage de M. Mitterrand en URSS à l'occa-

sion du séjour dans l'espace de Jean-



Une vingtaine d'accords devraient être signés

Invité du «Club de la pressa» d'Europe I dimanche 2 juillet, M. Roland Dumas a noté que l'organisation du programme de M. Gorbatchev à Paris « avait posé quelques petits problèmes » avec lo protocole soviétique. Le programme officiel n'était toujours pas publié handi, une réunion entre services du protocole devant y metire la dernière main en fin de matinée. En revanche, a déclaré M. Roland Dumas, « nous avons rencontré une très grande facilité sur les négociations à caractère politique, écono-mique et social». Une vingtaine d'accords devraient en effet être signés pendant la visite.

Le ministre a cité notamment colui qui devrait porter sur la créa-tion de contres culturels à Paris et à Moscou - « Nous allons construire le premier centre culturel d'un pays occidental à Moscou », a-t-il déclaré - ajnsi que l'accord sur les échanges jeunes. Un accord-cadre sur la télévision haute définition, prévoyant des recherches en commun et

des échanges de technologie dans ce secteur, devrait placer la France en

Des accords formels portant sur la modernisation des instances de la grande commission francosoviétique, sur un programme de formation des cadres soviétiques à la gestion, ainsi que sur l'encouragement et la protection des investissements permettant le développement de société mixtes, devraient aussi être signés.

On peut s'attendre aussi à une déclaration commune sur la coopération dans le domaine de la recherche scientifique et technologique, même si les échanges ne donnent pas lieu à de nouveaux accords dans tous les domaines qui seront abordés : espace, nucléaire, environnement, informatique, instrumentation scientifique, médecine et biologie, prévention des risques majeurs notam-

bonne position pour que les Soviéti-ques adoptent la norme européenne de préférence à la norme japonaise.

de cette transition. L'entreprise est partout hasar-deuse, mais l'URSS, le plus vaste pays du monde, celui dans lequel se gagnera ou se perdra la partie, sem-ble en cumuler toutes les difficultés. Partout ailleurs, la chape du système stalinien ne s'était abattne

La visite à Paris de M. Gorbatchev et la situation en URSS

Si l'Union soviétique n'est plus perçue comme une menace, la nature et l'avenir du gorbatchévisme suscitent pas mai d'interro-gations : si 44 % estiment qu'on

assiste à un changement profond du système, 41 % pensent que le socialisme n'est pas remis en cause. Illustration de l'ambiguité

et des limites des sondages ; à une autre question destinée à savoir si l'URSS, à terme,

deviendra une société démocrati-

que comparable à celle des pays

occidentaux, 47 % répondent oui

et 37 % seulement non, Enfin, 60 % des sondés jugent que les événements de Pologne, d'URSS

et de Chine ne permettent pas d'annoncer la fin du commu-

La bonne perception de l'Alle-magne de l'Onest est confirmée

per plusieurs questions annexes qui avaient déjà été posées par l'IPOP en juin 1985 : 67 % des sondés (contre 57 % en 1985)

estiment aujourd'hui que la

France devrait prendre la défense de la RFA si elle était gravement menacée et 53 % (contre 39 % en 1985) ne pen-

sent pas que la rémification alle-

mande puisse constituer un grave danger politique pour l'Europe.

Si la proportion des personnes

interrogées estimant que la

construction de l'Europe doit se

faire à partir de l'axe francoallemand ne varie guère, celle des sceptiques à ce sujet aug-mente en revanche puisqu'elle passe de 23 % à 34 %...

Fiche technique

dage : du 12 au 19 juin 1989. Echentilion de 903 personnes représentatif de l'ensemble de la

population française âgée de doi-huit ans et plus. Méthode des

quotas : sexe, âge, profession du chef de famille, stratification per

JACQUES AMALRIC.

Un sondage IFOP pour « le Monde » et TF1

47 % des Français pensent que les réformes en URSS marquent un changement durable du système

l'expérience Gorbatchev mais doutes sur son issue. Tels sont les trois enseignements principaux du sondage réalisé par l'IFOP pour le Monde et TF 1, dont nous publions ci-dessous les

On savait depuis pas mal de temps déjà que l'anti-germanisme ne faisait plus recette en France. On en a un vient en tête de cette liste mais, début de preuve avec les résul-terrorisme oblige, l'Iran (25 %);

Confiance en l'Allemagne de tats de ce sondage, qui a été 14 % des sondés citent aussi Ce pourcentage est à compare l'Ouest, crainte des pays islami-ques, sympathie à l'égard de La RFA vient en effet en tête arabes » et 18 % se divisent qui mentionnent l'URSS. effectué entre les 12 et 19 juin.

La RFA vient en effet en tête des alliés jugés les plus sûrs par les Français (44 %), avant les Etats-Unis (40 %) et la Grande-Bretagne. Confirmation de la preuve, si l'on peut dire : seules 3 % des personnes interrogées citent l'Allemagne parmi les pays 3 % des personnes interrogées citent l'Allemagne parmi les pays les plus menaçants pour la France, Ce n'est pas l'URSS qui vient en tête de cette liste mais.

6) 51}57

34 39

Les allés les plus silrs...,

· Quels sout, à vos yeux, les pays qui sost sujourd'hai les alliés les plus sûrs de la France?

	2000E
-LaRFA	44
- Les Etais-Unis	40
- La Grando-Brotagne	26
- L'Espagne	11
- L'Italie	8
- La Belgique	7
- L'URSS	3
- No se proconcest nes	18

Total supérieur à 100 % en raison des éponses multiples.

...et les pays

les plus menaçants

Quels sont les pays qui rous semblent sujourd'issi les pins

menaçants pour la France?

14 11

- L'Iran - L'URSS - Les pays stabes (sans

- La Grando-Bretague

- La Libye - Le Libea

Le Japon

- Le Japan - La RFA - Les pays de l'Est (suss précision)

précision)

L'Irak

L'Afrique du Nord (sans précision)

La Svrie

- L'Espagne - Ancen - Antres (1)

- Ne se prononcent pas

Et, dans le monde de demais, c'est-à-dire d'ici dix ans, pensez-tous que la France exercera une influence...

L'influence de la France...

Diriez-vous que la France exerce actuellement dans le monde une

	ENSEMBLE
- Très grande - Assez grande - Plutôt faible - Très faible - Ne se prononcent pas	7 39} 46 28 7 35

...et ses objectifs

 A votre avis, quels sont, dans l'ordre, les deux premiers objectifs que la France dolt aider à réaliser en priorité parmi les objectifs internationaux suivants :

	FEFORSE %	» RÉPORSE %	TOTAL
Mettre fin au désordre monétaire et financier international Procéder au désumement progressif de toutes les	23	12	35
forces pucléaires	27	16	43
Construire un pouvoir politique europées Agir pour le développement des pays du tiers-	27 12	16 11	43 23
monde — Assurer la réunite économique du marché anique	10	18	28
de 1993 en Europe	20	22	42
- Développer la détente entre l'Est et l'Ouest	5	22 15	42 20
de 1993 en Europe Développer la détente entre l'Est et l'Ouest Ne se prononcent pas	3	6	6
	100	100	(")

(*) Total supériour à 100 en raison de réponses amitiples.

(1) Chaque pays inclus dans le poste «Antres» ne recueille plus de 0,5 %. Total supériour à 100 % en raison des réponses multiples.

de l'URSS Diriez-vous que les réformes

L'ávolution

introduites en Union soviétique depuis l'arrivée au pou-voir de Mikhail Gorbatchev...

	ENSEMBL %
Marquent un changement profond et durable dans le système socialiste soviétique On qu'il s'agix seulement de la société soviétique qui ne	44
remet pas en cause le sys- tème socialiste	41 15
	100

 Peusez-vous ou non que l'évolution actuelle de l'Union soviétique aboutira à terme à faire de ce pays une société démocratique comme celle

des pays occidentaux ?				
	PSPARE %			
- Le pensent	47 37 16			
	100			

· En pensant aux événements récents (Pologne, URSS, Chine) diriez-vous que nous assistons ou non à la fin du

	ensend %
- C'est la fin de communisme	28
Ce n'est pas la fin du com- munisme Ne se pronouccut pas	60 12
	100

Les relations entre Paris et Bonn

 Voici un certain nombre d'opinions à propos de la France et de PAllemagne de POuest. Pour chacune d'elles, dites-moi si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord ou pas d'accord du tout. - Ce n'est qu'autour de la France et de l'Allemagne de l'Ouest que

la construction de l'Europe pourra se faire... RAPPEL IPOP-LE MONDE JUIN 1985 EXEMPLE. 5 20) 37) 57 22 36}58 - Platit d'accord - Platôt pes d'accord 18) 16) 34 14 23

- Si aujourd'hui l'Allemagne de l'Ouest était gravement menacée, la France devrait aller à sa défense...

	PSDARLE	RAPPEL IPOP- LE MONDE JUIN 1985
- Tout à fait d'accord - Plutôt d'accord - Plutôt pas d'accord - Pas d'accord du tout - Ne se prononcent pas	29] 67 38] 67 10] 22 11	\$ 18 } 57 9 } 19 24
	100	100

- La réunification de l'Allemagne de l'Ouest et de l'Est constituerait un grave danger politique pour l'Europe...

	ASSESS	RAPTICLIFOR- LE MONDE JUEN 1986
- Tout à fait d'accord	11] 29 20] 33] 53 18	11 17 24 24 15 33
	100	100

« L'Archipel du goulag » va être publié par l'Union des écrivains soviétiques

Œuvre majeure de Soljenitsyne

M. Borissov.

Le bureau politique du PC soviétique avait été saisi jeudi de ce problème par son responsable à l'idéologie, M. Vadim Medvedev. It aurait décidé de laisser l'Union des écrivains trancher elle-même la question de la publication de l'Archipel.

M. Medvedev avait réaffirmé encore le mois demier, devant la presse le mois dernier, devant la presse étrangère, qu'il était tonjours person-nellement opposé à la publication de ce livre en URSS.

ce livre en URSS.

La revue Novy Mir, qui avait dit retirer de la vente son numéro d'octobre dernier amonçant son intention de publier des chapitres de l'Archipel du gouleg, est revenue à la charge en prévoyant de publier certains chapitres dans son numéro d'acût.

La résolution votée vendredi par l'Union des écrivains « approuve l'initiative » de cette revue, « recom-mande la publication de l'ouvrage intégral en grand zirage » et la levée de toutes les limitations aux publica-

Moscon (AFP). — L'Union des ferivains soviétiques a décidé de publier l'Archipel du goulag, le livre majeur d'Alexandre Soljennisyne, a annoncé, dimanche 2 juillet à l'Agence France-Presse, M. Vadim Borrssov, représentant des intérêts en URSS de l'écrivain soviétique, cullé dans le Vermont, aux Etats-Unis, et déchu de sa citoyementé en 1974.

Lors d'une rémoion vendredi de son secrétariat, l'Union des écrivains a voté à l'unanimité une résolution en ce sens, a-t-il précisé. Cette résolution charge enfin ceux des membres de l'Union qui sont également députés de proposer à la session actuelle du Soviet suprème l'ammlation du décret le suprème l'ammlation de sa citoyementé, a ajouté M. Borissov.

Le bureau politique du PC soviétiprécisé M. Borissov, qui assistait à la réunion.

Le second point de la résolution, qui annule l'excènsion de Soljetnitsyne de l'Union, précise qu'il ne sera cependant « réintégré » an sein de cet organisme qu'avec son accard. La résolution charge enfin ceux des membres de l'Union qui sont également députés de proposer à la session actuelle du Soviet suprême l'annulation du décret privant l'écrivain de sa citoyemeté soviétique. Un député avait demandé la semaine dernière à la Chambre de l'Union du Parlement d'annuler « tous les décrets » semblables pris alors que le pays était dirigé par Leonid Brejuev.

La décision de l'Union de se écrivains intervient après une vive campagne menée depuis plus d'un an de façon ouverte par des cercles de plus en plus larges d'intellectuels soviétiques pour la réhabilitation de l'écrivain et de ses œuvres. Cette réhabilitation avait été publiquement demandée le 2 juin devant tout le pays par le député louri Kariakine, qui est intervenn à ce sujet devant le Congrès des députés (le Monde daté 4 et 5 juin).

Alexandre Soljenitsyne avait fait savoir qu'il était opposé à la publication de ses cenvres en URSS tant que l'Archipel du goulag, le livre qui l'a conduit sur la route de l'exil, n'y était pas publié en priorité.

L'agence Tass a, pour sa part,

pas publié en priorité.

L'agence Tass s, pour sa part, annoacé la prochaîne publication sux éditions Sovietakala Rossia du récit Une journée d'Ivan Denissovitch déjà publié par Novy Mir avant l'exil de son auteur, et du roman le Pavillon des cancéreux.

Un monument littéraire sur l'univers concentrationnaire stalinien

L'Archipel du goulag, contre lui se multipliai d'Alexandre Soljenitayne, le part des écrivairs offi monument de le littérature sovié- l'exclurent bientôt de le tique qui a révélé à beaucoup d'Occidentaux l'univers concen-trationnaire stalinien, avait été publié pour le première fois en russe à Paris fin 1973, Six semaines plus tard, le 13 février 1974, son auteur était banni

Soljeniteyne avait commencé à reseambler ses souvenirs de camp et ceux d'autres détenus en 1963. Il aveit plus tard mis cinq ans à écrire l'Archipel, dens le plus grand secret, alors que le chape brejnévienne commençait tomber. Augun de ses livres sommets, prélude à son arresta-

part des écrivains officiels, qui l'exclurent bientôt de leur Union, le privant du droit de résider à

Quand il spprit qu'un exem-plaire de l'ouvrage était tombé entre les mains du KGB — la femme qui l'avait dactylographié à son insu avait été interrogée des jours durant avant de révéler l'endroit où il était enterré et de se suicider ensuits, — il se résout à dennes l'ortre de et publication à donner l'ordre de sa publication

La campagne de dénigrement : comre celui qui est devenu en 1970 Prix Nobel atteint alors ses n'était publié et les attaques tion et à son exil américain.

Un sévère avertissement du président soviétique

La montée des nationalismes menace la perestroïka et l'« intégrité de l'Etat »

Moscon (AFP). — M. Gorbatchev a exhorté les Soviétiques à tout
faire pour mettre fin aux conflits
inter-ethniques en URSS, une priorité dans le processus de « transformations profondes » de la fédération soviétique, présenté comme la
prochaine étape dans la politique
des réformes.

Asie centrale, mais aussi une mise
en garde voilée aux Beltes qui élaborent des lois républicaines sur la
citoyemeté et veulent limiter les
droits électoraux des immigrants de
fralche date.

Le second concède que chaque
mation doit se sentir en confiance
en se en entre de veulent limiter les
droits électoraux des immigrants de
fralche date. prochaine éta; des réformes.

des réformes.

Le numéro un soviétique a choisi ce thème pour une allocution télévisée, samodi soir l'« juillet, considérée par les observateurs comme la première de celles qu'il entend désormais prononcer régulièrement pour établir un lien direct entre le pouvoir et la population.

M. Gorbatchev a ainsi recomm que le problème des relations entre nationalités était le plus brillant et que « le sort de la perestrolka, le sort et l'Indéptité de l'Etat » dépendaient de la « justeuse des décisions e dans ce domaine.

Parlant en tant que nouveau prési-

Parlant en tant que nouveau prési-Pariam en tant que nouveau président du Soviet suprême — et alors qu'après les violences meuritières du Kazakhstan et de l'Ouzbékistan de nouveaux troubles sont signalés en Géorgie, — il a estimé « de son devoir de mettre en garde contre le danger croissant de l'exacerbation des conflits inter-ethiques ».

Périférent et mell » come anacese.

Réaffirmant qu'il n'y aura aucune Réaffirmant qu'il n'y aura ancune indulgence pour « cesci qui cherchent à en tirer profit », M. Gorbatchev a souligne que la destin des peuples de l'URSS est lié, que les solutions doivent être cherchées en commun et qu'il n'y a pas place, sur le chemin des réformes, à des « modifications de frontières », à des « autarcies économiques » ou des « isolements culturels ».

Le chef du Kramin s'est eaulé de

Le chef du Kremlin s'est gardé de Le ener ou alremin s'est gardé de citer des cas précis ou de proposer des solutions nouvelles, mais il a émméré quatre principes généraux devant guider le processus de « reconstruction projonde » de la fédération.

Le premier principe est qu'un citoyen scribique « dott potrolir exercer tous les droits garantis par la Constitution où qu'il réside en URSS. Une proporte service de

fraiche date.

Le second concède que chaque nation « doit se sentir en confiance sur sa terre », avec un libre développement « économique, social et culturel », mais sans nuire aux droits des minorités « qui existent dans toutes les républiques, toutes les régions autonomes » de l'URSS.

M. Gorbatolier » déronné en trai-

les régions autonomes » de l'UKSS.

M. Garbatchev a dénoncé en troisième lieu les appels « incongrus » à l'autarcie économique et à l'isoloment culturel, dont « la réalisation n'apporterait que des pertes morales et matérielles énormes à chaque nation et chaque personne ».

Il a enfin souligné le rôle que doivent jouer, aux côtés des commu-nistes, les élites culturelles des répu-bliques, « dont l'influence sur les processus ethniques est immense », pour résondre sur des bases démocratiques ces problèmes hérités de « décennies d'abus » et des « déportations de peuples entiers ». Le numéro un soviétique a concin

son intervention, prononcés sur un toa grave, par un appel « au cœur et à l'intelligence » de tous les Soviéti-ques, invités à se mobiliser pour mettre fin à l'intolérance interethnique et reponsser les « slogans irresponsables ».

Le débat sur l'agriculture

Vendredi, à l'occasion d'une importante réusion an comité central consacrée aux problèmes de l'agriculture (le Monde daté 2-3 juillet), M. Gorbatchev avait lancé un sérieux avertissement aux cadres du parti e de tous les niveaux » qui « appliquent molle-ment » les réformes économiques.

Intervenant au début de cette réuexercer tous les droits garantis par la Constitution où qu'il réside en URSS ». Une urgence après les « chasses aux minoritaires » en

vigoureusement défendu sa concep-tion de la réforme, c'est-à-dire lemaintien de la priorité aux struc-tures existantes, les sovkhozes et les

Il s'était élevé contre ceux qui veulent, selon lui, « la dissolution des kolkhozes et des zovkhozes pour dénationaliser la terre, puis tous les moyens de production ».

« En réalité, les paysans ne veulent pour mention les paysans ne veulent pour production ».

e En realité, les paysans ne veu-lent pas prendre possession de la terre et abandonner les fermes col-lectives », a-t-il affirmé, avant de qualifier de «calomnies » les récents propos alarmistes tenus par l'académicien Alexandre Tikhonov, cri aveit amença à la famine » dans qui avait amoncé « la famine » dans un an ou deux si des mesures radi-cales n'étaient pas prises rapide-

M. Gorbatchev a été très près de M. Gorbatchev e été très près de prendre le contre-pied de ce discours lorsqu'il a reproché sux dirigeants économiques leur « réticence à libérer l'initiative individuelle », les accusant de « faire peur aux gens au sujet de la location des terres (...) en leur affirmant qu'ils devront prendre toutes les responsabilités et que le travail sera plus néable ».

. Des baux ont été rédigés de "Des baux ont été rédigés de telle façon que les volontaires les ont refusés. Dans nos lois sur la location des terres, il y a pratique-ment tout, mais on n'y a pas inclus les méthodes pour détruire écono-miquement les résistances », a-t-il ajonté.

Le numéro un soviétique a insisté à plusieurs reprises sur le fait que la penurie alimentaire a « créé dans le

pénurie alimentaire a « créé dans le pays une tension sociale », ajoutant que « le peuple a raison de demander que l'on règle la question le plus vile possible ».

M. Gorbatchev a laissé prévoir de nouvelles purges au sein de l'appareil du PC soviétique en déclarant que « lorsque les cadres ne réagissent pas aux exigences de la perestrolka et restent sourds aux besoins du peuple », le parti doit s'ocuper du pestile », le parti doit s'occuper de cette question et « mener une politique des cadres afin de faciliter la solution des problèmes prati-

Public

u., Madai

liques

Europe

Ancien chef de l'Etat soviétique

Andreï Gromyko est mort

Mescou (AFP). — L'aucien chef de l'Etat soviétique et ministre des affaires étrangères, Andrei Gromyko, est mort dimanche 2 juillet, a annoucé, handi, le manéro un soviétique, M. Mikhall Gorbatcher, devant les députés du Soviet suprême. L'agence Tass a andiqué que les parlementaires soviétiques s'étaient alors levés pour saluer le mémoire de celui qui a dirigé la diplomatie soviétique pendant près de vingt-cinq ans. Un

Il était resté trop longtemps sur le devant de la scène pour qu'on l'oublie, du jour au leudemain, après sa retraite. Même s'il n'a pas attaché son nom à quelque grand projet, il entre dans les manuels d'histoire n'entre dans les manuels d'histoire pour la seule raison qu'il a dirigé pendant vingt-huit ans les affaires étrangères de la seconde puissance du monde. Il lui manquait dix ans pour battre le record de Metternich, mais la place qu'il a conquise au championnat de la longévité dans sa catégorie ne devrait pas lui être disputée avant longtemps.

Il a servi sons six chefe du Parti

Il a servi sous six chefs du Parti communiste soviétique (et même sept si en admet que Malenkov a exercé la fonction pendant une brève période): Staline, Khrouchtchev. Brejnev, Andropov, Tcher-nenko, Gorbatchev. Il a conna neuf présidents des Etats-Unis : Roosevelt, Truman, Eisenhower, Kennedy, Johnson, Nixon, Ford, Carter, Reagan, a participé aux grandes conférences internationales depuis la erre jusqu'en 1985. Pourtant il ne s'était pas spécialement préparé pour la carrière.

Né en 1909 dans une famille pay-sanne – et paavre, selon les biogra-phies officielles – de Biélorussie, Andrei Andreevitch Gromyko avade été élève à l'Institut d'agriculture de Minsk. Il obtint ensuite un doctorat d'économie à Moscou. Il était sur le point de partir pour la Sibérie, où un poste de chercheur lui était proposé. C'était l'époque des grandes purges et il fallait trouver des candidats aux places laissées vacantes par les innombrables victimes de la furia stalinienne. Il y avait des emplois présidée par Molotov. Il fut recruté d'entrée de jeu comme chef de la section diplomatique au ministère.

Pen après, il partait pour Washing-ton avec le titre de conseiller d'ambassade; un pen plus tard, à trente-quatre ans sculement, il était

nommé ambassadeur.

Cet affecté spécial devait avoir des dons extraordinaires pour occuper si jeune et en pleine guerre un tel poste. A un journaliste du New York Times qui voulait tout naturellement en savoir davantage sur son compte, le nouvel ambassadeur répondit aèchement : « Ma propre personnalité ne m'untéresse pas. »

On avait noté on an hout de quel-

on avait noté qu'au bout de quel-ques mois de séjour il parlait cou-ramment l'anglais alors qu'à son arrivée il n'en comprenait apparen-ment pas un mot. Il racontera bien plus tard, dans une préface à un recueil de ses discours, qu'avant de prendre son poste de conseiller il fut reçu par Staline.

Exécutant puis patron

Le dictateur lui conseilla de fréquenter les temples protestants, parce que l'écoute des prêches lui permettrait d'assimiler la langue. Il se vanta d'avoir sur ce point désobéi à Staline. Sa carrière peut se résumer en quelques dates. De 1943 à 1946, ambassadeur à Washington puis ambassadeur à l'ONU jusqu'en 1948. De 1948 à 1952, vice-ministre puis premier vice-ministre des affaires étangères. En 1952, pendant dix mois — période de disgrâce rela-tive? — le voilà ambassadeur à Lon-dres. Il reprend en 1953 se place de premier vice-ministre des affaires étrangères. Il est enfin ministre en ettangeres. It est emm manatte en 1957 et jusqu'en 1985. Sous le règne d'Andropov, il ajoutera à ce titre gouvernemental, celui de premier vice-président du conseil des minis-



Il allait monter aussi, mais un peu Il allait monter aussi, mais un peu plus lentement, dans la hiérarchie du parti : membre suppléant du cominé central en 1952, titulaire en 1956. L'ascension s'accellère brusquement en 1973 lorsque, avec Andropov, alors chef du KGB, et le maréchal Gretchko, il est promu membre titulaire du burean politi-que sans passer par l'antichambre des suppléants.

Jusqu'alors on le prenait pour un exécutant particulièrement doué, exécutant particularement doue, certes, et plus au fait que quiconque des dossiers compliqués, mais pour un homme qui n'avait pas sa place parmi les décideurs, Khrouchtchev le traitait avec un rien de commisération. Sons Brejnev, il passa de l'office des serviteurs à la salle des mattres. It il se comportait de plus maîtres. Et il se comportait de plus en plus en patron, au moins quand il s'agissait des relations Est-Ouest et

Quarante ans sur le devant de la scène des grandes affaires diplomatiques. intéressé au tiers-monde et même au

Au sein de la direction suprêm Au sein de la direction suprême, le diplomate de carrière n'était pas, loin de là, le plus souple des hommes. On le savait capable d'exécuter avec autant de facilité les partitions de la guerre froide et de le détente, mais quand il composait luimême, l'inspiration n'avait rien de pastoral. Il s'identifiait plutôt au personnage de « M. Niet » qu'il avait interprété vingt-six fois en opposant son veto au Conseil de sécurité.

Dans la dernière partie de sa vie publique, il eut la satisfaction de jouet les faiseurs de rois. Avec Ousinov, l'ancien ministre de la défense, c'est lui qui fit pencher la balance en faveur d'Andropov lorsque mourut Brejnev. De même, à la mort d'Andropov, il se prononça pour Tchernenko, qui n'était pas en état d'aller brouter sur son terrain de prédilection. Enfin, il vota pour Gorbatchev mais peut-être parce qu'il n'avait pas vraiment d'autre choix.

Après, sa survie politique fut brève. Le nouveau patron du Parti communiste avait trop d'idées et de vigneur pour conserver à ce poste un féal deveau si puissant et qui rechignait manifestement à la détente. En 1985, Gromyko dut quitter la direction des affaires étrangères pour prendre la charge beaucoup plus symbolique de président du président du Soviet suprême (chef d'Etat). Trois aus plus tard, quand Gorbatchev voulut donner plus de poids à cette charge qu'il convoitait, Gromyko fut prié de prendre une retraite complète. Il accepts de demander lui-même au counté central et au Soviet suprême d'être libéré de ses fonctions. Il fut complimenté — ce qui n'était pas arrivé à tellement de monde dans ce système. Et il partit. communiste avait trop d'idées et de

BERNARD FÉRON.

GRECE: le nouveau gouvernement en place pour trois mois

L'alliance entre les conservateurs et les communistes se limite à la moralisation de la vie politique

comprend vingt ministres et deux ministres adjoints, dont la grande majorité viennent de la Nouvelle majorité viennent de la Nouvelle Démocratie (conservateur). Toutefois deux portefenilles importants, la justice et l'intérieur, reviennent à des représentants du Rassemblement de la gauche et du progrès.
C'est donc une équipe réduite par rapport aux pléthoriques cabinets socialistes qui gouvernèrent la Grèce depuis 1981. Ceux-ci compnient parfois une home cinquantaient parfois une bonne cinquan-taine de personnes, plus les nom-breux conseillers personnels de M. Andréas Papandréou, qui avaient souvent davantage de pou-voir que les ministres attitrés...

Les élections législatives du 18 juin avaient abouti à une impasse politique : 145 sièges pour la Nouvelle Démocratie, 125 pour le Mouvement socialiste panhellénique (PASOK) et 28 pour le Rassemblement de la gauche et du progrès au sein duquel le Parti communiste tient une place prépondérante. Aucune formation n'avait obtenu la majorité absolue et les dirigeants respectifs des trois camps — MM. Constantin Mitsotakis, Andréas Papantréou et Harilaos Florakis – ont tour à tour été obligés de jeter l'éponge et de constater qu'il était impossible de former un gouvernement majoritaire stable. Beaucoup pensaient alors que les Groes allaient retourner aux urnes fin ivilles en défent soft fin juillet ou début août.

Ce sont en fait les communistes qui ont débloqué la situation ven-dredi soir en faisant savoir qu'ils étaient prêts à soutenir un pre ministre conservateur sous certaines conditions: que le gouvernement, dans les trois mois à venir, ne s'occupe que d'une chose: le réta-blissement des fonctions normales des institutions et l'assainissement de la vie politique. (le Monde daté 1=2 juillet). « Il faut faire lemé-nage », a déclaré M. Harilaos Flo-rakis, en faisant bien entendu allusion aux scandales politico-linenciers de ces derniers mois, dans lesquels sont impliqués plusieurs membres du gonvernescandales ment socialiste sortant et certains proches de M. Papandréou. « Mon gouvernement, a renchéri le nouveau premier ministre, sera un gouverne-ment de catharsis et de démocrati-

Samedi matin, le président de la République, M. Christos Sartzétakis, avait réuni dans son bureau les chefs des trois partis: MM. Mitsotakis, Florakis et Tsoharlzopoulos qui représentait M. Papandréou, toujours à l'hôpital. Conformément à la Constitution, il leur a proposé de

Le nouveau gouvernement grec, former un gouvernement d'union faire de blessé, devant le siège du dirigé par M Tannis Tzannetakis, a nationale « à trois ». Les socialistes prêté serment dimanche 2 juillet. Il ayant refusé, il s'est rangé à la formule de l'alliance conservateurs socialistes, qui aimeraient que le PASOK se transformate en un grand communistes. Le choix pour le diri-ger de M. Tannis Tzannetakis, député d'Athènes dont l'intégrité est unanimement reconnue, devait faci-liter ensuite l'accord, car le PC ne voulait pas de M. Mitsotakis. Selon un responsable communiste : « M. Tzannétakis a l'honnèteté d'un officier, résistant à l'époque de la dictature des colonels, et le tempé-rament d'un gentleman: »

politique

En acceptant ce rapproche « historique », les conservateurs et, surtout, les communistes ont fait preuve d'un incontestable courage politique qui force le respect. Au cours des cinquante dernières années, l'histoire de la Grèce a été mouvementée et, dans les deux camps, on n'oublie pas la guerre civile fratricide (1946-1949), perdue par les communistes dont le parti fut interdit jusqu'en 1974. L'accord intervenu ce week-end L'accord intervenu ce week-end marque ainsi la «réconciliation» dont M. Mitsotakis avait tant parlé dont M. Misotakis avait tain parte pendant sa campagne électorale. Elle ne plaira peut-être pas à tous les militants des deux formations, mais, apparemment, l'intérêt national l'a emporté. Conservateurs et communistes ont en la sagesse de comprendre que « la farce avait assez duré » et que senl un compromis entre eux permettrait « de déférer les coupa-bles devant la justice » et de redorer le blason du pays. En debors de ce désir commun de moraliser la vie politique, les deux partis restent naturellement très éloignés l'un de l'autre et précisent qu'ils ne peuvent s'entendre sur les dossiers économis d'ail. ques et socianx. Ceux-ci seront d'ailleurs «gelés» jusqu'aux prochaines élections.

Le PASOK divisé

La réaction du PASOK, qui se retrouve ainsi dans l'opposition pour la première fois depuis huit ans, n'a tardé. Dans un communiqué, M. Papandréon a dénoncé « cette collaboration sans précèdent et sans principes entre la gauche et la droite, qui est une grosse erreur his-torique. Ses amis sont persuadés que « le peuple réagira pour renverser cette majorité » à l'automne. Il est clair que, dans les rangs du PASOK, nombreux sont ceux qui ont du mai à avaler la «trahison» des communistes, et une bombe a d'ailleurs explosé dimanche, sans parti socialiste de type européen, moins populiste et sans M. Papan-dréou, on ne semble pas spéciale-ment mécontent de cette formule gouvernementale.

Le nouveau Parlement s'est réuni lundi 3 juillet à Athènes. Il devrait rapidement désigner une commis-sion de douze membres (dont plu-sieurs juges), chargée de tirer au clair la responsabilité de plusieurs membres du gouvernement sortant dans les multiples « affaires » révé-lées ces derniers mois.

Débarrasser la Grèce des scandales! Telle sera donc la tâche de ce gouvernement intérimaire et elle reviendra principalement an nou-veau ministre de la justice, M. Fotis Kouvelis, président du barreau d'Athènes et membre du Rassem blement de la gauche et du progrès.

Il appartient à l'« eurogauche».

Son collègne de l'intérieur,

M. Nikos Constantopoulos, qui aura
sans doute pour mission d'organiser
les élections législatives de les élections législatives de l'automne, est un ancien proche du PASOK. Le nouveau gouvernement ne compte aucun membre du PC. Quant aux ministres conservateurs, largement majoritaires au sein de la coalition, on remarque qu'ils ne sont pas trop marqués à droite. La plupart, comme MM. Kondoyannonoulos et Byert, ancien maire poulos et Evert, ancien maire d'Athènes, font partie de cette non-velle génération de politiciens conservateurs grecs que l'on situe-rait plutôt au centre-droit.

ALAIN DEBOVE.

Les principaux membres du gouvernement :

- Premier ministre et ministre des affaires étrangères : M. Tzamis Tzamétakis (Nouvelle Démocra-

- Adjoint aux affaires étran-gères : M. Georges Papoulias (ambassadeur à Washington, sans Défense nationale : M. Ioannis

Vassiliades (Nouvelle Démocratie). - Economie : M. Georges Sou-flias (Nouvelle Démocratie). - Intérieur : M. Nikos Konstantopoulos (Rassemblement de la gau-che et du progrès, dissident du PASOK).

- Justice : M. Fotis Kouvelis (Rassemblement de la gauche et du progrès, « eurocommuniste »). — Education antionale : M. Vassilis Kondoyannopoulos (Nouvelle

Un militaire britannique victime des terroristes de l'IRA

RFA.

Un policier du Royal Ulster ry (KUC), Norm Amette, cinquante-sept ans, a été assassiné, dimanche 2 juillet, par deux tueurs de l'organisation extrémiste catholique IRA alors qu'il rendait visite à sa mère près de Garvagh, dans le comté de Londonderry, en Irlande du Nord. Le deuxième aéroport de la province, celui de Belfast-Harbour, a en outre été la cible de poseurs de bombes, qui ont endommagé deux avions sans faire de victime. En RFA, un nouvel attentat de l'IRA a fait un mort.

de notre correspondant

Un militaire britannique a été tué, sa femme et ses trois enfants blessés dans un attentat à la voiture piégée commis dimanche 2 juillet, à Hanovre. La bombe avait été placée sous la Mercedes. pourtant immatriculée par pré-caution en Allemagne, du militaire britannique et a explosé au moment où ce dernier s'apprêtait à lancer le moteur de son véhi-

La police ouest-allemande et la police militaire britannique ont alors bouclé le quartier, évacué les familles et fouillé les trois immenbles où habitent les militaires britanniques stationnés à Hanovre. Sous une autre voiture, portant une plaque d'immatricu-lation britannique, les policiers ont trouvé une deuxième charge, cachée dans un sachet, que des spécialistes ont désamorcée à l'aide d'un petit robot télécom-

mandé. Le parquet fédéral de Karisruhe a confié l'enquête au Bundeskriminalamt, police judiciaire compétente en matière de lutte antiterroriste en RFA.

Il y a deux semaines, on avait évité de justesse le pire dans une autre caserne britannique, à Osnabrück. Deux individus y avaient été repérés juste après avoir posé cinq engins. L'alerte avait été donnée à temps. Un seul avait explosé, ne faisant que des dégâts matériels. De Belfast, l'IRA avait revendiqué cet atten-

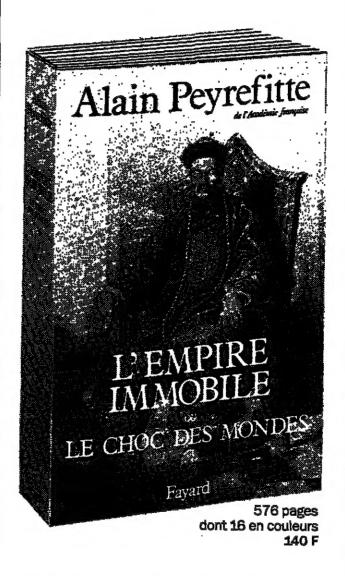
(Intérim.)

L'époustouflante diversité de l'information, les voix européennes et chinoises qui se répondent, en font un document exceptionnel, en même temps qu'un discours prémonitoire. Mais aussi un roman d'aventures admirablement ficelé. L'écriture est d'une étonnante fluidité, jouant avec l'espace et le temps... Un livre clef. Un tour de force.

Pierre-Jean REMY, Le Monde

Ouvrage dense et précieux, d'où le lecteur sort éberlué et ébloui. De bout en bout fascinant. il incline à réfléchir sur notre temps. Hélène CARRERE d'ENCAUSSE, Le Figaro Littéraire

Superbe... extraordinaire... fantastique... Une lumière crue, éblouissante, celle-là même du roman vrai. Lucien BODARD, Le Point



Moi, j'ai trouvé ce livre vraiment extraordinaire. Cela m'a appris mille choses... Si c'était signé par n'importe quel jeune historien, on dirait : quel livre magnifique !... Je rêve d'un film fait à partir de votre livre.

Bernard PIVOT, Apostrophes

Incroyable... Extraordinaire coup de projecteur... Voilà la merveilleuse histoire restituée par ce livre, qu'on dévore comme un roman d'aventures. Georges SUFFERT, Le Figaro magazine

Extraordinaire histoire ! Vous faites partager, Alain Peyrefitte, votre fascination pour cette Chine du XVIIIe siècle à nos jours. Avec un sens du pittoresque et du permanent qui rend cette aventure d'un bout à l'autre passionnante. Jean-Pierre ELKABBACH, Europe nº1

Une extraordinaire stéréoscopie... Un livre intelligent, admirablement informé. Pierre DAIX, Le Quotidien de Paris

"L'Empire immobile" retrace l'histoire de la mission Macartney: mission ratée:

mais ouvrage réussi.

Françoise GIROUD, Le Nouvel Observateur

Ce qui rend ce livre exceptionnel, c'est l'autre face, le regard chinois sur l'ambassade... Une splendide illustration de ce que Peyreffite appelle "un autisme collectif."

J.R. ARMOGATHE, La Croix

FAYARD

La junte intensifie la « chasse aux dirigeants politiques »

continue d'asseoir son pouvoir et cherche à s'assurer une crédibilité internationale. A part l'Egypte qui a été la première à reconnaître le nouveau régime de Khartoum le Yémen du Nord et l'Arabie saoudite lui ont souhaité « succès » et la Jordanie a exprimé sa « confiance » dans la nouvelle direction soudanaise. Celle-ci a demandé dimanche à l'administration américaine « de reconnaître le nouveau régime et de lui accorder son soutien». Cette requête a été formulée par le général Omar Hassan El Bechir, chef du Conseil de comsalut national (CCRSN), lors d'un entretien avec l'ambassadeur des Etats-Unis à Khartoum, M. Norman Anderson,

A l'issue de cet entretien, le général Bechir a souligné que le régime de M. Sadek El Mahdi « n'avait rien à voir avec un authentique système démocratique », semblant ainsi répondre aux critiques du porte-parole du département d'Etat qui avait affirmé samedi que les États-Unis « regrettaient que l'armée ait renversé le gouvernement démocratiquement élu du Soudan » et avait appelé « à un prochain retour à la

Le général Bechir a catégoriquement exclu le retour des partis dans la vie quotidienne soudanaise et a intensifié la « chasse aux dirigeants politiques », en demandant à la population de dénoncer ceux qui n'avaient pas encore été arrêtés. La liste des détenus, rendue publique, com-prend notamment le chef du PDU, M. Mohamed Osman El Mirghani, pourtant proche de l'Egypte, M. Hassan El Tourabi, chef du Front national islamique qui réclame l'instauration de la loi islamique (charia) et M. Ibrahim Negoud, chef du Parti communiste soudanais qui avait tout récemment encore mis l'opinion

prise du pouvoir par les militaires. En revanche, M. Sadek El Mahdi. dont l'arrestation avait été anoncés vendredi, semble avoir échappé aux militaires, ainsi que son « ame damnée », l'ancien ministre de l'intérieur, M. Mou-barak El Fadel El Mahdi.

Parmi les personnes arrêtées figure M. Sid Ahmed El Hussein, l'ancien ministre des affaires étrangères qui devait en principe reprendre le 4 juillet à Addis-Abeba les négociations de paix avec les émissaires du colonel Garang. Celles-ci semblent condamnées puisque le général Bechir a affirmé qu'il ne reprendrait pas à son compte les « initiatives de paix de ses prédécesseurs », tout en soulignant qu'il entrerait en contact avec l'APLS pour parvenir, par la voie de la négociation, à un « règlement radical et définitif » du problème du Sud, « de concert avec les alliés qui exercent une influence sur la rébellion ».

Même ambiguîté en ce qui concerne le problème de la charia qui n'a été ni approuvée ni condamnée. Comme M. Sadek El Mahdi, le général Bechir semble désireux de mettre en veilleuse cet épineux problème, qu'il souhaite régler par des négocia-tions et, « si celles-ci n'aboutissalent pas, par un recours éven-tuel à un référendum ».

A Nairobi, notre correspondante Catherine Simon signale que l'opération Lifeline, lancée début avril par les Nations unies pour tenter de sauver quelque deux millions de Soudanais de la famine, a recu le « soutien total » des nouveaux dirigeants de Khartoum. C'est ce qu'a indiqué dimanche soir le représentant de l'UNICEF, M. James Grant, de retour de la capitale sondanaise. où il a pu s'entreteuir samedi avec le chef de la junte.

L'Egypte exprime son soutien au nouveau régime militaire

LE CAIRE

de notre correspondant

Deux jours après le renversement du gouvernement de M. Sadek El Mabdi, l'Egypte a officiellement connu le nouveau régime souda-ais en lui souhaitant de - réussir dans l'instauration de la stabilité et la réalisation de l'unité nationale ».

Dans un message au chef de la junte soudanaise, le président Mou-barak a exprimé « le soutien de l'Egypte à la révolution de salut national et son attachement aux relations entre les deux pays dans l'intérêt des deux peuples ». Le général Omar El Bechir a rendu la politesse en déclarant à

l'officieux journal cairote Al Arham: « Nous connaissons l'atta-chement de l'Egypte et de son prési-dent au Soudan et à son peuple. » Il a indiqué qu'il était « en contact permanent avec Le Caire dès le début de la révolution à travers l'ambas-sade d'Egypte à Khartoum » et a sade à Egypte à Khartoum - et a ajouté que le Conseil de la révolu-tion avait élaboré « une nouvelle vision des relations entre l'Egypte et le Soudan visant à réaliser l'unité de la vallée du Nil, cette requête

Le général a ajouté qu'une délégation du Conseil de la révolution se rendrait incessamment au Caire pour rencontrer le rais et hui transpour rencontrer le rais et lui trans-mettre « ses vues sur les rapports entre les deux composantes de la vallée du Nil ». Le nouvel homme fort de Khartoum a regretté « la détérioration des relations égypto-soudanaises causée par le sabotage exécuté par les parlas » (les mem-bres du gouvernement Mahdi).

La presse égyptienne a, de son côté, implicitement exprimé la satis-faction du Caire en tirant à boulets rouges sur M. Sadek El Mahdi. Les journaux du Caire lui ont notam-ment reproché « d'avoir socrifié les intérêts du Soudan en restant prisonnier des étroits concepts et traditions de la secte des Ansars ».

dent anquel Le Caire avait accordé l'asile après son renversement en

Cette tension s'était aggravée la suite du rapprochement intervenu entre M. El Mahdi et le colonel Kadhafi, le plus grand adversaire de l'Egypte. Elle s'était manifestée par l'abrogation, en février 1987, de la charte de complémentarité économi que égypto-soudanaise signée en 1982 par les présidents Moubarak et Nemetry et son remplacement par un accord sans consequences prair ques, la « charte de fraternité ».

Mais la dégradation la plus grave des relations entre Le Caire et Khar-toum a été provoquée par les diver-gences sur la manière de régler le problème de la guerre civile au Sud. L'attitude négative adoptée par M. Sadek El Mahdi à l'égard de l'accord de paix conclu en novem-bre 1988 à Addis-Abeba entre le Parti démocratique unioniste (PDU) et l'Armée populaire pour la libération du Soudan (APLS) du colonel John Garang, en partie grâce à la médiation du Caire, aurait été fort mal jugée par les Egyptiens qui ont toujours sontenu que la guerre au Sud devait être

églée par la négociation. Le raïs avait alors accusé
M. Mahdi d'« imputer à l'Egypte la
responsabilité de ses problèmes
intérieurs », et le premier ministre
soudanais avait annulé une visite
qu'il devait faire au Caire en mars,

QUE FAIRE AVEC OU SANS LE BAC

Dès la formation du premier cabi-net Mahdi en mai 1986, on avait noté un certain refroidissement des relations étroites qui existaient entre les deux pays du temps de l'ancien président Nemeiry. Le nouveau pre-mier ministre reprochait à l'Egypte son refus d'extrader l'ancien prési-

envenimant encore plus les relations entre l'Egypte et le Soudan. ALEXANDRE BUCCIANTIL

Asie

CHINE: un mois après les massacres de Pékin

Le régime accuse les dissidents de s'en être pris à la « culture chinoise »

de notre correspondant

Un mois après avoir fait donner la troupe contre la population de Pékin, le pouvoir a levé la dernière embiguité quant au mobile profond de son action : ce n'était pas tant le socialisme qui était en jeu que l'idée que le pouvoir se fait de la Chine, Le crime principal commis par les agitateurs, dit Pékin anjourd'hui, est de s'en être pris à las culture chinoise ». Cette accusation figure noir sur blanc dans un article publié par le Quotidien du peuple et le China Daily, journal destiné à la communauté internationale, et présemé comme l'œuvre de deux chercheurs anonymes de l'Académie des sciences sociales, la pépinière de dissidence actuellement sous contrôle militaire.

Que l'identité de ces deux « chercheurs » ne soit pas révélée importe peu : ce qui compte, c'est de constater à quel point ce diagnostic est révélateur des réflexes de la vieille garde du Parti communiste face aux évolutions culturelles et politiques que M. Deng Xiaoping avait encouragées, à son corps défendant, par ses réformes économiques. Les auteurs de l'article font remonter la crise des derniers mois au fait que « certains intellectuels ont fait usage de toutes les formes artisti-ques et tous les médias disponibles pour trainer dans la boue la culture, les mœurs politiques et le système social de la Chine, ce qui leur a valu les applaudissements du monde occidental ». Or la caractéristique principale qu'ils retiennent de cette culture est que « sans un centre scientifique et idéologique apte à maintenir une compréhension unisiée des choses, le peuple ne peut pas distinguer le vrai du faux, et c'est dans ces conditions qu'il a été manipulé par une pesite clique de gens décidés à fomenter les trou-bles ».

Sont visés par cette attaque les intellectuels comme l'astrophysicien Fang Lizhi on les étudiants comme le leader Wang Dan, nommément critiqués pour avoir participé à « la négation indiscriminée de notre propre histoire et de notre système et au culte aveugle de la culture occidentale ». Mais le débat va bien plus loin et touche à ce refus collectif de la Chine, depuis les guerres de l'opium, de rechercher ailleurs que dans se tradition politique multimillénaire des solutions à ses problèmes du moment. C'est précisément ce qu'avait commencé à dire le secrétaire général décha, M. Zhao Ziyang, en permettant la diffusion à la télévision, l'an dernier, d'une série controversée, l'Elégie du fleuve, qui assimilait l'héritage culturel chinois

· SRI-LANKA : le président échappe à un attentet. — Une bombe a explosé dimanche 2 juillet lu cours d'un festival auquel assistait le président sri-lankais, M. Prema-dasa. L'attentat a fait un mort et une dasa. L'attenuat e rait un mont la part, quarantaine de blessés. D'autre part, les rebelles tamouls du L'ITE (Tigres libérateurs de l'Eelam tamoul), om affirmé dimanche que l'armée indienne avait lancé une vaste offensive contre eux dans la nord de I'lle. - (AP, Reuter, AFP.)

QUELQUES PRIX **COSTUMES LÉGERS** PANTALONS Ultra-légers Lavables 398 268° VESTES SEERSUCKER COSTUMES LIN 2500 15007 Maillots de bain, bermodas, blousons, chemisettes, etc.

de 10 h à 19 h cans interruption 19. AV. VICTOR HUGO - 16° débarrasser pour progresser.

L'un des auteurs de cette série télévisée, l'écrivain Su Xiaokang, passe pour avoir été arrêté dès le début de la répression, de même qu'un autre proche collaborateur de M. Zhao, M. Bao Tong, directeur du Centre de recherches du comité central pour la réforme politique.

Des soldats devant l'ambassade américaine

De cet article filtre la gêne qu'éprouve le régime à constater qu'une dizaine au moins de dissidents sont parvenus à gagner l'étranger d'où ils semblent avoir l'intention de mettre sur pied une opposition on exil. C'est la première fois que le régime va devoir faire face à cette situation. Il craint que cette opposition extérieure ne finisse par acquérir une audience importante à l'intérieur du pays, notamment en raison de la généralisation des moyens de communication.

Eu outre, il semble à peu près acquis que certains des dissidents ont bénéficié de complicités dans le sud de la Chine pour parvenir à gagner Hongkong. On voit là une

tiés que M. Zhao avait conservées de son long passage à la tête de la province de Canton. Enfin, l'inquiétude que ne parvient pas vraiment à uler le régime est accentuée par le fait que, à la différence de ce qui se serait produit il y a quelques années, l'opinion publique occidentale est mitre pour qu'un effort de

Il est encore trop tôt pour savoir si cette conjoncture internationale a fait dire à M. Deng, comme l'affirme un quotidien pro-communiste de Hongkong, qu'il se fallait pas multiplier les exécutions de « contre-révolutionnaires ». Le fait est qu'après les dix exécutions d'ouvriers condamnés à mort le mois dernier pour leur participation à l'émeute les médias officiels n'ont plus fait état d'autres peines capitales. Le bilan officiel de la vague d'arrestations s'est arrêté à mille huit cents personnes. Ce qui ne veut pas dire que des arrestations n'aient plus lieu. Simplement, le rideau est retombé et la répression peut se poursuivre sans que le pouvoir en

Le tou du régime, lui, n'a pas changé. M. Li Peng, premier minis-

tre, a expliqué au cours du week-end chinoise qu'il fallait poursuivre le châtiment des fauteurs de troubles tout en se montrant « clément » cavers les étudiants et antres membres de la population « trompés par les médias étrangers ». Dans un discours prononcé en hommage aux soldats morts place Tiananmen, M. Deng a montré, quant à lui, qu'il solidarité se mette en ocuvre autour ne voulait pas donner à M. Li Peng des intellectuels chinois réfugiés à l'impression qu'il lui était reconnais sant pour son rôle dans l'affaire : le vieux dirigeant chincis a porté tout le crédit de l'opération à la généra-

> L'état de guerre psychologique qui s'est de facto instauré entre la Chine et les Etats-Unis a été renforcé au cours du week-end par l'arrivée autour de trois bâtimen appartenant à l'ambassade américaine de soldats casqués et armés, remplaçant les policiers qui sont d'habitude en faction devant les missions diplomatiques étrangères.

tion historique de la Longue Mar-

Les diplomates américains out manifestement reçu pour consigne de minimiser l'importance de ce déploiement de forces chinois autour

FRANCIS DERON.

Trois opposants en transit à Paris

Trois dissidents chinois parmi les plus comms et trouvent actuelle-ment à Paris en transit. Venant de Hongkong après avoir fui leur pays, où ils étaient recherchés comme « contre-révolutionnaires », ils sont dans l'attente des papiers néces-saires pour se rendre aux Etats-Unis. Il s'agit de M. Yan Jiaqi, un univer-sitaire qui a dirigé le département de science politique de l'Académie des sciences sociales, écrit un livre —

interdit - sur la révolution cultu-relle, et qui était proche de l'ancien secrétaire général du PCC, M. Zhao Ziyang ; de son épouse, M= Gao Gao, et du dirigeant étudiant Wu Er Kai XI. Ce dernier avait publié la semaine dernière de violentes attaques contre le régime.

D'autre part, M. Zhao Fusan, ambassadeur chinois auprès de l'UNESCO et membre de son

son bureau depuis plusieurs semaines. Ancien pasteur protes-tant, lui aussi membre de l'Académie des sciences sociales, pépinière d'intellectuels libéraux, M. Zhao avait fait, début juin, lors d'une réu nion à Paris du comité exécutif de l'organisation, des déclarations n'allant pas dans le seus de la politique répressive de son gouve (le Monde daté 11-12 juin).

JAPON

Cuisante défaite au gouvernement aux élections municipales de Tokyo

de notre correspondant

Le Parti conservateur a essuyé dimanche 2 juillet, une cuisante défaite aux élections municipales de Tokvo. Les libérauxdémocrates ont perdu un tiers de leurs sièges, tandis que les socialistes out triplé les leurs. Une semaine après la victoire d'une candidate socialiste lors de l'élection sénatoriale partielle à Niigata, le nouveau revers subi par le PLD dans la capitale (où vit un dixième de la population du pays) incite à penser qu'il perdra égale-ment sa majorité à la Chambre haute le 23 juillet.

Le Parti libéral-démocrate a obtenu quarante-trois sièges au conseil municipal de Tokyo sur les cent vingt-huit à pourvoir. Il en a perdu vingt et ne pourra compter que sur le ralliement d'un seul indépendant. Le PSJ, en revanche, obtient vingt-neuf sièges (contre douze) auxquels on peut ajouter sept indépendants, ce qui porte à trente-six le total de ses clus. C'est la première fois depuis 1965 que le PSJ obtient plus de trente sièges à Tokyo. Le parti bouddhiste (Komeito) et le PCJ régressent, perdant respectivement trois et cinq sièges.

Par rapport aux trois précédeutes consultations, ces élections out été marquées par un taux de participation élevé (60%). Le mécontentement causé par l'intro-duction de la TVA et le scandale de la liaison de M. Uno avec une ex-geisha out apparemment mobi-lisé l'électorat flottant — notamment féminin - contre le Parti conservateur : près de la moitié des trente-trois candidates présentées par l'opposition (dont douze pour le PSJ) ont été étues.

CORÉE DU NORD: au Festival international de la jeunesse

Trouble-fête au nom des droits de l'homme

TOKYO de notre correspondant

Le trelzième Festival Interna-

tional de la jeunessa s'est ouvert, samedi 1" juillet à Pyongyang, par une cérémonie grandiose et qui n'en fut pas moins marquée tations en fayeur des droits de l'homme. Au cours du discours insugural prononcé devant 150 000 spectateurs, dont près de 20000 participants étrangers représentant 180 pays. réunis dans le gigantesque stade Rung Na, trois jeunes Danois ont brandi des banderoles dénonçant les violations des droits de l'homme en Corée du Nord.

L'incident est survenu peu sprès que les délégations finlanise et danoise eurent essayé de défiler en portant des banderoles demandant le respect de ces principes et accusant les autorités d'avoir refusé des visas à des représentants d'Armesty international (qui a dénoncé la répression à Pyongyang). La confiscation des banderoles et l'Interpalistion des trois Danois ont failli provoquer le retrait des délégations des deux pays. La libération des trouble-fête et la promesse que deux représen-tants d'Arnnesty pourraient se rendre a Pyongyang ont calmé les esprits. La délégation ita-

terne et les Norvégiens une banderole sur laquelle était écrit € Solidarité avec les étudiants chinois ». Plusieurs délégations européannes ont d'autre part critiqué « le nationalisme exacerbe et non compatible avec l'esprit sportif » de la cérémonie inaugu-

La Corée du Sud a refusé d'envoyer une délégation, estient que Pyongyang ferait de gande, et interdit à ses étudiants de s'y rendre, ce rai a provocué des manifestations violentes à diante en français à l'université Hankuk de Séoul, a néanmoins réussi à arriver à Pyongyang, où elle a reçu un accueil triompi

La Corée du Nord, qui n'a pas participé aux Jeux olympiques de Sécul, entend faire de ce Festival une revanche sur le Sud. Il s'agit du plus grand événement inter-national jamais organisé à Pyon-

Le régime a été l'un des rares à féliciter les autorités de Péide et à dénoncer les « interventions américaines dans les affaires intérieures chinoises ». Soucieux d'éviter toute « contamination », il evait rappelé dès la fin mai ses cinq cents étudients se trouvent à Pékin.

PHILIPPE PONS.

VIENT DE PARAITRE :

En vente dans

Au sommaire du N° 10 :

• ALGÉRIE : - Ahmed BEN CHERIF : "Seul le régime de Ben Bella était légitime!". Droits de l'homme : Me Ali Yahia ABDENOUR : "Il ne peut y avoir de démocratie sous l'actuel régime l'

DETTE: Quelles solutions? par Suzanne George.

nez-vous en joignant votre règlement à l'ordre de : ALTERNATIVES, B.P. 263 83511 MONTREUH. Codex. Fran C.C.P. Paris 6.486.34 T - Tél. : (1) 42 87 41 41 8 mois : 120 F -1 an : 220 F (Supplément 50 F par avion)—Soutien : 500 F et plus

1994999999999999999

propose à tous ceux qui ont du plomb dans la cervelle de ne plus en mettre dans leur réservoir.

Voici BP Supergreen ★★★★ le nouveau carburant sans plomb de BP. Plus performant que les carburants sans plomb habituels, il vous permet de profiter pleinement de la puissance de votre voiture tout en respectant la nature. Pour la première fois, grâce à son indice d'octane élevé, un Super sans plomb est compatible avec la plupart des véhicules récents.

BP Supergreen ****

BP, pour un monde qui bouge



abattait, dans le détroit d'Ormuz, an Airbus A 300 de la compagnie Iran Air. Deux cest quatre-vingt-dix personnes trouraient la mort dans cette bavure dont le Pentagone avait fini par admettre la responsabilité. La marine américaine aussi a fait son autocritique, qui a été transmise au gouvernement français.

La zone du détroit d'Ormuz n'était pas, ce jour-là, particulière-ment calme. Les avions irakiens attaquaient, depuis phusieurs jours, les installations pétrolières et les pétroliers iraniens. En riposte, l'Iran multiplièr les accessions contre les multiplizit les agressions contre les navires marchands. An matin du 3 juillet, le Montgomery en patronille observe treize vedettes traniennes dans la partie nord du détroit. Le Vincennes arrive en ren-fort. Son hélicoptère de reconnaissance essuie le feu d'une vedette.

A 10 h 43, le Vincennes reçoit autorisation de riposter et le combat s'engage entre les deux groupes navals, exactement sous le couloir aérien qui relie Bandar Abbas à

A 10 h 47, le radar du Vincennes détecte un écho situé à proximité immédiate de Bandar Abbas. Il est classé « inconnu, présumé enner et plusieurs opérateurs entendent et plusieurs opérateurs emendeur qu'il s'agit d'un « F4 possible » ou « F 14 », deux types d'avion de com-bat. Dans le même temps, le Vis-cennes suit l'évolution d'un P3, avion iranien de surveillance maritime, et l'appelle sur les fréquences de détresse militaire et civile ; l'avion iranien répond qu'il ne s'approchera pas du bâtiment américain.

A 10 h 49, le croiseur appelle en vain l'inconnu présumé hostile sur la fréquence de détresse militaire : celui-ci se trouve à environ 75 kilomètres de distance et à 1 300 mètres

A 10 h 50, le croiseur appelle toujours en vain, l'incomm sur la fré-quence de détresse civile. L'officier du Vincemes responsable de l'identification amonce par l'interphone qu'il s'agit d'un « F14 possible » et cette information est transmise au commandant de la flotte américaine installé à bord du Coronado, mouillé

Civil

A 10 h 51, le Vincennes annonce qu'il compte faire fen sur le F14 lorsque celui-ci sera à 55 kilomètres de distance. Le commandant de la flotte lui demande de prévenir l'avion avant de tirer. Le croiseur émet en continu sur les fréquences de détresse civile et militaire, sans obtenir de réponse. L'inconnu atteint l'altitude de 2 300 mètres, et un opérateur annonce au comman-dant du Vincennes : « Vol commercial possible ». Ceini-ci fait signe

A 10 h 52, l'avion se trouve à - 3 300 mètres d'altitude et à 55 kilomètres. L'officier responsable de la défense anti-aérienne du croiseur reçoit l'autorisation d'« illuminer » l'avion avec le radar de tir. Physicurs opérateurs annoncent que l'avion

A 10 h 53, l'avion atteint l'altitude de 3 700 mètres à 30 kilomè-

missiles SM2 sur l'avion, qui est tou-ché à 15 kilomètres du croiseur. Il s'agissait du vol civil Iran Air 655 à destination de Dubal.

A 11 h 03, les vedettes iranier

Les erreurs commises par l'équipage du Vincennes sont nombreuses. Tout d'abord, l'officier chargé de l'identification a mal positionné son appareil d'interrogation et, au lieu de l'Airbus, a pris dans le viseur un F14 qui décollait de Bandar Abbas derrière l'avion civil. Il s'est donc persuadé que l'intrus était un appa-reil militaire.

Le commandant du croiseur a estimé qu'il ne pouvait s'agir d'un vol commercial en raison de l'horaire (le vol Iran Air 655 avait 27 minutes de retard), en raison du non-respect du couloir aérien (les enregistrements ont prouvé que cela était faux) et de la basse altitude de l'inconnu (celle-ci n'avait rien d'avantage)

Il a jugé que le vol avait toutes les apparences d'une attaque puisqu'il venait droit sur son bâtiment et qu'il scendait vers lui. L'erreur sur ce dernier point a tenu à peu de chose : jusqu'à la dernière minute, les Amé-ricains ne se sont pas trompés sur l'altitude de l'aviou. Pendant la minute qui a précédé le tir, certains opérateus ont cru se rappeler que l'aviou avait, asparavant, atteint une altitude supérieure et donc qu'il s'était mis à descendre. D'autres ont

les opérateurs qui sont persuadés qu'il pique sur eux. Dernière som-mation sur la fréquence de détresse ceux indiquant l'altitude et ont été

Le stress

Les autres facteurs aggravants ont été la manvaise visibilité, qui empêchait l'identification optique, et l'absence de réponse de l'avion anx avertissements, Dans un aux avertissements, Dans un contexte de combat naval, le commandant du Vincemer a envisagé toutes les possibilités: l'attaque combinée air-surface identique à celle menée par les Iraniens le 18 avril 1988, ou un tir de missile comme celui qui avait frappé, le 17 mai 1988, le Stark touché par un avion irakien ou encorce une attionne. avion insien ou encore une attaque-suicide. Il a respecté les règles d'engagement assouplies depuis l'attaque du Stark pour permettre aux bâtiments de tirer les premiers.

La marine américaine n'a pris ancune sanction contre le comman-dant et son équipage, mais elle a reconnu que rigneur et sang-froid avaient fait défaut au Viscennes, où se sont accumulés les erreurs de manipulation des appareils, la satu-ration du réseau d'interphone, les lectures et des souveaux erronés, et des confusions de responsabilité à l'intérieur du centre opérationnel du croiseur. L'US Nevy a annoncé qu'elle réformerait l'entraînement de ses équipages afin de les former à des conditions de combat plus réalistes s'inspirant du stress auquel ont succombé les opérateurs du Vis-

ALAIN FAUJAS.

LIBAN: tandis que Beyrouth vit de nouveau dans la terreur

Arabes et Soviétiques interviennent auprès de Damas et de Bagdad

BEYROUTH

de notre correspondant

Nouveau week-end sanglant an Liban. Plus précisément en secteur chrétien, puisque l'on y décompte la totalité des douze morts victimes des bombardements et la majorité des trente-cinq blessés. En secteur musulman, il est vrai, une guerre parallèlement et y faisait deux morts ainsi que neuf blessés. Un week-end, néanmoins, porteur d'espoir. Un spoir qui a pour nom Mikhall Gor-

L'intervention du président sovié-tique, qui a dépêché, samedi 1e et dimanche 2 juillet, un émissaire, M. Alexandre Bessmertnykh, vice-ministre des affaires étrangères, à Bagdad et à Damas, a en effet sus-cité à Paraceth cité à Beyrouth une vague d'intérêt. Il est certain que les Libanais, blasés par le peu de résultats des interven-tions arabes et occidentales, ont ten-dance à se raccrocher à toute nouvelle action en leur faveur. Mais, s'ils accordent tant d'importance à celle de Moscou, c'est pour trois raisons bien précises : d'abord parce que l'URSS, premier fournisseur d'armes à l'Irak, et surtont à la Syric, devrait avoir une influence décisive — principalement sur Damas pour l'amencr au cessez-lefeu et à la levée du blocus du réduit chrétien, — ensuite parce que la pression soviétique vient compléter

tionales en faveur de la paix au Libsu, enfin parce qu'elle s'articule autour de l'action du triunvirst arabe (Algérie, Arabie saoudite et Maroc) et s'intègre donc dans un mécanisme d'ensemble.

On'il soit à porter au crédit de l'URSS on à celui des Arabes, un premier résultat a été obtenu ce week-end. L'irak a, en effet, annoncé avoir « suspendu ses livraisons d'armes au Liban » (en réalité sons à armes au Livan » (en reame au camp chrétien), appelant « toutes les autres parties à faire de même » et souhaitant que « le triumvirat arabe (...) veille à ce que le gouvernement syrien, dont les troupes occupent le Liban, ne pro-fite pas de cette décision pour lan-cer de nouvellet agressions contre une quelconque partie libangies » une quelconque partie libanaise». «Pure manacuvre», a répliqué la presse syrienne. Mais la Syrie pourra-t-elle ignorer indéfiniment les votax conjugnés des Arabes, de l'Occident et, désormais, de

Damas-Bagdad : la navette entre les deux capitales a également été effectuée par les ministres des effectuee par les ministres ues affaires étrangères algérien, saou-dien et marocain, qui ont été reças dimanche par le président Hafez El Assad avant de gagner Bagdad, où ils ont rencontré landi leur homologue irakien, M. Tarek Aziz.

LUCIEN GEORGE.

Amériques

CUBA

Le « procès de la drogue » révèle de nombreuses ramifications internationales

La Havane. — Commencé le 30 juin, le procès des officiers cubains impliqués dans un scandale de vaste proportion au centre duquel figure un trafic de cocaîne vers les figure un trafic de cocaîne vers les Etats-Unis continue d'apporter de

nouvelles revelations.

Le cas de l'ex-général Arnaldo Ochoa (il vient d'être destitué de tous ses titres militaires et politiques) et de ses deux anciens aides de camp, le colonel Antonio Rodriguez Estupinan et le capitaine Jorge Martinez Valdea, est jugé d'abord; seront ensuite examinées les situations des onze officiers membres du ministère de l'intérieur - dont la ministère de l'intérieur - dont la tête la plus visible est l'ex-colonel Antonio de la Guardia, ancien chef d'une cellule secrète chargée de « tourner » l'embargo américain, en matière notamment de hautes tech-

Il semblerait que le général Ochos soit accusé d'avoir été le « cerveau » du trafic de drogue, alors que le colonel La Guardia en aurait été l'opérateur. Le général Ochos a déclaré avoir agi afin d'investir dans l'industrie nationale du tourisme (la nouvelle priorité économique définie par M. Fidel Castro) les devises ainsi illégale-ment gagnées. Le procureur, le général Juan Escalona Reguera, écolorant misitua de la incise a général Juan Escalona Reguera, également ministre de la justice, a qualifié cette affirmation d'absurde.

Certaines implications internatio-nales de l'affaire out été divalgnées par la presse cubaine, qui lui accorde une « couverture » très ample. Elles vont bien au-delà du ample. Eases vois des au-tous et trafic de drogue, et confirment l'activisme politique ancien et plus récent de la révolution cubaine en direction de l'Afrique et de l'Améri-

Outre les Etats-Unis, destina-taires des 6 tonnes de cocalne trans-bordées avec la complicité de la «cellule secrète» du colonel de La Guardia, out été cités :

Angela. — Arnaldo Ochoa, qui y a été chef de la mission militaire cubaine (cinquante mille hommes) de la fin de 1987 à la fin de 1988, a reconnu y avoir fait des trafics en tous genres (diamants, ivoire, etc.). Lours bénéfices ont alimenté un compte bancaire à Panama, paus où, ensuite, a été scheté du matériel de communication destiné à l'Angola. Les autorités marxistes de Luanda réclament sujourd'hui 5 millions de dollars à La Havane pour des livrai-sons non effectuées. Les commandes angolaises portaient également sur des batteries d'artillerie G 5 et cinq avious C-130;

Colombie. - Pays d'origine de l'essentiel de la cocalne entrant aux Etats-Unis, la Colombie a été citée durant le procès en raison d'un voyage, au moins, qu'y a fait le capitaine Martinez Valdos pour y ren-contrer Pablo Escobar, « parrain » du fameux « cartel de Medellin ». En outre, le colonel de La Guardia a accusé l'actuel porte-parole du mou-vement de guérilla nationaliste de ganche, M. Ramiro Lucio, d'avoir en des contracts avue ini dans le

gauche, M. Ramiro Lucio, d'avoir eu des contacts avec lui dans le cadre de certains trafics.

Nicaragua. — Le général Ochos y a servi en 1985 comme chef de la coopération militaire de son pays avec les autorités sandinistes. Il a affirmé avoir reçu de l'argent des autorités de Managua pour acheter à leur profit des armes par un intermédiaire au Panama.

Panama. — Alors que les

médiaire an Panama.

• Panama. — Alors que les Ents-Unis ont engagé début 1988 une offensive très dure à propos de l'implication présumée de «Thomme fort» national, le général Mannel Noriega, dans un trafic de drogue, le Panama est présenté comme le centre de tous les contacts des accusés. Le général Ochoa a fait état dans ses déclarations d'un « intermédiaire », non nommé, avec qui il entretensit des relations « de configues » depuis su mission au conflance » depuis sa mission au Nicaragua. Cet homme devait être son intermédiaire pour le réinvestissement de l'argent de la drogue dans le tourisme cubain.

Par silleura, le correspondant à La Havane de l'agence britannique Reuter, le Français Gilles Tréques-ser, a été expulsé dimanche 2 juillet pour divulgation de « fausses nou-velles ». — (AFP, AP, UPL)

A TRAVERS LE MONDE

Afrique du Sud

Neuf morts dans des émeutes au Bhophutatswana

La police du Bhophutatewens, un en noir situé au nord-ouest de Johannesburg, a procédé à de nombreuses arrestations, dimenche 2 juillet, su lendemain d'un sangiant affrontement entre forces de l'ordre et habitants de Lessavfonteir. Ces émeutes se sont produites lorsqu'une petrouille de le police du Bhophutatswana a voulu disperser un rassemblement déclaré illégal. Neuf policiers noirs ont été tuée, quetre d'entre eux dans leur véhicule incendié par les manifestants, les cinq autres à coups de pierres et de

haches. Les habitants de Leeuwfon- AFGHANISTAN : Kaboul ve ilbérer un journaliste américain. — Le gouvernement afghan a décidé de gracier le journaliste photographe amé-ricain Tony O'Brien, capturé il y a trois someines alors qu'il as trouvait avec des moudishidines, e-t-on amondé dimenche 2 juillet à Kaboul. Par ailleurs, le régime de M. Nejibulleh a placé. l'armée en état d'alerte dans la région de Kaboul après que la résistance eut bombardé la capitale à la requette, tuent au moins huit personnes. -

DANEMARK : décès de l'Errer Beunegeard, ancien premier minis-tre. — Leader du Parti radical, chef du gouvernment bourgeois de 1988 à 1971, Himer Baunegeard est décédé pendant le week-end à l'âge de soisante-neuf ans. En 1964, il avait contribué à changer le paysage politi-que dancis en mettant fin à le coopération traditionnelle entre les radicaux et les accieux-démocrates. Quetre ans plus tard, il formait avec les conserva-teurs et les ibéraux le première coalitiontain s'opposent à l'incorporation de leur zone au Bhophutatswana, crai- de la junte militaire qui a gouverné le gnant de perdre leur nationalité aud-pays après le coup d'Etat de 1976, africaine et de devanir les ressortie-condamné à le prison à perpétuité en que celui de Pretoria.

commune après le guerre. Ce gouverne-ment négocie et prépara l'entrés du royaume dans le Marché commun, référencism, en 1972. De 1976 à 1986, il dirigen le groupe de presse Politiken. — (Comega.) e PÉROU : M. Mario Verges Lloss de nouveau candidat. — L'écri-cali Mario Verges Lloss sers à nouveau

le candidat de la coelition conservatrice FREDEMO pour l'élection présidentielle de mai 1990, a déclaré dimanche 2 juillet, à Lima, le secrétaire général du ment Libertad, la formation à laquelle appartient l'auteur de la Maison verte. Le 21 juin, Varges Lloss avait décidé de retirer se candidature pour n'être pas pervenu à une entente avec les deux autres formations de la droite (l'Action populaire de l'ancien président launde Terry et le Parti popule chrétien de l'ex-maire de Lima, M. Bedoys Reyes) sur la constitution de listes unitaires pour les municipales de novembre prochein. — (AFP, UPL)

Argentine L'amiral Massera prisonnier libre >

sants d'un régime « plus oppressif » 1986 pour tortures, vol, homicide et que calui de Pretoria.

Par ailleura, le bilan de l'accident
d'autobus survenu, samed: 1" juillet, près de la ville de Harding (province leit librement à Buenos-Aires, du Natal), s'élève à soizante et un L'ancien officier est, en principe, morts et trante blesefe, dont onze incarcéré à le prison militaire de la grièvement atteirts. L'aurobus, dont les pessagers étaient tous des Noirs, de la capitale. Six autres officiers aveit fait une chute dans un ravin généraux ont été condamnés depois d'une hauteur de cinq cants matres. Alfonsin en 1983. De fortes pressions s'exercent en provenance des non societiese que le Denemark sit gouvernement de M. Carlos Mariem.

- (Publicité) -FRANCE -MONDE ARABE:

20 ANS DE VŒUX PIEUX ? L'examen de deux décennies d'engage-ment français au Proche-Orient, enta-mées avec brio par le Général de Gauile, dégage une impression d'amerte-me. Des objectifs ambitieux, des moyens substantiels, mais des résultats ségligeables. Pourquoi un tel décim? Une enquête de J-P. Chagnolland, ex-doyen de la Faculté de droit de Nancy.

Dans le numéro de Juillet-Août d'Arabies en kiosques et en librairies 78, rue Jouffroy — 75017 Paris Tél.: 46.22,34,14



Du Jerau 15 juillet ?rédit 9,5% sur 12 mois* Tontes les nouveautés 90

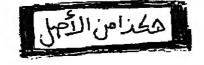
Crédit 9,5%

CRÉDIT 12 MOIS AU TEG DE 9,5 % avec apport minimum de 20% sur toute la gamme VP neuve et occasions. Ex.: montant financé 10000 F, 1º échéance de 996,83F, (dont 120F de perceptions forfaitaires), 11 échéances de 876.83 F. Coût total du crédit: 10642,02 F. Crédit au TEG de 17,9% sur 24 mais, 13,9% sur 36 mais, 14,9% sur 48 mais sur les véhicules neufs, et 12,9%, 14,9%, 15,9% sur les véhicules d'occosion.

Venez découvrir TOUTES LES NOUVELLES RENAULT millésime 90, livrables immediatement (selon les versions, en fonction des options et des couleurs).

*Sous réserve d'acceptation du dossier par la DIAC - SA au capital de Francs 321490700 27-33, quai Le Gatia - 92512 Boulogne Cedex - RCS Nanterre 870200222L

"" Ces 2 offres, non cumulables, concernent les VP neufs et sont réservées oux particuliers.



La fin de la session parlementaire ordinaire

M. Michel Rocard à bon port après avoir frôlé la catastrophe...

Grâce à un subtil cockraîl de savoir-faire et de baraka, M. Michel Rocard est parvenu une nouvelle feis à conduire sa barque jusqu'à la fin de la session pariementaire ordi-naire sans se faire couler ni perdre est route l'un de ses projets de loi. Le premier ministre est parvenn à esquiver la plupart des écueils, fré-lint il est vrai de peu la catastrophe, en boat de course, avec l'épineuse question de l'amnistie des finance-ments occultes de certains hommes

The state of the s

A transfer of the transfer of

A STATE OF THE STA

MER THE

A Spinson

· 安全工作19

the etce

电流电流线

12 10 125

\$5.19 4.42

errate to a

8" M + L"

D4 12

(%4°6")

4 2143

117172

Pour cette session de printemps, la factique parlementaire a été l'inverse de celle pratiquée à l'automne de celle pratiquée à l'automne dernier. Lors de la précédente session, le gouvernement vou-lait, en effet, faire la preuve de sa capacité à naviguer avec un équipage restreint sans tirer à vue des salves de 49-3 (engagement de responsabilité). Le premier ministre avait donc cherché à retarder au maximum le recours à cette e grocse. maximum le recours à cette « grosse Bertha » constitutionnelle. Il ne Bertha » constitutionnelle. Il ne devait l'utiliser qu'une fois, en fin de session, à propos du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA). La démonstration de la viabilité du gouvernement, malgré l'absence de majorité absolue ayant été faite, une autre tactique était possible pour la session de printegues.

Cette fois-ci, Michel Rocard souhaitait faire pression psychologique-ment sur l'opposition en déclenchant très tôt un tir de 49-3 pour bien manifester sa détermination à faire esser coûte que coûte ses projets. Le X. Plan (menacé par une conjonction hostile de la droite et du groupe communiste) devait constituer le terrain idéal pour cette opération de dissussion. Dès le 28 avril (vingt-six jours après le début de la session), le premier 49-3 tombait dans le camp d'une opposition de droite empêtrée dans ses querelles. L'engagement de responsabilité ent lieu un vendredi après-midi, dans la plus grande indifférence. Un habile coup de semonce, sans effet négatif dans l'opinion publique ni sur le déroulement du travail parlementaire, l'opposition divisée préférant en rester là plutôt que de riposter par une motion de censure.

Le premier ministre devait recourir au 49-3 sur un second texte : la présidence commune Antenne 2-FR 3 (19 juin). Une nouvelle fois, l'opposition choisissait de ne pas répondre par une motion de censure, affirmant s'être suffisamment exprimée sur ce sujet. Bref, le gouverne-ment s'en tirait à nouveau à bon compte, d'autant plus que les deux motions de censure déposées par la suite au cours de cette session par le RPR et l'UDF (en vertu de l'arti-cle 49-2 de la Constitution et non en riposte au 49-3) n'eurent pas les effets souhaités par leurs auteurs.

La première, déclenchée par les seuls «rénovateurs» pour sanction-ner la politique européenne du gouvernement avant les élections au Parlement de Strasbourg, fut un échec : elle mit le RPR au bord de l'implosion, suscite l'hostilité ouverte des deux présidents de groupe UDF et RPR, excédés par l'attitude des «rémovateurs», et elle se solda, au moment du vote, par un déficit net de 71 voix de députés

La session ordinaire de printemps du Parlement a été close, samedi 1ª juillet à minuit. Par décret du président de la République, en date du 1" juillet, le Parlement a été convoqué en session extraordinaire à compter du dimanche 2 juillet. A l'ordre du jour de cette session, qui ne devrait pas se poursuivre an delà du mardi 4 juillet, figurent les textes suivants en deuxième, puis en dernière lecture : projet de loi relatif à la sécurité des aérodromes et du transport aérien ; projet de loi portant dispositions diverses relatives à la sécu-rité sociale et à la formation continue des personnels hospitaliers ; projet de loi relatif à la prévention des manyais traitements à l'égard des mineurs et à la protection de l'enfance ; projet de loi portant amnistie ; projet de loi relatif à la liberté de comm

UDF, RPR et UDC. La seconde motion de censure, déposée cette fois officiellement par les présidents des groupes UDF et RPR pour dénoncer la politique du gouvernement en matière d'immigration, recueillit un plus grand succès, mais tombs complètement à plat, l'actua-lité en ce début juin se situant du côté de Téhéran, de Varsovie et de Pékin. Dérisoire motion de censure pour un sujet qui ne l'était pas.

Le débat sur le projet de M. Pierre Joze relatif à l'immigration, trop marqué par le contexte prédiectoral dans lequel il s'inscrivait, n'a pas permis une fois de plus de débattre sereinement de ce sujet. Pour la première fois depuis le début de la législature, l'opposition de droite, sous la férule de l'ancien président de la commission des lois, M. Pierre Mazzaud (RPR), a pratique l'obstruction parlementaire pour s'opposer pied à pied à ce texte. Un débat comme il y en avait en des dizaines entre 1981 et 1984.

Monnaie courante hier, ils apparaissent aujourd'hui comme archaiques, presque anachroniques, tranchant singulièrement avec l'atmosphère plutôt constructive qui prévaut à l'Assemblée nationale depuis un an. Personne n'en est sorti grandi, pas plus le gouvernement, inspiré par l'Elysée, que l'opposition. Egrenant en début de session des projets plutôt consensuels (organisation de la justice en Nouvelle-Calédonie, réforme de l'exercice de certaines professions juridiques et judiciaires, renforcement des prérogatives des délégations parlemen-taires pour les Communautés eurodes opérations de Bourse, protection du patrimoine archéologique sous-marin, enseignement de la danse, etc.), le gouvernement avait pour-tant souhaité réduire la voilure

Le mai de mer de la droite

avant les élections européennes. Le

projet Joxe est venu mettre le feu aux poudres dans l'hémicycle.

La traversée du gouvernement a été facilitée, pendant cette session, par le désarroi d'une opposition de droite prise de mal de mer devant la vague rénovatrice, le groupe com-muniste, quant à lui, apportant ponctuellement au gouvernement un appui précieux par ses abstentions (projet de « dénoyantage » des entreprises privatisées, proposition de loi socialiste sur les loyers, projet Jospin sur l'éducation, etc.)

La bataille de la rénovation, qui a fait rage au sein de l'opposition, a considérablement désorganisé l'UDF et le RPR. Le groupe de M. Bernard Pons a même failli sombrer lors de la motion de censure des « rénovateurs » sur l'Enrope. Le résultat des élections européennes du 18 juin, contraignant centristes et of 18 juin, contragament le pas, a rénovateurs à marquer le pas, a de se ressaisir. La constitution d'un intergroupe officiel (et non plus seulement des « rénovateurs ») symbolise ces retrouvailles, qui restent toutefois fragiles.

L'opposition a'a pas le monopole des états d'âme. Les députés socialistes éprouvent également parfois un certain spleen. Nombre d'entre eux avouaient dans les couloirs du Palais Bourbon, ces derniers temps, eur désir de voir le gouvernement de M. Rocard appuyer un pen plus la barre à ganche. Le comité direc-teur du PS s'en est également fait l'écho ce week-end. Nul doute que le bon résultat des élections municipales a permis au premier ministre d'échapper, pendant cette session, à une critique trop ostensible. Mais cette volonté de certains élus socialistes de ne plus se contenter d'une politique socialiste « d'accompagnement ., comme a dit M. Pierre Manroy, s'est traduite sur certains textes par des tentatives de « gauchisse-

Les députés socialistes y sont parvenus sans conteste sur la proposi-tion de loi sur les loyers (mofification de la loi Méhaignerie) faisant voler en éclats le consensus établi avec les centristes en durcissant son contenu. Le projet de Xº Plan a été également l'occasion d'une montée en force du groupe socialiste contre l'un des ministres d'ouverture les plus suspects à ses yeux, M. Lionel

Une tentative de débordement à uche fut également esquissée sur projet de M. Jean-Pierre Soisson concernant la prévention du licen-ciement économique. Alors que ce texte avait fait l'objet d'un travail de préparation très soigné entre le ministre de l'emploi et un groupe de députés socialistes spécialisés en la matière, un amendement de dernière minute déposé par un député fabiusien, M. Thierry Mandon (concernant le travail temporaire) mena-çait de faire capoter ce texte qui a finalement, après retrait de cet amendement, bénéficié de l'abstention de la droite et du centre tandis que deux députés RPR, MM. Séguin et Pinte, votaient pour.

Le soutien apporté par le président du groupe socialiste, M. Louis Mermaz, à cet amendement brûlot lesquelles celui-ci était engagé dans un processus de conquête du poste de premier secrétaire du PS et qu'il souhaitait pour cela « gauchir » son image en prenant des positions maximalistes per rapport au gouver-

M. Mermaz s'en est défendu à plusieurs reprises, rappelant qu'il ne faisait que son travail de président de groupe en laissant remonter les aspirations de sa base et que, en toute hypothèse, il n'était pas au sein du groupe socialiste « le hautcommissaire du gouvernement ». Il devait cependant reconnaître, à plusieurs reprises, que durant ces derniers mois le dialogue avec le gouvernement avait été d'une qualité rarement égalée. Il n'est pas sûr que e du congrès socialiste de mars 1990 contribue à apaiser, lors de la prochaine session budgétaire, les tensions internes au groupe sociaCette session parlementaire, qui a ainsi donné lieu à des débats d'une haute tenue sur des sujets très concrets comme l'enfance maltraitée. l'adaptation des explorations agricoles, l'accueil des personnes agées et des handicapés, la lutte contre le travail clandestin, a été a polluée », dans les dernières semaines par l'apparition d'un amendement fantôme sur l'amnistie des délits financiers politiques. Cet amendement, aperça dans les parages du texte portant amnistie des indépendantistes guadéloupéens. a fait nanfrage avant d'arriver au

Dégâts considérables

Il a resurgi en fin de session assorti d'un projet de loi destiné à assurer une meilleure transparence du financement de la vie politique. Mais à bien des égards, c'est cette amnistie qui est apparue aux yeux de l'opinion publique comme essen-tielle, le projet de transparence n'en étant qu'un appendice. L'antiparle-mentarisme s'en est trouvé renforcé. Le gouvernement a décidé, après quelques jours pour le moins confus, de faire marche arrière en renvoyant le texte à l'automne. Mais les dégâts sont considérables.

L'antiparlementarisme s'est nourri également d'une maladie chronique du Parlement français qui prend aujourd'hui un tour alarmant à l'Assemblée : l'absentéisme. Il ne frappe plus seulement la séance publique (ce qui, compte-teau des différentes missions du député pouvait se comprendre) mais également les commissions permanentes, souvent désertées au grand dam de leurs présidents.

Le paradoxe, aujourd'hui, est de voir que l'Assemblée nationale légifère souvent dans des conditions qui ont rarement été aussi bonnes quant au dialogue entre les groupes et avec les ministres, mais ce dialogue a lieu de plus en plus en comité restreint La multiplication dans les années à venir des textes sous influence européenne devant s'affirmer cette

tuer si aucune mesure n'est prise.

Les ultimes navettes

Les députés ont examiné. samedi 1" juillet et dans la nuit du samedi au dimanche 2 juillet, les textes suivents :

PROJETS DE LOI DEFINITIVEMENT ADOPTÉS

- Enseignement de la danse : les députés et les séna-teurs ont adopté le texte issu de la commission mixte paritaire

- Accueil des personnes âgées : les doux assemblées étant parvenues à un accord en CMP, c'est ce texte qui a été adopté en demière lecture per les

- Prévention du licenciement économique : sous réserve de deux amendements rédactionnels du Sénat, les députés ont L'adopté le texte issu de la seconde es lecture de l'Assemblée. Les groupes RPR, UDF et UDC se sont abstenus (en l'absence de scrutin public, MM. Philippe Séguin (RPR, Vosges) et Etienne Pinte (RPR, Yvelines) ont déclaré vouloir voter pour). Seuf le PS a voté pour ce

- Xº Plan : après l'échec de la commission mixte paritaire et le rejet en bloc par le Sénat du projet de loi approuvant le Xº Plan (1989-1992), l'Assemblére e adopté sans molification le texte députés UDF, RPR, UDC et communistes ont maintenu leur opposition à ce projet que seul le PS

approuve.

— Sécurité et transparence députés se sont prononcés sur le texte voté en seconde lecture par Sénat l'eut modifié. Le PS a voté pour, les groupes RPR, UDF et UDC se sont absterus, le PC a voté contre.

- Sécurité routière : là encore, c'est le texte issu de la seconde lecture de l'Assemblée qui a été adopté (les sénateurs ayant maintenu leurs positions en seconde lecture). Les groupes UDF, RPR, UDC et PC se sont

abstenus, seul le PS a voté pour. PROJETS DE LOI ADOPTÉS

- Liberté de communication : face à « l'incompatibilité totale » des positions de l'Assemblée et du Sénat (qui a rejeté les deux articles de ce texte) soulignée par le rapporteur, M. Bernard Schreiner (PS, Yvelines), les députés adopté en première lecture. Comma il avait du le faire lors du premier examen du projet de loi, M. Michel Rocard a engagé la responsabilité de son gouvernement (article 49-3 de la Constitution) afin de faire adopter ces dispositions concernant la présidence commune à Antenne 2 et FR3 en dépit de l'opposition coniucuée

l'exception de quelques amendements rédactionnels, les députés ont adopté en deuxième lecture un texte conforme à celui approuvé par le Sénat. La comaccord sur ce projet de loi, qui a été adopté par les groupes RPR, UDF, UDC et PS, seul le PC s'abs-terrant. Les députés ont rejeté un amendement de M. Michel Voisin (UDC, Ain) tendant à renforcer les

Entrés et séjour des étrangers en France : les députés EN DEUXIÈME LECTURE leur assemblée en première lec-ture. M. Pierre Mazeaud (RPR, des groupes RPR, UDF, UDC et

Sécurité des aérodromes et des transports aériens : à mission miste paritaire devrait donc parvenir sans difficulté à un

peines du personnel navigant en cas de contrôle révélant un taux d'alcoolémie supérieur à 0,20 gramme. M. Georges Sarre, secrétaire d'Etat chargé des transports routiers at fluviaux, a précisé qu'un projet de loi en ce sens serait présenté au prin-temps 1990 devant le Parlement.

Haute-Savoie) a renoncé à défendre les quatre-vingts amende-ments qu'il avait déposés, mais a renouvelé ses mises en garde sur l'inconstitutionnalité que présente, selon lui, la procédure de grande instance en cas de notification d'un arrêté préfectoral de reconduite à la frontière. Devant le Sénat, M. Pierre Joxe avait déclaré qu'il ∢ suggérerait > au premier ministre de demander son avis sur ce point au Conseil constitutionnel. Le groupe RPR a annoncé quant à lui qu'il déposerait un recours. Si la procédure est annulée, a précisé M. Pierra Joxa, « on reviendre à celle prévue par la loi de 1986 ». Le ministre de l'intérieur ne s'est pas engagé ainsi à reprendre dans un recours, jugée pourtant fonda-mentale par cartaines associations de lutte contre le racisme et certains membres du groupe socialiste, qui ne cachaient pas samedi leur mécontentement. Les samedi leur mécontentement. Les groupes RPR, UDF et UDC ont voté contre, le PC s'est abstenu.

Seul le groupe socialiste a voté

P.R.D.



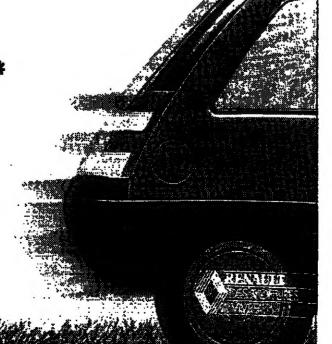
chez Renault.

ÉCONOMISEZ 90% sur le prix des équipements en option dans la limite de 5000 F pour une Supercing ou Renault 19,

6000 F pour une Renault 21 ou 21 Nevada, 7000 F pour une Renault 25.

Economisez
sur les équipements ** Reprise Argus + 5000 F**

REPRISE ARGUS + 5 000 Fou 5 000 F minimum de votre véhicule, si vous le possédez depuis au moins ó mois, pour tout achat d'une Supercinq ou Renault 19. Conditions générales Argus. Diminuée des charges et frais professionnels et des éventuels frais de remise à l'état standard.



Tous les vins d'AOC devront être mis en bouteilles dans l'aire de production

Les députés ont adopté, en pre-mière lecture, vendredi 30 juin, le projet de M. Heuri Nallet concer-nant l'adaptation de l'exploitation agricole à son environnement (le Monde du 1st juillet). Ce texte, que la Sénat a délà approuvé, a recueilli le Sénat a déjà approuvé, a recueilli l'assentiment quasi général : les députés socialistes, centristes, RPR et UDF out voté pour ce projet. trois élus UDF (MM. Maurice Dousset, Jean-Pierre Dicaux et Roger Lestas) se sont abstenus.

La plupart des orateurs se sont plaints auprès du ministre de l'agri-culture des conditions pour le moins précipitées dans lesquelles ce texte, jugé par tous «important», a été débattu en fin de semaine et de ses-

M. Henri Nallet l'a reconnu volontiers, tout en expliquant qu'il était essentiel pour les mois qui viennent que ce projet soit adopté en première lecture à l'Assemblée, car il l'avait été au Sénat, Il a admis, à icurs reprises, qu'il scrait tout à plusieurs represes, qu'u serait possible de revenir en deuxième lecture, à l'autonne, sur les articles que les députés jugeraient encore mal dégrossis après la première lec-

La discussion, qui s'est étalée sur trois jours, a été d'une qualité recon-mue par tous les participants. An cours de cet examen, les députés ont adopté un amendement qui étend à acopte un amendement qui etend a toutes les régions viticoles d'appellation d'origine commôtée (AOC) les dispositions en vigueur en Aisace depuis 1972. A partir du 1= octobre 1990, la mise en bouteilles se fera obligatoirement dans l'aire de production. Un décret fixera les modation de cette respuls réglements. lités de cette nouvelle réglements tion, destinée à défendre la qualité des vins français face à la future rence enropéenne de 1993.

En abordant, samedi, le titre III du projet consacré à la réforme des cotisations sociales agricoles (pas-sage du revenu cadastrai au revenu professionnel comme base d'indemnisation), les députés out tous affirmé qu'il s'agissait du cœur du projet. « Il s'agit, au-delà de la simple question de cotisations, de la vie quotidienne des agriculteurs, qui seront traités à l'égal des asures Français », a souligné le ministre, en prenant acte de l'unanimité dégagée sur le principe de la réforme

Deux solutions se présentaient au gouvernement : appliquer simultané-ment la réforme en trois branches (assurance-vicillesse, assurance-maladie, prestations familiales), ou la mettre en place avec un décalage dans le temps. C'est cette seconde solution que M. Nallet a choisie, afin de ne pas compliquer outre mesure le système actuel et afin de ne pas voir certaines exploitations spécialisées se trouver pénalisées par des hausses brutales de cotisations. L'assurance-vieillesse serait réfor-mée en premier, et même dès que possible, les effets attendus étant les plus positifs et les bouleverse-ments les moins importants, a expli-qué le ministre. Ensuite, le change-ment s'étendrait progressivement à l'assurance-maladie, ce qui aurait l'énorme avantage de redresser ce régime tout en le rendant sociale-ment plus jeune. Enfin, les presta-tions familiales seraient gardées pour lin, non seulement parce que less variations de cotisations y seront plus amples, mais, surtout, parce L'assurance-vielllesse serait réforplus amples, mais, surrout, parce que les orientations nations auront sans doute été révisées d'ici là, dans ce domaine ».

La symbolique du vote

MM. Michel Cointat (RPR) et Jean-Paul Charié (RPR) étaient favorables à la mise en place simultanée de la réforme des trois bran-ches. Mais, en l'assortissant d'une clause limitant à 10 %, en plus ou en moins, la variation des cotisations sociales. Bien qu'il y ait vu certains inconvénients (notamment parce que la réforme se mettant en place en 1990, cela impliquerait de calcu-ler l'intégralité des cotisations sociales sur la base d'une scule année), le ministre n'a pas complè-tement fermé la porte à cette proposition, estimant que l'idée pourra être mise à profit pour étudier encore son dispositif essentiel. La discussion en séance publique est done appartie comme une continua tion da débat en commi travail préparatoire à la véritable discussion qui devrait avoir lieu à l'automne, la symbolique du vote en première lecture ayant été acquise.

Avec Le Monde sur Minitel

ENSAIT ROUBAIX

GRANDES ÉCOLES

36.15 LEMONDE

Le Monde

NUMÉRO HORS SÉRIE - 38 F

LES RÉSULTATS **DES ÉLECTIONS EUROPÉENNES JUIN 1989**

- Modes de scrutin, listes en présence : le récit de la campagne.
- Les résultats complets dans les douze Etats de la Communauté.
- Une abstention record.
- Poussée socialiste, percée des Verts : le portrait de la nouvelle Assemblée et de ses membres.

_	-	_	_	_	_	_		_				_	_	_		_	
1	ES	RF	S	TT	AT:	s n	ES	ÉT.	FC	ПО	NS	FII	BU	PÉ	EN	Ϋ́	
			~			_								-			

Nom	Prinom:
Adresse:	
Localité :	Code postel :
Nore d'exemplaires	× 43 f (part inclus) =F
Pour l'étranger et les DOM-Té à : le Mande, service vente su	DM, nous consulter. Bulletin et règlement à renvoye numéro, 7, rue des Italians, 75427 Paris Cadex OS.

Les socialistes soutiennent le gouvernement et repoussent une alliance avec les Verts

Les griefs formulés à l'encontre du gou-vernement dans les jours qui avalent précèdé la réunion du comité directeur du Parti socialiste, samedi 1° et dimanche 2 juillet, n'y out trouvé que de faibles échos. M. Michel Rocard a pu défendre, sans être vraiment contredit, sa conception d'un socialisme de P«infiniment petit» (la réforme du quotidien) et de l'«infiniment grand» (les questions internationales), grand » (les questions internationales), encadrant une gestion modeste. Senis M. Jean-Pierre Chevènement et les antres orateurs du courant Socialisme et République ont fait entendre une tonalité quelque peu différente, en revendiquant le droit pour le PS de mettre en cause la politique économique et sociale du gouvernement, alors que M. Lionel Jospin a déclaré qu'il n'est « pas

question> de formuler une alternative à cette politique-là. La proposition d'affiance avec les Verts.

La proposition d'affiance avec les Verts, faite par M. Pierre Mauroy à la veille de la réunion du comité directeur, a été critiquée par tous les ténors du parti, qui l'estiment pour le moins prématurée. M. Gérard Fuchs, seul rocardien à s'être exprimé dans le débat — en dehors du premier ministre ini-même — s'est prononcé contre tout retour à la représentation proportionnele intégrale, hypothèse écartée par le premier secrétaire. Or la modification du scrutin serait la condition nécessaire, sinon suffisante, d'un accord des écologistes avec le PS.

La préparation du congrès de la mi-mars prochain a donné lieu à l'annouce offi-

cielle du dépôt de plusieurs contributions : celles de Socialisme et République, de M. Jean Poperen, de M. Lionel Jospin, de M. Laurent Fabius et de M. Louis Mermaz. M. Fuchs envisage, lui aussi, de présenter un texte. D'autres contributions devraient être rédigées par des élus tels que Mª Marie-Noëlle Lienemann, exrocardienne, ou MM. Jean-Marie Bockel et Julien Dray. A ces contributions générales s'ajouteront des textes thématiques, qui pourraient avoir pour signataires des mem-bres de courants différents.

La réunion

« Ce sera la libre circulation des idées et des personnes», a déclaré M. Mauroy en

Les dirigeants du PS laissent la voie libre à M. Rocard

(Suite de la première page.)

Telle doit être la problématique selon le premier ministre, qui a écarté toute alliance à droite, sans, pour autant, renoncer aux efforts faits pour désarmer l'oppoaition. La division de celle-ci, a-t-il rappelé, doit beaucoup à la façon dont le gouvernement agit depuis

Un trait n'en a pas moins été tiré sur l'épisode de l'« ouver-ture ». M. Jospin a observé que les ministres centristes entrés au gouvernement ne lui avaient apporté aucun soutien parlementaire supplémentaire. Chacun est convenu que le centre, ce n'est ni plus ni moins que la droite, et que les socialistes n'ont rien à rechercher de ce côté-là. Il en restera, scion la formule du ministre de l'éducation nationale, une « indication pour l'avenir ».

La permanence du conflit Jospin-Fabins

Le statu quo per rapport au gouvernement n'interdit pas les jeux tactiques en vue du congrès. M. Jospin a parlé en chef de la majorité du parti, reconduisant officiellement son accord avec M. Mauroy et se posant en rassembleur des mitterrandistes. Or ces derniers sont divisés non sur les idées, mais sur les hommes. En M. Charles Pasqua fait, et bien que chacun s'en défende, la compétition met aux priscs les trois « présidentiables » que sont MM. Rocard, Jospin et légèreté

Le premier ministre hésite à s'engager sur une voie qui l'amènerait à compter ses partisans lors du congrès. Il est dangereux, pour un chef de gouvernement, de ris-quer d'être devancé dans son propre parti. Ce risque est d'autent plus grand que le premier minis-tre s'attend à des difficultés sociales à la rentrée. Cette donnée l'incite à maintenir la ligne d'inté-gration en douceur qu'il a suivie, vis à vis de la majorité du parti, depuis bientôt quatre ans et qui ne lui a pas si mal réussi.

M. Fabius en fait son principal argument. Le président de l'Assemblée nationale observe

Une cantonale partielle

EURE-ET-LOIR: canton de Cloyes-sur-le-Loir (1* tour). Inscr., 7 297; vot., 4 430; abst., 39,29 %; suffr. expr., 4 324. MM. Raymond Conard, div. d., m. de Cloyes sur-le-Loir, 1522 voix (35,19 %); Hubert Quentin, RPR, m. de Saint-Pellerin (24,51 %); Michel Manceau, div. d., m. de Courtalain, 707 (16,35 %); Serge Langlais, PC, 668 (15,44 %); Paul Chevrier, écol., cons. muni. de Dony, 367 (8,48 %). Il y a ballottage.

367 (8,48 %). Il y a ballottage.

[Ce scrutin partiel est destiné à pourvoir su resuplacement de Raysond Maniny (div. d.), décédé le 3 juin dernier, qui svait été réélu en septembre 1988 dès le premier tour avec 69,25 %. La division à droite n'a pan purmis à M. Conard, maire du chef-fina, souteun par la rouve du conseiller général défant, de l'emporter.

La candidat communiste progresse de près de quatre points par resport à l'élection du 25 septembre dernier.

En septembre 1988, les résultats avaient été les suivants : laser., 7 287; vot., 4 373; abst., 39,98 %; suffir. expr., 4 254; Raymond Maniny, div. d., 2 944 voix (69,29 %); MM. Gibert Daumarie, PS, 584 (13,72 %); Serge Langiais, PC, 496 voix (11,65 %); Daniel Fahrmann, FN, 230 (5,40 %).]

dirigeants du parti lorsque ceux-ci - MM. Mauroy et Jospin - ae sont réunis, le 27 juin, pour convenir d'une contribution associant leurs deux « sous-courants ». Il est vrai que, le lendemain, M. Pabius réunissait ses propres amis à l'hôtel de Lassay... Le président de l'Assemblée nationale accuse MM. Jospin et Mauroy de vouloir déplacer l'axe majoritaire du Parti en cherchant une entente avec M. Rocard. La revanche des minoritaires du congrès de Metz il y a dix ans - MM. Mauroy et

En faisant jouer le patriotisme mitterrandiste contre M. Jospin, M. Fabius risque d'apporter de l'eau au moulin de M. Louis Mermaz. Le président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale a confirmé, samedi, son intention de présenter une contribution réunissant ceux qui, parmi les amis du président de la République, refusent d'anticiper sur l'élection présidentielle de 1995 et de se ranger derrière tel ou tel concurrent. Cette initiative gêne nale.

Rocard - serait, ainsi, complète.

qu'il a été mis à l'écart par les autant M. Fabins que M. Jospin, puisqu'elle risque d'empêcher chacun d'eux de prendre l'avantage sur l'autre et que la synthèse annoncée par M. Mauroy pour la mi-janvier pourrait signifier, pour cux, un match mi.

> Le conflit ouvert en 1985 entre M. Fabins et M. Jospin continue. Entre celui qui tient l'appareil - M. Jospin - et celui qui cherche à le conquérir - M. Fabius, l'épreuve de force paraît permanente et contribue à neutraliser le débat au sein du PS. Le président de l'Assemblée nationale a présenté, samedi, l'ébauche, déjà bien avancée, d'un possible programme. M. Jospin s'en est tenu. pour sa part, à la défense de la politique gouvernementale et à une conception réaliste du rôle du parti dans un système semiprésidentiel. La modération des socialistes vis-à-vis du gouvernement sert le ministre de l'éducation nationale. La frustration qu'elle entretient peut bénéficier au président de l'Assemblée natio

M. Fabius se présente comme le seul qui soit prêt à ouvrir le PS, mais, demande-t-il, les autres ne sont-ils pas trop attachés à leurs positions de pouvoir pour refuser un véritable élargissement de la base, de crainte de « la « contrôler » moins aisément »? Il est vrai que le président de l'Assemblée nationale est, de tous les dirigeants, le moins pourvu en structure de courant et, comme il le dit lui-même, « quand on dénonce les courants, c'est généralement pour créer le sien ».

M. Poperez, qui, lui, dispose d'un courant discipliné, profite de la situation et se dit déterminé à aller « jusqu'au bout », c'est-à-dire à mener le combat jusqu'an congrès. Ministre des relations avec le Parlement, M. Poperen ne peut se permettre un trop grand écart avec M. Rocard, M. Jean-Pierre Chevenement, ministre de la défénse, est dans une situation analogue. L'ouverture du PS n'est pas pour demain.

PROPOS ET DEBATS

M. Charles Pasqua (RPR), ancien ministre de l'intérieur, invité dimanche 2 juillet du « Forum RMC-FR3 » a déclaré : « Je ne crois pas du tout à la capacité des partis politiques, et quels qu'ils soient, de fusionner et de se rassembler. Je crois que si un jour il doit y avoir un grand parti de gou-vernament, qui rassemble tous les électeurs attachés aux idéas que nous défendons, cele se fera certai-nement à l'occasion des élections présidentielles. Mais ça ne se fera

A propos des « rénovateurs », il déclara : « Je les juge sympathiques. Mais je trouve qu'ils ont une démar-che un peu légère et un peu archaique. Et je trouve en tous les cas qu'il y a dans ces « rénovateurs » des gens sincères. Et puis il y a des gens qui les utilisent ; c'est manifeste. Il y a des gens qui, su travers de cette affaire de rénovation, ont essayé de faire écletar le RPR. C'est évident. > ITTIQUE ne faire su funcion su Cuotidien de Paris du lundi 3 juillet, M. Pierre est faite de nous... >

a davantage réfléchi, probablement, que Michel Noir, C'est un peu nor-mal, perce que Michel Noir était ausai grief per sa victoire à Lyon. Moi, je ne lui en veux pas. Mais il faut bien réfléchir n'est-ce pas ? Je ne suis pas de ceux qui pensent que l'on peut supprimer le RPR d'un trait de plume pour le fondre avec autre chose qui n'existe pas. Quand vous mettaz un aucre dans une tasse de café, qu'est-ce qui se passe ? Le sucre disparaît. Alors moi, je n'ai pas l'intention de jouer ce rôle. »

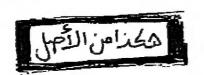
M. Pasqua ajoute : « Le rôle du RPR, c'est d'occuper une poeition centrale. Donc, je suis totalement hostile à ce que le RPR devienne un mouvement de centre-gauche. Toute tentative qui tendant à tirer le RPR vers le centre-gauche — dérive d'all-leurs qu'a connue l'UDF en son temps — j'y suis hostile ».

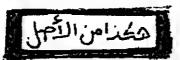
M. Pierre Sergent

du Front national et conseiller municipal de Perpignan, estime qu'e il faudrait élargir le niveau de commande ment du mouvement, avec un exécutif peut-être plus large, car un seul homme ne peut répondre à tous . les problèmes ». L'ancien chef de l'OAS-Métropole précise que M. Jean-Marie Le Pen est « irremplaçable comme porte-drapeau, mais aussi comme porte-parole s, et souligne que € c'est l'image que l'on a de nous qui est le frein essentiel de notre mouvement ». Il se félicite que M. Bruno Mégret, délégué général du FN, « nuance déjà un peu la peneée de Jean-Marie Le Pen », et il souhaite que M. Carl Lang, secrétaire général, « prenne plus d'ampleur ». Placé en quatorzième position sur la liste européenne d'extrême-droite, il regrette que le Front ait « rejoué pratiquement le premier tour de l'élec-tion présidentielle ». Favorable à une évolution du sigle (Rassemblement national), il affirme : « Je crois qu'il ne faut pas toujours rendre responsable la presse de l'image déformée qui

M ..







Politique

du comité directeur du PS

M. Jospin: « réussir le second septennat de M. Mitterrand »

Voici les principales interventions des dirigeants socialistes lors de la réunion du comité directeur du PS, qui s'est réuni les 1" et 2 juillet à Paris.

union

m; riming

enisque, de

di Joseph de

or litter

th quistin

2 (c)3 606

mana, et.

tie Buckele

tas generales

MINGUEN, QU

Co the Best

पुटा (वृद्ध ध Mauro, o

Card

 $< m_{\rm C}/c_{\rm OPRT_{\rm C}}$

and the Pa

 $c \in \operatorname{arg}_{(\overline{\mathcal{M}}), \underline{\mathcal{M}}}$

Ben a least

1. The 1. Cong.

rment de g

1000

- 10cm

1000

 $\tau \sim \tau \tau \ll_{T_{\alpha}}$

1 - 1 - 10 20

100 5 5 6 m

 $(1/2)^{2} \mathcal{A}(\mathcal{A}_{\mathcal{A}}) = (1/2)^{2} \mathcal{A}(\mathcal{A}_{\mathcal{A}})$

20 0 5g

1.00

 $C(x_{i},y_{i})$

 $\{1\}_{i=1}^{n}, \{i,j\}_{i=1}^{n}$

200

11.19.1

10

100

100 8

10.0

1 -----

 $\omega_{\mathcal{F}} = -2^{n}$

1000

18 A A 100

200

17 9 37

100

4 ~ 6"

 $\gamma \in \mathbb{R}^{n}$

7

Outre les interventions de MM. Heari Emmanuelli, membre du secrétariat national chargé de la coordination, et Pierre Mauroy, pre-mier secrétaire (le Monde daté 2-3 juillet) et le rapport de M. Marcel Debarge, membre du secrétariat national charge des élections, le ur du PS a enten samedi 1 juillet, M. Jean-Paul Planchou (Socialisme et République), nouveau membre du bureau exécutif, qui s'est interrogé sur « la compatibilité entre l'acceptation de normes libérales et la volonté de contrecarrer l'aggravation des iné-

« Toute politique a ses colits, ses vantages, estime M. Planchou. Ce sont les choix faits en amont qui importent, » Le député de Seine-et-Marue se réfère su projet de badget pour 1990 et à la « décision préala-ble d'une réduction du déficit bud-gétaire de 90 milliards de francs, à rapporter, dit-il, à ce que nous esti-mons être les missions de l'Etat dans la période ». Il évoque les équilibres institutionnels, en observant qu'« il n'y a pas d'espace – vital – de confrontation démocratique entre l'exécutif et sa majorité parlementaire ».

Pour M. Jean-Marc Ayrault, nembre du bureau exécutif, proche do M. Jean Poperen, on pourrait « réaliser l'intégralité des écono-mies budgétaires envisagées, mais n'en affecter qu'une partie aux charges de l'harmonisation fiscale européenne, le reste permettant d'apporter la part de l'Etat à la recherche d'une plus grande justice recherche d'une plus grande justice sociale ». Le maire de Nantes a rapsociate ». Le mans la la la la pelé la déclaration faite, le 27 juin, pelé la déclaration faite, le 27 juin, pelé la commissions par les présidents des commi des finances des douze Parlements nationaux, mettant en garde contre une harmonisation rapide et com-plète des fiscalités sur l'épargne et es taux de TVA. « Il faut, a dit M. Ayranli, que l'Europe soit un progrès pour ceux que nous repré-sentons, et non un repoussoir, symbole de régression sociale. »

Invitant les socialistes à réhabiliter la notion de programme et à « définir des orientations politiques pour les mois et les années à venir », M. Ayrault a résumé ses proposiment du parti et à améliorer son fonctionnement : absisser et unifier les cotisations, garantir le possibilité d'expression des différentes sensibi-lités dans toutes les fédérations, no faire voter que les adhérents présents aux réunions, désigner la direction du parti avant la fin du congrès.

Pour M. Bernard Roman, membre du bureau exécutif, premier secrétaire de la fédération du Nord, proche de M. Mauroy, les 23,6 % des voix obtenues par le PS aux élections européennes sont « sos échec » pour « un parti qui prétend devenir l'axe autour duquel doit s'organiser la vie politique de la majorité de gauche». « Cet échec, souligne-t-il, est notre échec collectif. » M. Roman craint que le fonction ment du parti en courants, des lors que coux-ci s'organisent autour d'« ambitions réelles ou supposées -, no l'entraîne - dans une mécanique de « primaires » permanentes. Il estime que le PS doit redonner toute sa place à ses militants », en leur permettant, notamment, d'élire les candidats à toutes les élections dans le cadre de leur

M. Roman souhaite que le PS définisse sa position par rapport à l'action du gouvernement — dont certaines initiatives, dit-il, « visent plus à séduire une partie de nos adversaires qu'à bien atteindre nos objectifs - mais il insiste, surtout, sur la « mise à jour idéologique (...) indispensable >, afin d'affirmer que le PS « reste un parti

M. Mermaz: « critiquer sans cesser d'être loyal »

« Le gouvernement ne s'identifie pas au parti. Pourquoi le parti s'identiflerait-il au gouverne-ment? », demande M. Pierre Guidoni (Socialisme et République), membre du secrétariut national chargé des relations internationales, soulignant, mi aussi, que les socialistes doivent présenter leur projet après la « défaite idéologique » qui a accompagné leurs victoires électoraies. Co projet, a-t-il expliqué, ne peut consister seulement à « gérer ». ni à - respecter les grands équilibres », gi 🚂 observer les évolutions naturelles, autonomes de la « sociéfézivile », mais il doit proposer un erchangement de cap > dans l'action gouvernementale, la politiment du parti.

M. Louis Mermaz, président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, observant que « la base politique [dn PS] s'effrite lentement mais constamment », a recom-mandé, lui aussi, une « distanciation» par rapport au gouvernement,
«Par exemple, a-t-il déciaré, nous
n'avons pas à prendre de gants pour
condamner le libéralisme. L'économie de marché peut conduire à la croissance, mais ce n'est pas elle qui réglera le problème du partage. » Le PS, a souligné M. Mermaz, n'est. « subordonné » ni au président de la République ni au gouvernement, qu'il peut « critiquer sans cesser d'être loyal ».

M. Mermaz a confirmé son intention de présenter une contribution.
«Il faut, a-t-il dit, que chocun se garde de vouloir confisquer les hommes comme les idées. Les nmes sont libres. Chacun a le droit d'avoir des idées sans qu'elles soient immédiatement attrapées pour être enfermées dans des magasins d'antiquités ou des boutiques de gadgets par tel ou tel». Le maire de Vienne a observé que, « depuis quelques jours», les « écuries» semblent n'avoir été qu'un mirage ». Il a invité, néanmoins, les uns et les autres à ne pas être « obsédés par l'élection présiden-tielle ». « Le moment venu (...), nous reconnaîtrons sans peine, a-t-îl dit, celul qui sera capable de nous

« La succession n'est pas ouverte »

M. Lionel Jospin a souligné d'abord que, tous ayant été associés aux responsabilités depuis huit ans, « aucun responsable, aucun courant n'est qualifié pour faire la leçon aux outres », « Rassuré » par la façon dont la discussion s'est enga-gée, le ministre de l'éducation natiopale a « proposé » que chacun s'efforce d'« avancer des idées » plutôt que de se « livrer au jeu de la critique des autres ». M. Jospin a observé, ensuite, que le parti et le groupe pariementaire sont « solidaires du gouvernement », « Il est souhaitable que le gouvernement soit solidaire du parti », a-t-il ajouté en précisant que, disant cela, il pen-sait à « certains ministres ».

M. Jospin estime que, dans un parlementaire », les socialistes n'ont pas « à dicter, au jour le jour, sa conduite au gouvernement ». Une exception, toutefois : la question des loyers, à propos de laquelle M. Jos-pin a justifié l'insistance, mise notamment par ses amis, à obtenir un encadrement, faute duquel, a-t-il expliqué, on assiste à une « baisse des salaires réels ».

« Sauf question essentielle », a continué le ministre de l'éducation nationale, le parti et le groupe doi-vent « non pas débattre de la politique gouvernementale telle qu'elle se conduit dans le codre des orientations du président », mais « réflé-chir sur ce qui peut changer » et dis-cuter « de choses dont le gouvernement ne peut pas, lui, débattre sur la place publique ».

Parmi les questions qui selon M. Jospin, devraient être discutées au congrès, il cite la « crise du communisme totalitaire », dont il souligne deux conséquences. La première est que « la seule réponse historique pour l'évolution des pays de l'Est (...), c'est celle du socialisme démocratique», ce qui crée au PS le devoir de « faire des propositions » et de « prendre des initiatives ». La seconde conséquence, c'est que, tout en étant « prudents », les socialistes doivent « intégrer la question de la paix ». « Les problèmes de la défense, a souligne M. Jospin, n'ont pas à être discutés seulement par les états-majors militaires, par quelques politiques ou par des spécialistes. »

Le deuxième thème de discussion retenu par M. Jospin est celui du partage » on dn « nouvel équilibre », deux notions mises en avant par MM. Poperen et Chevènement et dont il revendique la primeur. « Quelle place faisons-nous au sala-riat et à ses demandes », s'interrogot-il, en suggérant que, « faute de toucher aux salaires immédiatement », on envisage de « toucher aux salaires différés > et de « travailler dans la perspective des fonds salariaux ». M. Jospin se demande, aussi, s'il faut poser de nouveau la question de la durée du travail. Il a précisé qu'a il n'est pas question (...) de formuler u re politique économique et sociale alternative à celle du gouvernement », mais de s'interroger sur les « perspectives ».

Le ministre de l'éducation nationale en est venu, ensuite, à la straté-gie, dont il estime qu'il faut, non pas

« en changer », mais « l'adapter ». Il refuse de « faire l'impasse sur l'existence et sur le poids du Parti communiste », qui, s'il n'est pas au gouvernement, « est au Parle-ment ». Quant à l'« ouverture », à propos de laquelle il a précisé qu'il n'avait - pas eu à en discuter ni à en connattre », M. Jospin a observé que participation an gonvernement d'« une petite dizaine de ministres venus de partis « modérés » n'avait pas même élargi d'autant sa base parlementaire. « C'est quand même cela, a-t-il dit, qui justifie la présence dans un gouvernement! » « Je suis personnellement favorable », a sus personatiement javorates, à indiqué M., Jospin, à ce que se produisent des cassures dans la droite et à partir de la droite, mais je refuse que nous contribuions à la construction d'un centre à partir de notre propre substance ».

M. Jospin a parlé, ensuite, des écologistes, pour observer qu'il est, selon lui, « beaucoup trop tôt pour poser cette question en termes d'alliance». Refusant d'e institutionnaliser » les Verts, il estime qu'il faut les mettre en mesure de dire s'ils veulent exploiter « un fonds de commerce politique et électoral » ou bien voir leurs idées prises en compte « dans la vie et dans la politique des gouverne-ments ». Rappelant les initiatives déjà prises en ce sens par les responsables de l'Etat et du parti, M. Jospin a encouragé les socialistes à « intervenir sur le fond » et à « savoir communiquer ».

Traitant, enfin, du PS, M. Jospin souligné qu'il faut « garder un Parti socialiste, et non pas construire un parti à l'américaine », et que « le problème est, toujours, savoir si on parle politique aux illitants (...), aux responsables (...), aux premiers fédéraux ». « Si on ne le fait pas, il ne faut pas s'étonner qu'ils ne se mobilisent pas », a-t-il dit en une claire allusion à le campagne de M. Fabius pour les élections européennes.

< La succession n'est pas ouverte. a déciaré M. Jospin. La problème, pour nous tous, est de savoir con ment réussir le second septennat de François Mitterrand, et non pas, déià, de rêver au septennat qui sui wa . Le ministre de l'éducation nationale a souligné que le PS « a besoin, pour résister à ses propres tentations centrifuges, d'un axe majoritaire », que « symbolise » le premier secrétaire. . Veut-on d'autres orientations, a-t-il autre majorité? Si ce n'est pas le cas, c'est avec ce premier secrétairelà que nous entrons dans le congrès et que nous devons en sortir. »

« Latter contre les exclusions »

« Nous tenons blen en main les rênes du pouvoir, à travers mille difficultés, mais sans menace réelle immédiate » : tel est le constat qu'a fait, d'abord, M. Michel Rocard. « L'opposition, a-t-il ajouté, reste divisée et durablement incapable d'offrir une solution alternative sérieuse. Je note au passage, que si elle est à ce point déchirée, c'est aussi parce que nous avons su éviter tout ce qui aurait pu la ressouder contre nous. »

Le premier ministre estime que la faveur dont bénéficient, auprès de l'opinion, le chef de l'Etat, le gouvernement et le PS n'est pas sans traduction électorale : de « bonnes » élections cantonales, des élections municipales qui ont donné aux socia-listes « une implantation sans précédent », des élections europé marquées par « un succès de la liste conduite par Laurent Fabius » et des élections partielles dont le solde net est « légèrement positif ».

Nous nous préoccupons du pou-voir d'achat, a déclaré M. Rocard, mais notre priorité reste à la lutte contre le chômage, et c'est conforme à nos valeurs les plus chères. » Soulignant que le gouvernement gère, mais qu'il fait, aussi, des réformes, et que « les plus speciaculaires ne sont pas toujours les plus profondes », le premier ministre a rendu hommage à l'« opinitireté quotidienne » de M. Jospin dans le traitement de l'éducation nationale.

M. Rocard s'est félicité que le PS - bouge et change -, et qu'il conserve ses « valeurs fondar tales, qu'il s'agit de préciser à nou-veau », et à souligné l'« inaptitude heureuse des socialistes à être des godillots ». A la question : «En quoi sommes-nous encore socia-listes? », le premier ministre répond : « D'abord, en luttant quotidiennement contre les exclusions. » Il admet qu'« une politique doit toujours avoir une dimension symbolique », mais à condition de « ne pas se tromper de symbole » et de se rappelet que « l'ère des certitudes absolues est close ». « Nous arri-

M. Rocard, à un âge peut-être plus authentiquement démocratique, où les militants, mais aussi les élec-teurs, veulent voir les conséquences concrètes de leurs choix. »

Pour le premier ministre, « le socialisme, aujourd'hui, doit faire porter son souci de réforme ou sur l'infiniment petit ou sur l'infiniment nd, tout le reste relevant de la gestion la plus juste et la plus effigestion la puis juste et la puis eggi-cace d'une conception de l'économie fixe dans laquelle l'Etat fixe la règle du jeu et dans laquelle un ser-vice public disposant de l'économie de gestion peut apporter un appui, développer des initiatives, encourager des productions ».

La réforme de l'infiniment petit, a-t-il expliqué, porte sur la sécurité domestique ou routière comme sur les relations des usagers et du ser-vice public ou sur le logement social. Celle de l'infiniment grand désigne tout ce qui tend à faire entrer l'intelligence dans les affaires du monde », qu'il s'agisse de lutter contre le sous-développement, contre le surarmement ou de défen-

«On ne change pas la société sans la durée (...), sans les moyens (...), sans le pouvoir », a souligné M. Rocard. «Seule une économie performante offre les marges de manouvre nécessaires au mouve-ment», a-t-il dit, puis il a observé qu'il ne faut pas confondre « les secousses et les transformations ». « Quand on l'oublierait, a ajouté le premier ministre, on regagneralt ien vite les rangs de l'opposition.» Quant aux alliances, M. Rocard a déclaré qu'il faut y recourir « quand on en a besoin > ct « à condition, du moins, que ce ne soit pas à droite ». Le mieux est de pouvoir nous en dispenser, a-t-il ajouté, de pouvoir être assez ouverts aux autres déçus du communisme, écologistes élargissant leurs préoccupations ou démocrates épris de justice sociale (...) pour être le grand parti de rassemblement (...). D'ores et déjà, dans les élections essentielles, il s'en faut de quelques points seule-ment, et nous n'avons nulle raison de les présumer hors d'atteinte. »

M. Fabius: « Stratégies de modernisation »

M. Laurent Fabius a consacré son propos, d'abord, à l'identité socialiste, en observant : « Nous avons admis que le marché n'était pas un choix, mais une donnée. (...) La critique du capitalisme, comme système de production marchande généralisée, n'a pas disparu, mais son angle d'attaque a changé. » Les socialistes, anjourd'hui, entendent e contenir l'expansion des rapports marchands », a expliqué le président de l'Assemblée nationale, afin de préserver les activités dites « régaliennes » et d'assurer « un minimum d'égalité entre les citoyens ». Pour autant, le aocia-lisme, a dit M. Fabius, n'a pas cessé de s'identifier à la « transformation sociale », et non à la gestion. « Le socialisme, a-t-il dit, ne peut pas faire l'impasse sur la modernisa-tion, mais il y a plusieurs stratégies de modernisation, et c'est là que le dessein socialiste prend sa force. »

M. Fabius a insisté sur l'idée de « civilisation du temps choisi », à laquelle aspire, sclon lni, les citoyens qui votent pour les écologie "C'est pourquoi, a-t-il dit, (...) la dimension écologique doit faire clairement partie de notre identité socialiste. » Pour M. Fabins aussi cette démarche doit être préférée à celle d'une alliance électorale, car le PS « n'a pas vocation à laisse l'écologie, ni aucun thème important, au monopole de partis spécia lisés ». Il a rappelé que le PS avait su, dans les années 70, intégrer le

M. Fabius estime que, tout en soutenant le gouvernement, les socialistes ne doivent s'interdire ancun sujet de débat et qu'ils dois vent « s'exprimer, approuver, criti-quer, proposer en évitant le grand écart ». Rejetant « toute alliance parlementaire avec un centre qui propose, en réalité, une politique de droite », M. Fabius a souligné que le PS a « vocation à rassemble mais que ses « éventuelles alliances » ne peuvent aboutir qu'à une politique de gauche.

Le président de l'Assemblée nationale a traité, ensuite, des pro-blèmes de fonctionnement du PS, en recommandant la baisse des con tions, l'organisation des sympathisants dans des associations, le renforcement du rôle des femmes, une meilleure formation, le renouvelle ment de l'activité de la FNESER (la fédération des élus), la prise en compte de la dimension européenne et de la dimension régionale. Pour

vons, sans doute, a déclaré M. Fabius, le PS doit faire en sorte rants de pensée » tels que celui que sa réflexion se porte - en permanence vers l'avant ». Il fant passer, a-t-il dit, « d'un parti reflet de la société à un parti outil de transformation ».

Selon le président de l'Assemblée nationale, le PS dispose, grâce à l'e implosion de la droite», d'un « net avantage », mais celui-ci « ne repose ni sur un rayonnement idéo-logique assez fort ni sur un enracinement assez profond dans les syn-dicats, les mouvements sociaux et les associations populaires qui irriguent la société ; pas davantage sur une capacité assez large de mobilisation et de communication » « Notre parti, e-t-il dit, doit lui-même se transformer pour conduire la transformation nécessaire de la

L'ironie de M. Chevènement

M. Jean-Pierre Chevenement s'est mandé si un débat « peut réellement s'engager » d'ici au congrès, en mars 1990. La question, en effet, à ses yeux, est de savoir si le PS peut « formuler un projet sans mettre en cause le gouvernement ». Il a repro-ché à M. Jospin d'avoir dit qu'il n'y avait qu'une seule politique économique et sociale possible. Or, estime le ministre de la défense, « le problème du partage (...) ne peut pas être traité convenablement en dehors de la politique économique et sociale ».

Faisant allusion, ensuite, aux propos de M. Rocard, M. Chevène-ment a ironisé sur l'infiniment petit, « qu'on voit avec un microscope », et l'infiniment grand, « qu'on voit avec un téléscope », préférant s'en tenir, pour sa part, à ce que l'on voit « à l'œil mu » et rester sur le terrain « de l'homme banal, bref, du cttoyen ». « Faut-il seulement que les riches s'enrichissent et que les pauvres restent sur le carreau? ». a-t-il demandé, en dénonçant la « logique du libéralisme ». Pour le ministre de la défense. le

PS « doit être capable, aussi. d'infléchir l'action du gouverne-ment, et, pour cela, il doit antici-per ». Cela suppose qu'il comprenne « les mutations du capitalisme ». mutations technologiques et géogra-phiques. M. Chevènement a insisté, enfin, sur la construction europécane, en se demandant si « l'Allemagne ne préférera pas être le Japon de l'Europe plutôt que de construire, vaille que vaille (...), une Europe à douze ».

Mª Marie-Noelle Lienemann, paroie du groupe socialiste de membre du burean exécutif, s'est l'Assemblée nationale, remplace

qu'elle se propose de créer, afin de distinguer les courants des écuries présidentielles. M. Jean-Luc Mélen-chon, sénateur de l'Essonne, a explique que « le socialisme de la seuille de paie en vaut bien d'autres » et que le PS doit se situer dans « le processus du nouveau partage que tout le monde réclame à présent ».

Favorable à une alliance avec les écologistes, M. Mélenchon a observé qu'elle suppose la modification du mode de scrutin, la réprésentation proportionnelle ayant aussi, selon lui, le mérite de « restaurer le rôle du débat, là où règne aujourd'hui la triste méthode du vote pour le moindre mai au second tour ».

M. Gérard Puchs (rocardien) membre du secrétariat national chargé des questions européennes et de la sécurité, s'est prononcé contre la perspective immédiate d'une nce avec les Verts et contre l'idée d'un retour au scrutin propor-tionnel intégral, qui créerait, dans le rapport des forces actuel, « l'obligation de l'alliance à droite ». M. Jean-Christophe Cambadélis, député de Paris, a expliqué que le gouvernement « doit engager les réformes qui s'imposent pour corriger les inégalités ».

M. Jean Poperen a développ l'idée de « société d'équilibre » qu'il défend en proposant une «indexa-tion de croissance». Le ministre des relations avec le Parlement a plaidé pour « un parti pluraliste, majori-taire, couvrant tout le champ de la gauche et des forces de progrès », en indiquant qu'il entend proposer pour cela une « plate-forme ». « La recomposition du PS est à l'ordre du jour, a affirmé M. Poperen (...). Pour une politique nouvelle, en une phase nouvelle, il faut une majorité qui y corresponde. » Pour le ministre des relations avec le Parlement, la synthèse, si elle so fait, devra être « le résultat du choix des militants » et non «être un truc pour l'empêcher ». C'est donc, selon lui, au congrès hui-même, et non lors de la réunion du comité directeur dite de «synthèse», à la mi-janvier, que l'accord devra se faire - ou non entre les différents courants.

 Changements au bureau exécutif. - La comité directeur du PS a entériné, dimanche 2 juillet, deux changements au bureau exécutif : au sein du courant Socialisme et Répu-M. Pierre Carassus ; chez les mui-royistes, M. Jean Le Garrec, porteprononcé pour de « nouveaux cou- M. Frédéric Rosmini.



Le procédé Murprotec guérit définitivement votre maison de l'humidité grimpante. Plus de 30 ans d'expérience et de réussite sont la preuve de son efficacité.

MUNICIPAL MET GARANTI 30 AME. Ce salpêtre tenace dont il pas de travaux importants.

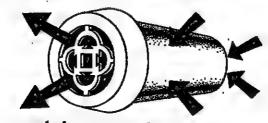
était si difficile de venir à bout, ce salpêtre qui répand la France (bureaux à Paris, une odeur de moisi et finit par abîmer votre maison. Murprotec protège la

valeur de votre maison

contre le fléau humidité.

Murprotec ne nécessite

Arras, Rennes, Agen, Avignon, Morlaix, Nancy). Sur simple demande un spécialiste établica gratuitement un diagnostic et un devis.



UN PROCÉDÉ EXCLUSIF. boivent intégralement Attention! Ce procédé est unique en France. Des tubes de céramique

introduits dans vos murs

		74
	ecevoir une documentation sur les différents pro	
	rans engagement, envoyer ce bon à Murprotec.	
Imp	sans engagement, envoyez ce bon à Murprotec, se des Broderies 78310 Coignières. Tél. (1) 34 61	83 47.

MURPROTEC Paris, Londres, Bruxelles, Amsterdam, M

Dans un rapport demandé par le ministre de la justice

Me Dominique Saint-Pierre propose la création d'une profession d'« avocat-conseil juridique »

M' Dominique Saint-Fierre, avo-cat su barreus de Lyon, aucien député de l'Ain et vice-président du Mouvement des radicaux de gau-che, a remis, vendredi 30 juin, au ministre de la justice son rapport sur la réforme des professions juri-diques et judiciaires. Un projet de loi issu de ce document et consa-crant le rapporte des arreforlet isse de ce document et consa-cram le rapprochement des profes-tion d'avocat et de conseil juridi-dovrait être soumis au couseil les avinistres à l'automne et pré-seul au Pariement à la session de

Il y a un an, l'ordre des avocats de Paris, sous la houlette de son bâton-nier, Mª Philippe Lafarge, provo-quait de vives réactions en discutant publiquement le rapport rédigé par Me Daniel Soulez Larivière et consa-cré à la réforme des professions juri-diques et judiciaires (le Monde un 9 juin 1988).

Ce plaidoyer pour la fusion des rofessions d'avocat et de conseil professions de voir la création de sociétés commerciales, pour le sala-riat interne ou la publicité fonction-nelle avait déclenché une polémique nelle avait déclenché une polémique sans précédent parmi les dix-huit mille avocats français et leurs organisations représentatives syndicales ou ordinales. L'insolence du tou adopté par M⁴ Soulez Larivière n'était sans doute pas étrangère à cette tempête : mais, au-delà de la forme, délibérément provocatrice, les questions de fond posées alors (comment s'armer pour faire face à (comment s'armer pour faire face à la concurrence étrangère dans la perspective du grand marché européen de 1993) n'avaient pas, depuis, été tranchées. C'est pourquoi, ctajointement, le ministre de la jus-tice, M. Arpaillange, et le ministre des affaires européennes, M. Edith Cresson, chargèrent en novembre dernier un avocat lyonnais, M. Dominique Saint-Pierre – vice-président du MRG et proche du préprésident du MRG et procue ou pre-sident de la République, dont il fut le directeur de campagne en 1988, – d'une mission d'études sur ce

Un morcellement

Le rapport Saint-Pierre remis au garde des sceaux, s'il prend des pré-cautions de style, colle en fait de très près à celui de M° Soulez Larivière, iant sur l'analyse que sur les proposi-

Le constat de départ est simple : morcelées à l'excès, les professions juridiques et judiciaires manquent d'efficacité et suscitent la méfiance

du public. «On conçoit que le citoyen ait du mal à se retrouver dans un foisonnement de profes-sions qui confine au désordre et qu'il ne puisse pas toujourz obtenir, d'une mosaïque de professionnels, le service efficace qu'il serait en droit d'attendre. > Il faut donc alors que les étrangers, anglo-saxons notamment, ont depuis longtemps compris le parti qu'ils pouvaient tirer des défants du système français et sont de l'Europe « un terrain de chasse privilégié » — créer un « homme juridique nouveau » et ne pas tomber dans les « mini-

pas tomber dans les « mini-réformer », comme celle adoptée sous M. René Pleven, garde des sceaux, en 1971. Aiguillonnés par le marché unique de 1993, les hommes de droit doivent se mettre très vite d'accord, en dépassant les réflexes de « frilosité » et l'« immobilisme ». L'enjen, pour M. Saint-Pierre, est certes économique mais anssi cultu-rei, car « de la valeur et de la force de nos juristes dépendent l'impor-tance et l'influence de notre droit tance et l'influence de notre droit vis-à-vis de la common law et, par suite (...), la place de notre langue qui le véhicule ».

Les propositions de Me Saint-Pierre tournent autour de trois axes : L - Rapprochement des profes-

· Le rapporteur ne parle plus de fusion, terme qui laissait penser sux 4 800 consells juridiques qu'ils ris-quaient d'être absorbés. Mais il met en avant la complémentarité des

Mª Roger Malinconi, du bar-reau de Marseille, président de la

conférence des bâtonniers, qui

regroupe les onze mille avocats

de province, a fait procéder à un sondage sur l'avenir de le nou-velle profession. 9 500 avocats

d'« avocat-consell » on d'« avocat-consell juridique ». Les 330 avonés à la cour devraient être intégrés dans ce processus et indemnisés. En dans ce processus et indemnisés. En revanche, les 8 704 expertscomptables restoraient une profes-sion bien distincte. Quant aux inristes d'entreprise (entre 4 000 et 5 000), leur sort n'apparaît pas scellé et mériterait une réflexion plus approfondie.

Les juristes étrangers pourraient être admis à part entière dans la nouvelle profession. Des règles déontologiques nouvelles scraient mises sur pied et l'on distinguerait « déon-tologie de devoir », qui fonde l'indé-pendance de l'avocat, et « déontologie de structure », qui, telle qu'elle existe anjourd'hui, « la paralyse en l'empêchant de s'adapter aux réo-lités du monde moderne ».

· L'organisation de la nouvelle profession consisterait en fait en un système mixie « à trois étages », maintenant l'existence de barreaux locaux pour la discipline; l'échelon de la cour d'appel pour la formation (un tronc commun et des spécialisations) et au niveau national pour la reurésentation extérieure de la pro-

• Le salariat interne facultatif serait autorisé mais corrigé par l'existence d'une clause de

· Les régimes sociaux de vieillesso sersient harmonists et permet-traient aux conseils juridiques de sauvegarder les droits acquis. Réglementation de la consultation et de la rédaction d'actes en matière juvidique.

Agents d'affaires, agents immobiliers sociétés de content conseillers fiscaux, services de docu-mentation téléphonique, etc. Ils sont nombreux à donner ou, pintôt, à ven-dre du conseil. On ne peut plus, estime Me Saint-Pierre, s'accommoder d'un système excephonique de

« guérisseurs àu droit ». • Il faut pour garantir « la sécu-rité juridique », que la consultation et la rédaction d'actes scient exer-cées « par des professionnels pré-sentant des garantes de diplôme, de compétence et de sérieux ».

 Les membres de la nouvelle profession, mais aussi les notaires, pourraient exercer ces activités à pontraient exercer ces activités à titre principal. En revanche, les experts-comptables ne pourraient l'exercer qu'à titre accessoire. Une nouvelle incrimination — l'exercice illégal du droit, — calquée sur l'exercice illégal de la médecine, devrait être créée.

III. - Exercice des professions du droit sont forme de sociétés de

Enserrés dans un « carcan », les professionnels du droit disposent de structures inadaptées qui freinent tout dynamisme, estime Me Saint-Pierre. D'où l'autorisation de créer une société de capitaux dont le capi-tal social serait entièrement résèrvé aux professionnels et exclusif de financements extérieurs. Mais les participations croisées au sein d'une même profession devraient être autorisées. Le capital social pourrait aussi être ouvert aux salariés de

Me Saint-Pierre est par ailleurs hostile à l'interprofessionnalité, C'est à dire au groupement de diffé-rentes professions au sein d'une même société, « en raison de son caractère polymorphe ». Il est prévu que les tribuneux de commerce scient incompétents pour les litiges concernant ces nouvelles sociétés,

Parallèlement à la rédaction de ce rapport, des projets de loi qui en sont directement inspirés ont été mis au point par le ministère de la justice. On souhaite en effet, place Vendôme, ne pas perdre de temps : ai le calendrier prévu est retenu, les textes devraient être soumis à l'approbation du consoil des ministres à l'automne et présentés au Parlement à la session de printemps 1990.

AGATHE LOGEART.

REPÈRES

Cosmétiques

Une firme renonce aux animaux cobayes

La société américaine Revion a annoncé vendredi 30 juin, à New-York qu'elle renonçait à l'expérimentation animale pour la fabrication de ses produits cosmétiques, Revion est la première grande firme de cosmétiques qui abendonne l'utilisation des animus de laboratoire. - (AP.)

Marée noire

Exxon perd la mémoire

Des militars de documents concernant l'échouege du pétrolier Eccon Valdez, responsable en mars dernier d'une gigantesque merée noire en Alasku, ont disparu des archives informatisées de la firme Eccon. Le tribunal avait pourtant ordonné à la société de les conserver cer l'affaire est loin d'être terminée. Or, à la suite d'une manipulation mailleuresue, ces documents ont été effecés par un technicien qui a été aussitôt licencié. Aujourd'hui il scouse les dirigeents d'Exten de n'avoir ni daté ess archives ni indiqué qu'il fallait les conserver. « Dans cette affaire de négligence, a-t-il dit, je ne suis qu'un bouc emissaire. »

Sécheresse

200 000 hectares de taiga en fumée

Conséquence probable d'une sécheresse exceptionnelle, l'un des incerdies les plus catestrophiques qui sient revagé la teiga sibérienne sévit depuis trois semaines sur l'île de Sakhaline, en Union soviétique. La Pravda repporte que malgré l'intervention de milliers d'hommes, 200 000 hectares sont défè partis en fumée, soit 20 % de la surface de l'ée. Plusieurs exploitations petro-lières ont dil être arrêtées.

RELIGIONS

Le prieur du Barroux promu Père abbé par le Vatican

Dom Gérard, intégriste repenti

Le cardinal Augustin Mayer, président de la com-mission nommé en 1988 par le pape pour la réconciliation zvec les intégristes, a conféré, dimanche 2 juillet au Barroux (Vauciuse), la Gérard Caivet, personnalité en vue du traditionalisme catholique françaia. Prieur du monastère Sainte-Madeleine, celui-ci a été promu Père abbé, avec rang d'évêque, par Rome. L'archevêque d'Avignon n'a pes participé à cette céré-

LE BARROUX (Vaucluse) de notre envoyé spécial

Entre les champs de lavande et les cliverains, au pied du Ventoux, la pierre de Sainte-Madeleine flambe, toute neuve, au soleil du Barroux. Ce monastère est l'orqueil de Dom Gérard. Sur un terrain d'une dizzine d'hecteres, sa construction a commencé en 1982. L'investiss serait de 80 millions de francs.

Né il y a sobsente-deux ens à Bordeaux, héritier d'une presti-gieuse femille de chartrons, Dom Gérard Calvet est de la race des bâtisseurs. « Ce sont des monastères, rappelle-t-il, qui ont fait l'Europe chrénne. » Sa foi, c'est, du roc. Va-t-il au Liban défendre la chrétienté face à l'intégrisme musulman ? Il revient déclarant evant des auditoires nombreux à Bordeaux ou à Lyon : « Bayrouth-La Barrout; même combat. » Ou dénonçant les « embrassades » du pape avec l'islam, que, ancien spahi, il affirme fort bien conneître.

De même Dom Gérard ne connaît-il pas d'autre Eglise que celle de la Tradition. Après le concile Vatican II, bénédictin encore jeune, il divorce avec son. abbaye pyrénéenne de la Tou-nay, jugée trop moderniste. Il se réfugie dans les Hautes-Alpes, où il vit en ermits, puis crée une communauté de jeunes moines, tête rasée, ne gardant qu'une couronne de cheveux à la hauteur des orelles, à Sainte-Vauckee, qu'il installe ensuite près de lè, au Barroux.

Ses prêtres ont tous été ordonnés par Mgr Lafebyre, hôte régulier des lieux, qu'il appelait « notre modèle et notre, père spirituel». Dom Gérard déplorait l'affadissement de l'enseignement donné par les séminaires. « Si je ne faisais pas ordonner des prêtres, je serais complice de la destruction de l'Egisse. Il faut sortir de la léga-lité pour rester dans la justice », nous disait-il en 1986. Ses prêtres sont seize pour une communauté monastique de quatrevingts personnes (en incluant les trente moniales).

Avant le schisme d'Ecône, il était donc la dernier dont le camp intégriste pouveit craindre la défaillance. Et quand circulaient des noms de candidats à l'épiscopat, éventuels succes-seurs de Mgr Lafebvre, celui de Dom Gérard reveneit avec insistance. Il átait encore à Ecône le jour des sacres, le 30 juin 1988, entourant de sa sympethie les évêques que Roma vensit d'excommunier.

Dès le lendemain, pourtant, Des le lendemain, pourtant, on apprenait qu'il avait reçu au Berrout, quelques jours plus tôt, le 21 juin, un envoyé spécial du pape, le cardinal allemand Augustin Mayer, luimâme bénédictin, qui allait devanir la tête de pont du Vatican dess le politique de calone. can dans la politique de « récon-ciliation » avec les intégrietes. A partir de là, tout devait aller très vite. Le 25 juillet 1988, sans que l'archevêque d'Avignon ait été informé des tractations, le Barroux, forteresse de l'intégrisme français, était reconnu

grisme trançais, etait reconnu par Rome.

Le monastère pouvait garder sa messe en latin, son rite du concile de Trente, ses offices grégoriens et son enseignement du catéchisme, sux enfants de la région, dans les manuels d'avant le concile. « Aucune contranant de doctrinale et filmecontrepertie doctrinale et litur-gique ne m'a été demandée. Et je conserve toute mon amitié à Mgr Lefebvre », affirmait Dom Gérard. Ce propos fit scendale. Les démentis devaient pleuvoir, mais aujourd'hui encore, au Berrout, ses proches disent : « On ne nous a rien fait signer, »

sans égard pour la campagne décienchée contre son ralliement dans les milieux intégristes, Dom Gérard demandait à Rome la transformation de son simple monastère en abbaya bénédictina autonoma. Ce qui, par l'entremise du cardi-nal Mayer, fut obtenu rapidement. C'est aussi ce dernier qui, après consultation de la com-munauté, nomma Dom Gérard Père abbé, contrairement aux dispositions monastiques qui prévoient une élection en bonne et due forme.

L'amitié da cardinal Mayer ...

Au terme d'une cérémonie longue et fastueuse, dans l'odeur des encens et la splen-deur du rite ancien, Dom Gérard a donc reçu, dimanche 2 juillet, des mains mêmes du cardinal allemend, la bénédiction abbatiale, ainsi que l'anneau, la crosse et la mitre, signes de son nouveau rang épiscopal. On avait déjà des séminaristes, des prêtres, des moines exintégristes repentis. Dom Gérard est le premier lefebvriste

Un millier de fidèles étaient venus de tout le Midi pour essister à l'événement. Les supérieurs des grandes abbayes traditionalistes (Fontgombault dans l'indre, Randol dans le Puy-de Dôme) avaient fait le déplacement, ainsi que Mgr.Tchidimbo, ancien archevêque de Conakry, réputé très conservateur, Bernard Antony, député européen du Front natio-nal, président du Centre Char-lier, Jean Madiran, directeur de Présent, quotidien lepéniste, ami de quarante ans de Dom Gérard, Patrice de Plunkett, rédacteur en chat du Figaro Magazine, etc.

Si des abbayes qui ne passent pas pour traditionnell (Saint-Benoît-sur-Loire, La Pierre-qui-Vire, Aiguebelle, Sénanque) étaient aussi représentées dimanche, des absences de taille ont été remarquées: celle de l'abbésurtout celle de Mgr Bouchex, archevêque d'Avignon, ordinaire du lieu qui, canoniquement, aurait du conférer la bénédiction abbatiale à Dom Gérard.
«La date a été fixée par le Vatican. J'el été prévenu trop
tard », nous a déclaré, manifestement excédé, l'archevêque d'Avignon, retenu dimanche matin par une cérémonie de confirmation. Il s'était fait représenter au Barroux par un vicaire général.

19 Bala 84

Sale (labor)

The last report of E RES TRANSPORT

No. PROCESS

St. 2000

State of

Aucun autre responsable de la conférence épiscopale francaise, qui, dens cette affaire, s'était étonnée des méthodes romaines, n'avait été invité. Explication donnée au Barroux : € Nous n'avons pas voulu mettre l'épiscopat français en situa-tion de devoir refuser notre invitation. > En régularisant les liens du Barroux avec l'Eglise catholique, la commission romaine du cardinal Mayer a sans doute réussi à jeter le plus grand trouble chez les traditiotes. Il lui reste l'autre moitié du chemin à accomplir : montrer qu'une « réconcilletion > est possible avec les catholiques conclinires, mais celle-ci passe d'abord par une clarification.

HENRI TINCO...

(1) Dom Victor Dammertz, primat de la confédération bénédictine, a visité il y a quelque temps le Barroux. Une intégration de cette nouvelle abbaye dans l'ordre bénédictin ne pourrait officiellement autri lien avant 1992. avoir lien avant 1992

• Mort de l'archevêque catholique du Cap. - Mgr. Stephen Naidoo, cinquante et un ans, depuis 1984 archevêque du Cap (Afrique du Sud), est décédé, samedi 1º juillet, à Londres. Noir, il mălitait activement contre l'apartheid dans son pays, à côté d'autres personnalités plus consues comme l'archevêque anglicen Desmond Turtu ou le que anglicen Desenond Tutu ou le pasteur Allan Boesak, Membre du dernier synode montifal des évêques à Rome en 1987, il avait fait des interventions remarquées sur la situation raciale dans son pays.

- participation de capitaux extérieurs dans le capital de

BICENTENAIRE

ont répondu su questionnaire. Voici les résultats chiffrés de cette consultation : - rapprochement de la profession d'avocat et de conseil kridique: 82,2 % favorables; - exercice de la profession d'avocat, aous forme de société de capitaux : 71,1 % favorables;

sociétés . d'avocats : 13,2 % - salariat interne : 53.8%

A l'initiative de la conférence des bâtonniers

Un sondage favorable à la réforme

favorables; - maintien des garanties sociales : 100 % des avocats sont favorables au maintien de l'actual régime de retraits;

- intégration des avoués à la Cour: 56,6 % favorables; - intégration des juristes d'entreorise : 9,8 % favorables :

- création de structures interprofessionnelles avec 80 % favorables :

- élaboration d'une structure nationale: 89,8 % favorables.

La mobilisation des « contre-révolutionnaires »

(Suite de la première page.) L'Association 15 août 1989 a pour président M. François Triomphe, qui affirme n'être affilié « à aucun parti », même s'il adhère depuis quelques années aux idées de la Fraternité sacerdotale saint Pie X de Mgr Marcel Leschwe. Ayant, autresois, « fait un peu d'OAS » (2), il est anjourd'hai officier de sécurité dans une société de officier de sécurité dans une société de gardiennage. Tandis que M. Brignean échauffe, de la plume, l'ardeur des troupes, M. Triomphe veille à la logistique de cette grand-messe du 15 août, à laquelle, dans la chaleur communicative des premiers meetings, l'association avait d'abord amoncé la participation d'un million de personnes.

Après l'office en latin, les fidèles se rendront en procession jusqu'à Notre-Dame, symboliquement. La « Très Sainte Vierge Marie » n'est-cile pas la « patronne » de la « nation »? Soixante-quinze comités, selon M. Triomphe, relaient dans les pro-vinces cet ordre de mobilisation générale, pour faire de ce 15 août « un grand rassemblement catholique et national »

Le « manifeste » que se sont donné ces « contre » démolit allégrement « la légende de la prise de la Bastille, prison vide et sans défense dont s'empara une foule avinée de poissardes, tire-laine et malandrins en tout genre, poyés par le duc d'Orléans, premier grand maître du Grand-Orient et, comme beaucoup de révolutions

M. Brigneau est l'un de ceux qui, dans le même esprit, voient dans les événements de 1789 le résultat d'un complot « judéo maçonnique ». Cette interprétation incite l'Anti-89 à épargner Voltaire, pourtant l'« un des pères - de cette Révolution homie. Voltaire, qui disait des juifs, rappelle complaisemment l'Anti-89 : - Vous ne trouverez en eux qu'un peuple igno-rant et barbare, qui joint depuds long-temps la plus sordide avarice à la plus

L'approche plus scientifique d'un Pierre Chaum ne le cède en rien en virulence anti-révolutionnaire à l'Anti-

89. Dans le Grand Déclassement (3), qui est devenn en quelques mois la bible des réfractaires an Bicentenaire, l'historien analyse comme une catastrophe la période qui s'étend de 1789 à 1815. Fallait-il, pour conquérir la démocratie parlementaire, un tel baim de mort de grant à 12 1 Analysement de sang, questionne t-il ? L'Angleterre, berceau de cette démocratie, a bien fait l'économie de la Terreur. Les

Français scraient-ils si sots? Conférencier très recherché en estemps de contre-célébration, M. Chaum résume ainsi le blan de ce quart de siècle de fois : « Deux millions de marts en France sur vingihuit millions d'habitants et, par rupture de toutes les traditions, l'accentuation brutale de la fécondité. » « Nous allons commémorer, affirme-til en considuence, le décla-Constrencier très recherché en res affirmet-il en conséquence, le déclassement démographique de la France. » Et pas seulement démographique : « L'économie est désorganisée parque; « L'economie est desorganises par le massacre, l'élimination et l'émigration des élites; par l'inflation de l'assignat qui nous exclut de l'éco-nomie nonétaire et nous fait régresser vers une économie de troc, au moment où l'Angleterre décolle. » « La destion (...) du mode de financem des écoles et des hópitaux, ajouvo-il, retarde d'un demi-siècle l'alphabéti-sation et la scolarisation totale du pays que l'Ancien Régime avait déjà conduit à mi-terme.»

Un bilan accabiant, catastroprique même à entendre et à lire M. Channu. Et de citer, comme un autre « bréviaire » le livre de René Sédillot, le Coût de la Mandam française (4). Dû à un économiste, cet ouvrage, qui Un bilan accablant, catastrophique analyse la Révolution et ses con quences en termes quasiment compta-bles, est, hi ansai, fort coté à la Bourse des valeurs antirévolutionnaires. C'est vrai que la Révolution fut dévoreuse de vies humaines, qu'elle répandit la guerre, saigna la France et que cello-ci dut en payer le paix. Ce n'est pourtant pas cette vision de commissaire aux comptes qui intéresse le philosophe Jean-Marie Benoist et l'avocat Jean-Marc Varant, qui coorganisaient récemment un colloque au Sénat sur un thème à rebrousse poil des commémorants officiels: «La République française contre les droits de

Le point d'interrogation trahit la réponse - mancée - qui fut apportée à cette question. A l'inverse d'un Clemenceau, MM. Benoist et Varaut refusent d'analyser la Révolution comme un « bloc », 1789 excusant en quelque sorte 1793. M. Benoist est quaque sour 193. M. Benost est net: « Faut-il commémorer la Décla-ration des droits de l'homme et du citoyen? La réponse est out [_]. Faut-il commémorer la Révolution française? La réponse est non. » Comme hii, Mª Varant voit dans la Terreux « la préface des abomina du totalitarisme moderne ». E multiplier les parallèles : les charrettes de «guillotinés» préfigureraient les trains de déportés : le tribunal révolutionnaire scrait « l'archétype des juri-dictions d'exception de par le monde »; « les massaires de septem-bre » amonocenient « les máis des longs couteaux de Munich et de Téhéran », etc.

Téhéran », etc.

Ce parallèle sert parfois à des fins potémiques (M. Chaums prétend, par exemple, que « Robesphere a deux cartes, celle du PS, versios CERES, et celle du PC »). La question mérite pourtant réflection. Amsi, l'histories pacques Juliand, tout en affirmant que « la rétroactivité des concepts est aussi inacceptable en Histoire que la rétroactivité des lois dans un Etat de drait » recommité des les tentits. droit », recommit-il que « le totalita-risme eux ésé impossible » saus cet héritage de la Révolution qu'est « l'avènement du peuple comme acteur principal de la politique ». 1789 ne fut saus doute pes ce « Tchermobyl de notre histoire », que dénonce M. Chanm. 1793 n'en finit pas, en revanche, d'interroger nombre d'intel-lectuels, sam qu'il faille pour autant les

BERTRAND LE GENDRE. (2) Organisation de l'armée socrète. Fer de lance des partisans de l'Algérie

ranger dans le camp des « anti ».

(3) Editions Robert Laffout, 1989. (4) Librairie académique Perrin, 1986.

MUSIQUES

« Des droits de l'homme », oratorio de Marius Constant

Les étapes de la dignité

C'était vendredi soir, 30 juin, à Marseille. la création solennelle d'une fresque dramatique et historique

 ∇A_{11}^{α}

the standing was a second of the standing of t

inginal of

... or couch

/IBvel

· Palanta

The Carry of the C

1005 1005

112J

THE PER CHARGE

No value

Western on

3: 81

1 Dem

 $\operatorname{conf}(\mathbb{R}^n_+ \setminus \{0\})$

Section 1

P 775.80

27

21.213

British S

 $(w_i - v_i) \in \mathcal{G}_{\mathfrak{m}}$

 $v = \mathcal{L}_{\mathcal{F}}(p)$

 $^{1}\rightarrow\mathcal{P}_{i}$

2.0%

 $\gamma = V_{\rm ob}/\gamma$

1.00

19.00

4-1 - 10 T

1 4 .

2 - 2 - 1 P

¥. .

retraçant une des grandes. conquêtes de l'humanité. Une commande de la municipalité phocéenne.

Dans l'imposante cour de la « Vizille Charité », dominée par trois rangs d'arcades éclatantes de lumière solaire, Marseille a fêté le bicentenaire de la Révolution par une série de manifestation musicales : œuvres maçonniques de Mozart, neuvième Symphonie de Beethoven, spectacle Méhul, Gos-sec, Rouget-de-Lisle, etc., et surtout la création d'un oratorio de grande envergure consacré aux Droit de l'homme par Marius

Pour faire vivre ce thème et ce texte abstraits, le compositeur a brossé une fresque dramatique et historique à la manière de Honegger, avec un luxe de moyens : orchestre très fourni, percussions nombreuses, « décors » électroaconstiques (du Groupe de Marseille), clavecin soliste, triple chœur mixte, soprano, cinq

acteurs ou récitants. Est-ce le cri de l'humanité du fond des âges qui monte à l'orchestre? Les chœurs lui répondent en rappelant les étapes de la dignité de l'homme : la Grande Charte, en latin, le pacte de la Confédération helvétique, l'habeas corpus anglais et la Constitution des Etats-Unis d'Amérique, amenée par un poissant crescendo des cuivres et des liberté de la presse) des percus-martèlements solennels de tam-sions multipliées, des cuivres

Par un effet de zoom assez violent, on débouche inopinément sur la Musique funèbre maçonnique, de Mozart, qui accompagne la cérémonie d'initiation de La Fayette dans la société secrète, puis se heurte à des chœurs fort

De retour d'Amérique, La Fayette vient faire l'éloge de la liberté à Louis XVI qui, lui, ne croit qu'à « la subordination créée par la Nature ». Le clavecin d'Elisabeth Chojnacka répète obstinément la Triomphante, de Couperin, qui sombre sous les flots rocailleux de l'orchestre conquis par la Révolution!

Une écriture élégante

Suit une évocation assez confuse des Cahiers de doléances où alternent et se superposent les plaintes sur les impôts, les revendications des femmes, la liberté des cultes, avec un mariage particulièrement douloureux du Shema Israel et d'un cantique

Enfin apparaissent « les droits de l'homme », solemisés par les voix d'Alain Cuny, le barde qui hulule et tonne autant qu'il parle, profère et prophétise, et de Marie Atger, belle soprano chantant d'amples mélodies sur des poèmes de Lou Bruder dont on ne comprend pas un mot (1). Le lyrisme d'Alain Cuny s'enfle de pius en plus jusqu'à déchaîner (pour la

des grandes pour le Sud,

débridés et un grand chœur qui oclobre enfin l'Amour s'elevant majestueusement vers le ciel.

Malgré les quelques réserves que nous avons émises, l'œuvre reflète une fois de plus la qualité et l'élégance d'écriture de Marine Constant, la noblesse et l'envergure de ses conceptions dramatiques, même si l'on regrette qu'il ne se livre pas davantage et que cette célébration d'une des grandes conquêtes de l'humanité ne soit pas plus épique ou émou-vante, malgré son visible engage-

Il était en tout cas admirablement entouré par l'Orchestre Philharmonique de Marseille, les chœurs de l'Opéra et des Journées internationales de chant choral, le chœur mixte Vincent-d'Indy, ainsi que les artistes déjà nommés et les acteurs (Jean-Claude Nicto, Jean-Paul Bordes, Gilbert Min-geaud, Marie Albe, Alain Garanger), qui ont interprété l'œnvre avec autant de ferveur que de dynamisme sous la direction du

JACQUES LONCHAMPT.

(1) On pourra trouver le texte dans le numéro de l'Avant-Scène-Opéra, consacré à André Chénier, de Giordano, qui vient de paraître. Un enregistrement sera publié ultérisurement sur disques Cybelia.

★ Une étourderie regrettable nous a fait ometire l'Orchestre national de Radio-France parmi les superbes inter-prètes de Jeanne ou bûcher, fruit d'une excellente collaboration entre Radio-France et le Restival de Saint-Denis (le Monde du 27 juin).

blues avec un peu plus de sentiment et besucoup plus de technique qu'un vieux guitariste du Miseissippi. Joe Calderozo, le planiste virtuosa, un Liszt élevé à la disble. L'ensemble set l'un des meilleurs groupes du moment, tour à tour passionnent ou ennuyeax comme la pluie, extracrdi-nairement leuentif ou désement de

® Jezz aux Tulleries. — Paris happe les musiciens à la descente de l'avion. Plusieurs festivals se constituent donc, sans excès de tapage, dans le capitale, en avant-première. C'est le petit plaisir de caux qui n'ont pas ps encore partir en vacances. Chick Cores (e 5), Micheel Franks (le 5), Michel Camilo, George Duke (le 7), Joso Bosco, Caetano Veloso, Joso Gilberto (le 8), Lionel Hampton (le 9), Cab Calloway (le 10), Yellow Jackets (le 11), se succèdent dans le perc des Tuileries. Soit l'assentiel Blues. - Dans la tourmente des feetivals, un concart discret du trompet-tiste à suivre, à découvrir, à entendre toutes affaires cessantes : Eric

★ Heinolon Jazz Festival, da 5 nu 11, à 21 h 30, grande schne du perc des Tuileries. Tél.: 47-27-03-37. toutes affaires cessantes: Eric Le Lann, il se produit au Saint-Louis Blues, sor-Bal Nègre des années folles, 33, rue Blomet, à deux pas de l'ateller d'André Masson, où se réunissaient les symmems surréelistes. Aujourd'hui, la rue Blomet est habitée par les poètes. Et les trompettistes de génie y font un tour.

Bric Le Lang au Saint Louis Blues, le 5, à 21 h 30, Tél.: 47-34-30-97 ou 47-83-94-26. Ret. Lis ein Jezz Etc. est una série de luce. Michael Brecker, l'une des stars qui s'y présentant, est une serait mis su micro-cromataux et aux synthétiseurs (figure très moderne). Mike Stern, un gros réveur qui imita-reit (ou réimecharait, eu choir) le

qu'un pas du mal au bien ».

Argument plus mince que la taille d'une syiphide — mais patience, les syiphides ne sont pas encore inventées, nous ne sommes qu'en 1789 — et pourtant pierre blanche : c'est la première fois qu'un ballet prend pour sujet la vie quotidienne de simples paysans, et non plus des dieux et héros mythologiques. Non que le chorégraphe Dauberval ait senti se lever le vent de la révolution : ses très convenables paysans ont plutôt. nairement inventif ou désarmant de bêtise. Il en faut pour tous les goûts. ** Mike Brecker Band, au Grand Rex, 6 juillet, 20 h 30, tél.: 42-46-47-56.

> Créée le 1ª juillet 1789 au Grand Thestre de Bordesux, la Fille mal gardée (qui s'appelle d'abord Ballet de la paille) commit sussitét un saccès considérable. Le lendemain, on peut lire dans la Revue historicooa peut fire dans la Revue historico-secrète (conservée aux archives départementales de Bordeaux): « A la fin du nouveau ballet du grand Dauberval donné hier, on chanta des couplets sur les affaires du tempt, dont le refrain était: « Il ne faut désupérer de rien! » Dans un repas de moissonneurs, le chef porta une santé au tiers état qui fut auxi fort applandie ». Toast que la

Le Ballet

de l'Opéra de Nantes

le plus ancien ballet

qu'un pas du mal au bien ».

du répertoire :

un bicentenaire...

a présenté aux Rencontres

internationales de La Baule

Lison et Colas s'aiment. La mère

de Lison, la fermière Ragotte, veut marier sa fille à un riche crétin du som d'Alain. L'amour triomphera

dans l'ailégresse générale : rien ne sert de garder les filles ou, comme le dit le sous-titre du bellet, « il n'est

très convenables paysans ont plutôt. des airs de bergers de Trianon, nulle tension, nul conflit ne les oppose à la noblesse, d'ailleurs absente du bal-

Le Fille mal gardée, par le Ballet de l'Opéra de Nantes. tradition a maintenn jusqu'à nos

«La Fille mal gardée », à La Baule

A la santé du tiers état

Car cette Fille mal gardée fut bien conservée : c'est le plus ancien ballet qui soit encore su répertoire ballet qui soit encore au répertoire de nombrenses compagnies. Il a tra-versé le temps et les frontières : Lon-dres en 1791, Paris en 1803, Saint-Pétersbourg en 1818, Moscou en 1848, New-York en 1940... La ver-sion que donne le Ballet de Nantes-est sans doute la plus proche de l'ori-ginal. Elle a été demandée à l'érudit chorferanhe danois Ivo Cramer. choregraphe danois Ivo Cramer. spécialiste de danses anciernes, anquel on doit déjà les délectables Dansomanie et Arlequin magicien par amour, montés à l'Opéra de Paris.

Un charme irrésistible

Cramer parle honnétement d'« interprétation » plutôt que de « reconstruction » : la chorégraphie de Danberval est perdue, mais il a pu retrouver dans diverses archives (à Stockholm, Londres, Paris) la structure complète du ballet et les pantomimes, minutieusement anno-tées sur des partitions. Et il a basé sa chorégraphie sur le vocabulaire de l'époque, qui est comm : contre-danses, menuets, allemandes, gavottes....

gavottes...

Le spectacle dégage un charme peu résistible, fait de fraîcheur, de naïveté et de vitalité. Il doit beancoup aux décors et costumes douxacides de Dominique Dolouche, images d'une paysamenie un peu fantasmatique mais ravissante. Les danses d'Ivo Cramer nous persuadent sans peine de leur authenticité (très intéressantes, puriticulièrement, les variations de Colas et de Lison au doutième et au quatrième tableau). Et les interprètes ont l'âge tableau). Et les interprètes ont l'âge

de leurs rôles : Isabelle Herrmann a dix-sept ans, James Amar dix-mit ans, ils sont juste assez maladroits pour nous attendrir. Jolie ouverture pour les Rencontres internationales de danse de La Banle, qui vost rés-nir cette semaine dans des stages, cours et spectacles deux cents jeunes danseurs, lauréats de concours internationaux et élèves de conserva-toires et d'écoles de sept pays.

La Fille de Nantes, qui danse depois février dernier, s'est déjà taillé une si jolie réputation que son carnet de bal ne désemplit pas : elle est attendue par vingt villes de France (Tours les 28 et 29 octobre, Angers les 5 et 6 décembre, Bayonne le 9 jain ou Périgueux le 12 juin), la Yougoslavie, la Tchécos-lovaquie, le Japon, le Portugal, l'Ita-lie... En route vers un troisième cen-

SYLVIE DE NUSSAC.

 Sessions pour organistes. Comme chaque année, l'abbaye de la du Mont-Saint-Michel, organise cet été des sessions pour organistes.

Sous la direction de M. François Lombard, titulaire du grand orgue de Saint-Pierre à Calais, du 24 au 29 juillet cours d'initiation pour sièves de niveau de cours élémentaire ou moyen au pieno et expérience du pédaier. Du 31 juillet au 5 août, sassion pour des élèves de bon niveau aux claviers manuels et au pédalier.

Sous la direction de M. F. H. Houbard, titulaire du grand orque de la Madeleine à Paris, cours s'adressant à des comme chavronnés

Pour tous renseignements : abbaye de la Lucerne, 50230 La Have Pesnel.

Deux disparitions

CINEMA

Le metteur en scène Franklin Schaffner

Le metteur en scène américain Franklin Schaffner est mort d'un cancer dimanche 2 juillet à Santa-

[Mondinlement comm pour sos films le Mcilleur (1964), in Planète des singes (1968) et Papillon (1973), Franchis Schaffner avait count in counternien en 1970 avec Patton, pour loque il avait obtenu sopt oscars. Franklis Schaffner était également producteur. Il venuit d'achever son detaier film Bienvenne à la maisen.]

Le documentariste Jean Painlevé

Le père du cinéma documentaire scientifique, Jean Painlevé est décédé dimanche 2 mai à Paris. Il était agé de quatre-vingt-six ans.

[Jean Painlevé fint le premier en 1923 à moortir su exposé scientifique de la projection d'un film, l'Œnf d'épi-soche, Autuur d'une containe de courts métrages, il a exploré l'univers des nuccesses, des impliançues, des fanoctes metrages, il a expsore l'auters des pursons, det multasques, des insectes et des fleurs, faiennt le pertrait de l'ouveils, de l'hippocampe ou des étailes de met. En 1347, sen film Assansis d'ant deuce a obtens le grand prix du Festival mondial du film et le grand prix des Beaux-Aris de Belgique.]



INSTAIPTIONS IMMEDIATES



Dans Télérama, tout l'été à New York avec Sempé.

Vous rêvez de découvrir l'Amérique ? A partir de cette semaine, dans Télérama, Sempé vous raconte "le voyage de Jean-Paul Martineau à New York." Un récit dessiné inédit, en huit épisodes, à suivre dans Télérama tout l'été. Egalement dans Télérama : y a-t-il une recette pour faire "le" tube de l'été? Producteurs, chanteurs, programmateurs, consommateurs : partout, Télérama a mené l'enquête pour démonter tous les rouages

Et toujours, dans Télérama, les livres, les spectades et les musiques qui font l'actualité.

Telerama: l'intelligence critique. Chaque mercredi chez vocre marchand de journaux.

TOUS LES FESTIVALS DE VOTRE ÉTÉ

INDISPENSABLE. Ne partez pas en vacances sans le supplément festivals gratuit préparé par les bisons futés du Monde de la Musique. Deux cents lieux de villégiature au format de poche.

INESPÉRÉ. Vainqueur de la maladie, José Carreras reprend la carrière qui a fait de lui l'un des grands ténors de notre temps. Une étonnante leçon de volonté. IMMORTEL. Longtemps distancé par l'école de Vienne, Béla Bartók révèle sa modernité. Et s'il était le plus révo-

lutionnaire de tous? RÉPUBLICAIN. Quelle musique jouait-on pendant la Révolution? A monde bouleversé, harmonies rassurantes. Gossec, Le Sueur, Méhul s'en sont tirés avec les honneurs. On les a bien oubliés depuis.

Et aussi: Barry Douglas répond aux questions de Jean-Marc Luisada ; Lys Gauty, l'égérie de Kurt Weill ; les standards du jazz sont en dérangement ; Vladimir Spivakov crée son festival ; les jeux, les disques, les vidéos de l'été.



Le Monde de la Musique 28 F chez votre marchand de journaux

13-20 JUILLET 1989

13 JUILLET SOIREE EXCEPTIONNELLE RETRANSMISE SUR ANTENNE 2 A 20H30 SOIREE OFFICIELLE A GUICHETS FERMES

"LA NUIT D'AVANT LE JOUR" DIRECTION MUSICALE GEORGES PRETRE CONCEPTION SCENIQUE BOB WILSON ORCHESTRE CHŒURS ET BALLET DE L'OPERA DE PARIS June Anderson, Teresa Berganza, Martine Dupuy, Barbara Hendricks, Elisabeth Platel, Shirley Verrett, Placido Domingo, Alain Fondary, Alfredo Kraus, Jean-Philippe Lafont, Manuel Legris, Ruggero Raimondi, Neil

14 JUILLET 1989 GRANDE SALLE A 17 H CONCERT GRATUIT

TE DEUM DE BERLIOZ ORCHESTRE ET CHŒURS DE L'OPERA DE PARIS MAITRISE DES HAUTS DE SEINE DIRECTION MUSICALE GEORGES PRETRE Soliste Jean Dupony Places à retirer au théâtre le 16 juillet à partir de 16ts

LEONARD BERNSTEIN PROPOSE QUATRE CONCERTS DU 16 AU 19 JUILLET GRANDE SALLE A 29 H30

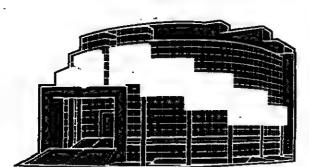
16 JUILLET SCHLESWIG-HOLSTEIN MUSIK FESTIVAL ORCHESTER Direction: Leonard Bernstein - Carl Saint-Clair - Mark Stringer - Eiji Oué 🞽 Rossini Mendelssohn-Bartholdy Debassy Berlioz | | 17 JUILLET ORCHESTRE DU FESTIVAL DES CONSER-VATOIRES SOVIETIQUES Direction: Yosef Domarkas - Vladislav Tchernushenko 🗷 Berlioz Prokofiev Tchaikovski = 18 JUILLET INDIANA UNIVERSITY SCHOOL OF MUSIC FESTIVAL ORCHESTRA Direction : George Hanson Soliste : Corey Cerovsek Bernstein Lalo E. Carter Ravel # # 19 JUILLET NEW WORLD SYMPHONY ORCHESTRA Direction: Michael Tilson-Thomas Berlioz Bartok Wuorinen Stravinski

RECITALS DE JEUNES CHANTEURS AMPHITHEATRE A 18H30 SAUF LE 14 A 15H

14 juillet : Hélène Perraguin (15 h) 15 juillet : Isabelle Poulenard 16 juillet : Brigitte Desnoues 18 juillet : Valérie Chevalier 19 juillet : Martine Mahé 17 juillet : Raphaelle Ivery 20 juillet : Marie-Thérèse Keller, Antoine Garcin

PRIX DES PLACES TARIF UNIQUE

Récitals Amphithéâtre 50 F Concerts Grande Saile 100 F Renseignements 43 43 96 96 Location par téléphone 40 01 16 16



Location aux guichets Place de la Bastille tous les jours sauf dimanche de 11 h à 18 b 30 (jusqu'à 20 h 30, les soirs de spectacles)

Culture

Le Marais à l'heure du nouveau Carnavalet

Les nouveaux aménagements du Musée Carnavalet, ouvert au public depuis le 1ª juillet (le Monde du 27 juin). sont à replacer dans une histoire du quartier, le Marais, qui hésite entre misère et spéculation.

«Un bel air, une belle cour, un beau jardin, un beau quartier. >
C'est ainsi que la marquise de Sévigné décrivait l'hôtel Canavalet. Une
citation qui rappelle qu'avant la
lente décrépitude qui, de la Révolution à l'après-guerre, devatt figer le
Marais dans une crasse protectrice,
le quartier avait comm la plus flattense des modes. Cette histoire teuse des modes. Cette histoire même dont le musée Carnavalet, Paris - puisqu'il remonte pour sa partie la plus ancienne à 1545 - est désormais le dépositaire,

Les nouveaux aménagements du musée, qui touchent en fait principa-lement l'hôtel Le Peletier-de-Saint-Fargeau plus que Carnavalet, sont eux-mêmes à replacer dans cette longue histoire de la ville qui, depuis la dernière guerre, est sortie de la juxtaposition apparemment brouillonne de pièces d'architecture sur-chargées d'appentis et trop facile-ment qualifiées de taudis, pour entrer dans l'ère de l'urbanisme, de ses grandeurs et de ses misères.

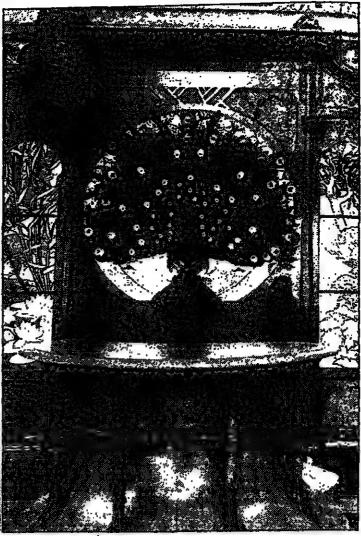
La misère, on l'a vu, est ce qui aura évité, pendant près de deux siè-cles, les enthousiasmes sacrilèges de la spéculation et de la promotion réunies. Le travail de l'urbanisme moderne aura finalement consisté à fixer, à geler cette zone dans un fixer, à geler cette zone dans un périmètre de plus en plus restreint, cerné de boulevards ou de rues menaçantes, formant un quartier nettement distinct, désormais, de ceux des Halles et de Beaubourg, de celui de l'Arsenal, de l'au-delà des grands boulevards, bien sûr, et même de la rive sud de la rue Saint-Antoine et de l'Hôtel de Ville. Mais le « produit » actuel que Parisiens et touristes s'accordent à appeler touristes s'accordent à appeler « Marais » est la résultante objectivement bâtarde de comportements et de mécanismes complexes, voire

contradictoires. D'un côté, la Ville et l'Etat encou-rageront la rénovation brutale du rageront la renovation britale du quartier – d'où le massacre de l'îlot 16, près de l'hôtel de Sens, par exemple. De l'autre, l'Etat et la Ville mettront tout en œuvre pour sauver hôtel après hôtel les monuments les plus insignes auxquels fis trouvent souvent une affectation judicieuse. Et, tandis que les études les plus sophistiquées continuent les pins sophistiquées continuent d'être conduites pour tenter de préphique au quartier, la stérilisation du Marais se poursuit sous l'effet de deux facteurs principaux et conjoints : d'un côté l'augmentation des loyers, favorable au maintien sur place des psychanalystes les plus recherchés et au déferiement du show-bizz télévisuel, de l'autre l'emprise de plus en plus dévorante de la confection avec ses corollaires, le travail clandestin, les affectations aberrantes de planchers fragiles an stockage de tissus et de vêtements on en a va le résultat lors de l'incendie de Lisbonne, - le départ des autres formes de commerce et d'artisanat, une désertification vespérale et quasi générale.

Tout à refaire

Dans cet aimable contexte, la rue des Francs-Bourgeois, qui forme un des côtés de Carnavalet, apparaît comme un refuge, ou plutôt comme une façade : l'image d'une réalité qui ressort bel et bien du mythe. Mais le musée lui-même reiève, sinon du pastiche, tout au moins du pastiche, tout au moins du pastiche de lui-même reiève. patchwork puisqu'il est un assem-blage d'éléments et de concepts architecturaux assez hétéroclites derrière l'apparente unité de l'ensemble. « Agrandi à plusieurs reprises, l'hôtel où avait logé Madame de Sévigné, précise Jean-Marc Léri (1), fut complété par l'ajout de parties d'édifices anciens sauvés de destruction : l'arc de Nazareth, dernier vestige de la Chamballand d Chambre des comptes, incendié avec la préfecture de police en 1871, orna la façade de la rue des Francs-Bourgeois. Malheureusement coincé entre deux murs aveugles et flanqués en son arcade d'une grille lourques en son arcuae a una gruse tour dement chargée, ce superbe pavillon du seizième siècle passe totalement inaperçu. (...) Il semble qu'on alt voulu, à l'époque, les intégrer aux nouvelles constructions que l'on éle-vait nouve agrandit le muste Caravait pour agrandir le musée Carno-valet. Pour les architectes, il n'était pas question de faire ressortir l'Idendité propre des vestiges du temps passé pour les mettre en valeur. Il s'agissait surtout de les intégrer totalement dans les nouveaux ouvrages. >

L'hôtel Le Pelletier de Saint-Fargeau serait la véritable nouveauté de l'actuel musée si son sménagement ne permettait aux visiteurs de jeter un ceil neuf sur



Décor de Mucha pour la hijouterie Fouquet.

l'étonnant assemblage de l'hôtel Carnavalet, sur le mystérieux et splendide parcours qu'il permet à travers l'histoire du décor parisien. Une bonne part du travail reste ici à faire : il faut ménager les deniers de la ville et aussi quelques inaugurations pour les frimais de Taprès-Bicentenaire. Mais on voit bien déjà ce que le quasi-doublement des surfaces permet d'imaginer. faces permet d'imaginer.

Saint-Fargeau, à l'opposé de Car-navalet, apparaît comme un ensem-ble homogène. Très homogène, trop homogène. C'est à Piorre Bullet de Chamblain, architects de célébrité moyenne à qui l'on doit pourtant la porte Saint-Martin et les hôtels de Crozat et d'Evreux, que Michel Le Peletier, intendant des finances, confia le soin d'édifier ce bâtiment à la fin des années 1680. Les façades sans l'ombre d'une aspérité; sans . l'ombre d'un ornement sinon le soutire d'un fronton. Il se prolonge par une belle orangerie qui s'en va retrouvez la rue Payenne, le long. d'un square assez mitenz, jadis son jardin. L'orangerie abrite pour l'heure et avant restauration des colloctions lapidaires destinées à rester quelques temps encore de l'ordre du mystère.

Comme Carnavalet, Le Peleties de Saint-Fargeau passa-le plus clair de son dix-neuvième siècle à abriter des institutions d'éducation privée. Il ne restait donc plus rien de son décor d'origine, à l'exception de boi-series Louis XIV, dans une sorte de petit salon. Un autre «résidu» de l'état primitif est une rampe d'escalier en fonte, la seule connue de lier en fonte, la seule connue de cette époque, ce qui, aux yeux d'historiens attentifs, fait évidenment oublier sa grâce relative. Pour le reste, tout était à refaire, tâche confiée à l'architecte des Monuments historiques, M. Fonquernie. Un grand escalier est venn compléter la volée d'origine, permettant un circuit continu, une mezzanine est venne ici ou là donner quelques mètres carrés supplémentaires. Le mètres carrés supplémentaires. Le tout a disparu sous les conteurs et les faux marbres jugés les plus aptes à faire parler les collections historiques du musée.

Cette muséographie qu'on pourra appeler seion son humeur traditions-liste, historiciste, voire intégriste, aura certainement l'avantage d'imprégner peu à peu les murs anciens de l'hôtel Le Pelletier, de leur devenir consubstantiels, comme le sont les éléments de l'ensemble Carnavalet. Antrement dit, la nouvelle architecture est aussi peu visi-ble que possible, à l'opposé, par exemple, de ce qu'un Simounet a pu réaliser à l'hôtei Salé, tout proche. Le va-et-vient, pourtant, la compa-raison entre Salé et Le Peletier n'est à risquer qu'en fonction des collections presque antagonistes que les deux musées abritent.

Le Peletier, bien sår, est relié à Carnavalet. Pour cela, il a fallu reprendre an lycée Victor-Hugo un passage qui, depuis la construction de l'établissement scolaire en 1910, était affecté à la bibliothèque des professeurs tout en receaux le manuel de l'establissement scolaire en professeurs tout en receaux le manuel le man professeurs, tout en restant la propriété théorique du musée.

Le caractère peu surprenant de l'ensemble a dû en agacer quelques-

l'étonnant assemblage de l'hôtel uns à la Ville de Paris qui, en fait de envier à la rue de Valois. On l'a bien vu pour les nouveaux locaux de la direction des affaires culturelles, rue des Francs-Bourgeois. A Carnavalet cependant, il aurait été pour le moins risqué de se livrer à une telle gymnastique. On est donc allé cher-cher Willmote, l'un des plus pacifiques des architectes-décorateurs français. Il a refait ou fait tous les aménagements de l'entrée du musée : respect des murs anciens, mobilier noir rectiligns et tranchant, verre occasionnellement dépoli. C'est impeccable et sévère. Les ves-tiaires apparaissent un peu abusive-ment comme l'élément central de ces nouveaux amenagements (qui comportent anssi une boutique et une librairie). Mais, compte tem de l'évolution du quartier, c'est sans doute un gage de bon voisinage donné à la reine « Confection ».

FRÉDÉRIC EDELMANN.

(1) Catalogue de l'exposition : «Le ais, mythe et réalités. »

Cinq ans de travaux

li a failu cinq ans pour mener à bien les travaux de l'hôtel de Saint-Fargeau qui ont coûté à la Ville de Paris quelque 120 millions de francs : 7 000 mètres carrés supplémentaires ont été créés sur cinq niveaux dans le vieil hôtel, relié au Musée Carnavalet par un pessage qui traverse le lycée Victor-Hugo. Deux de ces niveaux sont consacrés à l'administration, aux réserves et surtout à un cabinet d'art graphique très riche puisqu'il renferme quelque trois cent mille pièces. Son fonds photographique particulièrement important est surtout composé de vues de Paris exécutées entre 1850 et la première guerre mondiale. Parmi beaucoup de clichés anonymes, on trouve les signatures de Mar-ville, Nadar, Baldus et Atget, les granda noms de la photographie du dix-neuvièrne siècle. Cette collection exceptionnelle, qui ne cesse de s'enrichir, est fondamentale pour la connaissance du

Dr. taken

12 13 E

ke to

Un auditorium de cent soxante-huit places est prévu dans l'enceinte de l'hôtel. Il permettra la tenue de cofloques, de conférences, de projections de films ou de vidéos relatifs à l'histoire de la capitale. Le service d'action culturel du musée. jusqu'ici embryonnaire, propo-sera dès la rentrée aux scolaires de nombreuses activités. Pour achever la rénovation de son musée, il reste encore à la municipalité parisienne l'aménagement de l'orangerie de l'hôtel de Saint-Fargeau, aujourd'hui occu-pée par des vestiges archéologiques qui trouveront leur place au rez-de-chaussée de Camavalet. Ce bâtiment, qui donne de plain pied sur le square, doit retrouver son volume et abriter la magnifi-que collection d'enseignes marchandes du musée.

Spectacles

cinéma

LES FILMS NOUVEAUX

41-46); v.L.: Pathé Français, 9 (47-70-33-88); Pathé Montpernasse, 14 (43-20-12-06).

70-33-85); Pathé Montparasse, 14(43-20-12-06).

SCANDAL (*) Film britannique de Michael Caton-Jones, v.o.: Ciné Beaubourg, 3: (42-71-52-36); Pathé Hantefeuille, 6: (46-33-79-38); UGC Normandie, 9: (45-63-16-16); UGC Lyon Bastille, 12: (43-43-01-9); Mistral, 14: (45-39-52-43); v.f.: Rer, 2: (42-36-83-93); UGC Montparasse, 6: (45-74-94-94); UGC Opéra, 9: (45-74-94-94); UGC Gobelins, 13: (45-36-22-44); UGC Convention, 15: (45-74-94-93-40); Imagra, 18: (45-22-47-94); Le Gambetta, 20: (46-36-10-96).

SOLEH GREC, Film britannique de Clare Peple, v.o.: Forum Aroen-Clel, 1e: (40-39-37-44); Elyaéen Lipcoln, 9: (43-59-36-14); L'Entrepôt, 14: (43-44-63); Sept Parassians, 14: (43-20-32-20).

SON ALIRE Film américain de Brece Bereiford, v.o.: Gaumont Lea Halles, 1: (40-26-13-12); George V, 8: (45-62-41-46); v.f.: Gaumont Opéra, 2: (47-42-60-33); Paravette, 13: (43-31-56-86); Gaumont Alésia, 14: (43-20-89-52); Gaumont Convention, 19: (48-22-44-01).

THE TALL GUY, Film américain de Med Sorth, 16: Engle Aroen-Aro

THE TALL GUY, Film américain de

INE TALL GUY, Film américain de Mel Smith, v.o.: Forum Aroen-Cael, !* (40-39-93-74); Le Infamphe, 3* (45-62-45-76); Gaumont Parmasse, 14* (43-35-30-40); v.f.: Rex, 2* (42-36-83-93); Paramount Opéra, 9* (47-42-56-31); UGC Lyon Bestille, 12* (43-43-01-59); Fanvetta, 13* (43-31-56-86); Mistral, 14* (45-39-52-43); Pathé Cichy, 13* (45-22-46-01).

BUNKER PALACE HOTEL (fr.):
Forum Horizon, 1* (45-08-57-57); Gammont Opéra, 2* (47-42-60-33); Pathé Hautefemille, 6* (46-33-79-38); Pathé Marignan-Concorde, 8* (43-53-92-82); La Bastille, 11* (43-54-07-76); Fauvetta, 13* (43-21-56-86); Gaumont Alésia, 14* (43-27-84-50); Mirasusz, 14* (43-20-89-32); Gaumont Convention, 15* (48-28-42-27); Pathé Clichy, 18* (45-22-46-01).

CAMILLE CLAUDEL (Fr.): Elyados Lincols, \$ (43-59-36-14).

CHIMERE (Fr.) : UGC Rotonde, 6 (45-

CHINE, MA DOULEUR (Pr., v.o.): Les Trois Luxembourg. & (46-33-97-77): Studio 43, 9 (47-70-63-40).

Studio 43, 9 (47-70-63-40).

LA CITADELLE (Alg., v.A.): Utopia Champollion, 9 (43-26-84-65).

CYBORG (*) (A., v.A.): George V, 8-(45-62-41-46); v.L.: Rez., 2 (42-36-83-93): Images, 10 (45-22-47-94).

DEAD BANG (A., v.A.): George V, 8-(45-62-41-46); v.L.: Parist Français, 9-(47-70-33-88); Parist Montparasses, 14-(43-20-12-06); Le Gambetta, 20 (46-36-10-96).

DO THE ERCHT THING (A., v.A.):

36-10-96).

DO THE RIGHT THING (A., v.A.):
Gaumont Let Halles, 1* (40-26-12-12);
Gaumont Opten, 2* (47-42-60-33); 14

Juillet Oddon, 6* (43-23-59-83); La

Pagode, 7* (47-05-12-15); Gaumont
Champa-Elyades, 3* (43-59-04-67); 14

Juillet Bastille, 11* (43-57-90-81); Gaumont Paratess, 14* (43-35-30-40); Gaumont Alfeita, 14* (43-27-84-50); 14 Juillet Beaugreneile, 15* (45-75-79-79).

EN PRIPACT DE L'ENPACE (A.): La

EN DERECT DE L'ESPACE (A.) : La Géode, 19 (46-42-13-13).

LENFANT DE L'HIVER (Fr.) : Forum

74 94 94).

LE CRIME D'ANTOINE. FREE fran-LE CRIME D'ANTOINE. Film fran-cais de Marc Rivière: Forum Orient Express, 1" (42-33-42-26); Pathé Impérial, 2" (47-42-72-52); George V. 8" (45-62-41-46); Fatavette, 13" (43-31-56-86); Sopt Parassiens, 14" (43-20-32-20); Pathé Clichy, 18" (45-22-46-01); Le Gambetta, 20" (46-36-10-96). DOUX AMEE. Film français de Franck Apprederis: Forum Orient Express, 1" (42-33-42-26); George V. 8" (45-52-41-46). FAIR GAME. Film italien de Mario

FAIR GAME. Film italien de Mario FAIR GAME. Film Italien de Mario Orfini, v.o.: Forum Horizon, 1* (45-08-57-57); Pathé Marigman-Concorde, & (43-59-92-22); v.f.; Pathé Français, 9* (47-70-33-88);-Les Nation, 12* (43-43-04-67); Fauvette Bis, 13* (43-31-60-74); Pathé Montparnasse, 14* (43-20-12-06); Images, 18* (45-22-47-94). FRAMES FROM THE EDGE. Film allemand d'Adrian Maben, v.o.: Les

allemand d'Adrian Maben, vo.: Les Trois Luxembourg, 6 (46-33-97-77); Les Trois Bulzac, \$ (45-61-10-60). FRANCE. Film français d'Alec Cos-tandinos : UGC Ermitage, 3º (45-63-16-16).

63-16-16).

GANASHATRU, Pilm indien de Satyajit Ray, v.o.: 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83); 14 Juillet Parname, 6 (43-26-58-00); 14 Juillet Parname, 6 (43-26-58-00); 14 Juillet Bastille, 1] (43-57-30-81); 14 Juillet Bastille, 1] (43-24-88-88).

IE PEIX DE LA PASSION. Film américain de Leonard Nimoy, v.o.; 2 PAIS DE LA PASSION, Film américain de Leonard Nimoy, v.o.; Forum Horizon, 1" (45-08-57-57); Pathé Hautefeuille, 6" (46-33-79-38); George V, 8" (45-62-

La Cinémathèque

PALAIS DE CHAILLOT

SALLE GARANCE, CENTRE GEORGES POMPIDOU (42-78-37-29)

Hommago à Anatole Dauman : Insom-nica (1980), de Peter Schamont, les Frains de la passion (1981, v.c. a.t.f.), de Shnji Terayama, 1/4 30; les Crimes de l'amour, le Rideau cramoisi (1952), d'Alexandre Astruc, 17 h 30; les Jeux de la Comtesse Dolingen de Gratz (1982), de Catherina Binet, 20 h 30.

VID**É**OTHÈQUE DE PARIS

Les exclusivités

17AMI RETROUVÉ (A., v.a.); Gammont
Les Halles, 1° (40-26-12-12); Pathé
Hautefoulle, 6° (46-33-79-38); Publicis
Champa-Bysées, 1° (47-20-76-23); Bisasvende Montparnesse, 15° (45-44-25-02).
L'AMOUR EST UN CHIEN DR
L'ENFER (*) (Bel., v.a.): Utopia
Champolion, 5' (43-26-84-65).
L'AMOUR EST UNE GRANUE AVENTURE (A., v.a.); Cast Bernourg, 3°
(42-71-52-36); UGC Odéon, 6° (42-2510-30); UGC Retonde, 6° (43-7494-94); La Pagode, 7° (47-05-12-15); 10-30); UGC Rotonda, 6° (45-74-94-94); La Pagode, 7° (47-05-12-15); UGC Biarriz, 8° (45-62-20-40); UGC Lyoa Bantille, 12° (43-43-01-99); Mistral, 14° (45-39-52-43); 14 Juillet Beasgrenelle, 19° (45-73-79-79); UGC Malliot, 17° (47-48-06-06); v.f.; Rez., 2° (42-36-83-93); UGC Montparantes, 6° (45-74-94-94); Saim-Lazare-Pasquier, 8° (43-87-35-43); Paramount Opéra, 9° (47-42-56-31); Las Nation, 12° (43-43-94-67); UGC Convention, 13° (45-74-93-40); Pathé Clichy, 18° (45-22-46-01).

(45-22-46-01).

APRÈS LA GUERRE (Fr.): Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52); UGC Ermitage, 3 (45-63-16-16); Gaumont Parmase, 14 (43-35-30-40).

LES AVENTURES DU BARON DE, MUNCHAUSEN (A., v.o.): Forum Orient Express, 14 (42-33-42-26); v.L.: George V, 8 (45-62-41-46).

BAGDAD CAFE (A., v.o.) : Le Triomphe,

8° (45-62-45-76).

BAL POUSSIÈRE (ivoltien): Gaumont
Les Halles, 1° (40-26-12-12); Gaumont
Opérs, 2° (47-42-60-33): Racine Odéos,
6° (43-26-19-68); Gaumont Ambassade,
9° (43-59-19-68); Fauvette, 13° (43-3156-86); Gaumont Parnasse, 14° (43-3530-40); Gaumont Parnasse, 14° (43-2784-50); Gaumont Convention, 15°
(48-28-42-27); Images, 18° (45-2247-94); Le Gambetts, 20° (46-3610-96).

10-96).

LA RELLE RT LE CLOCHARD (A., v.f.): Cinoches, 6* (46-33-10-82); Républic Cinémes, 11* (48-05-51-33); Denfert, 14* (43-21-41-01); Grand Pavols, 15* (45-54-46-85); Seins-Lambert, 13* (45-32-91-68).

LE BENTIHOS OU LA TERRE SOUS-MARINE (Fr.): La Géode, 19* (46-42-13-13).

MILE EN TÊTE (Fr.) : Ciné Beaubourg. 3" (42-7)-52-36); UGC Montparmano, 6" (45-74-94-94); UGC Biarritz, 3" (45-62-20-40); Paramount Opera, 9" (47-42-

PARIS EN VISITES

MARDI 4 JUILLET

"La Révolution dans le quartier Saint-André-des-Aris », 10 h 30, devant la fontaine Saint-Michel (M. Pohyer).

• Orasy : un musée dans une gare », 13 h 30, 1, rue de Bellechasse, sous l'éléphant (P.-Y. Jasiet).

• Reside et Camille Ciandel an Musée Rodin », 14 h 30, 77, rue de Varenne (C. Marie).

• Histol et jurdins du Marsis, piace des Vosgos », 14 h 30, mêtro Saint-Paul, sortie (Résurrection du passé).

• Elen de Lifle et rue de l'Université »,

ans a, 14 h 30, meuro Assurrection du passé). « Rue de Lille et rue de l'Université», « Rue de Lille et rue de l'Université», « Rue de Lille et rue de l'Université», 14 h 30. métro Assembiéo Nationale, sortio rue de Lillo (M.-G. Lebiane). Les galeries hautes fermées au public de la basilique du Sacré-Ceur » (lampe de poche), 14 h 45, métro Arrers (M. Banas-

Le ctub des Cordellers et le café Pro-cope », 13 heures, 15, rue de l'Ecolo-do-Médezine (D. Bonchard).

Orient Express, 1º (40-33-43-26).

ESCLAVES DE NEW YORK (A., v.o.):
Forum Arosa-Ciel, 1º (40-39-93-74);
14 Juillet Odéon, 6º (43-25-59-83);
Pathé Manigasa-Concorde, 8º (43-59-92-82); 14 Juillet Bestille, 11º (43-57-90-81); Sept Promassions, 14º (43-20-32-20); 14 Juillet Besugrenelle, 15º (43-75-79-79); v.f.: Saint-Lazare-Pasquier, 8º (43-87-35-43).

EAMOUY Y TOYMUNG (Con. v.o.): Rofe

FAMILY VIEWING (Cnn., v.o.): Ep6e do Bois, > (43-37-57-47).

FAUX-SEMBLANTS (*) (Cnn., v.o.): Cinoches, 6* (46-33-10-82).

FEMMES AU BORD DE LA CRISE DE NERFS (Esp., v.o.): Les Trois Lexens-bourg, 6 (46-33-97-77).

LE FESTIN DE BABETTE (Das., v.a.):
Utopia Chumpollion, 3° (43-26-84-65).
FURCE MAJEURE (Pt.): George V, 8° (45-62-41-46); La Nouvolle Maxéville, 9° (47-70-72-86).

GORTLES DANS LA BRUME (A. v.o.): Républic Cinémus, 11º (48-05-51-33); Denfort, 14º (43-21-41-01). LE GRAND RLEU (Fr. v.l.): Rex (Le Grand Rex), 2 (42-36-33-93); Les Montperuos, 14 (43-27-52-37).

HIGH HOPES (Brit., v.o.): Cinnches, 6* (46-33-10-82). HYDRO (Fr.): La Géode, 19- (46-42-

LES INSOUMES (*) (philippin, v.s.) : Studio 43, 9 (47-70-63-40). L'ÉTRE (A., v.o.) : Cinoches, 6 (46-33-

HINSPAIRE D'UN ENJANT GATÉ (Fr.): George V, 8 (45-62-41-46). IZZY ET SAM (A., v.a.): Le Triomphe, JACKNIFE (A., v.L): La Nouvelle Maxé-ville, 9- (47-70-72-86).

Le couvent des bernardins et son cel-lier. Promecade dans les traboules du dix-seprième siècle », 15 heures, 24, rue de Poissy (L Hauller).

L'ETE DES MUSÉES NATIONAUX « Une scalpture : l'homme qui marche ». 12 h 30 : « Camille Claudel, une œuvre autobiographique », 11 heures, Musée

De l'éclectisme à l'art nouveau »,
 14 h 30, Musée d'Orsay (s'assarer amprès du musée que les visites out bien lieu).

MONUMENTS HISTORIQUES «Exposition : le Panthéon », 14 h 30, hôtel de Sully, 62, rue Saint-Antoine.

"L'ancienne abbaye Saint-Martin-des-Champs et son réfectoire», 14 h 30, 270, rue Saint-Martin.

Lundi 3 juillet

JUMEAUX (A., v.f.) : La Nouvelle Maxé-ville, 9° (47-70-72-86). VALUE, 7- (47-70-72-86).

LA LÉGENDE DU SAINT BUVEUR
(Fr.-1t., v.a.): Clumy Palace, 5- (43-5407-76); Utopia Champollion, 5- (43-2684-65).

84-55).

LES LIAISONS DANGEREUSES (A., v.o.): Forum Orient Express, 1= (42-33-42-26): UGC Odéon, 6* (42-25-10-30); Grunnort Ambassade, 8* (43-59-30); Les Montparros, 14* (43-27-52-37); Convention Saint-Charles, 15* (45-79-33-00); v.f.: Grunnont Opéra, 2* (47-42-60-33).

LE MAITRE DE MUSIQUE (Bel.): Vendôme Opéra, 2º (47-42-97-52); Lucernaire, 6º (45-44-57-34). MARQUIS (*) (Pr.): Accatone, 5° (46-33-86-86); Cinochet, 6° (46-33-10-82). MEURTRE DANS UN JARDEN ANGLAIS (Brit., v.o.): Ciné Beun-bourg, 3° (42-71-52-36); Studio des Unsulines, 5° (43-26-19-69).

Unsulines, 3º (43-26-19-09).

MISSISSIPPI BURNING (A., va.): Les
Trois Balzao, 3º (45-61-10-60).

MONSIEUR HURE (Ft.): Ciné Beauhourg, 3º (42-71-52-36); UGC Mompernesse, 6º (45-74-94-94); UGC Odéon, 6º
(42-72-51-03-0); UGC Biarritz, 3º (45-6220-40): UGC Opéra, 9º (45-74-95-40);
Les Nation, 12º (43-43-04-67); UGC
Lyon Bastille, 12º (43-43-01-59); UGC
Gobelins, 13º (43-36-23-44); UGC
Convention, 15º (45-74-93-40); UGC
MARIET D'UN COMMUS VOVACEUR

MORT D'UN COMMIS VOYACEUR MASCULIN-FÉMININ (Fr.Sa.) : Epéc MORT D'UN COMMIS VOYACEUR (A., v.a.): Cinoches, 6 (46-33-10-82).

NEUF SEMAINES ET DEMIE (*) (A., v.a.): La Tricomphe, 9 (45-62-45-76).

NEW YORK STORIES (A., v.a.): Forum Orient Empress, 1* (42-33-42-26): 14

Juillet Odéon, 6* (43-25-59-83): UGC Champa-Elyséea, 9* (45-62-20-40): 14

Juillet Bestille, 11* (43-57-90-81): 14

Juillet Beangreneile, 15* (45-75-79-79): Ricorvenile, Montparassie, 15* (45-44-25-62).

L'OURS (Pr.-All.): Club Genmont (Publicis Marignon), 9 (43-59-31-97); Grand Pavois, 15 (45-54-46-85). PATTI ROCES (*) (A., v.o.): Panthion, 5' (43-54-15-04).

PEAUX DE VACHES (Fr.): Seint-André-des-Arts II, 6º (43-26-80-25). André-des-Arts II, & (43-26-80-25).

PÉREGGED NOIR (Fr.): Cinc Bennbourg, 3: (42-71-52-36); UGC Montparmasse, & (45-74-94-94); UGC Normandie, 9: (43-63-16-16); Paramount Opéra, 9: (47-42-56-31); UGC Lyon Bastille, 12: (43-43-01-59); Mistral, 14: (45-39-13-43); Convention Saint-Charles, 15: (45-79-33-00).

(45-79-33-00).

LE PETIT DIABLE (It., v.o.): Forum Herizon, 1" (45-08-57-57); 14 Juillet Odéon, 6° (43-25-59-83); Pathé Marignan-Concorde, 9° (43-59-92-82); La Bastille, 11° (43-54-07-76); Encurrial, 13° (47-07-28-04); Gaumont Alfais, 14° (43-27-84-50); Sept Parmassiros, 14° (43-20-32-20); 14 Juillet Beangrouelle, 13° (45-75-79-79); v.f.: Pathé Français, 9° (47-70-33-88); Pathé Montparmasse, 14° (43-20-12-06).

LE PETIT DINOSAIDE ET LA VALCE

14 (43-20-12-06).

E PETIT DINOSAURE ET LA VALLÉE DES MERVEILLES (A., v.o.):
Gaumont Ambassada, 9 (43-39-19-08);
v.f.: Gaumont Los Halles, 1= (40-2612-12); Rex. 2= (42-36-83-93); Gaumont Ambassada, 9= (43-59-19-08);
Paramount Opéra, 9= (47-42-56-31);
UGC Lyon Bastille, 12= (43-43-01-59);
UGC Gobelins, 13= (43-36-23-44); Gaumont Alfris, 14= (43-27-84-50); Miramont Alfrin, 14 (43-27-84-50); Mira-mar, 14 (43-20-89-52); Convention Saint-Charlet, 15 (43-79-33-00); Gau-mont Convention, 15 (48-22-42-27); Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01); Le Gambetta, 20 (46-36-10-96).

Commos, & (45-44-28-80); La Triomphe, & (45-62-45-76); La Bastille, 11° (43-44-28-80); La Triomphe, & (45-62-45-76); La Bastille, 11° (43-44-78-80); La Bastil

PAUI-16).

E PEUPIE SINGE (Fr.-Indon.):
Forum Horizon, 1= (45-08-57-57);
Chury Palace, 5= (43-64-07-76); Brotagne, 6= (42-22-57-97); UGC Normandie,
8= (45-63-16-16); Paramount Optra, 9= (47-42-56-31); UGC Go.

(47-42-56-31); UGC Go.

RAIN MAN (A., v.a.): Gaumont Ambassade, P. (43-59-19-08); v.f.: Paramount
Optra, 9. (47-42-56-31); Las Montparnos, 14. (43-27-53-37); Convention
Saim-Charles, 19. (45-79-33-00).

REFFER ET LE MODELE (huadis,
v.a.): Les Trais Luxembourg, 6. (46-3397-77); Studio 43, 9. (47-70-63-40).

LE BOI DES ENFANIS (Chin., v.a.):
Les Trais Luxembourg, 6. (46-33-97-77).

ROMUALD ET JULIETTE (Fr.): Rex.,
2. (42-36-83-93); UGC Montparamose,
6. (45-74-94-94); UGC Normandie, 3(45-63-16-16). (45-63-16-16).

POSALIE FAIT SES COURSES (All., v.o.): 14 Juillet Parmere, 6 (43-26-58-00). POSELYNE ET LES LEONS (Fr.): re, 6 (45-44-57-34). SPLENDOR (IL, v.o.) : Latins, 4 (42-78-

47-80).

IE SUD (Arg.-Fr., v.o.): Utopia Champollion, 9 (43-26-84-65).

TAP DANCE (A., v.o.): UGC Biarritz, 9 (45-62-20-40): v.f.: UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94): UGC Opera, 9 (45-74-95-40); UGC Gobelins, 13 (43-34-34-4).

36-23-46).

TROP BELLE POUR TOI (Ft.): Gaumont Les Halles, 1" (40-26-12-12); Gaumont Opéra, 2" (47-42-60-33); a UGC Odéon, 6" (42-25-10-30); UGC Biarritz, 9" (45-42-20-40); UGC Lyou Bastille, 12" (43-43-01-59); UGC Gobelins, 13" (43-36-23-44); Gaumont Aléxin, 14" (43-27-24-20); Pathé Montparnasse, 14" (43-20-12-66); Gaumont Corvention, 15" (48-28-42-27); UGC Maillot, 17" (47-48-06-06); Pathé Wepler, 18" (45-22-46-01).

IN CEI DANS LA NUIT (A. vo.):

UN CRI DANS LA NUIT (A., v.o.): George V, > (45-62-41-46); Sept Par-, 14 (43-20-32-20).

IN ÉTÉ D'ORAGES (Fr.): Pathé Marignan-Concorde, & (43-59-92-42); La Nouvelle Maxéville, 9 (47-70-72-86); Sept Parnasslens, 14 (43-20-32-20); Images, 18 (45-22-47-94). UN POISSON NOMMÉ WANDA (A., v.o.): Publicis Saint-Germain, & (42-22-72-80); Parhé Marignan-Concorde, 3-(43-59-92-82): v.f.: Bretagne, & (42-22-57-97); Gammont Convention, 15-(48-

UNE AUTRE FEMME (A., v.o.): Reflet Logos II, 5º (43-54-42-34). L'UNION SACRÉE (Fr.): Pathé Impérial, 2º (47-42-72-52).

TRANQUILLE (Pr.): George V, & ... (45-62-41-46). WORKING GIRL (A., v.o.): UGC Biar-riz, & (45-62-20-40).

Les grandes reprises

ACCATTONE (IL, v.a.) : Epés de Bois, 5º L'ANNÉE DU DRAGON (A., v.a.): Becariel, 13* (47-07-28-04).

L'ARNAQUE (A., v.a.); Forum Arcon-Ciel, 1" (40.39-93-74); Reflet Médicie (Fr.); Saint-Lambert, 15" (45-32-91-68) 21 h. Les NUITS DE LA PLEINE L'UNE (Fr.); Saint-Lambert, 15" (45-32-91-68) 21 h. LE PALANQUIN DES LARMES (Fr.-Can-Chin, v.a.); Grand Paveis, 15" (45-32-20); v.f.; Saint-Lambert, 25" (43-20-32-20); v.f.; Saint-Lambert, 25" (43-20-32-20); v.f.; Saint-Lambert, 25" (43-20-32-20); v.f.; Saint-Lambert, 25" (45-32-91-68) 21 h. LE PALANQUIN DES LARMES (Fr.-Can-Chin, v.a.); Grand Paveis, 15" (45-32-91-68) 21 h. LE PALANQUIN DES LARMES (Fr.-Can-Chin, v.a.); Grand Paveis, 15" (45-32-91-68) 21 h. LE PALANQUIN DES LARMES (Fr.-Can-Chin, v.a.); Grand Paveis, 15" (45-32-91-68) 21 h. LE PALANQUIN DES LARMES (Fr.-Can-Chin, v.a.); Grand Paveis, 15" (45-32-91-68) 21 h. LE PALANQUIN DES LARMES (Fr.-Can-Chin, v.a.); Grand Paveis, 15" (45-32-91-68) 21 h. LE PALANQUIN DES LARMES (Fr.-Can-Chin, v.a.); Grand Paveis, 15" (45-32-91-68) 21 h. LE PALANQUIN DES LARMES (Fr.-Can-Chin, v.a.); Grand Paveis, 15" (45-32-91-68) 21 h. LE PALANQUIN DES LARMES (Fr.-Can-Chin, v.a.); Grand Paveis, 15" (45-32-91-68) 21 h. LE PALANQUIN DES LARMES (Fr.-Can-Chin, v.a.); Grand Paveis, 15" (45-32-91-68) 21 h. LE PALANQUIN DES LARMES (Fr.-Can-Chin, v.a.); Grand Paveis, 15" (45-32-91-68) 21 h. LE PALANQUIN DES LARMES (Fr.-Can-Chin, v.a.); Grand Paveis, 15" (45-32-91-68) 21 h. LE PALANQUIN DES LARMES (Fr.-Can-Chin, v.a.); Grand Paveis, 15" (45-32-91-68) 21 h. LE PALANQUIN DES LARMES (Fr.-Can-Chin, v.a.); Grand Paveis, 15" (45-32-91-68) 21 h. LE PALANQUIN DES LARMES (Fr.-Can-Chin, v.a.); Grand Paveis, 15" (45-32-91-68) 21 h. LE PALANQUIN DES LARMES (Fr.-Can-Chin, v.a.); Grand Paveis, 15" (45-32-91-68) 21 h. LE PALANQUIN DES LARMES (Fr.-Can-Chin, v.a.); Grand Paveis, 15" (45-32-91-68) 21 h. LE PALANQUIN DES LARMES (Fr.-Can-Chin, v.a.); Grand Paveis, 15" (45-32-91-68) 21 h. LE PALANQUIN DES LARMES (Fr.-Can-Chin, v.a.); Grand Paveis, 15" (45-32-91-68) 21 h. LE PALANQUIN DES LARMES (Fr.-Can-Chin, v.a.); Grand Paveis, 15" (45-32-91-68) 21 h. LE PALANQUIN DE (43-67-35-43). BEAZZIL (Briz., v.o.) : Studio Galando, 5-(43-54-72-71).

CASABLANCA (A., v.a.): Action Chris-tine, 6 (43-29-11-30). CASINO ROYALE (Brit., va.); Lo
Champo, 5 (43-54-51-60).

CHARADE (A., va.) : Action Ecoles, 5

(43-25-72-07).

EASY RIDER (A., va.) : Cinoches, 6

(46-33-97-77)

EASY RIDER (A., v.o.): Cnoches, 6'
(46-33-10-82).

LAWRENCE D'ARABEE (A., v.o.):
Kinopanorama, 15' (43-06-50-50).

LES LIAISONS DANGERRISES (Pr.):
Reflet Logas II, 5' (43-54-42-34).

LA MAISON DU DOCTEUR
EDWARDES (A., v.o.): Reflet Logas I,
5' (43-54-42-34). MAMMA ROMA (It., v.o.) : Accessors, 5 (46-33-86-86).

de Bois, 5- (43-37-57-47).

NEW YORK-MIAMI (A., v.a.): Action Christine, 6 (43-29-11-30). LA NUIT FANTASTIQUE (Fr.): Epéc de Bois, 9 (43-37-57-47).

NYAMANTON (malien, v.o.): L'Entre-pét, 14 (45-43-41-63). PINE FLOYD THE WALL (Brb.A., v.o.): Forum Horizon, 1" (45-08-57-57); George V, & (45-62-41-46); Les Nerion, 12" (43-43-04-67). Les Ivenou, 12° (43-43-04-67).

LA PORTE DU PARADES (A., v.o.):
Saint-André-des-Arts I, 6° (43-26-48-18); Les Trois Baltzes, 8° (45-61-10-60); Sept Pernamiens, 14° (43-20-32-20).

SALAAM BOMBAY I (indo-Fr., v.o.): Smdio 43, 9* (47-70-63-40). SCALPS, v.f.) : Chib, 9 (47-70-\$1-47). LA SECTION (afrique du sud, v.f.): Chab, 9 (47-70-81-47). SEPT ANS DE RÉFLEXION (A. v.a.):

Action Christine, 6' (43-29-11-30).

SOUPCONS (A., va.): Action Christine,
6' (43-29-11-30). or (43-23-41-30).
UN MORT EN PLEINE PORME (Brit.,
v.o.) : La Champo, 5º (43-54-51-60).
UNE ÉTORLE EST NÉE (A., v.o.) :
Action Rive Gauche, 5º (43-29-44-40).

UNE FEMME EST UNE FEMME (Pr.): Le Saint-Germain-dos-Pris, Salle G. de Benuropard, & (42-22-87-23).

LES UNS ET LES AUTRES (Fr.): Publicis Champe-Elysées, & (47-20-76-23). WEST SIDE STORY (A., v.a.): Gau-mont Parmane, 14 (43-35-30-40).

Les séances spéciales

A LA POURSUITE DU DIAMANT VERT (A., v.o.): Grand Pavois, 15-(45-54-46-85) 19 h 15. AMARCORD (It., v.o.) : Seint-Lambert, 15 (45-32-91-68) 18 h 45.

LES AVENTURIES DE L'AIREE PERDUE (A., 7.0.): Grand Pavois, 15-(45-54-46-45) 16 h 45. LA BALLADE DES DALTON (FL): Saint-Lembert, 19 (45-32-91-68) 17 h.

LA BANDE DES QUATRE (Fr.): Ramo-ingh, 16 (42-88-64-44) 20 h. BARRY LYNDON (Brit., v.o.): Studio des Uzsulines, 5 (43-26-19-09) 17 h.

BAXTER (*) (Fr.) : Reflet Logos 1, 5 (43-54-42-34) 11 h 50. BIRD (A., v.a.) : Républic Chémat, 11° (48-05-51-33) 21 h 20. BLADE RUNNER (*) (A., v.o.) : Grand Pavois, 1.9 (45-54-46-85) 22 h 30,

CARAVAGGIO (Belt., v.o.): Clusy Palsoc, 9 (43-54-07-76) 12 h. CHAMBRE AVEC VUE_ (Brit, v.o.): Cinoches, 6º (46-33-10-22) 13 h 20. LA CHEVAUCHÉE DE FEU (A.-Amer.

v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-54-46-85) 19 k. LA CITÉ DES FEMMES (IL, v.a.) : Stadio Galande, 9 (43-54-72-71) 16 h. LA CLEPSYDRE (Pol., v.o.) : Ciné Beau-bourg, 3 (42-71-52-36) 11 h 30.

LE DEENIER COMBAT (Pr.): Stadio Gabrado, 9 (43-54-72-71) 22 h 30. LE DERNIER TANGO A PARIS (**) (Fr.-It., v.a.): Studio des Ursulines, 5-(43-25-19-09) 22 h.

DON GIOVANNI (Pr.-It., v.o.) : Deafert, 14 (43-21-41-01) 21 1. EASY LIVING (A., v.o.) : Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68) 18 h 45.

(Bel.): Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68) 15 h 30. LA GUERRE DES BOUTONS (Fr.): Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68) 17 L. HELLZAPOPPIN (A., v.o.) : Studio des Unsulines, 5 (43-26-19-09) 20 h 15. HUDDEN (A., v.a.): Grand Pavois, 15-(45-54-46-85) 15 h.

L'HOMME BLESSÉ (*) (Fr.): Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) 11 h 35. L'INNOCENT (Fr.-It., v.o.); Grand Pavois, 15° (45-54-46-25) 17 h. JE T'AIME, MOI NON PLUS (**) (Pr.) : Ciné Beambourg, 3 (42-71-52-36)

LE JUPON ROUGE (Fr.): Studio Galande, 5 (43-54-72-71) 18 h 10. A MAISON DU DOCTEUR EDWARDES (A., v.a.): MacMation, 17 (43-23-79-89) 14 b, 16 b, 18 b, 20 b,

LE MANUSCRIT TROUVÉ A SARA-GOSSE (Pol., v.a.) : Ciné Beanbourg, 3-(42-71-52-36) 11 h 15.

MISHIMA (A.-Jap., v.o.): Accetone, 5-(46-33-86-86) 18 h. MONTY PYTHON, IA VIE DE HELAN (Brit., v.a.): 14 Inillet Parmases, 6 (43-26-58-00) 14 h 20, 16 h 20, 18 h 20,

20 1 20, 22 1 20. 46-85) 20 h 45.

MOONWALKER (A., v.o.); Grand Pavols, 15 (45-54-46-85) 13 h 30. MORT A VENESE (it., v.o.); Saint-Lambart, 15 (45-32-91-68) 21 h. LES NUITS DE LA PLEINE LUNE

PARIS VU PAR. (Fr.): Républic Cinémas, 11º (48-05-51-33) 19 h 40. PRICE UP YOUR EARS (*) (Brit., v.o.): Accetonc, 5' (46-33-86-86) 21 h 40.

12 h

OUI VEUT LA PEAU DE ROGER RAB-BKT ? (A., v.f.) : Républic Cinémas, 11* (48-05-51-33) 15 h 40.

LE ROI ET L'OSSEAU (Fr.) : Depfert, 14 (43-21-41-01) 15 h 40. MONTY PYTHON, SACRÉ GRAAL (Brk. v.a.): Grand Pavois, 15 (45-54- STRANGER THAN PARADISE (A-

All., v.o.); Utopia Champollion, 5 (43-26-84-65) 22 h. THE LAST OF ENGLAND (Brit, v.o.): Accestone, 5º (46-33-86-86) 22 h. LES THERMATIONS DE BALTIERA SAR KORER (Pol.-Fr., v.o.); Ciné Begubourg, 3- (42-71-52-36) 11 h 20. UN TOUR DE MANÈGE (Fr.) : Denfert,

14 (43-21-41-01) 17 h 20. (Brit., v.o.): Deafert, 14 (43-21-41-01)
19 b.

LES VOYAGES DE GULLIVER (A., vf.): Saim-Lambert, 19 (45-32-91-68) 13 h 45. WEST SIDE STORY (A., v.o.): Grand Pavois, 15 (45-54-46-85) 21 b. WITHNAIL AND I (Brit, v.c.) : Cinoches, 6 (46-33-10-82) 15 h 45. ZELIG (A., v.o.): Accutome, 5 (46-33-

théâtre

SPECTACLES NOUVEAUX

(Les jours de première et de reliche sont indiqués

extre parenthèses.) NECOMÊDE OU LA LUNE OU LA

REVOLUTION PACIFIQUE. Betachen (47-00-30-12) (dim. scir, lnn.) 21 h., dim. 15 h (28). LA ECILE CARLO (Café de la Gare (42-78-52-51) (dim., hm.) 20 h. (29).

LES RAUX ET PORRES, Lacernire Forum, Thélitre noir (45-44-57-34) (dim.) 20 h. (29).

CAFÉ DE LA DANSE (43-57-05-35).
Via, Amour et Liberté: 20 h et 22 h. CENTRE GEORGES POAPIDOU (42-74-42-19). ♦ La Chine et la Révolution Début Paris/Paris : 18 h 30.

CONCEDER CAUMARTIN (47-42-43-41). Gécard Sety, l'homme qui sappo avec ses fringoss : 21 h. COMEDIE DE PARIS (42-81-00-11). Voltaire's Folies : 21 h. COMMEDIE-FRANCAISE (40-15-00-15). Selle Richellou. O Le Missenthrope : 20 h 30.

DAUNOU (42-61-69-14). Te m'as sauvé DÉJAZET-T.L.P. (42-74-20-50). Le Ver-dict ou Comment s'es déburrasser : 19 à 30.

DUNORS (45-84-72-00). A décadimenche

EDGAR (43-20-85-11). Les Babas-Cadres : 20 h 15. Nous en fait ek en nous dit de faire : 22 h. GRAND THÉATRE D'EDGAR (43-20-90-09). Existe en trois balles: 20 h 15. HUCHETTE (43-26-38-99). La Canta-trice chauve: 19 h 30. La Leçon: 20 h 30. Les Mymbres de la Révolution: 21 h 30.

L'ESPACE EUROPREN (42-93-69-68).

LUCERNAIRE FORUM (45-44-57-34).
Thélare nois. Le Petit Prince: 18 h 45.

Les Baux et Fortes: 20 h. L'Aquerima:
21 h 30. Thélare reuge. François Villon
on la Ballade d'un manuais garçon:
18 h 30. Contes érotiques arabes de XIVe siècle : 20 h. Les Excessifs ; 21 h 30.

CEUVRE (48-74-42-52). 22 b: l'Amous-Golt. (Nouvel haraire è partir du mardi 4 juillet.) THEATRE DE LA MAIN D'OR (48-05-67-89). Salle L O Le Gotter de la Cour-tille ou Dialogues sur les affaires cou-rantes : 18 h 30. TRISTAN-BERNARD (45-22-08-40), Lo

Les concerts

04-98-11). Paul Meyer, Gérard Caussé, François-René Duchable. 19 h. Clar., alto, piano. Œzvres de Mozart, Schu-men, Bruch. Dans le cadre de Festival estival de Paris.

67-89) 18 h 30 (3).

LES PASSE-MURANLLES. Théirre
Montrepacil (42-33-80-78). (dim.,
inn.), 22 h 30 (4).

L'INNOCENTEMENT. Bondle de
Nord (42-39-34-50) (dim., inn.),
20 h 30, sam. 17 h. (4).

DOED LET OF MANGENT Mosic PORTRAIT OF VINCENT. Marie Strart (45-08-17-80) (dim., luz.) 11 h 10 (4).

TU NE VOIS PAS QUE JE DORS, NON! Théâtre Montorgueil (42-33-80-78) (dim., lun.). 20 h 30 (1"). LE GOUTEE DE LA COURTILLE, Théâtre de le Main d'Or (48-05-67-89) 18 h 30 (3).

Pachelbel, Vivaldi, Danalocadre du Festival musique en l'Ile. Téléphone location ; 45-23-18-25. MUSEE NATIONAL DES MONU-MENTS FRANÇAIS (16). Prançoise Johannel. 13 h. Harpe. Estamples et

basses-danses des XIIIº et XV siècles. SAINTE - CHAPELLE (1-). (46-61-55-41). Ars Antiqua do Paris. Jusqu'an 30 septembro, 19 h 15 et 21 h 15. Musiques des XVII et XVIII siècles. Télé-phone location : 43-40-55-17.

THEATRE RENAUD-BARRAULT. (8*) (42-56-03-80). Orchestre régional de Picardie. Jusqu'en 17 juillet. 20 h 30. Ensemble choral Intermezzo. Dir. Claude Bardon. Laurence Dule, René Massis, Frédéric Vassar, Brigitte Lafon, Abbi Patriz. « La légende de Joseph en Egypts » de Mébal.

LE BILBOQUET (45-48-81-84). Boulon et Elios Perre. 22 h 45, Guil., Olivier Hutman (piano), Luigi Trassardi (ctb), Philippe Combelle (batt.).

LE CAMBRIDGE (43-80-34-12). Ladovic O. Vivanz (besse).

LE CAVEAU DE LA HUCHETTE (43-26-65-05). Roger Guerin Big Band, 21 h 30, Avec Tommi Garett. CHAPELLE DES LOMBARDS (43-57-

24-24). Trampoling, 22 h 30, Trois non-venox groupes chaque hmdi. LA CIGALE (42-23-38-00). Pietre Akendengué, Super Diamono de Dakar, 20 h. JAZZ-CLUB LIONEL-HAMPTON (47-

58-12-30). Claude Bolling Big Band. Jusqu'an 15 juiRet. 22 h. Dir. et pinno. LA LOUISIANE (42-36-58-98). Booznoo Jazz Combo, 21 h. LE MÉCENE (42-77-40-25). Soiréce

hines, 22 h 30. MONTGOLFIER (40-60-30-30). Jean-Pierre Sasson. Jesqu'an 8 juillet. 22 h. Guit., chant. Avec Pierre Calligaris et

CH CIT COL AUDITORIUM DES HALLES (4). (48- NEW MORNING (45-23-51-41). Eddie Harris Quartet. 21 h 30, Sax. PETIT JOURNAL SAINT-MICHEL (43-26-28-59). Alligator Jazz Band.

21 h 30. LE PETIT OPPORTUN (42-36-01-36). EGLISE SAINT-LOUIS-EN-L'ALE. (4°).

Orchestre de chambre Jean-Jacques Wiederker. 21 h. Anns Wiederker (vi).

Esvres de Bach, Mozart, Albinoi,

Michel Rocques Quartet. 23 h, Sar., Fl.

IE SUNSET (40-26-46-60). Jam Session.

22 h. Alby Cullez (ctb), Alain Jean-Marie (plano).



11.41.0485

15,112.5 1 4

 $2 \log \frac{\log t}{\sqrt{t^2}} t$ 44 613

1 m

Radio-télévision

Les programmes complets de radio et de télévision sent publiés chaqua sensine dans notre supplément du sameil daté dimanche-lundi. Signification des symboles : » Signalé dans « le Monde pudio-télévision » □ Film à éviter u Ou pent voir u u No pas manquer u u u Chef-d'ouvre ou classique.

Lundi 3 juillet

TF 1

28.30 Femilieton: La constesse de Cherny (5º Spisode).
22.00 Magazine: Super sexy. Les mellieures séquences de l'émission depuis sa création. 22.55 Journal et Météo.
23.15 Magazine: Misuit sport. Athlétisme; Raft; Boxa féminine. 0.15 Série: Drôles d'histoires. Intrignes: Jour de sortie. 0.40 Série: Drôles d'histoires. 1.05 Femilieton: C'est déjà demain.

20.35 Théâtre: Diable d'hemme! Pièce de Robert Lamoureux. Avec Robert Lamoureux, Marthe Mercadier, Claude Nicot, Magali de Vendeuil, Liliane Patrick... Enregistrée en mai 1984. Un écrivain en mai de reconnaissance transcrit un scénario dicté par Satan... 22.30 Magazine: Bonjour la 1694. 23.00 Documentaire: Qu'est-ce qui se passe avec la culture? 1. La méliance. 23.55 informatione: 24 heures sur la 2. 0.15 Méséo. 6.26 Seixante secondes. Maurice Béjart, 0.25 Le journal du Tour de France (rediff.).

▶ 20.35 Chéma : La perle noire. ≡ Film américain de Richard Thorpe (1953). 22.15 Journal et Météo. 22.40 Magazine : Océaniques. Spécial Edgar Poc. 23.40 Magazines, musique, Barcarolle, de Chopin, par Marc

CANAL +

28.30 Chiena: Les trois visages de la peur. In Film italien de Mario Bava (1963). 22.00 Finsh d'informations. 22.05 Tauromachie. Corrida de la Féria de Nimos da 12 mai. 23.35 Chiena: El Dorade. In Film franco-espagnel de Carlos Saura (1987) (v.o.).

20.30 Téléfilm : Panique sur le green. 22.30 Série : Deux Dies à Misusi. 23.30 Sport : Tesnie. Tournoi de Wimble-don : Résumé de la journée. 0.00 Journal de misusit. 0.05 Sport : Tesnie (suite). 0.20 L'Inspecteur Derrick (rediff.), 1.30 Les brigades du Tègre (rediff.). 2.25 La

demoiselle d'Avignon (rediff.). 2.50 Bouvard et compagnie (rediff.). 3.65 Journal de la mais. 3.10 Série : L'Ime sour. 3.55 Voisin, voisine (rediff.).

28.30 TSigum: La course vers le pôte. Un physicien et un marin chez les esquimaux en 1891. 22.10 Tâleffim: Les Borgie ou le sang doré. (1= partie). 23.30 Six minutes d'informations. 23.35 Magazine: jazz 6. 9.05 Musique: Boulevard des ciips.

19.00 Alemand: Máthode Victor # 9. 19.30 Documentaire américain: Radio Bikini. De Robert Stone. 20.30 Série: Le colporteur de la Révolution. 20.40 Choims: Mansieur taxi. Film français d'André Hunebelle (1952). Avec Michel Simon, Jane Marken, Claire Olivier, Jean Carmet. 22.00 Choims: Max et la dectoresse, Max m'aisse pus les chats, Max et son chien Dick. Films muets français de Max Linder. 22.30 Documentaire soviétique: Le carré noir. 23.30 Série: Les muits révolutionnaires. 6.30 Série: Le testument d'un poète juit sessatini.

FRANCE-MUSIQUE

20.39 Concert (donné le 10 octobre 1988 au théâtre 20.39 Cognest (donné le 16 octobre 1785 au théâtre pour dix instruments de Stockhausen; Kontra Punkte pour dix instruments de Stockhausen; Omnia tempus habent, cantato pour soprano solo et dix-sopt instruments, de Zimmermann; Gesange der Junglinge, de Stockhausen; Déserts, de Varèse, par l'ensemble Intercontemporain, dir. Kent Nagano; sol.; Anna Steiger, soprano, 23.67 Les soivées de France-Minique, 6.36 Dossiers, Jean-Cocteau et la musique.

FRANCE-CULTURE

20.30 L'histoku en direct, 10 juillet 1940 : le suicide d'une République, 21.30 Dramstique, L'houre du loup, de Pascal Amel, 22.40 Cote d'amour, Cinéma, 0.05 Du jour au leude-main, 0.50 Musique : Cede, Piecre Barouh et Saravah : un homme et une firme.

Mardi 4 juillet

TF 7

14.25 Téleffim: Doctem Teyran (2º partie). 15.55 Femilieton: En cas de bonhear. 16.26 Clob Dorothée vacances. Georgie; Pas de pitié pour les croissants; Tu chantes, tu gagnes; Punky Brewster. 18.10 Série: Les race de Sambrancisco. Les hommes mourront. 19.00 Femilieton: Santa-Barbara. 19.25 Jeu.: La roue de la fortuna. 28.00 Journal, Météo, Tapis vert. 20.30 Clofann: Mervelfisme Anglifique. 11 Film français de Bernard Borderie (1965). Avec Michèle Mercier, Claude Girand, Jean Rochefort, Jean-Louis Trintignant. 22.05 Documentative: Histoires naturelles. Les contes de la bécasse et de la bécassine. 23.15 Journal et Métée. 23.35 Magazine: Livres en tête. 23.45 Série: Drôles d'histoires. Méssventures: Fol amour. 6.10 Série: Drôles d'histoires. Intrigues: La fille du Calypso. 6.50 Série: Drôles d'histoires. 1.10 Femilieton: C'ent déjà demain.

A2

14.35 Magazina: Aventures-royages. Christian Marty: l'Atlantique en planche à voile, de Philippe Laliet. 15.36 Sport: Cyclisme. Tour de France: 4 étape (Liègo-Wasquehal); A chacun son Tour, de Jacques Chancel. 17.53 Série: Top models. 18.29 Jon: Trivial pursuit. 18.45 Jon: Des chriftes et des lottres. 19.18 Actualités régionales. 19.30 Le journal du Tour de France. 20.00 Journal. 20.30 Métols. 20.35 Les dousiers de Pérone: Meries Autoloutes m Film français de Leun Deisne. Fecras: Marie-Antoinette. Il Film Irançais de Jean Deim-noy (1955). Avec Michèle Margan, Richard Todd, Jacques Morel, Jeanne Boitel. 22.45 Débat: Fallait-il Feuvoyer à Féchafiand? Avec Jean Chalon (autour de Chère Marie-Antoinette), Pierre Miquel (histoxien), Evelyne Laver (cher-Antonante), Pierre miquei (misusian), Evelvie Laver (cisci-chem au CNRS, auteur de Louis XVI), Grete Klingenstein (professeur d'histoire moderne à l'université de Graz, en Autriche). 23.45 Informations: 24 houres sur la 2. 0.05 Métée. 0.10 Sohunte secondes. Eduardo Arroyo, peintre. 0.15 La journal du Tour de France (rediff.). 0.40 Théfère: Coctess-Marail. A l'occasion du contensire de la resistance de Leau Coctess na superiorie contensire de la naissance de Jean Coctean, un spectacle conçu, réalisé et interprété par Jean Marais.

FR 3

14.50 Magazine: C'est pas juste. 15.40 Magazine: Télé-Caroline. Présenté par Caroline Tresca. Vidéo look; Monhéros préléré; Cinéma, théâtre, livres; Attraction; Top sintes; Télé chic, télé choc; Papy, Mamy; Viens faire un tour... billon; Le jeu de la séduction; Variétés; Et à 16.00, le flash d'informationa. 17.00 Flash d'informations: Spécial jounes. 17.05 Petit ours brus. 17.06 Specdy Gozzalea. 17.10 Tom Sawyer. 17.35 Série: Super flet. 18.00 1789.su jour la jour. 18.02 Magazine: Drevet vend la mèche. 18.30 Jeu: Questions pour un champion. 19.00 Le 19-20 de l'Information. De 19.16 à 19.36, le journal de la région. 19.58 Dessin animé: Ulysse 31. 20.65 Jeux: La classe. 20.35 Cinéma: Le pistouné. m Film français de Claude Berri (1970). Avec Gy Bedos, Yves Robert, Rosy Varte. 22.10 Journal et Méséo. 22.35 Cinéma: Un soir, un trais... m Film françobelge d'André Delvaux (1968). Avec Anouk Aimée, Yves Montand, François Benicelsen. 0.00 Massiques, musique. Trois mélodies, de Prokofiev, par Annick Roussin, violon, et Marc Benoussan, piano.

19 h 45

20 h 16

20 h 55

22 h 8

13.30 Chéma: Faites santer la banqua. Il Film français de Jean Girault (1963). Avec Louis de Funès, Georges Wilson, Michel Turcau. 14.55 Pochettes surprises. 15.30 Chéma: Les plus élagues des agents secrets. Il Film américais de Norman Abbott (1966). 17.00 Magazine: Rapido. 17.30 Cabou cadin. Crocus; Karaté lat; Street frogs. Exclair jusqu'à 20.30. 18.15 Cabou cadin. SOS familmes. 18.40 Sèrie: Badge 714. 2. Les jades impériaux.

7/7

11.9

7/7

14.2

17.9

موام مـا

24.5

وملح منا

30.2

Ciné dimendi

FOYERS AYANT REGARDE LA TV

(en %)

39.5

48.3

53.6

48.8

19.09 Flash d'informations. 9.10 Top 50. Présenté par Marc Tocacs. 19.53 Flash d'informations. ▶ 20.00 Série : AE6! AB6! De David Croft, avec Gordon Kaye, Carmen Silvers. ▶ 20.30 Clafam : Peopy Sue s'est mariée. ■ ■ Film américain de Francis Ford Coppola (1986). Avec Kathleen Turner, Nicolas Cage, Barry Miller. 22.05 Flash d'informations. 22.10 Clafans : Hair. ■ ■ Film américain de Milos Forman (1979) (v.o.). 0.10 Clafans : Les plaintes de Pinfidèle. Film français classé X de Philippe Byron (1982). 1.05 Téléffin : La course coutre le temps.

LA 5

13.35 Série : L'Impecteur Derrick. Le sous-locataire.
15.00 Spart : Tessis. Tournoi de Wimbledon, en direct.
19.00 Série : Supercopter. Un héritage convoité.
20.00 Jeurnal. 20.30 Cinéma : Le secret de la planète des singes. Il Film américain de Ted Post (1970). Avec Charlton Heston, James Franciscus, Kim Hunter. 22.25 Série : Deux Illes à Milanil. Un coup de froid. 23.25 Spart : Tessis. Tournoi de Wimbledon : résumé de la journée. 0.06 Jeannai de mainuit. 0.05 Sport : Tessis (suite).

13.45 Série : Docteur Marcas Welby. 14.35 Fessione :
Manuegard (3º épisode). 16.16 Musique : Boslevard des cipa. 17.05 Hit, hit, hit, hourra! 17.19 Série : Laredo. 18.05 Veriétés : Matricop. 18.40 Série : La petite susiona dans la prairie. 19.30 Série : Cher oucle BB. 19.54 Six sein de l'évolution des effectifs au sein des effectifs au sein d nduntes d'informations. 28.80 Série : Madame est servie.
28.30 Téléfibn : Panique dans le téléphirique. L'angoisse à
2 000 mètres d'attinude. 21.45 Téléfibn : Les Bergie es le
sang doré (2º partie). 22.50 Six minutes d'Edistrantions.
22.55 Magazine : Ciné 6 Z3.15 Variétés : Boutr'hard and primites d'informations. 20.00 Série : Madame est servie.

LA SEPT

19.00 Allemani: Michole Victor = 10. 19.30 Documents the français: Vivre avec let dieux 1. De Jean-Paul Colleyn, licu de 18%) — tandis que la fabridate Augé et Jean-Pierre Dozon. Prophètes en leur pays. 29.30 Série: Le colporteur de la Révolution. De Dominique de la Révolution. De Dominique de la Révolution. De Dominique de la Révolution. De Claude Mourieras. 21.30 Documents français: Paris c'est l'Afrique. De Philippe Docoullé. 21.00 Cauversations. De Claude Mourieras. 21.30 Documents français: Paris c'est l'Afrique. De Philippe Conrath et Eric Pittard. Pierre Alemgengue, Johany Ciegg. Manu Dibango, Fela et les autres. 22.30 Série: La Révolution de surveillance, éln le 3 juin à titre provisoire, conserve son rôle d'organe de contrôle tout en poète juif assussiné. De Frank Cassenti. Le messager de la muit. 19.00 Allement : Méthode Victor at 10, 19.30 Documen-

FRANCE-MUSIQUE

24.36 Cascert (domé le 9 juin au Théaire des Champs-Elysées en hommage à R. Strauss): Den Juan, poème sym-phonique op. 20; Quatre derniers heder; le Chevalier à la rose, suine; Cappriccio (scène finale), de R. Strauss, par l'Orchestre philharmonique de France, dir. Marek Janowski; sol.: Lucia Popp, soprano. 22.36 La galaxie des traditioss. 23.87 Chab d'archives. Les grands maîtres de l'archet: Mis-cha Elman. Concerto pour violon et orchestre nº 5 en la majeur K. 219, de Mozart; Concerto pour violon et orchestre en ré mineur de Khatchaturan. Les plus belles réséditions récentes. 166 Je vous dis maître... Daniel-François-Esquit Anber.

CANAL +

Le tries

2.2

2.1

2.4

2.8

Sautur banqua

Publishi

Audience TV du 2 juillet 1989 (BAROMÈTRE LE MONDE/SOFRES-NIELSEN)

9.1

10.6

14.4

15.9

4.9

Profes

Lacrany Couti

Learning Causile

Sales MeLais

5.0

Selon MoLain

Bussy HE

5.6

2.0

Soir 3

1.8

Cini mbut

5.9

FRANCE-CULTURE 20.30 Archipel science. Prévoir les séismes. 21.30 Grand sugle. Tout ce que vous voulez savoir sur le tabac (rediffu-sion du 6 mai 1989). 22.40 Nuits surguétiques. Au bout de la vie. 0.05 Du jour su leudemala. 0.50 Munique : Coda. Pierre Barouh et Saravah : un homme et une firme.

LAB

Fibre Head

4.1

4.4

2.9

6.3

9,1

Pakinta

Films Hand

MS

1.9

Devilo como

Devilo connect.

2.1

Me out pervis

Degravate

New Francis

Bass François

4.3

3.1

O.S

Communication

Pour stimuler la fréquentation des salles

Les publicitaires du cinéma souhaitent avoir accès à la télévision

Comme chaque aunée depuis sa création, la Fête du cinéma a atteint ses objectifs en démontrant qu'une initiative promo-tionnelle était capable de rame-ner le public dans les salles. Les publicitaires, eux, semblent convainces que le cinéma pourrait attirer un plus large public s'il avait davantage de supports pour sa promotion commerciale. Le souhaitent majoritairement que la publicité pour les films, toujours interdite à la télévision française, soit rapidement autorisée sur le petit écrau.

- Aux Etats-Unis, 80 % du budget publicitaire d'un film est investi dans la télévision : explique Jean-François Camilleri, de l'agence Grey (qui fait la promotion des films Warner et Walt Disney). Il ajoute: « Si la télévision française s'ouvre à la publicité commerciale du cinéma, elle deviendra indispen-sable. Nous attendons ce moment. Nous y sommes prêt ». Warner réa-lise déjà des bandes annonces adaptées aux exigences des écrans publi-citaires. Ce sont en fait, précise Jean-François Camilleri, « des bandes annonces raccourcles (de ringt secondes au lieu de quarante). L'approche marketing dots primer sur la créativité. Si les affiches françaises sont belles, elles ne remplissent pas pour autant les salles de cinéma. En revanche, les publi-cités pour les lessives ne sont pas géniales, mais elles font vendre ».

La publicité commerciale pour le cinéma est toujours interdite sur les chaînes françaises. Pour se vendre auprès de son public, le septième art mise en priorité sur l'affiche. Cest un support nécessaire mais insufficant pour lancer un film, dit Pierre Kubel, directeur de l'agence SSK, chargée de la promotion des films UGC, MK 2 et Bac films. Comment rendre compte de l'ambiance d'un film par une repré-sention statique? : Il y a bien sir les bandes annonces réalisées par le producteur ou le distributeur, mais leur diffusion reste trop limitée. Elle dépend dans les faits du bon vouloir des chaînes qui les programment dans des émissions spécialisées («Cînéma dans les salles» sur Caral Plus ou «Cîné Cînq» sur la Cînq) ou, parfois, au cours du jour-nal télévisé si le film est déjà assuré d'un gros succès et, surtout, si la chaîne est coproductrice.

Les distributeurs tentent de contourner la difficulté en envoyant les acteurs, invités toujours recher-chés par les chaînes, faire la promo-tion de leurs films sur le petit écran. Reste aussi la publicité dans la presse, mais rares sont les journaux qui ont un véritable impact sur le spectateur. Pour la plupart des pro-fessionnels du cinéma, l'efficacité de tous ces supports promotionnels est très relative et le meilleur média pour lancer un film reste encore le «bouche à oreille» entre specta-

De nombreux publicitaires jugent cependant cette aituation « archaicependant cette atteation « archarque ». Quelques campagnes sortent des sentiers battus, comme les réceites bandes annonces de Jean-Pierre Mocky, ou des campagnes d'affichage qui jouent sur le « teasing », en dévoilant progressivement le titre du film. Mais le coût de ces confertions n'est aux sent du comme opérations n'est pas garant du nombre d'entrées en salle.

« Toucher le public de « Sacrée soirée »

L'accès à la télévision permettrait. selon les publicitaires de « mieux cibler le public ». Les émissions de cinéma ne sont en effet regardées que par des cinéphiles avertis. De l'avis de Jean-Michel Carlo, PDG de l'agence de publicité Young et Rucicam, « il faut toucher le grand public, celui de « Sacrée Soirée ». Les moyens mis à disposition des publicitaires du cinéma (affiches, presses, guides) font pâle figure à côté du créneau convoité du « prime time » de la télévision.

Les agences spécialisées voient aussi dans cet accès à la télévision un moyen d'augmenter leurs recettes. SSK lance vingt-cinq films par an, mais cette activité ne reprépar an, mans cette activité no l'elections sente que 6 % de sea bénéfices. L'agence Lumière, spécialisée dans la promotion du cinéma (films UIP), s'est récemment associée à Young et Rubicam afin d'élargir son champ d'ection car explique son champ d'action, car, explique son directeur Maurice Hanoca, « dans le cinéma, notre essor était blo-

L'accès à la télévision « débloque-rait » sans doute le marché. Mais d'autres publicitaires sont plus sceptiques. « Le premier qui se lancerait aurait un tel succès que tout le monde le suivrait. Mais, passé l'effet de surprise, l'enthousiasme retombera vite», affirme Henri Deleuze, directeur d'une petite société de promotion. « Les écrans de télévision sont tellement coù-teux, qu'il faudra sérieusement éva-luer les potentialités d'un film avant d'en décider le lancement

«Et que deviendront les petits films culturels qui n'auront pas accès à cette publicité?», se demande Henri Deleuze, qui craint d'être « noyé un peu plus par les grandes sociétés de production et de distribution, qui sont déjà maîtres de la durée de vie des films et de la programmation des salles». Sans programmation des salles ». Sans compter la concurrence des films américains qui envahissent le marché. Trouvera-t-on alors un moyen pour préserver notre patrimoine culturel en « éduquant le public » ou en l'aidant à choisir ?

HAUE

100

" ***

Modernisation des structures à «Libération»

Les salariés accroissent leur pouvoir au sein du conseil d'administration

SAIP) - est dorénavant la suivante: la rédaction possède 58 % des parts (au licu de 48 % aupera-vant), — l'administration 24 % (au licu de 18 %) — tandis que la fabri-cation détient 18 % (au lieu de

Libération a accompli un pes de pius, les 28, 29 et 30 juin, dans la modernisation de ses structures.

L'ensemble du personnel du journal était invité à s'exprimer sur les résolutions présentées par le conseil de actionnaires extériours de la société éditrice de Libération, qui détien-neut 35,2 % du capital de la société éditrice. Après avoir permis de dési-gner les représentants des salariés, le conseil de surveillance à été dissous ie 30 juin, et un nouveau conseildevrait être étu en septembre.

Pour la plupart des journalistes, cette représentativité importante des représentants des salariés au sein du conseil d'administration de la société éditrice de Libération, ainsi que la cascade de contrôles que «la base» peut exercer sur ses mandants sont « un gage pour l'indépen-dance du titre ». En septembre, le dance du titre». En septembre, le conseil d'administration de la société éditrice devrait élire son PDG. M. Serge July deviait proba-blement être désigné.

EN BREF

réduire la publicité sur A 2 et FR 3. – Le député socialiste Christien Pierret vient de mettre au point une proposition de loi visant à réchire de 60 % la publicité de marque sur les chaînes de télévision publiques. Cetta réduction serait compensée par la création d'une « contribution culture-communication assise sur les recettes publicitaires brutes des chaînes de télévision et progressivement élargie à toutes les formes de média, hormis la presse écrite, selon des taux différenclés ». Cette contri-bution serait e retenue à le source, sur le prix hors TVA » de la diffusi des messages. Les sommes recuel-les soraient reversées à Antenne 2 et FR 3 par l'intermédiaire d'un « fonds de compensation pour le développe-ment de la télévision publique» et d'un efonde d'intervention pour la créstion de programmes ».

 NCM relance le Quatidien de 89 et prépare un quotidien économique. - La groupe NCM Communication, présidé par M. Nicolas Miguet (Business Bourse, Vous et votre argent), prépare un numéro spécial de solxante pages, ouvert à la publicité, de son Quotiden de 89. Tiré à 200 000 exemptaires, ce numéro sera vendu à la criée les 13 et 14 juillet et sera disponible ensuite en kiosques pendant un mois. Le Quotidien de 89, lancé en début d'année, vend environ 10 000 exemplaires selon son éditeur et dispose de 2 000 abonnés.

publicité. NCM, qui intique que son Patrick Bels et Gustave Maniglier, chiffre d'affaires devrait atteindre qui se «livrent à un démarcharge 45 millions de francs en 1989 (contre 30 en 1988), prépare en outre un les actions ne peuvent être cédées quotidien économique et financier qu'à des actionnaires avec l'agrépour octobre le Monde daté 28- ment de la société. Mais ces trois. 29 mail. Composé de deux cahiers - actionnaires mis en cause agissentl'un consecté à l'économie générale, ils pour leur propre compte ? La l'autre aux marchés financiers, — ce question est posée, notamment dans journal compte tirer à des courriers adressés par la direction aux actionnaires et au persontelle de l'on aux actionnaires et au persontelle trois ans et attirer de 25 000 à nel. 60 000 abonnés.

niques (The Tames, The Independent, The Financial Times, The Sunday Telegraph) ont décidé de lancer en septembre un journal dominical de qualité, « politiquement non siigné, fortement suropéen » et « sensible était soumis à des règles d'agrément en constitute de l'aquironnement à colles en viviene de le capital de quotidien normand en constitute de l'aquironnement à colles en viviene de l'aquironnement au sux questions de l'environnement». similaires à celles en vigueur à la Cet hebdomadaire, The Sunday Cor- Voix du Nord. respondent, a fait appel au marché financier pour réunir les 18 millions de livres, soit 200 millions de france, nécessaires à son lancement. Parmi les actionnaires, dont aucun ne possède plus de 10 %, figurent le groupe de presse américain Tribune Company et les assurances Prudential et Eagle Star. Le président de ce journal du septième jour sera M. Dougias Long, un des cofondateurs de The independent, et un ancien du

Face à une tentative de rachat de ses actions

«La Voix du Nord» vent protéger son capital

Le conseil de surveillance du quoidien régional la Voix du Nord, que préside M. René Decok, vient d'annoncer la création d'an holding financier pour « rassembler l'actionnariat et le personnel autour de la direction ». Cette création, précise on, est destinés « à consolider l'indépendance du journal et à per-pétuer les valeurs de la Résis tance », dont le jonrnal est issu.

La direction entond ainsi enrayer de possibles attaques sur le capital du quotidien lillois, dont des soixante mille actions sont dispersées entre de nombreux porteurs. Depais quelque temps, certains de ses actionnaires se voyaient proposer le rachat de leurs parts à 2500 F l'action, alors que l'assemblée générale de mars dernier évaluait cette action à 400 F. Cette tentaire a action à 400 F. Cette tentaire a obligé la Voix du Nord à offrir à son tour aux actionnaires de reprendre leurs actions à 2500 F.

Le conseil de surveillance a Une proposition de loi de mais il n'a pas réussi à attirer de maires, MM. Denis Chuffart;

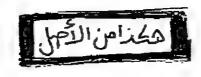
M. Pierret (PS Vosges) pour publicité. NCM, qui indique que serveillance à amoncé qu'une action judiciaire était engagée contre trois actionnaires, MM. Denis Chuffart;

Patrick Rels et Gustous Manifelde de Contre de la publicité au la pub

> Car le contrôle du troisième quotidien français, dont le chiffre Lancement d'un journal d'affaires dépasse le miliard de francs avec 382 000 exemplaires dominical de qualité en Grande quotidiens, peut intéresser plusieurs quotidiens, peut intéresser plusieurs groupes de presse. Déjà propriétaire dans la région de Nord Matin et niques (The Times, The Independent, The Sunday and Eclair, M. Robert Hersant and Paris Nord Eclair, M. Robert Nord Eclair,

> > Le Monde **SCIENCES** ET MÉDECINE

1



ههنامنالگهل Sports

Delgado perd les pédales

Le Portugais Acacio Da Silva dernière place du classement généa remporté, dimanche 2 juillet, sur les routes du Luxembourg, la première étape du 76 Tour de France cycliste. Le coureur, qui a vécu dans le Grand-Duché, a porté le maillot jame dans la deuxième étape, un contre-la-mostre par équipes remportée par Laurent Fignon et ses camarades de Suner U.

LUXEMBOURG de notre envoyé spécial

Contract F

 $= e^{1} \lambda \mathcal{H}(\partial_{\theta_{k}/\partial_{\theta_{k}}})$

in Mag

· sem

To help has

1.75 PK106

 $\frac{1}{1+\alpha}\sum_{k=1}^{n-1}\frac{1}{k}=\frac{1}{2\alpha}\frac{1}{2\alpha}$

The Same of the sa

A (t

ws

Lanterne rouge et carton rouge pour le maillot janne. Comment un champion aussi expérimenté que Delgado et investi de surcroît des phis lourdes responsabilités a-t-il pu

rater le départ du prologue? Le coureur espagnol s'est égaré dans ses explications et il a finalement plaidé coupable en invoquant... Pétourde-Tant de désinvolture étonne de la part d'un sportif de haut nivean. A moins que le beau Pedro ait été trahi par une concentration excessive. II. aurait tout simplement oublié de consulter sa montre! Résultat:

2 min 40 s perdnes dont il a fait

adean à ses adversaires, ravis de

l'aubaine car pour Fignon, Breukink

ou Mottet, la fausse manœuvre de ce concurrent présumé redoutable s'est révélée providentielle, Le Tour réserve décidément des scénarios imprévus et cultive avec une pointe de perversité la gloriense incertitude du sport. Par le seul fait du hasard, le vainqueur de l'édition précédente, qui portait le maillot ment au protocole, et qui devait être effectivement l'homme à battre, s'est trouvé relégué en: queue de peloton. A la toute

ral

Mais le gag a tourné au drame. Au cours de l'exercice collectif contre la montre, Delgado, sous l'effet du choc, s'est fait - sortir des roues » par ses équipiers, comme on dit dans le jargon cycliste, et cenx-ci ont été contraints de ralentir pour l'attendre. L'ancien détenteur du maillot jaune a ainsi encaissé un passif supplémentaire de 4 min 32 s, entraînant dans sa défaite l'excellent Mignel Indurain

De nombreux observateurs, parmi lesquels les anciens champions présents au sein de la caravane - Hinault, Poulidor, Géminiani, Ocana, - lui conservaient leur confiance. Désormais, il semble que la cause soit entendue et ceux qui se souviennent de la culpabilité de Delgado dans l'affaire de dopage du Tour 1988 n'hésitent pas à parler de signe du destin ou de justice imma-

La traversée du Luxembourg donc fait une victime de poids. Elle a aussi désigné deux vainqueurs : le Portugais Acacio Da Silva qui s'est emparé du commandement au prix d'une longue échappée et Laurent Fignon, sublimé par le succès de son équipe dans l'épreuve contre la montre. Grace à une performance d'un haut niveau athlétique (51,599 km h de moyenne sur 46 kms), le Français s'est approché à 2 min 37 s de Da Silva et il occupe la troisième place du classement général devant ses partenaires groupés, Thierry Marie et Pascal Simon. Ses actions remontent de façon spectaculaire. Autre valeur en hausse : le Nécrlandais Erik Breu-

JACQUES AUGENDRE.

CYCLISME: le Tour de France

La petite reine prend le grand-duché

de notre envoyé spécial

L'événement avait été annoncé le 20 octobre 1988 : le Tour de France cycliste 1989 partirait de Luxembourg. L'événement s'est accompli samedi 1er et dimanche 2 juillet : le Tour de France cycliste 1989 est blen parti de Luxembourg. Le grand-duché n'aura pas à le regret-ter : même si ce cadeau qu'il s'est offert en cette amnée, qui est celle de son cent cinquen-tensire de nation indépendante, lui à coûté entre 6 et 7 millions de francs, il y trouvers son compte. D'ailleurs, le Luxembourg seit perfai ment compter. Rien qu'à parcourir les rues et les avenues de sa capitale on le pressent plus fourmi que cigale.

La Gibraltar du Mord, comme on l'a sur-nommé et dont il est vrai que les rochers aur lesquels fut bâtie jadis une citadelle enviée ont aussi qualque chose de suisse. La banque fait ici partis du paysage. Elle y tient même le haut du payé quasiment avant l'Europe, ses installetions, ses institutions pour ant blen loties. Elle y a suppléé une sidérurgie qui, comme celle de la Lorraine voisine, a connu tous les coups de chien de l'infortune au temps des années de

De l'avis de tous les habitants du Luxembourg, la banque assure aussi une prospérité aussi discrète qu'enviable. Seralt-ce l'effet de ce Tour de France, dont on finit per croire qu'il dériderait un coffre-fort, mais, durant ces trois demiers jours, c'est bien en vain qu'on aurait recherché un Luxembourgeois mécontent... C'était, au contraire, à qui exprimerait avec le plus d'ardeur et même de ferveur sa satisfaction de vivre en ce territoire béni, qu'on en soit citoyen à part entière ou qu'on y soit venu immigrar par choix ou par nécessité,

Et voilà où le Tour de France se montre tout à coup espiègle. Au matin du lundi 3 juillet, c'est un quasi-Luxembourgeois qui, après un c'est un quasi-Luxembourgeois qui, après un prologue suivi d'une courte mais nerveuse étape dans l'est de ce pays, à qui Napoléon avait donné le nom mérité de «département des forêts » porte le maillot jaune. Il l'a récolté avec allégresse du côté de Dudelange, juste avant l'entrée de cette vallée de la Moselle dominée pas seu tipophia comme la liément du dété de par son vignoble comme le Léman du côté de Laussane est dominé par le sien.

aisons de mettre en ce secteur du cœur à ouvrage. Ce Portugais est arrivé à Luxembourg à l'âge de fruit ans avec père et mère, frères et sœurs. On s'installait là en modestes agricul-teurs. Depuis dimanche, Acacio a pu raconter en long et en large à tous les micros tendus devant lui les souvenirs de cette époque.

L'Europe entière, si ce n'est l'Amérique et le Japon, largement présents eux aussi sur la course, peuvent, s'ils le veulent, savoir que le jeune Da Silva s'initia à la science cycliste sur les routes tourmentées du grand-duché dans un décor bucolique à souhait et dont Jean-Jacques

au aurait pu faire ses délices. Il fut un amateur remarqué. L'idée lui vint alors de briguer une naturalisation. Les chican administratives sont sans doute plus difficiles à négocier, au Luxembourg comme allieurs, que les raidillons des gorges de la Pétrusse, ou de l'Alzette. Acacio De Silva se résigna à demeurer Portugais, Mais son coeur n'en bettait pas moins pour le Luxembourg.

Jamais sans doute les Luxembourgeois ne se seront autant mordu les doigts en cette fin de semaine. Faute de pouvoir applaudir un des leurs, ils devaient se contenter d'acclamer un fils adoptif, Acacio De Silva ne leur en fut pas moins reconnaissant, il sut lancer son bouquet avec élégance à une foule satisfaite qui n'avait yeux que pour lui. Il le lançait en réalité à toute catte colonie portugaise qui, avec les colonies italienne et espagnole, et plus modes-tement française, représente un tiers des trois cent quatre-vingt mille habitants du grand-

Le souvenir de l'archange

L'aventure fut aussi l'occasion de verser quelques pleurs et de dévider les nostalgies. Grand connaisseur de la chose cycliste, le peu-ple luxembourgeois a pu tout à loisir et pour cause de Tour de France évoquer le temps des gloires et des spiendaurs passées. Car le Tour conserve pieusement dans ses annales le souvenir de quatre victoires luxembourgeois eut pour commencer celle, en 1909, de Fran-cois Fabert, un colosse gul, à vrai dire, avait ses origines à Colombes, dans la banlieue parl-

front de la première guerre mondiale. Puis, il y eut coup sur coup, en 1927 et en 1928, les un jeune homme de vingt-deux ans, nommé Charty Gaul et surnommé « l'archange de la montagne » faisait de nouveau rêver une génération par son aisance dans les cols, sa prédilection pour les temps d'apocalypse et les températures de Grand Nord, aussi par un certain mystère comme savent si bien les entretenir les gens de l'espèce tacitume sans parier d'une gens de l'espece talquares sons penns certaine ressemblance avec James Dean, un autre héros de ces années-lè. Charly Gaul se frottait alors à des concurrents nommés Loui-son Bobet ou Raphaël Géminiani, ainsi qu'à tous leurs grands barons.

De ces quatre vainqueurs lu seul demeura aujourd'hui Charly Gaul.
« L'archange » s'est aussurément étoffé. Il
porte barbe et lunettes, il fume, au moins pour
l'occasion, le cigare, Il a fallu ce départ de Luxembourg pour qu'on aille perturber une retraite qui se dérouleit depuis trente ans loin du monde. Bref, il a fallu qu'on vienne l'arrac à ses forêts. Bon prince, il a joué le jeu, sorti de la boîte aux souvenirs quelques échantillons

Dix fois, vingt fois, cent fois peut-être, il a pu ainsi dire : « Eh bien oui l je pesa aujourd hu 35 kilos de plus qu'il y a trente ans, Je ressem-ble vraiment à mon père, Tous ceux qui l'ont connu me le disent. Mais cela ne me fait rien de ne plus être comme sur les photos d'autrefois, il ne faut pas penser qu'on vie

Aujourd'hul, Charty Gaul est retourné à son ermitage d'Itzig. Il retrouve là-bes des goûts écologiques et son cœur bat assurément avec celul des porteurs de pancartes qui, sur la ligne d'arrivée, faissient savoir que dans leur majorité les Luxembourgeois restent aussi hostiles que déterminés à l'endroit de la centrale nucléaire française, mais toute proche – de Cattenom.

Ainsi a-t-il laissé sans regrets la caravane poursuivre une route qui, de toute façon, ne sera plus jamais celle qu'il a connue, même si la nouvelle direction de la course, avec un homme comme Jean-Marie Leblanc, ancien coureur mais aussi ancien journaliste, a déjà fait savoir au'elle souhaitait maîtriser le gigantisme et surtout assurer « une course propre ».

JEAN-MARC THÉOLLEYRE.

TENNIS: les Internationaux de Grande-Bretagne

Chang le sage

Parmi les seize joueurs qui restent qualifiés pour les hui-tièmes de finale des champion-nats de Wimbledon se trouvent logiquement Ivan Lendl, Stefan Edberg, Boris Becker, John
McEnroe, Tim Mayotte, et
Mats Wilander. Mais comme i d'assant la tribune officielle du Edberg, Boris Becker, John Roland-Garros, Michael Chang est en position de joner les trouble-fête.

LONDRES de notre envoyé spécial

John McEnroe n'exprime pas toujours le fond de sa pensée avec beau-coup de délicatesse. C'est ainsi qu'interrogé avant les championnats de Grande-Bretagne sur les chances du jeune vainqueur de Roland-Garros, Michael Chang, à Wimble-doa il avait répondu : « S'il gagne, je baisse ma culotte sur le court central. » Il voulait dire que le petit Sino-Américain, très bon sur terre batue, n'a pas pour autant le jeu qui convient pour s'imposer sur herbe. Mais c'était prendre un risque : n'avait-on pas entendu la même pro-phétie à propos du Suédois Björn Borg avant qu'il ne s'impose cinq fois de suite sur le gazon londonien?

Sans prendre plus de gants, le triple champion a répété, samedi le juillet, qu'il n'y avait pas de grandes chances pour que les mem-bres de la famille royale installés dans la tribune d'honneur du central aperçoivent son postérieur. Michael Chang a passé les trois premier, tours, il doit disputer un huitième de finale contre Tim Mayotte, mais cela n'en fait toujours pas un fina-liste en puissance pour John McEn-roe: « Je suis même prêt à me déculoter s'il arrive en demi-finale contre moi », a persisté le trivial New-Yorkais.

Profil

Le propos est provocateur. Mais John McEnroe, qui est un maître du genre, l'a étayé avec de bons argu-ments : les trois premiers joueurs battus par Chang étaient des adversaires à sa portée même sur gazon, les suivants sont d'un autre calibre. Effectivement : Tim Mayotte a disputé ici une fois les demi-finales (1982) et quatre fois les quarts de finale (1981, 1983, 1986 et 1988); Stefan Edberg, que Chang a battu en finale à Roland-Garros, a rem-porté le titre 1988 douze mois après avoir atteint les demi-finales. L'Américain et le Suédois, deux attaquants de grande envergure, sont théoriquement micux adaptés à la victoire sur gazon que le gamin de Piacentia (Californie).

Bref, McEnroe ne devrait pas avoir à outrager la pudeur des spec-tateurs du central de Wimbledon. Toutefois le conditionnel reste de rigueur. Certes Michael Chang n'a

ESTER S

pas le profil de l'herbe anglaise. Mais il ne l'avait pas non plus à Paris avant de mystifier Ivan Lendi, qui avait mené deux sets à rien, pour s'ouvrir une voie triomphale vers la victoire. Ce n'était sûrement pas court nº 1 samedi 1ª juillet. Ces ladics en robe haute couture, ces Road ne se seraient pas bousculés comme des banlicusards aux houres de pointe dans les couloirs du métro s'ils n'avaient pas pensé qu'il y avait là sur le court un petit phénomène.

A Londres, Chang a adopté un profil bas. Pas de crampe, pas de service à la cuillère, pas de référence à Dien on à la bonne cuisine de sa mère. On dirait qu'il veut éviter d'attirer l'attention, qu'il ne veut pas porter ses habits de jeune tennis star. Et pourtant, on sent mouter autour de lui la même tension, la même électricité statique que le mois dernier porte d'Auteuil. Une excitation presque irrationnelle.

i lser **Padversaire**

Rien dans ses prestations du stade de Church Road n'a encore justifié la montée de cet engouement pour le plus jeune vainqueur d'un tournoi du grand chelem. Il a perdu une man-che à chaque match. Il n'a jamais été époustonfiant. Mais il y a dans ses trois victoires une sorte de mystère qui fascine : comment s'y prend-il pour anesthésier ses adver-

« Je croyais que j'allais gagner sans problème après avoir remporté le premier set 6-4, mais je ne sais pas ce qui s'est passé ensuite... J'ai inexplicablement baissé la cadence au début du deuxième set et il a complètement pris le match en main. Pourtant j'étais sûr de pou-voir le battre », avait déclaré ven-dredi 30 juin l'Haltien Ronald Agenor, qui avait déjà été sa victime à Paris. Mais il était alors blessé aux adducteurs. Cette fois il n'avait pas cette excuse à faire valoir. Il a été de la company complete de battu par un garçon capable de changer de tactique en cours de partie, de s'adapter aux conditions pour saper le jeu et le moral de l'adver-saire. Et il n'a rien compris.

Ce fut encore plus évident le lendemain contre le Nécriandais Michiel Schapers. Avec une certaine nonchalance dans le mouvement, ce géant paraissait aussi en mesure de battre Chang. Il avait remporté la première manche sans efforts particuliers, obligeant l'adversaire à peiner sur tous ses jeux de service. La deuxième manche lui avait échappé presque par inadvertance: une volée un peu trop longue avait permis à l'Américain de faire le break au septième jeu. Mais lo troisième set appartemait sans conteste au Néerlandais: il scr-



Michael Chang lors de son match contre le Nierianisis Michiel Schapers, samedi 1" juillet.

vait à 5-2. Et il avait le set dans la raquette : un coup droit sur un retour médiocre à mi-court. Il suffisait de poser la balle. Elle sortit d'un mètre du terrain. Schapers avait en une chance. Il

en eut une seconde lorsque Chang commit une double fante an jeu suivant. Il n'en aura pas trois. Le Nétrvant. In n en aura pas tros. Le Nect-landais, comme hypnotisé, laissa filer sept jeux de rang. Théorique-ment il n'avait perdu qu'une manche et tout restait possible. Effective-ment il avait perdu la partie. Même quand il a pribat de constribute ser cain an début du quatrième set, Schapers n'a plus jamais semblé en mesure d'avoir l'avantage.

La faculté que Chang a d'user l'adversaire s'expliquait relativement bien sur terre battue compte tenn de ses qualités naturelles de vitesse et d'endurance alliées à une belle adresse. Elle est beaucoup plus

surprenante sur gazon, même s'il s'est jusque là montré d'une comba-tivité à toute épreuve, n'arrêtant jamais de courir. De surcroît la chance, ici comme à Paris, s'est manifestée sous la forme d'appels au juge en sa faveur, sur des points très portants qui peuvent démoraliser l'adversaire.

Or à tout cela Chang a apporté la plus désarmante des explications : Quand j'avais onze ans j'ai disputé un match contre un garçon appelé Mark Grahee. J'ai mené dans les deux sets 5-2 et il a fini par me battre 7-5. J'ai toujours ce match en mémoire. Depuis ce jour je sais qu'il faut toujours essayer ielque chose même quand on est ominé. Une partie n'est jamais perdue tant que le dernier point n'est pas joué. »

Les résultats

Cyclisme

Première étape : Lexenbourg-Lexenbourg (135,5 km) 1. Acacio Da Silva (Por., Carrera), les 135,5 km en 3 h 21 min, 36 s ; 2. Soe-ren Lilholt (Dan.), à 8 s ; 3. Roland Le Clere (Fra.), à 1 min 41 s; 4. Eticune De Wilde (Bel.), à 4 min 40 s; 5. Sesn Kelly (Irl.), à 4 min 40 s.

TOUR DE VEANCE

Denxième étape :

(contre la montre par équipes sur 46 km) 1. Saper «U», 46 km en 53 min 48 s (moyenns: 51,299 km h); 2. Panaso-nie, à 32 s; 3. Superconfex, à 49 s; 4. PDM, à 50 s; 5. ADR, 51 s.

Classement général. — 1. Acacio Da Silva (Por., Carrera), 4 h 27 min 27; 2. Socren Lilholt (Dan.), 2 26 s; 3. Laurent Figuon (Fra.), 2 2 min 37 s; 4. Thierry Marie (Fra.), 2 2 min 41 s; 5. Pascal Simon (Fra.), 2 min 48 s.

Football

LES ALLEMANDES DE L'OUEST CHAMPIONNES D'EUROPE

L'équipe 'féminine ouest-allemand L'equipe jeminie vanis-aismanus de football a remporté le champtonnet d'Europe des nations en dominant la Norvège en finale (4-1), dimanche à Luedenschetd (RFA).

Golf

OPEN INCERANCE Classement final de l'Open de France Classement that he report de Prence disputé sur le parcours de Chantilly (6 416 m., par 70): 1. Nick Faldo (Ang.), 273 (70+70+64+69); Mark Roe (Ang.), 274 (69+68+67+70); Hugh Baiocchi (Af.-S.), 274 (69+67+68+70); Bernhard Langer 274 (70+67+71+66).

Motocyclisme

GRAND PECK DE BELGIQUE L'Américain Eddie Lawson Rothmans-Honda) à remporté le Grand Prix de Belgique, catégorie 500 centimètres cubes, dis let sur le circuit de Soa Francorchamps. La course ayant été interrompue deux fois par la plute, le jury international par la plute, le jury international jury international a decue a la secte con la interruption. Un autre Américain, Wayne Rainey (Yamaha), occupe tou-jours la tête du classement général du championnat du monde.

Dans la catégorie des 250 centimètre cubes, qui n'a pas été perturbée par les intempéries, le Suisse Jacques Cornu (Honda) s'est împosé mais l'Espagnol Sito Pons reste en tête du classement général. Ce Grand Prix de Belgique a été marqué par de violents affronte-ments entre un millier de speciateurs et les forces de l'ordre. Une voiture et une caravane ont été incendiées tandis qu'un hôtel et un bureau de poste étalent for-tement endommagés. Les policiers ont dû faire usage de canons à eau et de gaz lacrymogènes avant d'arrêter une tren-taine de motards néerlandais et allemands de l'Ouest. Une dizaine de personnes ont été blessées.

Rugby

VICTORE DE L'AUSTRALIE Le XV d'Australie a largement dominé (30-12) l'équipe des Lions bri-tanniques, samedi le juillet à Sydney (Australie), lors du premier des trois tests devant opposer les deux forma-tions. Les Australiens ont inscrit quatre essais et menaient 15-6 à la mi-temps.

LES INTERNATIONAUX SIMPLE MESSIEURS

Deuxième tour. - Hohnes (B-U, 302) b. Witsken (E-U, 83), 5-7, 6-4, 7-6 (7-5), 4-6, 14-12.

(7-5), 4-6, 14-12

Troisitme tour. — McEnroe (E-U, 8) b. Pugh (B-U, 77), 6-3, 6-4, 6-2; Fitzgerald (Anst., 41) b. Svensson (Sudde, 30), 6-4, 6-4, 7-6 (7-5); Van Rensburg (Af.-S, 28) b. Drewett (Anst., 112), 6-3, 2-6, 2-6, 6-2, 10-8; Wilander (Sudde, 5), b. Stoltenberg (Aust., 119), 6-3, 6-3, 6-3; Mayotte (E-U, 12), b. Pate (B-U, 146), 6-4, 6-1, 6-3; Chang (E-U, 6), b. Schapers (P-B, 78), 4-6, 6-3, 7-5, 7-5; Manadorf (Israell, 23), b. Holmes (E-U, 302), 6-2, 6-4, 6-2; Edberg (Sudde, 3), b. S. Davis (E-U, 84), 6-3, 6-4, 4-6, 6-2.

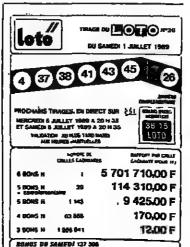
SIMPLE DAMES

SIMPLE DAMES

SIMPLE DAMES
Trelsième tour. – C. Evert (E-U, 4),
b. A. Hobbs (G-B), 6-4, 6-1; P. Fendick
(E-U, 22), b. S. Stafford (E-U, 78),
2-6, 6-1, 6-3; J. Novotna (Tch., 13), b.
K. Adams (E-U, 73), 6-4, 6-1;
L. Golarna (Ita., 82), b. L. Field (Anst., 121), 6-4, 7-6 (10-8); M.-J. Fernandez
(E-U, 16), b. C. Tanvier (Fr., 83), 4-6, 6-2, 6-4; G. Magers (E-U, 40) b.
P. Shriver (E-U, 9), 2-6, 6-2, 12-10;
J.-A. Fanil (Austr., 62), b. L. Gildemeister (Chili, 111), 6-3, 7-6, (7-5);
H. Mandikova (Austr., 19), b. D. Faber
(E-U, 96), 6-2, 6-4; M. Navratilova (E-U, 96), 6-2, 6-4; M. Navratilova (E-U, 2), b N. Provis (Austr., 77), 6-0, 6-3.

LIBERTY CUP

Le Néo-Zélandais Russel Koutts, champion olympique à Séoul, a rem-porté la Liberty Cup, dimanche 2 juillet à New-York, en battant en finale (deux manches à une) le batteau français barré



Faits divers

Au Pays basque

Un important réseau de blanchiment d'argent entre l'Espagne et la Suisse démantelé par la gendarmerie

de notre correspondant

Un réseau de blanchiment d'argent, provenant de la vente de drogue et fonctionnant entre l'Espa-gne et la Suisse, a été démantelé par la section de recherches de la gen-darmerie des Pyrénées-Atlantiques, agissant sur commission rogatoire délivrée par M. Germain Sengelin, juge d'instruction à Mulhouse, Au terme d'une longue enquête menée en collaboration par les autorités judiciaires suisses et françaises, la gendarmerie a pu intercepter plu-sieurs véhicules immatriculés dans les Pyrénées-Atlantiques qui acheminaient frauduleusement des devises, essentiellement des pesetas, entre l'Espagne et la Suisse,

> Au Père-Lachaise Attentat anti-spirite

Les adorateurs de la raison croient-ils à une forme de vie après la mort ? Ou ont-ils voulu simplement s'en prendre à un symbole horni en plastiquent dans la nuit du samedi 1 au dimanche 2 juillet la tombe de Kardec ? L'attentat, qui a eu lieu vers 4 heures du matin dans les allées du Père-Lachaise, a en effet été revendiqué par un mystérieux « mouvement pour la suprématie de la raison ».

Allan Kardec - né à Lyon en 1804, il s'appelait alors Hippolyte-Léon Rivail - fait l'objet d'un véritable cuite depuis sa mort en 1864. Le buste de bronze surmonté d'un dolmen de granit (dans une vie antérieure, Kardec aurait été druide...) porte la trace de ses innombrables disciples. Plus « fréquenté » qu'Edith Piaf ou que Frédéric Chopin, le fondateur de la science occuite est le plus populaire des esprits qui hantent le

7, RUE DES ITALIENS,

Edité par la SARL le Monde

Gérant :

André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969) Jacques Fauvet (1969-1982) André Laurens (1982-1985)

Dunie de la société :

cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social: 620 000 F

Principaux associés de la société:

Société civile
Les Rédacteurs du Monde »,

Société anonyme des lecteurs du Monde,

Le Monde-Entreprises,

MM. André Fontaine, gérant,

et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général : Bernard Wouts.

Rédacteur en chef:

FRANCE

365 F

729 F

1 030 F

1 300 F

Daniel Vernet. Corédacteur en chef : Claude Sales.

TARIF

3 mais

9 mois

Adresse : _

75427 PARIS CEDEX 09

contrebandiers originaires du village frontalier de Sare (Pyrénées-Atlantiques), étaient dotées de cachettes sophistiquées, dissimulées dans les gaines de ventilation permettant le transport de sommes considérables évaluées à plusieurs millions de francs par voyage hebdo-madaire. Les véhicules, de véritables « coffres-forts roulants », selon les enquêteurs, franchissaient la frontière suisse avec d'autant moins de difficultés que les responsables de ce trafic avaient su se ménager la complicité du responsable d'un

Les sommes transportées, et converties par la suite en dollars, transitaient par des sociétés-écrans helvétiques avant, semble-t-il, d'être

Ces voitures, conduites par des ontrebandiers originaires du village routalier de Sars (Pyrénées-Atlantiques), étaient dotées de transférées sur des comptes anonymes secrets au Liechtenstein ou au Panama. Ce trafic qui, selon les enquêteurs, durait depuis au moins deux ans, aurait porté sur des sommes considérables, plusieurs centaines de millions de francs, procentaines de minions de francs, pro-venant d'un réseau de drogue qui, à partir de la Colombie, via l'Espagne, approvisionnait en cocaine plusieurs pays européens.

Plusieurs personnes, dont les conducteurs de véhicules, mais aussi cinq des responsables organisateurs de ce réseau de blanchiment, ont été de ce reseau de dianchiment, ont été interpellées, inculpées et écronées. Leurs identités n'ont pes été com-muniquées pour les besoins d'une enquête menée dans la plus grande discrétion en raison de l'existence de complicités dans les services doua-

ESPACE

poste de donanes

Matra et British-Aerospace fabriqueront les satellites espagnols Hispasat

Période faste pour Matra : quelques semaines après la signature d'un contrat d'un milliard de francs portant sur la construction des deux satellites européens de radiocommunication Locstar (le Monde du 17 juin), la société française vient d'être choisie, en collaboration avec le britannique British Aerospace, pour assurer la maîtrise d'œuvre du premier satellite espagnol de télé-communications, Hispasat, Lancés dans la compétition depuis septem-bre dernier, l'américain Hugues Aircraft et le consortium françaisallemand Alcatel-MBB so font ainsi coiffer au poteau par le groupement d'intérêt économique Satcom Inter-national qui unit depuis 1981 Matra et British Aerospace.

Associées à la construction d'Hispasat pour environ 33 %, quatorze firmes espagnoles seront mises à contribution, en collaboration avec l'université de Madrid, afin, précise Matra, « d'établir un programme de coopération haute technologie dans les domaines aérospatial, électroni-que et software ». Prévu pour être

Tál. : (1) 42-47-97-27

Télex MONDPAR 550572 F Télécopieur : (1) 45-23-06-81

Le Monde

5, rue de Montiessey, 75007 PARIS Tél : (1) 45-55-91-82 en 45-55-91-71 Télex MONOPUR 206 136 F

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Composes 36-15 - Tapes LEMONDE ou 36-15 - Tapes LM

imprimeria da « Monde » 7. r. des Italiens PARIS-IX»

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, nº 57 437

et index du Monde au (1) 42-47-99-61.

AUTRES PAYS

1 400 F

2 040 F

vole normale

709 F

et publications, nº 57 43 ISSN: 0395 - 2037

SUISSE

504 F

972 F

1 404 F

1 300 F

Code postal : -

_ Pays .

Le Monde

ABONNEMENTS

BP 50709 75422 PARIS CEDEX 09 Tel.: (1) 42-47-98-72

BENELUX

399 F

762 F

1 089 F_

ÉTRANGER: par voie aérienne tarif sur demande. Pour vous abonner, RENVOYEZ CE BULLETIN accompagné de

votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

PORTAGE: pour tous renseignements

tél.: 05-04-03-21 (numéro vert)

Changements d'adresse définitifs on provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière buide d'envoi à toute correspondance.

BULLETIN D'ABONNEMENT

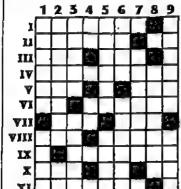
Durée choisie : 3 mois 🔲 6 mois 🔲 9 mois 🔲 1 an 🔲

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

opérationnel lors des Jeux olympiques de Barcelone, en 1992, le pro-gramme Hispasat compreud la fabrication et la mise en orbite géostationnaire de deux satellites de communication et de télévision, ainsi que la mise à disposition d'un troisième satellite de secours sous forme de pièces détachées. Au total, un contrat d'un montant de près d'un milliard de francs, qui porte à donze le nombre de satellites à réaliser d'ici à 1993 par Matra, et à cinq milliards de francs le montant des commandes enregistrées par sa branche espace depuis le début de

MOTS CROISES

PROBLEMIE Nº 5036



HORIZONTALEMENT

I. Pour cenx qui ont une cervelle d'oiseau. - II. Avec elle, on ne peut pas dire qu'on n'y voit goutte. A permis de ramener de belles pièces. - III. Démontre. Est à l'origine de violentes réactions. -IV. Femmes qui ont de la galette. V. Est toujours monillé. A souvent
plus d'une dent contre lui. - VI. Se montre en public. Se mit la corde au cou. - VII. Allait de main en main. Peut rester en rade. --VIII. Cognent les uns sur les autres. Bon pour le service. - IX. Formés sur le tas. - X. Rénnit le loup et l'agneau. Berge. Possessif. -XL Sont bonnes pour les affaires importantes.

VERTICALEMENT 1. Bien contre le mal. Se livra à nne quotidienne occupation. — 2. Grave accident de voyage. Cause de retard. — 3. Portée à réclamer. Très légères. — 4. Placées en « retrait ». Qui ne porte donc pas la culotte. — 5. Des taches peuvent la rendre moins nette. Met des sni-maux en danger de mort. -6. Affaire à prendre en main. Partie du globe. – 7. Avec lui, ou peut avoir beaucoup à faire. – 8. Sollicitées quand on se met quelqu'un à dos. - 9. Etat de pauvreté. Avait trop d'appétit.

Solution da problème nº 5035

Horizontalement I. Flemmardise. Toc. —
II. Reliure. Terre. — III. Usuelles.
In. — IV. Is. Toe. Œnanthe. —
V. Tilt. Sourd. Ur. — VI. Evier.
Sprinter. — VII. Ressemelage. Lee.
— VIII. Nu. Ennemi. — IX. Epucées. Ce. Otsu. — X. Aso. Tige.
Muets. — XI. Crépiter. Pal. —
XII. Ré. Alésées. Ions. — XIII.
Isale. Tétine. Té. — XIV. Es.
Noceur. Orion. — XV. Réa. Na!
Resserre. I. Flemmardisc. Toc.

Verticalement 1. Fruiterie. Crier. – 2. Lessive. Paresse. – 3. Elu. Liseuse. – 4. Miettes. Copain. – 5. Mule. Rêne. Iléon. – 6. Arles. Muette. Ca. – 7. Rée. Osé. Sieste. – 8. Souple. Gréeur. – 9. Io. Errance. Etre. – 6. Arles. Muette. Ca. – 7. Rée. Osé. Sieste. – 8. Souple. Gréeur. – 9. Io. Errance. Etre. – 6. Miette. P. S. M. S. 10. Indigne. Psi. - 11. Etna. Née. Ma. Nos. - 12. Net. Moulière. -13. Trot. Elite. Ir. - 14. Or. Hure. Stentor. - 15. Celer. Ecus. Séné.

GUY BROUTY.

- Les membres de l'association La <u>Naissances</u> Bende à Lumière, Les Documentaristes associés, - Chantal et Pascal MACCIONI ont la douleur d'annoncer le décès de leur président, laissent à Johanna, Tristan, Lactitia et Domitien la joie d'annoncer la naissance de leur

Le Carnet du Monde

Ses amis sont invités à se résmir en

cette occasion au cimetière du Montpar-nasse, le jeudi 6 juillet, à 16 h 15 (porte centrale).

- La Cinémathèque française a la tristesse de faire part du décès de

Joris IVENS.

Le président, Le conseil d'administration de l'asso-

ciation, seluent le mémoire d'un de leurs plus

micient compagnons de rorts et l'esto-cient à la douber de se famille et de ses amis du monde entier.

(Le Monde du 30 juin.)

MM, Khalid et Tariq Kabbage ont le chagrin de faire part du décès de leur mère

survenn le 25 juin 1989, en son domicile, à Amzon-Agadir (Maroc).

- Armani LEIBOVICH

Après tout, les histoires comme les êtres ont tous le même commen

L'inhumation aura lieu le 4 juillet

989, à 11 heures, au cimetière de

Les familles Levyne, Berger,
 cont la douleur de faire part du décès de

M. E. LICVYNE.

Joan-Pierre et Kazuko L'Heritean, Françoise et Jean-Loup Philippe,

ses enfants, François, Marion, Chioé, Florent, Antoine, Jean-Christophe, Denis,

ont la douleur de faire part du décès de

survenn à l'âge de soixante-dix-sept ans, le 30 juin 1989, à Paris.

4 juillet, à 16 henres, au cimotière de Cachan.

Denise VIROT, nés Brien,

vendredi après-midi 30 juin 1989, décé-dée à Paris, des suites de la maladie da

Son inhumation aura lien à Bressols.

son village natal, le mercredi 5 juillet, à 10 h 30.

Elle avait soixante-dix-neuf ans.

Elle va beancoup manquer à Nicole Virot,

à tops ceux qui l'out aimée.

61, rue Saint-Fargeau, 75020 Paris. Les Tillenis,

Cet avis tient lieu de faire-part,

- J'ai perdu ma mère,

Les obsèques auront lieu le mardi

M. Gay L'HERITEAU, ingénieur civil des Ponts et Chau

Plie Wiesel.

M= KABBAGE,

24, rue du Colisée, 75008 Paris,

nous a quittés,

De la part de Christine Leibovich, son épouse, Judith et Ruth,

ses filles, Hélène Leibovich,

Ni fleurs ni couronnes.

Joris IVENS. lis le salment avec respect, admiration

à Athènes, le 24 juin 1989.

69, rue du 28-Octobre, Athènes (Grèce).

Dicks

Mª Claude Benzecri,

sa true, Et toute se famille, ont le douleur de faire part du décès de MT reser Murod BENZECEL

née Léoutine Benvandre. urvenu à son domicile le 28 juin 1989.

Le président de la République de Côte-d'Ivoire, Son Excellence M. Félix Houphouët-Boigny, M= Pierre Chirol

et ses enfants, Marie Madeleine Chirol, André Chirol, Hélène, Marc et Pierre de Bazelaire de Ruppierre, Michel Mazzud,

Michel Mazzud,
Sytvie Benitiere,
Les famille Nugues, Barbaza, Chamard, Magnon, Martel, Charleix,
cut la douleur de faire part du décès de
leur époux, père, grand-père, frère, gendre, beau-frère, cousin, le

colonel Pierre CHIROL, conseiller technique

à la présidence de la République,
chevaller de la Légion d'homeur,
officier de l'ordre national du Mérite,

mryenu à Abidjan, le 28 juin 1989. Une chapelle ardente sera dressée au domicile du défunt aux Fontaines, 69440 Taluyers, le mercredi 5 juillet au soir, à l'arrivée du corps venant d'Abid-

jan (Côte-d'Ivoire). Les obsèques auront lieu en l'église de Taluyers le jeudi 6 juillet, à 16 houres.

M™ Robert Colin,

son épouse, Sybille et Dominique Colin, Martine et Philippe Romain, Patricla et François Colin, Michèle et Pierre-Heuri Colin, Marie-Geneviève et Thierry Jacquet,

tes enfants. Et toute sa famille ont la tristesse de faire part du décès de

M. Robert COLIN,

survenn subitement le 29 juin à son domicile. La Raboullière,

Chemin de Piécaud, 84360 Lauris.

- M= Marceline Loridan-Ivens, M= D. L. J. Nooteboom-Ivens

Ma J. W. Hendrichs-Ivens et ses enfants. nes sœurs, neveux et nièces M. et M™ Henri Rosant

et leurs enfants, M. et M= Robert Haby et leurs enfants, ses beaux-frères et belles acurs,

Et toute la famille, ont la tristease de faire part du décès de Joris IVENS. commandeur de la Légion d'honneur, chevalier de l'ordre du Lion des Pays-Bas, grand officier de la République Italienne,

tervenu le 28 juin 1989, dans sa quatro

On se réunira à la porte principale du cimetière du Montparnasse (3, boule-vard Edgar-Quinet, Paris-14°), à

Cet avis tient lieu de faire-part. 61, rue des Saints-Pères, 75006 Puris.

Les Amis du cinéma du réel ont la grande tristease de faire part du décès de leur président d'honneur, le

Joris IVENS.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du samedi 1º juillet 1989 : DES LOIS

• Nº 89-431 du 23 juin 1989 relative à la révision des condamna-

● Nº 89-432 du 28 juin 1989 relative à la prévention et à la répression de l'usage des produits dopants à l'occasion des compétitions et manifestations sportives.

DES DÉCRETS ● Nº 89-438 du 29 juin 1989 portant relèvement du salaire minimum

● № 89-439 dn 30 juin 1989 portant fixation à compter du l'a juillet 1989 du plafond de la sécurité

- Frédéric REY

est décédé le 29 juin 1989, dans sa scirante-truisième année.

Il sera inhumé à Mayres (Ardèche), mardi 4 juillet 1989, à 11 heures.

ses amis parisiens, se recneilleront au cours d'une messe donnée en l'honneur de sa mémoire en l'église Saint-Pierre de Montmartre, 2, rue du Mont-Cenis (près place du Tertre), vendredi 7 juillet, à 8 h 45.

- M= Simonot-Prin,

M. et M= Jean-Pierre Simonot M. et M Michel Simonot-Juahani,

Frederique, Aurelien, Elisabeth

Mélinée, Emilien Simonot,

es petits-enfants, M. Lucien Simonot et sa famille, M. Michel Prin

et sa famille, ses frère, beau-frère, neveux et mièces, Toute la famille, Le docteur Fabre,

on infirmière, Et ses nombroux amis,

out la douleur de faire part de la perte qu'ils viennent d'éprouver en la per-

doctor Pierre SIMONOT.

médecin chaf affecté à l'action sanitaire et sociale, ancien adjoint au maire et conseiller municipal de Lille, membre fondateur des Amis du prusée de Lille,:

ancien administrateur à la CRAM, président honoraire de l'Association France-URSS; vétéran du Pard communiste français, ancien officier de liaison, commandant bomologué.

par le général Kornig, mbre de la présidence départementale de l'ANACR et de la FNDIRP, médaille de l'internement et de la déportation, médaille des évadés, médaille soviétique de l'aminé entre les peuples, « médaille d'or du travail, ;

médaille des combattants volontaires de la Résistance, décédé à Lille, le 30 juin 1989, à l'îge de

Les obsèques auront lieu au cimetière parisieu de Bagneux, le jeudi 6 juillet (rendez-vous porte principale, à civiles qui auront lieu à Wattrelos, le mer-credi 5 juillet, à 15 h 30.

Les amis qui désirent lui rendre în der-nier hommage pourront se réami des 14 h 45 su solon d'accueil du crématorium de Wattrelos. - Jacques et Mario-France L'Heri-

Ni flours ni couronnes. Les remplacer par un don aux Médecins du Secours populaire CCP 65437 H Paris.

7, rue Durnerin, 59000 Lille.

Anniversaires - Le 2 juillet 1987 disparaissait

Emile-Pictre DUHARCOURT. Le 4 juillet 1988 disparaissait son

Jeanne DUHARCOURT

née Dreyfins. Pour ces auniversaires et poug leur

Michèle décédée en mars 1982,

une pensée particulière est demandée à ceux qui les out estimés et aimés, ...

Services religieux

ALTERA

PRIÈRES '

On nous prie d'annoncer que les prières de l'année du décès de Herbert PAGANI,

seront dites pour le repos de son âme, le mercredi 5 juillet 1989, à 18 h 60, à la synagogne Berit Shalom, 18, rue Saint-Lazare, Paris-9.

LA BAGAGERIE®



Le Monde

L'EUROPE ET SES ILES

L'essor des Açores

lever un malentendu. L'archipel portugais des neuf-îles des Açores n'a rien à voir ...'. -- comme les Français l'imaginent parfois - avec ces paradis pour cartes postales des Carabes ou des tropiques. Emergées en plein milieu de l'Atlantique, à 1 400 km de Lisbonne et quatre heures d'avion de Boston, elles fleurent davantage les grasses prairies et les panaches d'hortensias que les cocotiers et le sable blanc. Pour cause : ce sont des volcans dont certains fument encore,

" of the Block

. Secol C Low

1.15 Catt of \$2.

THE STATES

The Party of Man

The same

A STATE

777.0

4.100

 $(\mathcal{H}_{\mathcal{F}}) \in (A \times \mathbb{R}^{n \times 2})$

A March

Et pourtant l'Europe, celle du Marché commun, est ici chez elle, autant qu'à Lille, Barcelone ou Munich. Mais quelle distance, quelle métamorphose géographique et sociologique par rapport aux « eurocités » de l'axe fort Ecodres, Bruxelles, Francfort et Milan

La principale île, Sao-Miguel est elle même éloignée de 600 km de celles - Corvo et Florès - qui, plus petites et plus occidentales, forment un peu les avant-postes de l'Europe face au continent américain. Exclusion faite des régions françaises d'outre-mer, les "Açores, plus encore que les Canaries espagnoles, peuvent se tar-guer de constituer la région la plus excentrée par rapport su lit-toral de sa métropole continen-

On comprend mieux alors, outre les spécificités propres à chaque le de l'archipel, la volonté des Açores, depuis que Lisbonne leur a accordé en 1976, comme à Madère, le statut d'autonomie, d'exercer un rôle majeur au sein de la Conférence des régions péri-phériques maritimes (CRPM) de Le CEE qui, des Shetland aux Canaries en passant par le Dodé-canèse et la Guadeloupe, la Réunion ou la Corse, veulent faire entendre leur voix à Bruxelles et recevoir leur juste part des ECU

L'intelligent président du gouvernement autonome, Joao Mota Amaral, sait parfaitement jouer de cette position géographique et stratégique tout à fait exception-nelle. « Nous sommes partie inté-grante du Postures! Neuron grante du Portugal. Nous avons choisi sans arrière-pensée la CEE. Quand nous y allons, nous arrivons la tête haute à Bruxelles

» Mais de longue date de nombreux Açoréens, sous la pression démographique, sont partis émigrer aux Etats-Unis ou au Canada, nos proches volvins de l'Ouest (1). C'est une réalité historique, humaine et géographi-que. Les échanges de capitaux, de marchandises et les voyages entre les Açores et le continent américain sont très nombreux. De cela aussi la CEE doit tenir compte, «

Thé, thon et beurre salé

A de multiples points de vue, les Açores, et leurs 250 000 habitants, comme les autres îles « ultra-périphériques », peuvent faire valoir des handicaps, géographiques et économiques, par rap-port à l'Alsace, le Kent ou la Lombardie. Un revenu par habitant inférieur de 30 % à celui du Portugal déjà beaucoup plus bas lui-même que la moyenne communautaire; un secteur primaire qui emploie encore le quart de la population active; un taux d'illettrés deux fois plus élevé que celui

de l'Espagne. Grace à la fertilité des sols volcaniques, la douceur du climat océanique (jamais moins de 14°C, rarement beaucoup plus de 25°C), l'agriculture et l'élevage (lait, fromage de Sao-Jorge, beurre salé «à la bretonne», yaourts, vigne cultivée sur des parcelles minuscules bornées par des murets de lave) constituent, avec la pêche au thon et la culture

L'archipel portugais profitera fortement des crédits communautaires pour son agriculture et sa pêche

Les Açores

Madère'

du thé, les ressources primor-Ainsi, l'agriculture intervient pour 30 % dans le PIB des Açores, contre 1.8% en RFA et 10.7% en

Irlande, mais il s'agit d'une agriculture fragile, dont le développement se heurte, comme le dit le secrétaire (c'est-à-dire le ministre régional) à l'agriculture, Adolfo Ribeiro Lima, à « quatre goulets d'étranglement : une population active trop importante, qui empêche une rationalisation du secteur; des agriculteurs ayant un faible niveau de formation, peu enclins à l'investissement; des

Nashington

*CORVO

FLORES

BERMUDES

petites exploitations, puisque 48% couvrent moins d'un hec-tare; un manque de dynamisme des organisations de produc

Les Açores suivent donc avec une extrême attention la mise en une extreme attention la mise en œuvre de la politique agricole commune. Elles veulent, ponr leurs produits agricoles, que le débouché privilégié et garanti que constitue la métropole portugaise ne soit pas remis en cause tant que la productivité n'aura pas progressé de manière significative. Sur an moins trois points, les

Açores peuvent trouver des apai-



Ponta Delgada S. MIGUEL

TERCEIRA

ARCHIPEL DES AÇORES

PICO

STA MARIA

ANNIVERSAIRE DE LA MONARCHIE DE JUILLET

Parfum d'orléanisme

La grande idée du roi des Français

faire coexister le profit et le progrès —

ES Français vont participer à une commémoration tranquille des événements de juillet 1789. Il est désormais admis qu'on peut fêter la prise de la Bastille et trouver le roi plutôt "--" sympathique, s'enthousiasmer pour la démocratie républicaine et faire des festivités de juillet un sommet dans le septennat renouvelé du président-monarque.

L'exercice n'a rien d'inédit et : - ponrrait même être l'occasion de rendre hommage à une autre révo-Infion de juillet, celle de 1830, fondatrice de la monarchie de Louis-Philippe. Au lendemain des fameuses Trois Glorieuses, La Fayette, mémoire de 1789 et expert en matière de comenue. proposait déjà - et avec succès en présentant le futur roi-citoyen au peuple de Paris, ... un trône populaire, entouré d'institutions républicaines...

Le malaise des « affaires »

Cependant, en dépit du parfum d'orléanisme qui flotte dans l'air de la République, et au moment où le libéralisme et l'argent sortaient d'un si long purgatoire, toisent le citoyen-travailleur, les experts en légitimité républicaine se refusent dans leur majorité à pourser plus Ioin l'ouverture historique. Dans le code des références politiques, le régime du roi des Français constitue encore un anti-middle commode, qui a laissé une sis constitue encore un antiimage si catastrophique dans la mémoire collective que le Second Empire kui-même symbolise tous les progrès. On est prêt alors à pardonner à l'affairisme, car il a au moins construit des chemins de

La monarchie de Juillet, c'est vrai, a cu le mauvais goût de revendiquer de façon si prosaïque sa nature bourgeoise, quand ses

est toujours d'actualité par FRANCIS DÉMIER (*) successeurs s'évertuaient à la cacher, qu'elle a beaucoup de mal à figurer dans la galerie des pouvoirs qui ont fondé la France contemporaine. On garde en

mémoire le malaise profond qui affecte la fin du règne quand des affaires alourdissent encore le sentiment de dégradation morale dans un régime isolé. Le président Teste, ancien garde des Sceaux, et le général Cubières, ancien ministre de la guerre, sont convaincus d'avoir touché de gros pots-de-vin pour accorder une concession minière.

Tocqueville, qui fut une des personnalités du moment, est de ceux qui pardonnent le moins au ne d'avoir laissé cette image à l'histoire : « La postérité, souligne-t-il, qui ne voit que les crimes éclatants et à laquelle d'ordinaire les vices échappent. ne saura jamais à quel degré le ent d'alors avait sur la fin pris les allures d'une compagnie industrielle, où toutes les opérations se font en vue du bénéfice que les sociétaires en peuvent retirer. » « Ces vices tenaient aux instincts naturels de la classe dominante, à son absolu pouvoir, au caractère même du temps. »

Quand on considère la rapidité avec laquelle s'effondre le régime dans les journées de février 1848, on a le sentiment d'un édifice vide, déserté par ceux-là mêmes qui en étaient les locataires et qui ne lui accordent même pas l'hommage d'avoir fait semblant de

résister un peu. Et pourtant, à trop considérer un régime par l'effondrement qui semble le frapper tout entier, on finit par oublier qu'il a une his-toire – la IV République ellemême en a été longtemps victime. En soulignant que la monarchie a été renversée par une belle révolu-tion qui prend pour devise la fra-ternité et la générosité après le règne de l'égoïsme et du mépris, on omet trop souvent de considé-rer que le régime de Juillet a été fondé lui aussi par une révolution,

Un industrialisme prometteur

celle des 27, 28 et 29 juillet.

La monarchie qui émerge des Trois Glorieuses n'est pas la simple confiscation du mouvement populaire qui a permis aux nota-bles de l'emporter contre la réaction aristocratique. C'est une monarchie tricolore qui, dans l'esprit de beaucoup de ses acteurs, se définit par sa fidélité aux idées de 1789. Si les libéraux repoussent la République, c'est moins par aversion à l'égard de ses principes que par hantise d'un enchaînement fatal entre le régime républicain, la terreur, la dictature et finalement une guerre avec l'Europe entière.

Le régime affirme sa volonté de progrès et l'homme qui semble le mieux la symboliser est le riche banquier Laffitte, nouveau chef du gouvernement. Le capital entend se classer dans le tiers état, reconstitué pour balayer les nostalgiques de l'Ancien Régime qui

(*) Maître de conférences à l'univer

s'attardent dans le dix-nenvième siècle. Cortes, le règne de la classe moyenne est loin de la démocratie - on ne fait que doubler le nombre des électeurs : 200 000 pour 33 millions de Français; mais l'entrepreneur est perça comme un homme de progrès, le messager de cet industrialisme prometteur - que l'on confond encore volontiers avec le socialisme - et qui semble prolonger les principes de la Révolution française en les transformant en

richesses matérielles. Cette solidarité du tiers état reconstitué de l'homme du peuple au banquier survit bien au-delà de l'événement révolutionnaire. Louis-Philippe ne manque jamais une occasion de rendre hommage aux racines progressistes du régime - la colonne de Juillet, place de la Bastille, est là pour en entretenir le souvenir - et, au moment où une avant-garde révolutionnaire entend faire un nouveau 1793, la Garde nationale. milice du régime dont l'assise sociale va jusqu'à la toute petite bourgeoise, fait front pour repous-

Le régime est encore loin de se confondre avec le règne du capitaliste rapace parce que le libéralisme annonce une société ouverte à la promotion sociale de tous ceux qui sont restés en lisière du pouvoir politique. Ils peuvent à bon droit voir dans la loi Guizot sur l'enseignement primaire la chance d'un avenir plus digne, et dans le vote aux élections municipales auquel participent le quart des Français le point de départ d'une éducation politique. Un laboratoire d'idées comme l'Académie des sciences morales doit permettre à l'intelligence de tracer le cap pour une modernisation

(Lire la suite page 22.)

particulier, seront grandement bénéficiaires, comme la Corse et les DOM français, de la réforme des fonds structurels européens, dont le budget va doubler d'ici à

- les quotas laitiers épargnent les exploitants acoréens jusqu'à 1996:

 il en va de même pour les quotas de pêche. La flotte tho-nière prend d'ailleurs un essor remarquable, ouvre des perspectives d'emplois nouveaux, et les haut de gamme en exportant leurs produits à l'huile d'olive vers l'Ita-lie, conserveries jouent la carte du

Cabotage et petits avions

Fier mais sachant se montrer convivial, le charismatique et sobre président du gouvernement régional sait que gouverner un archipel si loin de l'Europe continentale n'est pas chose aisée. Il doit composer à l'intérieur de sa propre région, alors que sa majorité politique ne tient qu'à un fil et que les bureaux des ministères régionaux sont répartis sur les trois principales îles. Si son palais rose et élégant domine la rade de Ponta-Delgada, la capitale, le siège de l'assemblée régionale a été fixé à Faial, et le ministre de la République, symbolique pré-sence de l'autorité de l'Etat central, ronge son enmi doré dans un ancien couvent du plus pur baro-que à Angra, sur l'île de Terceira, classé par l'UNESCO patrimoine mondial après le tremblement de terre de 1981.

Cabotage maritime, petits avions surchargés des lignes intéricures de la compagnie publique régionale Air Açores; journaux propres à chaque île, mais échanges incessants de fonctionnaires; éclatement de l'université : tout concourt à la fois à préinsulaire et à le ressouder face à ses partenaires de l'extérieur, c'est-à-dire Lisbonne, Bruxelles, et... l'Amérique du Nord.

Un exemple : comme Madère, qui l'a obtenue de la CEE (la coopération avec l'île portugaise plus méridionale s'amplifie d'ailleurs d'année en année), les Açores venlent aussi leur zone franche. Les installations seront probablement localisées à Terceira - où les travaux du nouveau port vont bon train - et dans l'île de Santa-Maria, où l'immense aéroport et le centre de contrôle aérien de l'Atlantique, autrefois prestigieux, ont beaucoup perdu de leur lustre et de leur utilité.

L'un des objectifs du gouvernement acoréen vise précisément à mettre les bouchées doubles d'ici

- le Portugal, et les Açores en à 1993 et à attirer par tous les moyens les investissements étrangers. Sans penser nécessairement au modèle de l'île Maurice (« le Monde de l'économie - du 27 juin), il faut tout de même avoir présent à l'esprit que le SMIC mensuel au Portugal ne dépasse pas 30 000 escudos (1 230 francs), ce qui peut « séduire » des entreprises manu-facturières alléchées par ailleurs par des avantages fiscaux.

Le président de la chambre de commerce des Açores, José Monjardino, est un jeune manager de vingt-six ans formé dans une université américaine. Il relève comme « une bonne chose » le fait que le gouvernement régional, en place depuis les élections de novembre 1988, « ait affiché des objectifs économiques et pas seu-lement sociaux ». Et il a proposé que la chambre, qui veut ouvrir un bureau à Bruxelles avant la fin de l'année, élabore conjointement avec le gouvernement un « plan de marketing » auprès d'investisseurs étrangers, dans l'industrie bien sûr, notamment dans les secteurs agro-alimentaires ou électroiques, mais aussi dans le tou-

Un tourisme encore prudent (30 000 touristes en 1975; 99 000 en 1987), heureusement pour les amoureux de sites vierges, de traces d'histoire, de débauches de fleurs, qui forment d'un bout à l'autre de l'archipel un verdoyant parc naturel terrestre, maritime et acustre. Ces lacs de cratère aux millo légendes au-dessus desquels tournoient encore des milans (2). Les Verts de la CEE seraient bien inspirés de regrouper ici leurs quartiers généraux.

Des Verts, au reste, que les Açoréens no portent pas dans leur cœur car leurs campagnes écologiques incessantes pour mettre un terme à la chasse aux cachalots (ancrée dans le génie des îliens comme la corrida l'est dans celui des Espagnols) ont porté leurs fruits. Et l'on n'en parle plus, aujourd'hui, qu'avec amertume au musée du petit port endormi de Lajès, au pied du majestuenx et isocèle volcan du Pico.

De Ponta-Delgada. FRANCOIS GROSRICHARD. (Lire la suite page 20.)

(1) L'émigration a surtout marqué les années 1975-1981. En 1980, 4354 personnes sont parties dont 2300 aux Etats-Unis et 1950 au Canada. En aux Eints-Unis et 1950 au Canada. En 1985, ce nombre est tombé à 1672 (1270 et 311). Les revenus que ces « expatriés » envoient aux Açores ont atteint 7 milliards d'escudos en 1987 (100 escudos = 4,07 F).

(2) Exploré su quatorzième siècle par des navigateurs italiens, l'archipet fut occupé au quanzième siècle par les Portugais qui lui donnèrent son nom : açor, ca français autour (oiseau de proie).



1629 Pine Street at Van Ness . San Francisco, Ca 94109

MBA Master of Business Administration UNIVERSITÉ À SAN FRANCISCO spécialisée en management international, associant une pédagogie active à l'expérience d'un projet personnel/professionnel. Member of the Colifornia Association of State Approved Colleges and Universities. Academic program, unique in concept, format and profession

Master of Business Administration with an emphasis in international management

3º CYCLE Diplômés de l'enseignement supérieur : Doctorats :

cienne, letter, drok, médetine, phermade - ingénients - DEA, DESS - IEP - Ténlaires Programme de 12 à 14 mois, modulé en fonction de votre formation initiale et de votre niveau d'anglais, conduissant en M.B.A.:

2º CYCLE Expérience professionnelle de 3 ans exigée après une formazion. supérieure équivalente au second cycle, Cursus de 14 à 16 mois conduitant su M.B.A.

Informations et sélections: European University of America 17/25 rue de Chaillot (mirro Han), 75116 Paris, (1) 40 70 11 71 Communiqué par European University of America • San Francisco • California • Accords universitaires internationaux: Amérique - programmes associés et accrédités de MBA et PhD - Europe et Asie.

REFONTE DE L'ÉCONOMIE MIXTE

Vers un nouveau pacte

A proposition récente du férence d'autres économies où ce Sénat de supprimer l'auto- mouvement est profondément contrôle des sociétés apparaît au premier coup d'œil comme un énorme pavé jeté dans la mare de l'establishment financier francais. Moyen de protection efficace des ponvoirs dirigeants, les en effet multipliées lors des der-nières opérations de privatisation et avaient grossi depuis.

Conjugué avec le système des participations croisées, ce méca-nisme s'est ainsi placé au centre de la structuration du pouvoir des grands groupes privatisés, parti-culièrement financiers. Concrètement ces bouclages permettent aux différents PDG d'être choisis non pas par leurs actionnaires. comme le veut la loi du capitalisme ordinaire, mais au contraire par eux-mêmes puisqu'ils sout en position de contrôler leur propre

C'est la raison pour laquelle s'était développé depuis plusieurs mois tout un discours contre les actionnaires de référence, briseurs d'indépendance, qu'il fallait si possible évincer au profit de tours de table diversifiés. N'est-il pas en effet de meilleure garantie que de gérer soi-même sa propre légiti-mité en s'appuyant sur les méca-nismes protecteurs de la propriété autocontrôlée ?

Une crainte iustifiée

On le devinera aisément : l'amendement sénatorial fragilise d'un seul coup ces constructions opaques et artificielles. Pour ten-ter de les défendre encore, certains n'hésitent pas déjà à brandir pour un futur très proche le spectre de la mainmise de l'étranger sur les entreprises françaises, ne voyant sans doute pas que, en mettant en avant cette crainte au demeurant justifiée, ils contri-buent eux aussi à prôner le retour à des actionnariats de référence, et donc à des processus de recapitalisation des sociétés.

Ainsi doit-on comprendre dans ce contexte la convergence politique, a priori étonnante, entre la majorité sénatoriale défendant le principe d'un capitalisme pur et dur, renouant avec les sources originelles, et l'actuel gouvernement, inspiré plutôt par un principe de clarté et de responsabilité devant les échéances futures qui attendent l'industrie française. Mais que représentent au juste ces pes financiers pratiquant l'autocontrôle?

Ouels sont les apporteurs qui pourront demain prétendre jouer un rôle dans le processus de recapitalisation de ces groupes? Répondre à ces questions, c'est inévitablement revenir sur le statut de l'économie mixte française. objet actuellement de bien des débats, et donc sur la question des rapports de forces entre capitaux publics et capitaux privés. A ces interrogations s'ajoute aussi celle de la recomposition des capitaux privatisés sous l'effet de la liberté promise prochainement aux actionnaires des noyaux durs.

S'agissant du rôle et du poids de ces groupes, il faut replacer leur action dans l'actuel mouvement de restructuration. A la dif-

mouvement est profondément marqué par de pures logiques de marché (exemple des LBO aux Etats-Unis, des OPA en Grande Bretagne), l'économie française est, vis-à-vis de ce mouvement, caractérisée au contraire par de fortes structures d'intermédiation, où les groupes bancaires et financiers sont largement impliqués dans les opérations de restructura-

Compte tenu de l'ampleur atteinte par ce mouvement en France, les groupes les plus actifs et les plus puissants éprouvent aujourd'hui le besoin de se fédérer dans des ensembles encore plus vastes, qu'on peut appeler pour cette raison pôles financiers. Ce faisant, les réseaux qu'ils créent concourent à envahir la sphère financière dans sa totalité, et la fragmentent alors selon des logiques de positionnement strict

Avec la fin de l'autocontrôle, la coopération entre capitaux publics et capitaux privés apparaît comme une absolue nécessité

par FRANÇOIS MORIN (*)

tion, au sein des pôles financiers, de véritables groupes-réseaux, c'est-à-dire de groupes dont certains, par leur puissance, jouent un rôle pivot et les autres, plus nombreux, tiennent une place simplement déléguée, dans la conduite stratégique, des opérations de restructuration.

Les relations de pouvoir

Ce phénomène d'organisation touche aussi bien les pôles du secteur privé que ceux du secteur

tion de la société-mère du groupe pivot s'explique fondamentale-ment par la mise en œuvre de tels bouclages). Ces relations forment de cette façon l'ossature organisa-tionnelle du pôle; et un principe de participations d'alliance (parde participations a attituée (par-ticipations non croisées, quel qu'en soit du reste le sens) qui rendent compte des relations de pouvoir externes avec d'autres groupes. Celles-ci contribuent de leur côté à fixer le contour straté-sième du pôle

gique du pôle. Il est ainsi tout à fait remarquable que les deux plus puissants pôles privés (Paribas et Suez)

 Liens d'alliance ensuite avec les deux plus grandes compagnies des caux françaises : la Générale des caux et la Lyonnaise des caux. Ces liens sont tout à fait centraux dans la mesure où les deux compagnies sont très fortement engagées dans les services liés aux industries de la communication.

· Enfin appartenance au réseau de chacun des pôles, même si elles sont contrôlées par l'Etat, des deux plus grandes compagnies pétrolières françaises : Paribas est le principal actionnaire privé de la CFP-Total, tandis que Elf, par-tiellement privatisée, est un actionnaire de poids dans le noyau dur de Suez.

Au sein du secteur public, l'agencement des relations de pouvoir est évidemment imprégné de façon tout à fait déterminante par la présence de l'Etat comme onnaire quasi exclusif. Pourtant des groupes réseaux tendent

est peut-être ailleurs. Ces pôles nciers ne sont pas restés inactifs non seulement durant les opérations de privatisation mais surtout depuis les mouvements de recomposition des noyaux durs.

En règle générale leurs partici-pations dans les groupes privatisés ont eu tendance à s'élever graduellement. Jusqu'à présent aucune de ces participations (ou aucun bloc de ces participations) n'a cependant été suffisante pour faire basculer un contrôle. C'est la raison pour laquelle ces participations de positionnement ont pour caractéristiques d'être significatives en montant de pourcentage détenu (en général entre 0,5 % et 5 % du capital), mais d'être cependant insuffisantes (ou plutôt jugées comme telles) pour offrir une représentation dans les

Des participations particulières

Dès lors le concept d'économie mixte à la française se résume en grande partie dans le rôle que les pouvoirs publics entendent (ou entendront) faire jouer à ces participations particulières. Même si la taille des pôles financiers publics a en tendance à s'élargir récemment, il n'en demeure pas moins que ces pôles restent pour une large part exclus de la conduite stratégique du processus de restructuration en raison du morcellement de leur présence dans le capital des groupes privés.

Une action plus influente des pôles publics dans la conduite du processus serait évidemment atteinte sous les deux conditions

. D'une part, avec le regroupement des diverses participa-tions de positionnement au soin d'un même pôle; chaque pôle aurait alors la responsabilité du suivi d'un certain nombre de blocs de participations (le schéma illustre le montant des parts ainsi regroupées).

· D'autre part, avec l'exigence d'une représentation dans les conseils au prorata, sinon de la part détenue dans le noyau stable, du moins de celle possédée dans le capital total.

(**#**2)

The Market

N.

300

A ces éléments qui relèvent d'une plus grande cohérence et d'une plus grande clarté de gestion, s'ajoute la part que prendront les groupes publics dans le Avec la fin de l'autocontrôle, de nonvelles structures d'actioninariat devront émerger où la coonération entre capitanz publics et capitaux privés apparaîtra commo une évidente et absolue nécessité. La taille des capitaux à rénnir imposera en effet cette nouvelle vision de l'économie mixte.

Et puisque la nationalisation, même rampante, est exclue, le meilleur équilibrage des actionnariats devrait aboutir assez naturellement à une confiance accrue entre les différents partenaires. Mais n'est-ce pas là précisément le but à atteindre au regard des enjenz considérables qui attendent l'appareil productif français durant les trois prochaines années?

LES POLES FINANCIERS DE L'ÉCONOMIE FRANÇAISE LYONNAIS GENERALI CERUS CAISSE BRUXELLES DÉPOTS SGB LAMBERT GÉNÉRALE LYONNAISE GAN DES EAUX ' **DES EAUX** 1. C.I.C. ELF 24.7/3 UAP CRÉDIT AGRICOLE

participants. Par ce biais se développe une guerre de positions entre pôles dont la traduction la plus nette est l'évolution incessante, mais à petits pas, des actionnariats et des représentations dans les conseils d'adminis-Depnis l'arrêt du processus de

privatisation, en janvier 1988, mais de façon encore plus certaine depuis l'élection présidentielle, la principale ligne de segmentation qui traverse la sphère financière est sans aucun doute celle qui met face à face les groupes du secteur public et ceux du secteur privé. Mais, de part et d'autre de cette ligne, l'élément apparemment le plus significatif et le plus novateur est la forma-

imposées aux différents membres public. Deux pôles financiers aient adopts la même configuradominent largement le secteur tion de réseau pour bâtir leur public : l'UAP et la Caisso des développement récent (cf. dépôts. Ils en sont aussi les groupes pivots. Quant an secteur privé, il est structuré pour l'essen-tiel autour de trois pôles dont les vrais groupes pivots sont Paribas, Suez et la Société générale. D'un secteur à l'autre il faut toutesois remarquer des différences importantes quant à l'architecture des

relations de pouvoir. Pour les pôles privés, l'organisa-tion de ces relations s'ordonne en effet autour de deux principes essentiels : un principe de participations bouclées (autocontrôle et participations croisées) pour l'agencement des relations de pouvoir internes (à chaque fois la majorité du conseil d'administra-

schéma): Participations croisées d'une part avec deux des plus grands groupes privés d'assurance : AXA-Midi et Victoire ; et d'autre part avec deux groupes industriels

français: Schneider et Saint-Gobain. Liaisons financières directes on indirectes avec des groupes financiers étrangers de taille internationale : les Generali et Cerus (De Benedetti) pour les groupes italiens; Bruxelles-Lambert et Société générale de

(*) Professeur à l'aniversité

Belgique pour les groupes belges.

quelques mois, contribuant là anssi à faire émerger des grands pôles financiers publics. Ce mou-vement est particulièrement visible avec la prise de participation croisée entre l'UAP et la BNP (la première du genre dans le secteur public) ; la prise de contrôle du CIC par le GAN ; la participation rochaine de la Caisse des dépôts l'augmentation de capital du Crédit lyonnais.

Ainsi, en très peu de temps, ces opérations de rapprochement ont donc impliqué : la plus grande institution financière française - la Caisse des dépôts, - les deux plus importantes banques de dépôt — BNP, Crédit lyonnais, — et deux grandes compagnies d'assurances - UAP, GAN, Mais l'essentiel

Pour vous ouvrir les grandes carrières du Management Hotelier International Paris-Genève-Londres-New York INSTITUT INTERNATIONAL Maxim's de Paris 3 années de Formation Supérieure de Management Hötelier Admission: 11" annee: BAC 2º annee BTS, DUT, DEUG, Licence. (1) 42 66 66 82

Million of the	A TOTAL AND THE PERSON OF THE	
DEMANDE DE DO	CUMENTATION GRATUITE A REMPLIR ET A RETOURN	ER
NOM	PREMON	- j
ADRESSE		- ļ
MAVINEC	TELEPIKAE TELEPIKAE TELEPIKAE TELEPIKAE TELEPIKAE	_
MAAIN 3717	re du Fauhourro-Saint-Honoré • 75008 PARIS • Tél. ((1 42.66.66.)	82 r

L'essor des Açores

(Suite de la page 19.) Rien n'est plus étranger aux Aco-réens que... la crainte de l'étranger. C'est d'ailleurs par vagues succes-sives que les îles se peuplèrent de laboureurs des Flandres ou de Bretagne, d'artisans et de marins espa-gnols, portugais ou brésiliens, ou encore de captifs maures. Pendant des décennies, à la faveur des escales de navires ou d'avions, ou à cause des relais des lignes téléphoniques, des colonies étrangères y firan-ques, des colonies étrangères y firan-souche. On peut entendre encore dans quelques bourgades proches de la pointe de Bretagne, à Sao-Miguel, des vieilles femmes répondre en français, quand on frappe à la porte : « Qui est là? »

C'est d'ailleurs en raison de leur position géographique que le Portumaintiement sur leur sol depuis 1946 l'impressionnante base aérienne de l'US Air Force à Terceira. Périodiquement, les condi-tions financières et politiques (loyer, emplois, modernisation de l'armée portugaise) sont renegociées, après d'âpres discussions, entre Washing-ton, Lisbonne et, bien sûr, les antorités des Açores. Les avions américains de surveillance de l'Atlantique se posent et décollent sur une piste de 3 000 mètres à un rythme sou-

Plus de 5 000 Américains vivent avec leur famille dans une ville

Les ressources budgétaires

(en millions de dollars (°) Cont : Med Total 37 (47,9 %) 42 (20.9 %) 202 44 (21,8 %) 12 (5.8 %) 1966 1968 141 (48,7 %) 48 (16,8 %) 43 (15.2 %) 12 (4,3 %) 417 (48 %) 176 (20,2 %) 174 (20 %) 41 (4,6 %) 1989-1992 2 087 862 (41,3 %) 400 (19,2 %) 220 (10.5 %) **511 (24,5 %)**

 Il s'agit des redevances que versent pour l'essentiel, les Etats-Unis, en respertie de l'utilisation de la base militaire de l'US Air Force de Terceira, et la France, pour la base de Florès.

quasi complète et intégrée, compre-nant des cinémas, des clubs (avec mant des cinemas, des enuss (avec machines à sons), des églises, des écoles, des piscines, des hôtels, et... une clinique vétérinaire. La base offre du travail à 1 500 Portugais, et, pour les finances publiques, l'apport n'est pas négligeable : 40 millions de dollars par an

Les mêmes principes président à la présence, depuis 1964, d'une base française, à Florès, ravitaillée régulièrement par un Transall de l'armée de l'air. La cinquantaine de Français de l'air. La cinquantame de Français perchés sur ce rocher beaucomp plus hospitalier que Sainte-Hélène, au nom bien trouvé, surveillent et étudient les trajectoires des engins balistiques lancés depuis le centre d'essai des Landes et suivent, dit-on emanière bien plus confidentielle. dentielle, – les mouvements des sous-marins nucléaires.

Les accords internationaux se traduisent, dans le budget régional, par des lignes de crédit, comme disent les banquiers, plus que symboliques (voir tableau ci-contre). Mais, par rapport à la manne des caisses europécimes, les proportions vont, dans les prochaines années, complète-ment s'inverser. C'est le prix que les Açores américano-portugaises entendent faire payer à la CEE des riches afin que le grand marché de 1993 ae devieune pas, pour les îliens des marges européennes, un marché de dunes.

FRANÇOIS GROSRICHARD.

SUPERIEURE Contre de préparation aux HEC et à Sciences Politiques créé en 1976

Après Madère (le Monde du 28 décembre), Rhodes (31 janvier), les Canaries (14 février), la Corse. (10 mai) et Pile de Man (30 mai),

es ser les îles dans la Con

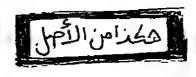
Preparation Sciences Po

o groupes komogia

e cerps professoral répaté, admission sur dossier :

jeune bachellers et bac + 1.

PCS 48, rne de la Fédération 75015 Paris til. (1) 45685898



Entre souplesse et discipline

ORGANISATION monétaire internationale tente depuis longtemps de concilier des exigences quelque peu contradictoires : d'une part, le souci d'élasticité, en référence à l'aisance avec laquelle le système financier absorbe les choes (pétrole, dette...) et permet l'essor du commerce international, grosso modo deux fois plus rapide que celni de la production ; d'autre part, le besoin de règles du jeu, servant de

forces de rappel en cas de dérapage. A leur manière, les accords du Plaza et du Louvre et leur mise en cenvre participent de ce compromis entre la souplesse et la discipline, avec l'adoption de zones-cibles pour les taux de change directeurs, l'amorce d'une coordination interna-tionale, la pratique d'interventions concertées à l'efficacité limitée et aléatoire comme en témoignent l'expérience de ces derniers mois et

Store

or and a 🛊

V-7:

the congr

77.00 50

 $\cdots \cdots r_{k, \tau}$

The state of

100

les à-coups du dollar. Une démarche empreinte de « realpolitik » plus que d'idéologie, légitimée par l'impossibilité, dans le contexte de déséquilibres internation naux et de parfaite mobilité du capi-tal, de revenir sur l'amendement aux statuts du FMI qui a entériné les changes flottants et la nécessité, dans un monde où les indicateurs habituels (masses monétaires...) sont brouillés, de faire des tanz de change les points d'ancrage des anticipations et des politiques économi-ques, spécialement monétaires et

Les zones-cibles, une formule intermédiaire pour une période de transition (mais s'agit-il vraiment d'une simple transition?). Le dollar, même s'il a repris de la vigueur, fonctions sans que s'affirme une suppléance évidente. Le polycentrisme monétaire se développe, certes, avec l'essor du yen, du deutschemark, dans une moindre mesure de l'ECU. mais sur un mode asymétrique, avec une substituabilité qui reste imparfaite entre le dollar et les mounaies venues l'épauler ou le concurrencer.

On ne fixe par décret ni l'étalon ni la hiérarchie des monnales de réserve. C'est avant tout aux marchés qu'il appartiendra de déterminer la nature et la stabilité de l'oligopole - en fait de tripole monétaire qui se forme sous pos

De claires indications

La dépassement des zones-cibles le regain ici ou là des tensions inflationnistes et bien d'autres facteurs relancent en tout cas le débat récurchange. Uno institutionnalisation change. Une institutionnalisation plus poussée des procédures de coordination engagées depuis le sommet de Tokyo (1986) permettrait, entre autres et sans prétendre s'inscrire dans la ligne de la factice « impartiaité » de l'étalon-or, de micax connâtre et répartir les droits et obligations de chacun, et de donner des indications claires et à moven des indications claires et à moyen terme à des marchés qui, pour l'ins-tant, vivent à la petite semaine.

- Toutefois un verrouillage trop ambitieux des taux de change entre les grandes monnaies comporterait aussi des risques. L'argument va bien au-delà des difficultés concrètes de fixation, pour les changes, de niveaux ou de fom-chettes d'équilibre, — problème épi-neux s'il en est, — de marges souhai-tables autour des niveaux de référence, au-delà des avantages et inconvénients d'un éventuel affichage public de zones-cibles qui sont en fait des secrets de polichinelle, du rôle exact des « fondamentaux »,

etc, etc.

Il prend comme point de départ des composantes sans doute irréversibles de la mutation financière : puisque le régime de Bretton-Woods n'a pas résisté à l'augmentation de la mobilité internationale des capitaux, comment prétendre faire se dérouler à l'envers le film qui, au début des sansées 70, a conduit aux changes flottants, dans un monde où la finance est le facteur le plus mobile, finance est le facteur le plus mobile, et où le multiplicateur des transactions financières par rapport aux tions financières par l'apport aux échanges commerciaux croît de façon exponentielle? D'une manière ou d'une autre, il faut bien faire face à l'impossibilité de cumuler des changes fixes, la parfaite mobilité des capitaux et des politiques monétaires nationales autonomes, et ne retenir au plus que deux parmi ces trois éléments.

Compte tenu de l'ampleur des déséquilibres internationaux (déficits américains, excédents du Japon, de la RFA, mais aussi de certains NPI, etc.), il serait présomptaeux de se passer des effets-prix associés aux mouvements du change. Il est difficile de gagner sur tous les tableaux – observation qui relève plus de la logique que de la morale, – et la formule des zones-cibles pour les taux de change nominaux, si elle répond à une demande évi-dente de plus grande sécurité dans les échanges internationaux, com-porte à certains moments le risque de reporter la volatilité intrinsèque (celle dans la logique de l'économie de marché et qui ne peut pas être éliminée par une coordination inter-nationale, même large) vers d'autres variables, comme les taux de change réels et la compétitivité-prix, les taux d'intérêt, etc.

N'est-ce pas là aussi une leçon de 1987, l'année sans pareille en matière financière? La stabilité accrue des changes ne provoque pas dans tous les cas de figure une augmentation de la variabilité des taux d'intérêt, mais il faut connaître, pour mieux les maîtriser, les risques de report. La même question incontournable revient : face à des chocs internes ou externes, transitoires ou durables, sur quelles variables et sur quels marchés peut et doit se porter cette volatilité imrinsèque ?

Sans prétendre atteindre nécess rement l'étape institutionnelle, une approche fonctionnelle doit aujourd'hui infléchir la pratique

 L'esprit de la gestion du flotte-ment des monnaies, tel qu'il s'est manifesté depuis quelque temps, doit évoluer. Le paradoxe guette, avec des changes à la fois flottants au plan mondial, peu influencés par les interventions même concertées des Banques centrales mais en même temps exposés à certaines vel-léités de surdétermination. Il n'y a pas si longtemps, la stratégie de la connaie faible, ou du moins dévalorisée, était plutôt bien portée. Exi-gence, d'ailleurs souvent déçue, de compétitivité-prix et tentation pério-

dépréciation) compétitive ! : Le vent a tourné - la désinflation et la réduction des primes de risque sur les momaies faibles obligent.

Avec la parfaite mobilité des capitaux. on ne fixe par décret ni l'étalon ni la hiérarchie des monnaies de réserve

par CHRISTIAN DE BOISSIEU (*)

Désormais, il y a plus de candidats monnale indiscutée. Arithmétique impossible lorsqu'elle s'étend trop, à l'origine d'une surenchère sur les taux d'intérêt (cela ne contredisant pas le fait que les monnaies fortes ont les taux d'intérêt les plus bas).

L'Allemagne, traumatisée par le spectre de l'inflation, ne supporte pas de voir contester sa véritable lorce de frappe, le deutschemark, comme en témoignent ses réactions depuis le milieu de 1988 et la toute récente augmentation de ses taux d'intérêt. Quant à la France, specta-teur engagé via le SME dans ce bai-let des taux d'intérêt, son espoir rapproché n'est-il pas de venir jouer dans la cour des grandes devises ?

Dans le cadre du G7, il faut étendre la meilleure répartition de l'ajustement entre pays à monnaie de réserve et autres pays, mais anssi, entre pays excédentaires et pays déficitaires. Fameux thème de l'asymétrie (et de sa correction), qui dans les faits camoufle une dialectique assez perverse entre la délicate adaptation des politiques et l'impa-tience légitime des marchés. Pour le SME et son mécanisme de changes fixes mais ajustables, l'accord de Nyborg (septembre 1987) a été plus important par la volonté de réé-quilibrer les obligations de chacun — un message spécialement destiné aux pays à monnaie forte — que par

son incidence sur la gestion des parités et la pratique des interven-

Un Nyborg à l'échelle mondiale ? Pas à la lettre, mais peut-être dans l'esprit, dans le sens des nouvelles règles du jeu qui se dessinent. Mais n'attendons pas des conventions ce qu'elles ne peuvent pas donner. L'asymétrie fait figure de principe de régulation, en changes fiotants per peuvent pas donner l'asymétrie fait figure de principe de régulation, en changes fiotants comme en changes fixes, le pro-blème étant d'éviter qu'elle ne pro-

fite toujours aux mêmes.

de cohérence

La montée du polycentrisme monétaire ne sonne pas le glas des phénomènes de hiérarchie entre monnaies! De plus, la coordination internationale ne peut prétendre gommer, d'un coup de baguette magique, les asymétries. En fait, en les internationalisant, elle les rend plus supportables par toutes les par-

Reste à combler l'écart irritant entre les appels répétés à la coordi-nation et une réalité souvent non coopérative, condition indispensable pour la crédibilité du processus. Le désaccord persiste encore sur les principes, entre ceux qui privilégient (*) Professeur à l'université de Paris-I (Panthéon-Sorbonne).

jugent insuffisante, sans parler des ébats sur les modalités.

L'exigence minimale serait de passer de la coordination ex post, pratique du fait accompli et de la simple circulation de l'information, à la coordination ex ante scule digne de ce nom. Mutation difficile à opérer, pnisqu'elle n'est même pas tou-

La convergence parfaite dans les performances rendrait en grande partie superflu l'exercice de coordi-nation. Mais la condition va au-delà de la convergence, déjà bien enga-gée, des taux d'inflation, puisqu'elle concerne anssi les performances industrielles, les balances de paie-ment, etc. Exigence excessive, qui risque de conduire au sous-optimum. Le souci de la cohérence doit, dans ceiul de la convergence.

Dans ce sens, la surveillance mul-tilatérale d'une batterie d'indicateurs (soldes budgétaires, balances courantes, croissance réelle, taux de change, taux d'intérêt...) prétend assurer la compatibilité a priori des assurer la companione a priori usa politiques. Elle mélange par trop instruments, objectifs intermédiaires et objectifs ultimes, et doit viser à déclencher des forces de rappel plus ambitieuses face à des mechérences ou à des dérapages.

Un épais brouillard n'enveloppet-il pas aujourd'hai, dans le débat européeu comme à l'intérieur du G7, la question pourtant cruciale de la coordination des politiques budgétaires dans le contexte de totale intégration financière, et par contrecoup les problèmes se situant à l'articula-

la coordination par les marchés et la tion de la mounaie et du budget ? une certitude cependant : ce n'est Une certitude cependant : ce n'est pas en susurrant « votre épargne nous intéresse » à l'oreille des Allemands que certains pays de l'Europe du Sud à forts déficits publics vont convaincre la RFA de leur véritable intention de les réduire.

> • L'accroissement du capital de la Banque mondiale et des quotas du FMI figure parmi les urgences. D'abord pour donner de la consis-tance à l'initiative Brady sur la tie qui lui sont associés, car bien sûr taux de change. Ensuite, pour éviter la marginalisation financière prossive des organismes multilaté-

> L'Europe sera d'autant mieux à même de faire partager à l'extérieur des solutions coopératives qu'elle aura réussi à les imposer à l'intérieur. Alors oublions vite avril 1989, ce mois des déconvenues communeutaires où, l'encre du rapport Delors à peine sèche, se sont multi-pliés les accrocs (augmentation non concertée des taux allemands, diver-gences sur la fiscalité de l'épar-

Avant de chercher à exporter le SME, les pays de la CEE doivent, après Madrid, prouver leur capacité à amorcer les premiers moments de la séquence vers l'union économique et monétaire. Amorcer, puisqu'il ne faut pas trop compter sur une nuit du 4 août des souverainetés monétaires nationales, en fait déjà entanées par la globalisation et l'impor-mées par la globalisation et l'impor-tion financières. Le gradualisme paraît inévitable, avec son cortège de progrès, de pauses et peut-être aussi de recuis.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

La souscription des parts des "Fonds Partenaires" étant close à cette date, le présent avis est publié uniquement à titre d'information. Les fonds "Partenaires I", "Partenaires II". "Partenaires III" et "Partenaires IV" sons des fonds communs de placement à risques, loi du 3 janvier 1983, organisés à l'initiative de Lucard Frères et Cie, dépositaire et Fonds Partenaires - Gestion", société de gestion.

FONDS PARTENAIRES

1,8 Milliard de Francs

Les "Fonds PARTENAIRES" réunissent :

Lazard Frères et Cie

BNP-UAP

GE Capital

Caisse Nationale de Crédit Agricole

Crédit Suisse

Dresdner Bank

 $\mathbf{A} \mathbf{X} \mathbf{A}$

Crédit National

Sofina

La Mondiale

Crédit Agricole lle de France

GMF

Banque

Generali

Riunione Adriatica di Sicurta S.p.A.

de Luxembourg

Apicil

Le Continent (groupe d'assurances) **GPA-Vie**

Sofaris

MACSF-MAVPS (groupe UMAPS)

Mutualité Française

et divers investisseurs institutionnels et industriels.

Les "Fonds Partenaires" ont vocation à prendre des participations en capital dans des sociétés industrielles ou de services, situées en Europe, à l'occasion d'opérations amicales. Ces prises de participation seront notamment réalisées au travers de transactions à effet de levier ou de rachats par les dirigeants et les salariés.

La chronique de Paul Fabra

E compromis de Madrid, s'il constitue une première manche gagnés
par la « méthode Delors » d'approche vers l'union économique et monétaire, ne dissipe pas, bien au contraire, les ambiguités du célèbre rapport qui porte le nom du président de la principaux enjeux une image déformée en portant presoue uniquement, et abusivement, le projecteur sur le débat qui oppose Mme Thatcher, affaiblie par les sultats des élections européennes, à ses onze partenaires de la CEE, désirant tous, à des degrés divers, mener à son us d'unification proposé terme le proce per le rapport Delors.

Una pramière anomalie frappe dans cutte description : les partisans les plus convaincus de l'union économique et monétaire dans sa version la plus contraignante, celle qui précisément a été adoptée par les auteurs du document - les gouverneurs des banques centrales plus cino personnalités indépendantes, - sont les pays que la pres anglaise s'est empre ée de qualifier de « latins » : France, Italie, Espagne, Balgique. Or ces pays, est-il nécessaire de le rappeler, ne se sont pas distingués au cours de la demière décennie par les succès de leurs politiques de change res-

Certes, le franc passe aujourd'hui pour une monneie solide, mais cette figure avantageuse est encore trop récente pour être considérée comme immuable. Le dernier relèvement des taux d'intérêt a montré une fois de plus l'étroite dépendance de la Banque de France quant aux initiatives prises à Francfort. De leur côté, la lire italienne et la peseta jouissent au sein du SME d'un etatut spécial (marge de fluctuation portée à 6 % au lieu des 2,5 % généralement autorisés). Cela soulione leur fracilité malgré la balle tenue de la peseta due à l'attrait de taux d'intérêt particu-Fèrement élevés et à l'afflux de capitaux étrangers qui en résulte. Quant au franc belge, s'il s'est montré beaucoup plus stable que les trois monnaies citées, il doit cette stabilité à de hauts taux d'intérêt, à un système de cotation particulièrement compliqué, et, lest but not least, à un considérable endettement extérieur (les emprunts étrangers, se traduisant par définition par une entrée de capitaux, ont pour conséquence, tout au moins dans une première phase, de soutenir le cours d'une monnaie).

Faut-il en conclure que les pays latins en question, instruits par une cruelle expérience, se sont tardivement mais fermement convertis à une plus grande

La monnaie européenne après Madrid

riqueur? Cette explication a certaine ment sa part de vérité. Le rapport Delors mis aujourd'hui en avant à Paris et ailleurs assigne comme premier objectif au futur « système européen de banque centrale (SEBC) » la « stabilité des prix ». Voilà qui est clair et net,

Quelle que soit pourtant la sincérité de l'adhésion des pays « latins » à ce souci prioritaire, il apparaît bien qu'il se double chez eux d'une autre préoccupation au moins aussi importante et aussi constante. « La politique trop restrictive de la Bundesbank sur laquelle nous sommes bien obligés de nous aligner nous vaut en permanence quelque cinq récemment en privé un des hauts personnages de l'Etat. A la lumière de cette réflexion, on comprend misus l'étonnante conversion de la France, si soucieuse par ailleurs d'affirmer le maintien de sa souveraineté en matière de TVA. à une structure monétaire « fédérative ».

Ne s'agirait-il pas, en créant le système européen de banque centrale, de diluer l'influence allemande ? Quel que soit en effet le rôle que jouerait le président de la Bundesbank au sein du conseil de la nouvelle institution monétaire européenne, il n'y serait plus seul maître à bord ; il devrait, d'une façon ou d'une autre, composer.

Recardons maintenant du point de vue allemand comment se présente le projet dont M. Karl-Otto Poehl a été un des principaux architectes. Le président de la Bundesbank n'en fait pas mystère, et il se félicita, comme il se doit, de voir dans le document, reconnu et loué, « le rôle joué par le deutschemark comme point d'encrege pour les politiques monétaires et d'intervention des participants » (au SME) ». C'est ce ou'il déclarait au Monde dans un entretien cublié dans nos éditions du 23 mai demier.

Pour éviter les débordements, les Allemands comptent sur les nombreuses et apparemment très contrakmantes conditions posées par le rapport Delors, souvent à leur demande, pour aboutir à l'union monétaire. Il reste que l'interprétation de ces conditions n'est sans doute pas la même à Francfort et Bonn d'un côté, à Paris, Rome, Madrid, Bruxelles d'un autre côté. Je me bornerai ici à un

On conneît l'attachement quasi mystique des Allemands pour l'indépendance de leur banque centrale. Ils ont même réusai à se convaincre et à persuader leurs partenaires étrangers que cette particularité avait quasi valeur constitutionnelle dans la République fédérale. Or il n'en est rien. L'auto-nomie de l'institut d'émission de Francfort pourrait être remise en ceuse par une simple loi, ce que ses dirigeants, pour leur part, n'oublient jamais.

Quoi qu'il en soit, M. Poehl estime que le futur système européen de banque centrale ne pourra fonctionner qu'à la condition que les gouverneurs des instituts d'émission nationaux, qui en composeront le conseil d'administration, soient tous indépendants non seulement par rapport aux douze gouvernements, mais aussi par rapport aux institutions nécessité est pleinement reconnue dans le rapport, comme se plaît aussi à le souligner M. Poehl dans l'entretien que nous venons de citer.

DOUR assurer cette autonomie, le rapport va jusqu'à préciser certaines des mesures. Il préconise en perticulier que les gouverneurs de banques centrales nommés par leurs gouvernements respectifs le soient irrévocablement pour une durée déterminée. Tel est le cas dans tous les pays où la banque centrele jouit d'une grande autonomie, L'Aliema-.. et la Suisse.

Comment, à Paris, interprête-t-on ces dispositions qui n'ent certes pas force de loi, mais qui sont contenues dans un rapport, commandé par les chefs d'Etat et de gouvernement des Douze, qui porte la signature de M. Jacques de Larosière, couverneur de la Banque de France ?

Sur cette question, une récente interview donnée par M. Pierre Bérégovoy à notre confrère l'Expansion fournit une réponse propre à modérer l'enthousiesme des Allemands. Le ministre francais de l'économie et des finances y déclare : « (...) Je suis favorable à la mise en place d'une banque centrale

européenne indépendante si cela peut feire avancer l'objectif d'union monétaire, mais cette indépendance doit tenir compte de l'interdépendance entre la politique monétaire et la politique économique. » Notre confrère, précisant sa question, demandait ensuite à M. Bérégovoy s'il serait nécessaire, en vue de l'union monétaire européenne, de modifier le statut de la Banque de France. « Non, répondit le ministre, pes besoin de bouleverser ce qui marche bien en France en fonction de ce qui va se préparer en Europe. » A bon entendeur salut.

Tempérons ce qui vient d'être dit par la remarque suivante : au fil des ans, le contraste s'est beaucoup atténué entre d'une part la discipline monétaire allemande, motivée par une grande aversion pour l'inffation, et d'autre part l'inspiration dominante des dirigeants français (pour ne parler que d'eux), toujours prompts à renouer avec la vieille idée selon laquelle il ne faut pas sacrifier l'économie à la monnaie (la vérité est plutôt que, si on n'attache pas assez d'importance à la monnaie, on sacrifie à terme l'économie). Malgré les apparences, la Bundesbank a mis beaucoup d'eau dans son vin, et le résultat est qu'aujourd'hui les taux d'intérêt en RFA atteignent des niveaux qui attestent la force de pressions inflationnistes sous-

Les Français, et parmi eux les socialistes, ont fait de leur côté une bonne partie du chemin inverse. Pierre Bérégovoy s'est fait le champion d'un franc stable. Dès son arrivée au pouvoir, le gouvernement Rocard a défini une figne à taquelle il s'est jusqu'alors maintenu : refus de se donner les facilités d'une nouvelle dévaluation au sein du SME.

li reste qu'il existe bien en Europe une vision social-démocrate de la monnaie. Elle s'inscrit parfaitement, et c'est là une des raisons de sa force presque irrésistible, dans le courant principal des idées professées sur le sujet par la majorité des économistes modernés et des praticiens de la finance : la monnaie est avant tout un instrument aux mains de la puissance publique; sa gestion est une des composantes de l'Etat.

A catte conception qu'on pourrait qualifier de relativiste s'oppose une autre tradition restée vivante dans l'esprit des Allemands, sinon toujours dans la pratique quotidienne de leur benque centrale at de leur gouvernement. Selon cette tradition, les citoyens ont droit à une monnaie stable, comme ils ont droit à la sécurité de leur personne et de leurs biens (entre la sécurité de la monnaie et celle des blens, il y a un tien évident). En conséquence, la politique dite macro-économique doit jouer le moins possible avec le crédit. D'où l'opportunité de conférer à l'institut asion, considéré comme le gardien de la monnaie, une large liberté de

PRECTEUR GEI

PONSABLE du

DE quel côté penchera la Communauté européenne ? Si on le lit superficiellement, on serait tenté de conclure que le rapport Delors donne des gages sérieux aux partisans de la stabilité, considérée comme un impératif catágorique de l'ordre économique, voire de la démocratie, tel que, heureusement, on aujourd'hui, c'est-à-dire intimement lié avec le maintien d'un Etat de droit, & inflation est un impôt non voté).

Cependant, on peut penser que les auteurs du rapport Delors, s'ils avaient été animés profondément par cetta tradition, auraient rédigé un rapport... monétaire. Or le document est extrêmement pauvre sur le sujet.

Il y a trois quarts de siècle, les fondeteurs du système de réserve fédéral, créé aux Etats-Unis en 1913, avaientaussi confié à cette nouvelle institution la mission de conserver les valeurs de la monnaie, Au fil des ans, l'énorme système est devenu un instrument d'impérialisme monétaire, à l'intérieur et à l'extérieur des frontières des Etats-Unis. Or une monnaie stable est une monnaie neutre, ce qui cadre mai avec la domination de fait du dollar sur l'économie capi-

Plutôt que de s'interroger sur un avenir hypothétique, demandons-nous. comment fonctionnerait un système européen de banque centrale si d'aventure les Onze ou les Douze décidaient de le créer tout de suite ? De la négociation de Madrid et encore plus des discussions en coulisse, on retire la quasi-conviction que, indépendants ou non, les membres du conseil d'administration de l'institut d'émission surpoéen se détermineraient : sur des motifs politiques. On n'a jamais vu l'objectif de stabilité servi par une extrême politisation de la gestion moné-

ANNIVERSAIRE DE LA MONARCHIE DE JUILLET

Parfum d'orléanisme

(Suite de la page 19.)

Alors comment en est-on arrivé à la déroute de 1848 ? Probablement parce que le progrès et la liberté qui sont chevillés au cœur des hommes de la période n'ont pas pris la forme attendue.

Non pas qu'on en soit resté au niveau des promesses creuses. En dépit des apparences, l'évolution est plus bouleversante que prévu, mais pas assez cependant pour que l'idéologie du capitalisme

LICENCE

EUROPEENNE

DES AFFAIRES

avec le centre de management

aux affaires de Genève

10 mois de management

européennes

et de missions professionnelles

libéral ne se substitue sans rupture à celle du tiers état.

Si l'on peut parler d'un décol-1840, à un moment où une éconoques qui annoncent le grand capicomme le fruit du progrès, cette

lage français, il semble bien qu'il commence au tournant des années mie encore diluée dans la petite production voit surgit de grandes entreprises métallurgiques à l'anglaise et des compagnies de chemins de fer associées aux bantalisme. Mais loin d'apparaître

geoisie qui y voit au contraire la résurgence des monopoles et des s'abandonne aux conseils des écoprivilèges de l'Ancien Régime qu'on avait pensé abattre en 1830.

Alors que la nouvelle féodalité industrielle ne représente pourtant qu'une composante très minoritaire dans une production où la division du travail reste le ressort dominant de l'expansion, les nostalgiques de la France des hiérarchies et de la reralité joignent leur voix à celle des démocrates, des philanthropes inquiets, pour dénoncer l'irruption d'un capitalisme qui s'accompagne de la plaie du paupérisme, de l'écrasement de la petite entreprise, et qui ne joue même pas le jeu du libéralisme puisqu'il protège frileusement ses hants prix dans un protectionnisme rigoureux et refuse la concurrence anglaise.

Les années 1840, contrairement à une légende, ne sont pas celles du libéralisme triomphant mais celles de son éclatement et de sa déroute qui ouvrent la voie à la révolution et au Second Empire. D'ailleurs, qui croit encore à la liberté dans les termes qui ont permis au régime de trouver sa légitimité?

Pour Guizot, au-delà du cercle étriqué des notables censitaires, la liberté fait peur ; elle ne peut plus être qu'une force de bouleversement. Paradoxalement, cet admirateur de l'Angleterre est paralysé à l'idée de s'engager sur la voie d'une réforme, même timide, et s'évertue à démontrer à l'opinion - bornée aux murs de l'Assemblée - que, face à la mutation de la société, la seule réponse possible est de ne plus rien changer.

Le patronat ? Hors de l'usine où elle lui convient, la liberté lui

nouvelle industrialisation inquiète fait horreur et sa grande hantise le vaste camp d'une petite bour-est que l'Etat cesse de lui apporter aide et protection, et ne nomistes et des grands technocrates, partisans d'injecter une dose nouvelle de liberté pour oxygéner un capitalisme prématurément figé. Dans la société, les décus du libéralisme sont légion. Le temps n'est pas à l'individua-

> Des légitimités opposées Naufrage du libéralisme ? C'est conclure un peu vite. La critique du « conservatisme borne » ne débouche pas sur quelque collectivisme dont personne ne voit encore clairement les contours, mais sur la volonté de retrouver dans la société où l'individu reste la valeur cardinale une cohésion

lisme mais à sa contestation.

et une solidarité perdues. Les années Guizot montrent seulement que, en France, la ren-contre du libéralisme et du capitalisme a été tumuitueuse. L'interprétation française du libéralisme n'a jamais pu précisément se réduire à compter les profits de l'entrepreneur sans signer son

A défaut de commémoration, la monarchie de Juillet, qui se définissait comme « la meilleure des republiques », mérite an moins que la France d'anjourd'hui, quand elle part en quête de son identité, n'exclut pas du champ de sa réflexion historique un régime qui est une des déclinaisons possibles des principes de 1789. An jeu des miroirs, elle pose le problème, somme tonte assez actuel, des expériences politiques nationales qui se sont fondées sur

l'alliage instable d'une double légitimité. Légitimité accordée, qui est celle d'un tiers état de rassemblement, dont la pâte est toujours travaillée par le levain de l'égalitarisme ; et légitimité recherchée, qui est celle de l'éco-nomie de profit, considérée en fait comme le levier essentiel du pro-

De telles expériences semblent trouver, presque naturellement, leur point d'équilibre à mi-chemin de leurs origines opposées, vers un centre où se neutralisent habile-

ment les forces antagoniques. Guizot n'est-il pas l'inventent du centrisme? Mais l'histoire est souvent ingrate pour les alchimistes de la vie politique. Au moment où le ministre de Louis-Philippe pensait avoir enfin découvert la formule susceptible de faire prendre l'art de gérer pour le terme de l'histoire, les fondateurs de juillet 1830 lui rappelèrent sans phrases que le régime était né d'une révolution.

FRANCIS DÉMIER.

orientations

Des écoles vous informent sur les filières et débouchés suivants :

POUR EN SAVOIR PLUS

or recevoir gratuitement de forment aux secteurs suivants, cintéressent et adressez ce bon à : Orientations Servica, 28, rue de la Ti (réponse par courrier uniquement). M Mme - Mile. Adresse.	informations sur les écoles qui ochez la ou les filières qui vous rémoille, 75008 PARIS
Code postalVille_ Niveau d'études actuelVille_	
Classes Préparatoires Grandes Ecoles, Commerce, Gespion Ecoles à Vocason internationale Vente Commerce Gestion, Distribution Grandes Ecoles Scientifiques 3º Cycle de Gestion Administration Militaire Commessarials Arctiviecture Architecture Arts Graphiques Assurances	Experise Complable Expression Visuelle Formations Aristiques Appliquées Formation Continue Gestion for Personnel Introduler Introduler Introduce Indicate Gestion de Journabeue Indicate Gestion de Journabeue Indicate Gestion de Journabeue Indicate Gestion de Journabeue Indicate Journabeue Indicate Journabeue

EMI 71, rue du Faubourg-Saint-Honore - 75008 PARIS - Tel. : (1) 42.66.66.82

ADMISSION

Jeunes cadres, licence, DEUG, DUT, BTS ou diplôme étranger equivalent.

INSTITUT EUROPEEN DE MANAGEMENT INTERNATIONAL

DEMANDE DE DOCUMENTATION GRATUITE À REMPLIR ET À RETOURNER

INFORMATION-ADMISSION

41 TON 19

e me sale

the stage

to the factor of the second street of the second st

· Passingly of A THE PERSON NAMED IN

Oct 1 Con Indiana /

the Part of the Pa

4000

n tanigna

ear in or

tenta di

Links flex

President. THE W P. WO

January Tale

A ched title

on Line to HOLD WOLFT

the family by

otte tie Margary . A PRITTING

we sale

if Barry

J. Avance

PER STREET Tipure de la Michigan State

of diame

10.7 C a fitata (nas SECTION AND A Similar 4 The 23

ter tax in

1.5 Vito 10<u>04</u> 4.5780% To Large e elever 15

Mary and Mary .45 CE 0

 $\Phi = (v, v)$

فهرا الهاجات 414,798

100

2.5

4.14 MAG

S :

E De Sagra 🚱

to a state

CETTE RUBRIQUE EST RÉSERVÉE AUX POSTES DE HAUT NIVEAU : RÉMUNÉRATION ANNUELLE

Le Monde **DIRIGEANTS**

LES PROFESSIONNELS DU RECRUTEMENT ANNONÇANT DANS CETTE RUBRIQUE SE SONT ENGAGÉS A PRÉSER-VER LA CONFIDENTIALITÉ DES CANDIDATURES.



DIRECTEUR GENERAL

R recevra entière délégation de noire PDG qui assurait jusqu'à ce jour la fonction.

A la lête d'une entreprise de 120 personnes, il aura pour mission d'animer l'ensemble de la structure (dont deux usines). Vous avez environ 35 ans, une formation supérieure d'INGENIEUR Grande Ecole, et une expérience d'au moins cinq ans

dans un poste de management général en opérationnel, de préférence dans un univers proche du bâtiment, ou de la mécanique (petites séries). Généraliste, vous avez une grande taculté d'adaptation et une flexibilité qui vous permettent de traiter efficaceme toutés les questions lées à la gement antene u mophement et une (tenneme qui vote permanent de passe un servez toutés les questions lées à la gestion d'une PME dynamique. Animateur et lédérateur, vous savez mobiliser les énergies et prandre rapidement des décisions.

La maîtrise de la langue anglaise est très souhaitable.

Merci de transmettre votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo, prétentions) en indiquent la référence 1710 M, à notre Conseil ACTIMAN qui vous garantit une entière discrétion.

251 bd Pereire - 75017 Paris

Nord région lyonnaise

"Clès-en-mains" dans la Construction Industrialisée :

Un Directeur Général qui aime l'action

Une PME pleine de potentialités : créativité, image de marque, rapidité, coût et qualité d'exécution.

Mais aussi une PME à faire progresser dans tous les domaines : marketing et commercial, développement d'ingénierie, management des équipes, diversification (export).

En resumé, un challenge, un vrai, complet, passionnant et plein de perspectives pour cette entreprise dependant d'un groupe qui connaît une progression speciaculaire.

Sa politique d'expansion par achats d'entreprises ou synergie, son niveau de rentabilité, sa notoriété croissame, permettent à son manager de vous ouvrir d'autres horizons (actionnariat, DG d'autres filiales, etc.), si vous êtes un homme d'affaires confirmé (de préférence secteur entreprise BTP ou ingénierie de bâtiment mais aussi un entrepreneur créatif qui concilie le sens de la stratégie, le talent d'un meneur d'hommes, le

Jacques VUARIER étudie confidentiellement votre candidature sous réf. 4344 à

PARIS-LILLE-LYON-MONTREAL

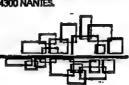
Immeuble "le Highway", 41 quai Fulchiron, 69005 LYON. Tel. 78.39.31.77.



E TRAMWAY NANTAIS, INE IDEE QUI FAIT VIVRE L'AMBITION AU QUOTIDIEN.

te dynamisme de NANTES, reconnu tant en France qu'à l'étranger est le fieuron de cette ville universitaire, 7º agglomération française et vétitable pôle d'attraction de l'Ouest. Nous avons été la première ville au monde à utiliser le Tramway; aujourd'hui nous voulons aller encore plus toin dans l'exploitation et le développement de ce moyen. Syndicat intercommunal de l'Agglomération Nantaise (S.I.M.AN.), nous rassemblons 19 communes avec 500.000 habitants et recherchors pour notre Société de Transports Urbains, Emilian, son DEECTEUR GENERAL.

Vous managerez un effectif de 1000 personnes. Votre solide expérience de la gestion des Ressources Humaines et la mise en ceuvre de transports en commun en site propre (ICSP) sont vos meilleurs atouts pour réussir à ce poste et développer notre réseau Tramway, La connaissance d'un réseau de transports urbains et de son exploitation sera un plus.
Si comme nous, votre ambillon est de vivre la réussite au quotidien, rejoignez NANTES I Merci d'adriesser votre candidature à Monsieur Jean-Marc AYRAUU Président du SLIMAN. - 11, boulevard Michelet - 44300 NANTES.





Dans le cadre de la réalisation de son ambitieux SCHEMA DIRECTEUR qui a-pour objectif de réussir la mise en place d'un SYSTEME d'INFORMATIONS très performant à l'appui des techniques les plus modernes d'ORGANISATION et d'INFORMATIQUE, recherche

RESPONSABLE du SECTEUR d'ETUDES

"Administration - Finance - Comptabilité"

MARNE-LA-VALLEE

Si vous êtes diplômé BAC + 4 avec 10 ans de métier, CONCEPTEUR, "MANAGER" et très RELATIONNEL.

Vous prendrez la responsabilité des Etudes PREALABLES, des études PONCTION-NELLES et de la REALISATION, avec l'aide d'équipes importantes à MANAGER

Merci de nous adresser votre dossier complet de candidature sous réf. CM 6



LD CARRIERES (SA) 38, rue de Lisbonne - 75008 PARIS



CHEF **DU PERSONNEL**

laboratoires LEURQUIN

Laboratoire pharmaceutique français (CA: 110 millions de francs, effectif 150 personnes), implanté Z.I. des Chanoux, Neulily sur Mame (93), crée le poste de Chef du Personnel.

En prise directe avec le Directeur Général, et en liaison avec le Directeur Administratif et Financier, il prendra la responsabilité du recrutement, de la gestion du personnel, de la pale, des préparations des C.E. et réunions D.P.

Il aura pour mission de mettre en œuvra une politique de formation, d'information interne et des systèmes d'appréciation et d'évaluation

il veillers à contribuer au maintien d'un climat social de bonne qualité et devra jouer un rôle de conseil auprès de la Direction Générale. Diplômé de l'enseignement supérieur, si possible juridique, il a acquis une première expérience de la fonction d'environ 3 à 5 ans, et souhaite évoluer dans une structure conviviale et performante. Merci d'envoyer votre dossier (CV + prétentions) à notre Conseil sous la référence 719/LM.

WES KERNEVEZ CONSULTANTS SA WES KERNEVEZ CONSULTANTS SA
 6. avenue Franklin-Roosevelt - 75008 PARIS Laboratoire pharmaceutique leader dans sa gamme de produits de prescription, réalisant 32% du C.A. à l'Export, recherche pour sa Direction internationale un

Médecin responsable marketing

Grande Exportation

Ce poste en création, basé à PARIS, s'adresse à un jeune Médecin - mobile et disponible (déplacements de moyenne durée) - Homme de terrain, d'ouverture, d'imagination et de réflexion - justifiant d'une expérience de Chef de Produit ou similaire - à l'aise en anglais et dons les relations avec les leaders d'opinion.

A court terme, il prend en charge, de façon très opérationnelle, le développement marketing sur les zones Afrique et Maghreb. A moyen terme, il assure le développement de Marches déjà amorcés en Amérique du Sud et Centrale – en Asie du Sud-Est. Ses interlocuteurs sont les Licenciés et nos Visiteurs médicoux : attachés à leur pays d'origine (principalement

Si motivé par ce type de responsabilités merci d'adresse votre C.V. + rémunération actuelle sous référence 435/LM à :



DICA SELECTION 69, rue Lecourbe 75015 PARIS

Le Monde **CADRES**

HERCULES

attaché au Directeur Général et assisté d'une responsable pale et admi-nistration, vous :

pérez le personnel piège (60 pers.) et assistez l'usine (25) : pale, déclara-

perez le personnel page leo pers, let assistez i lisme (15) ; par, lettat i tions sociales, bilan social, statistiques, participation aux instances légales, expression des salariés, plan de formation... proposez, mettez en place et développez des méthodes en coopération svec nos ingénieurs et Cadres et en liaison svec nos sociétés sœurs en Europe : recrutement, rémunération, formation, appréciation, application de notre plan mondial "Qualité Totale"...

A une formation supérieure complétée par un DESS en Gestion de Personnel, l'anglais courant, la pratique de la micro-informatique sur PC, et une première expérience ou sugerviser vous permetrant de maîtriser ou superviser l'administration du Personnel, vous ajoutez la volonté d'assumer des responsabilités évolutives en gestion des Ressources Humaines.

Adresser très rapidement lettre, CV, rémunération, photo sous réf. M 428 à Marie-Madeleine Bernié, Résonance, 80 rue Taitbout 75009 Paris.

IMPORTANT CABINET DE CONSEILS JURIDIQUES

RECHERCHE

DES SOCIETES

- Experience professionnelle indispensable dans cabines banque d'affaires ou entreprise (6 ans
- minimum), Expérience internetionele souheitée,
- Fornation universitaire (Droit Une formation financière constituersit un plus appréciable),
 Esprit d'initiative, grande sisance dans les relations humaines, capacità à travailler en équipe,
- Le poete comporte une grande liberté d'action et le contect direct avec une clientèle de sociétés frençaises et étrangères.

Envoyer lettre menuscrite avec CV et prétentions e/ref. 3552 M à l'Agence **AFFLUENTS** - 49, avenue Trudeine 75009 Paris - qui trensmettre.

Pour son département Ingénierie des Ressources Humaines en plein développement

Le groupe C.R.P. recrute

UN

CONSULTANT-FORMATEUR

Formation supérieure, culture d'entreprise, 30/40 ans environ. Vous savez concevoir, promouvoir, conduire les interventions en management, stratégie, pilotage d'actions de changement, séminaire d'équipe de direction.

Parler espagnol sera un atout. Poste basé à Toulouse. Déplacements.

Adresser c.v., lettre manuscrite à Groupe C.R.P., DRH - 5, rue du Prieuré, B.P. 39, 31012 TOULOUSE CEDEX.

> Collectivité territoriale proche de la région parisienne recrute

UN COLLABORATEUR DU PRÉSIDENT

Il aura en charge les grands dossiers (enseignement, économie, aménagement du territoire, affaires européennes). Ce poste s'adresse à un diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris (on équivalent), titulaire ou non d'une première expérience.

Adresser candidature manuscrite, c.v., photo d'identité et prétentions sons n° 8414, à : LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue de Monttessuy, 75007 PARIS.



Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions. ***

FONCTION PERSONNEL

Grand Groupe du secteur des technologies de pointe (18.000 personnes - chiffre d'affaires consolidé 22 Milliards de Francs), nous sommes leader mondial dans notre domains. Afin de renforcer notre Direction du Personnel basée en banlleue Sud-Ouest de Paris, nous recherchons un spécialiste de la fonction personnel.

Rattaché au responsable d'un service d'une quinzaine de personnes regroupant la gestion du personnel, les rémunérations, les effectifs et la pale, il aura pour fonction, après une formation à nos outils et à nos méthodes, de seconder le responsable dans ses différentes missions. En relation avec les cadres du service, il interviendra sur les grands dossiers et saura mettre à profit ses qualités de concepteur et de négociateur,

A environ 35 ans, vous êtes de formation supérieure (Sciences-Po, Sciences-Eco...) et possédez une solide expérience de la gestion du personnel ainsi que des compétences en statistiques et études salariales. Outre la diversité de la fonction, vous bénéficierez d'une rémunération attrayante et des possibilités d'évolution offertes par notre groupe.

Votre dossier de candidature (CV + Prétentions) parviendra à notre conseil sous la réf.729/LM



WES KERNEVEZ CONSULTANTS SA

SECTEUR BANQUE/ASSURANCES

Société leader sur son marché,

irecteur des ventes France

Ses responsabilités s'articuleront autour de 3 oxes essentiels: l'élaboration et la proposition de la stratėgie commerciale, - la direction et l'animation d'une équipe de vendeurs directement en contact avec les particuliers, - l'animation d'un réseau de

distributeurs. Nous souhaitons rencontrer un candidat de formation école supérieure de commerce possédant: - une expérience de 8 à 10 ans de la

vente et de l'encadrement commercial acquise, de préférence, dans le secteur de la finance et lou de l'assurance, - des connaissances en marketing direct, si possible.

Si ces perspectives vous interessent, adressez lettre, C.V., photo et prétentions en précisant sur l'enveloppe la réf. 155 à

EMILLAND

110, Bd de Sébastopol - 75003 PARIS, qui transmettra.

France qu'à l'export (forte vocation exportatrice, 50% du CA). Nous avons développé nos méthodes et nos procédures pour devenir et être reconnue aujourd'hui dans l'agno-alis toutes premières sociétés en matière de qualité. Dans ce contente, nous se potentiel technique pour préparer l'avenir et développer encore nos réalisat

DIRECTEUR D'USINE

TREMPLIN POUR L'AVENIR

Vous êtes ingénieur diplômé ECP, AM, INSA, ENL., et vous avez 8 à 10 ans d'expérience is

performante, pour faire la synthèse de vos acquis actuels avant d'évoluer d'ici 2 ans vers une responsabilité plus large, Vous avez des qualités résiles d'animation des hommes et une pratique du ent participatif. Vous adhérez à l'approche qualité totale et vous co ndent. Après intégration à notre métier, vous prendrez la direction d'une usine au 1 ° vier 1990 (20 km d'Auxerre), ce qui vous permettra de vous familiariser au process et de vous imprégner de la calture de l'entreprise. Un candidat de valeur p



Nous sommes la filiale pharmaceutique française d'un Groupe Multinational Européen de haute technologie qui se développe, en dehors du médicament, dans les secteurs les plus sophistiqués de la chimie moderne. Nous devons la forte progression de notre. activité (plus de 20% par an depuis 3 ans) à la qualité de nos produits mais plus encore aux hommes qui composent notre équipe. Nous recherchons aujourd'hui notre

DIRECTEUR MEDICAL

Médecin, vous avez une réussite prouvée de plusieurs années au sein d'une Direction Médicale. Angiophone, parfaitement à l'aise dans les Bonnes Pratiques Cliniques, voussavez aussi travailler en très forte synergie avec les Responsables du Marketing et du Réseau de Visite Médicale.

Au sein d'une équipe de petite taille, vous souhaitez aujourd'hui recouvrir la totalité des aspects de la fonction de Direction Médicale en faisant la preuve de votre capacité d'entreprendre.

Adresser votre résumé de carrière à notre Directeur du Département Santé sous la référence N/DM/LM.



Raymond Poulain Consultants 74 his de la Federation 75015 PARIS

Nés il y a 150 ans

300 P. - 100 MF

siège à Paris

constructeur d'ap-

pareillage électri-

que - nous nous

développons par

une approche dy-

namique de nos

produits et de nos

actions commet-

Afin de mieux ré-

pondre à nos exi-

gences de QUALITE

et SERVICE, nous

CREONS le poste de

ciales.

MANG CHEF DE PRODUITS

Jeune Centralien

Au sein de la Direction Commerciale, vous êtes le pivot des axes stratégiques de l'entréprise.

Par l'analyse des produtts, par l'étude des actions de la concurrence, par la réflexion sur l'évolution des technologies et des marchés, vous élaborez et proposez le plan stratégique autour duquel vont s'articuler toutes les actions de l'entreprise.

Vous participez à notre politique de développement en préconisant la création de nouveaux produits, mais aussi les adaptations de gammes nécessaires à une torte pénétration sur le marché.

Vous occupez une position cié dans l'orientation des choix stratégiques de l'entreprise.

En plus d'une rémunération attractive et évolutive, les nombreuses possibilités offertes par natre cralssance souront vous séduire.

Envoyez CV + photo + rémunération actuelle à MERCURI URVAL 18 rue Lafayette 31000 TOULOUSE, sous référence 48.2528LM.

Mercuri Urval

Le MATIF. 3 ans après sa création, a négocié 33 millions de contrats. Il confirme ainsi son 3º rang mondial et le 1er rang européen acquis des 1987. Nous avons, en tant qu'organisme de gestion, de développement et de contrôle du MATIF, connu le même dynamisme et le même développement. Le département "Recherche et Développement" crée un nouveau poste :

pour participer à l'organisation et à la coordination des différents travaux relatifs au lancement des nouveaux contrats du MATIF (séminaires de formation des adhérents, règles de comptabilisation des opérations financières, rédaction des programmes informatiques...). Des rapports écrits sont à établir très régulièrement.

Nous recherchons un jeune DIPLOME D'ECOLE SCIENTIFIQUE

ayant si possible de bonnes connaissances en mathématiques financières, économétrie. La maîtrise de

Esprit d'organisation, aptitude à manier les chiffres, sens des contacts, goût pour la rédaction sont des qualités de base pour réussir. Une formation est assurée.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, en indiquant la référence M.448 sur l'enveloppe, à

3, avenue Bertie Albrecht 75008 PARIS



lournalistes financiers

En lant que spécialiste, vous saurez enquêter, suivre l'actualité et analyser les placements boursiers ou linanciers timmobilier, assurance-vie, etc.), conseiller avec prof les lecteurs du REVENU FRANÇAIS.

Diplôme de l'enveignement supérieur (Sciences Po., E.S.C., Dauphine, Sciences Economiques, etc.), vous avez une solide expérience de 5 / 6 ans minimum dans la presse financière (et idéalement une expérience en Société de bourse ou banque). Vous avez d'excellentes capacités rédactionnelles. Dynamique, ouvert, vous ètes perspicace et capable d'esprit critique.

Rejoignez une equipe motivée où vous pourrez exercer votre talent pour participer activement à l'essor de notre support. Cette offre vous interesse. Merci d'adresser votre dossier (lettre manuscrite + CV + photo).

sous la référence LM 1206, à notre Conseil : Groupe PANISSOD SA -109, rue de Turenne 75003 Paris.





LES MUTUELLES DU MANS

Premier Groupe Français d'Assurances Mutuelles ACA 13 milliards - 5000 salariés directs 8 % de la masse salariéle consacrée à la formation, recherche pour la DIRECTION DE PARIS

CHARGE DE RECRUTEMENT Jeune diplômé en Sciences Humaines - DESS - avec une formation

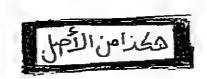
complémentaire souhaitée en gestion.

Responsable des missions de recrutement à tous niveaux, de la définition des besoins à la présentation des candidats aux opérationnels dont il est le conseil, il évoluera vers l'assistance à la gestion prévisionnelle des ressources humaines de l'entreprise L dans un environnement informatique.

Merci d'adresser, dans les meilleurs délais, votre candidature avec photo sous réf. 4596 MP/CR à Albert AUPETIT qui vous

43, AVENUE GENERAL LECLERC 72000 LE MANSIA





TO FLOORING





Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

RESPONSABLE **DES VENTES FRANCE**

300.000 F

La société

ALTRO est le numéro un mondial du revêtement de sol de sécurité en PVC. Sa forte croissance justifie cette création de poste.

Le poste

and traditions ich alle a

the september of

A COLA BOA

i trestficiales

Harter Bu | "

a si Riki)

Contraction of the Contract of $\sigma_{\rm C}(\sigma_{P_{\lambda}})$

to telephone and

e manage

40.775

AL

Arrest March

 $x \sim t_{3} \cdot y$ (t_{1},\ldots,s_{2p})

JET

Il est placé sous l'autorité du directeur commercial international basé en Angleterre et a pour vocation d'assurer, à partir d'une base déjà solide, le développement des ventes en France. Il est localisé dans le nord-est de la France. Il offre de réelles perspectives de carrière:

Le caudidat recherché

Un responsable commercial volontaire et pragmatique qui sache animer un réseau de distribution et entretenir les relations avec les prescripteurs.

Un professionnel accompli qui ait 5 années d'expérience de vente aux promoteursconstructeurs dans le secteur du revêtement de sol en PVC. Un cadre parlant français et si possible anglais.

La rémunération

Le salaire sera négocié et conviendra aux candidats qui gagnent aujourd'hui 240.000 francs. Une voiture de fonction sera éventuellement fournie. D'autres avantages seront définis ultérieurement.

Les entretiens auront lieu en France avant fin juillet. Pour faire acte de candidature, écrivez en français ou en anglais et adressez un curriculum vitae détaillé + prétentions à A. HARTER en précisant la référence PAS/3515/AMH - PA Consulting Group - 3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex. (PA Minitel 36.14 code PA)

BALTRO FLOORS

PA Consulting Group

Creating Business advantage



à fort tempérament commercial

Etre reconnu, par vos clients : commercants, entreprises, comme l'homme qui trouve des solutions pour soutenir le développement de leurs affaires.

Etre reconnu pour votre sens de l'analyse financière afin de proposer des produits et services adaptés (crédits revolving, crédits d'équipement professionnel, créditbail, location financière, affacturage...).

Etra reconnu, aussi, par votra entreprisa, la Crédit Universal, comme un commercial, de ferrain, fonceur mais raisonne du durables avec ses clients en tant que conseil avisé.

En bret, vous affirmer comme un partenaire financier, prouver votre tempérament commercial, seront vos objectifs à très court terme.

Débutant ou avec une première expérience commerciale réussie, vous atteindrez ces objectifs sur la base de notre formation très complète et surtout avec votre pulssance de travall. Après cette expérience très terrain, si vous étes mobile, vous ourez, évidemment, des opportunités de carrière dans notre groupe et dans un métier en forte croissance : le financement des particuliers et enfreorises.

Le Crédit Universel en quelques chiffres :

Une implantation nationals: Une toille humaine: La réussite financière :

6 directions de réseaux 87 agences

• 9.7 milliords de nouveaux concous distribués en 88 • + 21%

Merci de nous faire part de vos motivations et de la Région où vous souhoitez débuter votre carrière en adressant votre condidature à : Crédit Universel - DRH -152, bd Haussmann - 75008 PARIS.

(1er entretien possible dès le 10 juillet).



Cet établissement financier à taille humaine - 200 personnes - est membre d'un puissant groupe international. Il recherche un

Responsable back-office monétaire

correspondant en valeurs du Trésor

La cellule qu'il anime assure les fonctions classiques de prise en compte des opérations initiées par la salle des marchés, le suivi de la contrepartie et le contrôle des transactions en cours: BTAN, BTF, SWAP, réméré...

En outre, son rôle revêt une dimension plus spécifique, l'établissement renforçant son rôle d'intervenant auprès du Trésor en matière d'émission, la palette des opérations croissant en volume et complexité.

Pour cette création de poste, nous recherchons un candidat ayant une expérience minimum d'une à deux années des instruments financiers en cause. Son potentiel et ses qualités relationnelles, renforcés par une formation supérieure — école de commerce ou d'ingénieur — lui permettent de participer activement à la mise en œuvre de l'organisation adaptée à ce nouveau métier de CVT. La pratique d'un anglais professionnel et de progiciels spécifiques des salles de marchés est appréciée.

Danielle TCHEORDUKIAN étudiera avec soin et en toute confidentialité les dossiers (leure manuscrite, C.V. et photo) que vous lui adresserez sous la réf. 8907. 282 au cabinet M.D.A. 104, rue du Faubourg Saint-Honoré - 75008 PARIS.

Conseil en ressources humaines.

Directeur technique et de production

Solidement implantés depuis une trentaine d'années sur les marches industriels de l'agroalimentaire, nous concevors et fabriquons des matériels de manutention et de conditionnement automatiques, commercialisés en France et à l'exportation. Le développement de nos activités nous conduit à rechercher le Responsable de l'ensemble de nos Services Techniques et de Production, comprenant 90 personnes environ.

Membre du Comité de Direction, vous prenez en charge notre appareil de Production, le Bureau d'Etudes et les Achats, ainsi que le Service Après-Vente. A la tête d'une importante équipe technique, vous gérez les investissements et les effectifs dans le cadre d'un plan prévisionnel à trois ans. Garant de la qualité des produits, gestionnaire des prix de revient, responsable des délais, vous contribuez à l'amélioration constante de notre outil industriel, en le faisant évoluer au quotidien.

35 ans environ, Ingénieur diplômé ENSI, AM ou équivalent, vous avez déjà assumé des responsabilités de direction en Production et Bureau d'Etudes. Vous avez également acquis la pratique opérationnelle d'une gestion de production informatisée et de bonnes connaissances dans les automatismes. Apte à la coordination des équipes, vous êtes aussi très relationnel, et blen que pragmatique, possèdez une vision évolutive du monde industriel. Nous attendons un homme motivé, soucieux de partager durablement notre passionnante aventure d'entreprise. Pour ce poste, basé à Reims, un véhicule de fonction sera fourni.

Merci d'adresser lettre, CV et photo sous réf. RC 187/1 (à mentionner sur le courrier et l'enveloppe) 79/83 rue Baudin 92309 Levallois Perret Cedex. Nous vous assurons confidentialité et réponse.



BERNARD JULHIET RESSOURCES HUMAINES

Paris - Lyon - Lille - Strasbourg - Nice _

SPÉCIALISTE PAIE ET GESTION DU PERSONNEL... **VERS UNE FONCTION PLUS LARGE**

Cette société du secteur tertiaire, de forte notoriété, appartient à un très important groupe international et réalise en France un chiffre d'affaires supérieur à 2 milliards de francs. Son fort développement la conduit a renforcer ses structures et à recruter un cadre spécialiste de la fonction personne

Assisté d'une équipe d'une dizaine de personnes et en liaison avec la direction du personnel, il prendra en charge toutes les activités relatives à la paie et à la gestion du personnel (environ 1500 personnes réparties entre le siège et la force de vente), alnsi qu'un certain nombre d'études destinées à améliorer ou harmoniser les systèmes de gestion existants. Il aura notamment la responsabilité de la mise à jour et du développement du logiciel de paie et de gestion, en collaboration avec la direction informatique et la sociéte de services extérieure. Ce poste pourra évoluer ultérieurement vers d'autres aspects de la gestion du personnel, en fonction de la reusette de la première mission.

Ce poste nécessite une formation supérieure juridique et une expérience de cinq ans minimum dans une fonction très orientée vers la paie et ce qui s'y rattache, dans un environnement informatise. Une très bonne maîtrise de l'outil informatique est indispensable, la connaissance du logiciel Corlou serait un atout. Écrire sous réf. 1136/M à :

GRH Conseils

43, rue de la Brèche-aux-Loups - 75012 PARIS.

JEUNES DIPLOME(E)S.

Le Crédit Industriel d'Alsace et de Lorraine est une banque du groupe C.I.C. fortement implantée dans l'Est de la France, avec 150 agences et 2 900 collaborateurs.

Jeunes diplômé(e)s d'écoles supérieures de Commerce et de Gestion, d'Ingénieurs, Universitaires du 3ème Cycle, vous êtes passionné(e) par la banque et motivé(e) par une activité commerciale.

Analyser les besoins d'un particulier ou d'une entreprise, conseiller, définir et mettre en oeuvre les solutions i voilà la mission que nous vous confierons.

Vous trouverez au C. I. A.L., une première responsabilité en qualité d'Adjoint au Directeur d'Agence après un stage de formation de 8 à 10 mois, et de réelles perspectives de carrière.

Merci de nous envoyer un dossier de candidature à la Direction des Affaires Sociales - C.LA.L. --31 wangjean Wenger Valenda 67000 STRASBOURG.



Nous sommes le groupe SARA LEE /D.E., holding européenne de SARA LEE CORPORATION, géant de l'alimentaire et du textile. Nous commercialisons en France des marques aussi prestigieuses que MAISON DU CAFE, BENENUTS, KIWI, ASPRO, CATCH, etc... avec un CA de 20 milliards de Francs pour l'Europe.

Nons recherchons pour notre Directeur Juridique, France et Europe Continentale, un JURISTE.

Agé de 28/35 ans, de formation supérieure (maîtrise en droit privé, DESS juriste d'affaires...) vous justifiez d'une première expérience (2 à 4 ans) de juriste interne d'une entreprise internstionale, si possible dans le domaine des produits de grande consommation. Au sein de notre Bureau juridique, qui rassemble les sociétés alimentaires, de produits d'entretien et de toilette du Groupe, vous assisterez les juristes en place. Vous participerez à la vie juridique courante de ces sociétés et à la gestion de leurs portefeuilles de marques. Vous préparerez, rédigerez et suivrez l'exécution des comoss en mut domaine.

Esprit ouvert et pragmatique, vous maîtrisez parfaitement la langue anglaise. Votre dynamisme et votre sens des contacts vous permettrout de réussir dans une structure complexe et décentralisée. Vous êtes disposé à voyager en France et éventuellement en Europe.

Merci d'adresser votre candidature à Muriel BULIJAUW - DOUWE EGBERTS FRANCE - DRH - 21, rue Albert Einstein - ZI du Condray - 93150 LE BLANC-MESNIL.

SARA LEE DE

Economie

SOMMAIRE

■ Le rapport annuel de la Commission des opérations de Bourse apporte peu de révélations sur les « affaires », mais relève des irrégularités dans la gestion de certaines Sicay (lire ci-dessous).

Deux syndicats de médecins refusent de signer

l'accord conventionnei (lire cicontre). E Suite et fin des révélations du rapport annuel de la Cour des comptes (lire p. 30).

Dans son rapport annuel au président de la République

La COB dénonce de nombreuses irrégularités dans la gestion des SICAV

M. Jean Farge, président de la M. Jean Furge, président de la Commission des opérations de Bourse, a rendu public, lundi 3 juillet, le vingt et unième rapport anunel de la COB, remis le même jour au président de la République. Très attendu à propos des différentes affaires qui ont animé la vie boursière en 1988 (Beghin-Say, Pechiney, CGE...), le rapport apporte peu de révélations sur ces sajets. En revauche, il démonce avec vigueur le fonctionnement du Moure (marché des outlons névo-Monep (marché des options négo-ciables sur actions de Paris) et, surtout, les irrégularités relevées dans la gestion de certaines SICAV.

Le « gendarme de la Bourse » aura rarement épinglé autant d'irré-gularités dans la commercialisation ou la gestion de ces instruments de gestion collective que sont les Sociétés d'investissement à capital variable (SICAV). Il est vrai que leur importance ne fait que croître. Ainsi su 31 décembre 1988, les sept cent soixante-douze SICAV ouvertes au public géraient un actif net total de 1 074,5 milliards de francs en progression de 30,8 % en un au. Cette forte hausse provient d'une valorisation du portefeuille géré et également d'un flux de souscriptions soutenu. Il en est de mêmo pour les Fonds communs de place-ment qui ont crû au même rythme (+32,5%).

La COB s'est donc penchée sur la commercialisation de ces produits en enquêtant auprès de deux sociétés de Bourse, deux grands importance. L'objectif était de « vérifier que les documents d'infor-mations obligatoires, destinés au public, étalent disponibles et que les informations verbales fournies n'étaient pas susceptibles d'induire le public en erreur ».

An terme des investigations, trois dossiers n'ont donné lieu à aucune remarque, mais deux établisse-ments, la BNP et le CCF, ont fait mier cas (BNP) aucune des agences inspectées ne pouvait fournir de fiches signalétiques valant notes d'information des fonds communs la clientèle ». En ce qui concerne le par la loi et passible de sanctions.

CCF, « les fiches signalétiques n'étaient pas remises systématique-ment et l'obligation d'afficher les valeurs liquidatives chez le déposi-taire et dans les agences n'était pas respectée. En outre la Commission a du rappeler qu'il demeure interdit de commercialiser des fonds communs de placement étrangers n'ayant pas obtenu l'autorisation ministérielle de commercialisation

Les contrôles de gestion ont concerné onze SICAV, cinq fonds communs de placement et deux sociétés de gestion de fonds communs. Deux autres enquêtes ont porté sur les méthodes de valorisapartie sur les metables de valorisa-tion du portefeuille pendant la crise boursière et sur les conditions d'intervention sur le Marché inter-national de France (MATIF).

Des actionnaires mals informés

Des infractions ont été relevées dans différents domaines. L'information des actionnaires n'a pas été satisfaisante pour les SICAV GH Matif (gérées successivement par la Banque Arjil, puls par Paluel-Marmont-Finance avec pour déposi-taire la société de Bourse Goy Haurette) et Argonautes (dont Pallas France est la banque détentrice). Ces deux SICAV - GH MATIF et Argonautes - out également été dénoncées pour leur composition

La Sicav Mutuelles unies sélection gérée par le GIE AXA est critiquée pour l'écart entre sa valeur liquidative ajustée et celle publiée. America Valor (dont la banque dépositaire est le Crédit du Nord) et Livret Bourse investissement (gérée par la Caisse des dépôts) n'ont pas, à un moment donné, procédé à l'actualisation de l'évaluation des titres détenus en portefeuille. Enfin deux SICAV (GH MATIF, Morgan première catégorie) et un fonds commun de placement (Cambon North America) ont comm en 1987 des situations de trésorerie négade placement et SICAV proposés à tives, ce qui est strictement interdit

La COB s'est également intéres-sée au fonctionnement du Monep, ce marché d'options sur actions négo-ciables créé en septembre 1987 « pour tirer les premiers enseigne-ments sur son fonctionnement, après ments sur son jonctonnement, après trois mois d'existence». Les enquê-teurs ont alors découvert que les « cours négoclés entre opérateurs étaient bien souvent différents de ceux déclarés au marché, le solde étant régularisé par virement de compte à compte ». Cette pratique ne concernait pas seulement des opérations de régularisation e mais traduisait en certains cas la volonté de se soustraire à la concurrence du marché ». De plus, l'information donnée aux clients se révélait insuffisante, notamment sur le cours auquel « leurs ordres avaient réellement été négociés sur le marché ». La Commission a donc demandé au Conseil des Bourses de valeurs, l'autorité chargée de la réglementa-tion, de remédier à cette situation. Pour la première fois, la COB s'est ensuite penchée sur le marché à terme des marchandises dont la surcillance lui a été confiée par la loi du 31 décembre 1987. Les enquêteurs so sont concentrés sur la situation financière de ces intermédiaires opérant à la Bourse de commerce. Les commissionnaires agréés en activité répondent tous aux critères financiers imposés alors que certains courtiers n'obéissent pas aux condi-

Les « affaires »

tions requises. Le rapport a été

fonctionnement, le conseil du mar-

Les différentes « affaires » n'ont, néanmoins, pas été oubliées dans ce vingt et unième rapport et leurs conclusions sont toutes rappelées, à l'exception de celles portant sur LVMH publices récemment et de la Société générale dont le dossier n'est pas encore totalement bouclé. Que value de 860 millions de francs lors de la cession d'actions Montedison) ou les délits d'Initiés sur les titres Triangle lors de l'achat par Pochiney d'American Can, les comptes rendus de la COB déjà connus sont

mélés à d'autres dossiers transmis au parquet comme celui des pertes de la Société des Bourses françaises (SBF) sur le MATIF ou divers délits sur les titres HDG Energie et France Afrique Cofifa.

Seule l'enquête sur la Compagnie énérale d'électricité a été détachée dans cette présentation car les conclusions apportent des éléments nonveaux. Les investigations por-taient « sur les modalités d'acquisition des titres par un groupe d'actionnaires liés entre eux par un protocole d'accord signé le 18 septembre 1987 ».

La COB a étudié les titres du noyau stable, acquis par l'intermé-diaire de la Société française de par-ticipation industrielle (SFPI) et conteste l'interprétation faite « par la Société générale des promesses de vente d'actions CGE consentie en sa faveur par la BNP et le Crédit lyonnais ». Par ces accords, datant de mai 1987, ces deux établissements s'engageaient euvers la Géné-rale à céder leurs titres CGE à toute personne désignée par la banque à un prix égal à celui de l'offre publique de vente majoré d'un coût de portage et ce jusqu'au 30 novembre

Compte tenu des titres objets de la promesse, note la Commission, la participation de la Société générale dans le capital de la CGE dépassait le scuil des 10 %. Mais cette part ne devait pas être déclarée, la CGE n'était pas encore cotée sur le marchô. Les promesses ont été exécutées le 27 soût et out donné lieu à des transactions hors: marché à 297,79 francs alors que le même jour le titre s'échangeait à 345 francs.

La COB estime donc que ces transactions « ne pouvaient être opérées hors marché », contrairement à ce que sontient la Société générale. De même, la Commission s'oppose à la banque en affirmant qu'elle chissement de scuil de 10 % à la baisse. Les conclusions du dossier ont toutes été transmises au ministère de l'économie et des finances.

DOMENIQUE GALLOIS.

Les relations avec la Sécurité sociale

Deux syndicats de médecins ne signent pas l'accord conventionnel

rendredi 30 juin entre les représenvendredi 30 juin entre les represen-tants des trois Caisses nationales d'assurance-maladie (salariés, agri-culteurs et travailleurs indépen-dants) et des trois syndicats médi-ceux représentatifs pomra-t-il être adopté? Déjà, le dimanche 2 juillet, les assemblées générales de deux syndicats médicanx sur trois (les généralistes de MG France et la généralistes de MG France et m Fédération des médecins de France), out refusé de agner le texte en l'état. L'avenant n'a besoin de la signature que d'une seule organisation de pra-ticiens, mais on peut se demander si la Confédération des syndicats médicaux français (CSMF), qui réunit son assemblée générale mercredi 5 juillet, acceptera de s'enga-

La décision de MG France, acquise par 108 voix contre 92, est motivée non par le refus de telle ou telle disposition, mais par l'absence de « voiet économique et social », c'est-à-dire de perspectives d'évolu-tion des tarifs et de la couverture sociale et du régime fiscal des médecins conventionnés stricto sensu. Lo syndicat demande non des chiffres précis de revalorisation des actes : médicaux, mais au moins une position de principe, ainsi que l'aligne-ment des médecins conventionnés

L'accord conventionnel conche le sur les salariés en matière de couverture sociale et progressivement de régime fiscal. Ces mesures devraient être discutées en même temps que les protocoles d'application de l'accord-cadre.

En revanche, MG France accepte, sans enthousiasme, les dis-positions prévues pour la maîtrise des dépenses, qui s'appuient sur des « références médicales » et ne prévoient pas d'intéressement direct des médecins à la réussite des « contrats » locanx. Le syndicat est sceptique sur les dispositions concernant les médecins pratiquant des honoraires libres (le volume des dépassements de tarifs autorisés

La FMF a suspendu sa décision jusqu'an 5 juillet au soir en l'attente de modifications. Elle désire aussi des dispositions financières et sociales. D'autre part, elle s'oppose à l'expérimentation du « contrat santé » obtenue par MG France, et à sante » obtenue par McG France, et a tout développement de formules de tiers-payant (dispensant les malades de faire l'avance des frais, médi-caux); elle vondrait enfin que les médecins à honoraires libres ne scient pas obligés d'appliquer les tarifs conventionnels à tous les malades remboursés à 100 %.

Une dérive perverse

l'approbation du projet d'accord-cadre conventionnel sontelles vraiment surprenantes ? Il côté, il autorisait un religiement n'est certes pas étonnant que les sensible des principaux tarifs inédin'est certes pas étonnant que les syndicats médicaux réclament pour se prononcer des précisions sur évolution des tarifs médicaux : en 1985, le gouvernement avait annoncé les limites qu'il accordait pour les revalorisations.

Mais I'on paie surtout aujourd'hul les politiques incohérentes menées successivement par les gouverne-ments précédents. En 1985, les socialistes au pouvoir, qui avaient auparavant vigoureusement critiqué la convention de 1980 autorisant des médecins conventionnés à fixer librement lours honoraires (avec € tact et mesure »), n'ont apporté . aucune restriction au système, dans eur désir d'obtenir l'adhésion des deux syndicats médicaux appelés à négocier (CSMF et FMF). En même temps, ils refusaient d'accorder aux médecins plus que la hausse prévue pour les prix des services, en prenombre des ectes : c'était en fait, nombre croissant de médecins. Il entériner cette dérive perverse.

Désireux de se concilier une clientèle politique et d'obtenir ou d'arrêter son développement. l'appui des médecins pour appliquer son plan de « rationalisation » de

ES difficultés rencontrées pour l'assurance-maladie, le gouverne ment Chirac, de son côté, avait pris deux mesures contradictoires. D'un caux: ~+ 13 % environ pour les consultations en 1987, + 17,6 % pour les visites des généralistes au domicile des malades. De l'autre, il a ... dépénalisé » les « honoraires libres », en permettant aux médecins qui les choisissaient de payer vées, en adhérant à la Caisse d'assurance-maladie des nonsalariés : en même temps, il intéressait celle-ci au maintien du système.

Résultat : quels que soient aujourd'hui les relèvements des tarifs conventionnels, les « honopartie importante, deviennent toujours plus avantageux : ils permettent soit d'améliorer ses revenus sans faire davantage d'actes, soit d'atteindre un révenu convenable avec moins d'actes.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

de payer à partir du 20 juillet prochain un dividende stobal de 36 F dont 12 F un dividende global de 36 F dont 12 F d'avoir fiscal, identique à celui de

Dans son allocation, le président a notamment souligné : « En 1988, ELM Leblanc a poursuivi le développement de son activité tant en France qu'à

Si la progression du chiffre d'affaires hors taxes global s'est trouvée limitée à 4,2 %, le bénéfice net a, lui, augmenté d'un peu plus de 14 %. Les investissements, quant à eux, sont en progression de près de 80 %.

» Le titre ELM Leblanc est attractif si l'on tient compte de son rendement et de la santé financière du Groupe. En effet, le bénéfice net par action est de criet, le conetice net par action est de près de 67 F pour un montant distribué de 24 F net, faisant apparaître ainsi une politique de grande prudence financière. La mise en réserve, depuis de nombreuses années, d'une part non négligeable des résultats reuforce la structure financière de la confine de la conf financière de la société et améliore sa capacité d'autofinancement, apportant ainsi une sécurité pour l'avenir et une ie de plus-values à long terme pour les action

» Je suis très confiant dans les care cités de votre société à mettre au point des appareils performants, à accroître sa pénétration sur les marchés, à améliorer la qualité et réduire les coûts de production, à poursuivre une politique d'investissements adaptée et entièrement auto-financée, tout on maintenant l'excellence des résultats. »

L'assemblée générale statuant à titre conseil à procéder sur ses seules déci-sions, en une on plusieurs fois, à l'augmentation du capital social pour le por-ter à un maximum de 30 millions de



société Dumez s'est réunie le jeudi 29 juin 1989 sous la présidence de M. André Chaulour, président du M. André Chaulour, président du Conseil de surveillance. Elle a pris comaissance du rapport du Directoire qui précise que le chiffre d'affaires du Groupe en 1988 a été de 23,3 milliards de francs TTC – 22 milliards de francs HT – et le bénéfice net consolidé de 559 MF dont 107 MF d'imérèts minorieure. L'activité d'est répresse à trisone taires. L'activité s'est répartie à raison de 37 % pour le BTP, 49 % pour la dis-

L'Assemblée a approuvé les comptes de Dumez SA pour l'exercice 1988 qui font ressortir un bénéfice net de 130 MF. Elle a décidé le versement d'un dividende net de 17 francs (rémunération globale de 25,50 francs) par action quant einsi une progress la distribution.

Le choix sera proposé aux action-naires d'encaisser le dividende en numé-raire on de la percevoir en actions. Le Directoire a fixé lo prix d'émission des actions ainsi offertes à 884 francs.

Les travaux restant à exécuter à fin 1988 représentaient, pour le BTP, 11,1 miliards de francs dont 49 % en

Pour 1989, il est prévu un chiffre d'affaires global d'environ 30 milliards de francs dont moitié pour la distribution (United Westburne), 35 % pour le BTP et 15 % pour les activités commettes (cette prévision ne preud pas en compte (cette prévision ne prend pas en compte la participation de Dumez dans GTM-Entrepose).

L'Assemblée générale extraordinaire a autorisé le Directoire à augmenter le capital à concurrence de 300 MF par

CONJONCTURE

Petite reprise de l'aide publique au développement

ÉTATS-UNIS

JAPON

FRANCÉ

RFA.

ITALE

R-LL

CANADA

PAYS BAS

AUSTRALIE

NORVĚGE

DANEMARI

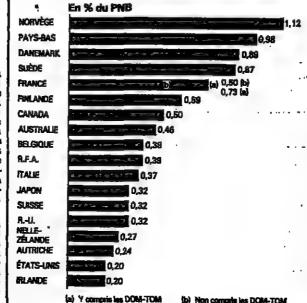
FINLANDE

BELGIOUE

AUTRICHE

NELLE-ZELANDE

SUSSE



L'aide publique aux pays en développement a augmenté, pour atteindre 47,6 milliards de dollars en 1988, indique le rapport annuel du CAD (1) publié jeudi 22 juin. La hausse, de 14,5 % en valeur, est beaucoup plus modeste en termes récis. A tanz de change et prix constants, elle n'augmente que de 6,7 %. Après la baisse de 1987, cette tendance paraît encourageante. Elle n'est due, pour l'essentiel, qu'à des « modifications fortuites » du calendrier des versements selon les auteurs du rapport. En moyenne malgré tout, l'aide publique au développement remonte à 0,35 % du PNB des pays donateurs, contre 0,34 % en 1987.

Premiers donateurs d'aide avec une enveloppe de 9,77 miliards de dollars l'an dernier, les Etats-Unis demeurent la lanterne rouge du groupe. Ils ne consacrent à cette aide, accordée à condition privilégiée, que 0,20 % de leur PNB.

Longtemps voisins des Américains en queue de liste, les Japonais remontent nettement dans l'échelle des donateurs, pour se situer près de la moyenne avec 0,32 % de leur PNB. Le rapport met en valeur trois éléments d'importance sur l'évolution de l'aide publique en 1988 : la forte hausse des taux d'intérêt a renchéri de 15 % le service de la dette des pays en développement et l'ont

2,10 porté à 86 milliards de dollars coutre 74,7 milliards en 1987. Un fardeau oui a poussé un nombre croissant de pays à accumuler les arriérés. C'est en raison de ces non-rembours sements que, pour la première fois depuis 1938, les crédits à l'exporta-

(1) Comité d'aide au déve ant dix-neuf pays industriels et la

tion font apparaître un solde positif, de 2,6 milliards de dollars. Enfin,

l'apport net de financement public

au développement, comprenant aussi les crédits multilateraux, a

représenté 67 milliards de dollars.

Une hausse nominale de 8 % qui, en termes réclis, revient à un modeste 1 %

La grève d'UTA ne devrait prendre fin que jeudi 6 juillet

La grève des pilotes de la compagnie aérienne privée UTA (du groupe des Chargeurs SA) ne devrait s'achever que jeudi matin 6 juillet et la direction a dû affréter des appareils étrangers pour effec-tuer une partie de ses vois.

C'est précisément un recours massif à des appareils et à du personnel étrangers que le Syndicat national des pilotes de ligne (SNPL) dénonce. « Depuis le début de l'amnée, UTA a fait voyager les pas-sagers qui achetaient des billet UTA sur une quantité de compa-gues étrangères », indique le SNPL qui cite, par exemple, Air Angola, Nigeria Airways, Hawaian, Cargolux, Tower Air...

La direction indique que les appareils des compagnies en question ont reçu les autorisations nécessaires des autorités administratives françaises. Cette grève provoque d'importantes perturbations, précisément au moment des départs en vacances.

• Décret sur le relèvement du SMIC. - Le Journal officiel du samedi 1" juillet a publié un décret portant relèvement du salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) au 1ª juillet. A compter de cette dete, en métropole, le mon-tant brut du SMIC est porté à 29,91 F de l'heure ce qui représente 5 054,79 F par mois, à la suite de l'augmentation de 1,9 % par rapport au 1e mars décidée par le conseil des ministres du 28 juin. Le Journal officiel indique aussi que « les salaires îndividuels ne pourront pas être inférieurs à 29,91 F de l'heure dans la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon et à 942,47 F par semaine de 39 heures dans les DOM de la Guadeloupe, de la Guyane et de la Martinique ».

26.25 · A $\mathbb{R}_{\mathcal{Y}_{L(2), \mathbf{q}_{-\mathbf{q}_{2}}}}$ (m) 1 m2

47 Trunger | 84

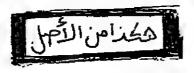
his light .

Library .

Range Jes yes

Sec.

The state of the state of



tent en outre de payer leur contribu-tion. Toutes les déclarations d'inten-

tion rituellement réitérées à l'heure

des sommets n'empêchent pas que les arriérés cumulés s'élèvent anjourd'hui à quelque 80 millions de

Au vu de ce maigre bilan et de ces « formidables empéchements » dont parlait le secrétaire exécutif du

groupement, il n'est pas étonnant que le communiqué final, pratiquant la méthode Coué, insiste plus que jamais sur l'urgence d'une relance communantsire volontariste. Faute

de quoi le « marché commun » ouest-africain, dont le potentiel est certainement grand avec ses

matières premières et ses 180 millions d'habitants, restera plus virtuel

ROLAND-PIERRE PARINGAUX.

pétrolière du Nigéria. — Le groupe français Elf Aquitaine a acquis, pour 500 millions de dollars, soit environ

3,3 milliards de francs, une participa-

tion de 5 % dans la compagnie mixte

e Elf associé à la production

ÉTRANGER

ecins

1.12.15

 $O(1-\lfloor n\log n \rfloor) \leq \frac{1}{2n}$

Annahi Kara

A 14 6 6 6

Section Section

e #1 14

promire b

Le sommet de la CEDEAO

Les Etats de l'Afrique de l'Ouest cherchent à sortir de l'enlisement

OUAGADOUGOU

de notre envoyé spécial

Réunis les 29 et 30 jain à Ouagadouzième sommet, les chefs d'Etat
et de gouvernement des seize pays
de la Communauté économique des
Etats de l'Afrique de l'Ouest
(CEDEAO) se sont, une nouvelle
fois, engagés à douner les moyens de
ses ambitions à un ensemble régional qui, quinze ans après sa création,
piétine.

piétine.

Le communiqué final, après avoir passé en revue les difficultés de la région, souligne l'existence d'un cavironnement « de plus en plus dominé par une recrudescence du régionalisme économique, particulièrement dans la perspective d'un marché européen unique en 1992 » et appelle les participants à prendre d'urgence toutes les dispositions nécessaires pour redynamiser et intensifier le processus d'intégration de la CDEAO. Pour cela, les « Elats membres doivent commencer par The interiores doivent commencer par the faire appliquer dans leur juridiction nationale tous les actes et décisions communautaires pris ces dernières

Après quatorze ans d'existence et douze réunions au sommet, les résultats paraissent bien minces. En créant le CEDEAO en 1975, les pays signataires s'étaient fixé pays signataires s'etaient fixe comme but de promouvoir la coopération et le développement dans tous les domaines de l'activité économique. Trois séries d'actions étaient préconisées : libéralisation des échanges, libre circulation des personnes, convertibilité des monnaies et création d'une zone monétaire unième.

Une structure a été créée (avec secrétariat exécutif et comités spésecrétariat exécutif et comités spécialisés). Ponctuellement, des progrès sont enregistrés mais, pour l'essentiel, en a peu avancé. « La CEDEAO est très loin de ses objectifs. La lenteur et le faible niveau d'application des décisions constituent un problème constant. Les letats mettent trop d'enthousiasme à prendre des engagements qu'ils s'empressent d'oublier », allait jusqu'à écrire le jour de l'ouverture di sommet le quotidien gouvernemental du Burkina-Faso, Sidwaya.

Les Etats, sauf exception, omet-Les Etats, sanf exception, omet-

M. Ouilès et la hansse des loyers

Dans un article paru dans

Outre le fait que je n'étais plus ministre du logement en 1986, je me permets de contester une telle inter-prétation du décret du 27 décembre 1984. En effet, je rappelle qu'à cette époque, en vertu de la loi Quilliot, le gouvernement intervensit dans le cadre d'une politique de modération,

lancés il y a deux ans, seuls dix-neuf ont obtenu un financement et paraissem essurés d'une réalisation. Enfin, la libre circulation des personnes dans les pays de la CEDEAO continue à souffir de notables exceptions. La demière en date concerne les expulsions massives de Sénégalais en Mauritaniens au Sénégal. Le sommet a cherché, en coulisse, à apaiser les tensions, mais son communiqué fait le silence sur ces graves violations.

Au vu de ce maigre bilan et de ces autorisé une augmentation des loyers « manifestement sousévalués », en cas de changement de locataire.

> Il est incorrect de prétendre que ce décret, qui a effectivement corrigé une rigidité de la loi Quilliot, aurait été la cause des hausses de loyer. D'ailleurs, le gouvernement de M. Chirac l'a abrogé en 1986, et cause des leurses out c'est à ce moment que les loyers ont commencé à s'envoler, sous l'effet des dispositions de la loi Méhaigne-rie (+ 2,3 % en 1986, + 6,5 % en 1987, + 6,5 % en 1988).

tion de 5 % dans la compagnie mixta axploitant divers gisements su Nigéria. Elf, comme l'italien Agip, a profité de la vente par la Compagnie nationale nigériane (NNPC) du quant de sa participation dans la compagnie dont le capital sera désormais réparti entre la NNPC (80 %), Shell (30 %), Elf (5 %) et Agip (5 %). Les trois compagnies occidentales sont déjà associées à l'axploitation du gisement de gaz de Bonny et à la cette acquisition, Elf ve accroître ses réserves de 60 millions de tonnes, Sécurité sérienne : Maite adhère à Eurocontrol. - Malte est devenu le 1° juillet membre à part entière d'Eurocontrol, a annoncé cette organisation qui veille à la sécurité de la navigation sérienne en Europe. Malte devient ainsi le onzième membre d'Eurocontrol, qui regroupe dejà la plupart des pays de la CEE (sauf l'Espagne, la Denemark et l'Italie) ainsi que la Turquie. L'Italie et Chypre devraient également adhérer à Eurocontrol d'ici à la fin de cette

CORRESPONDANCE

Nous avons reçu de M. Paul Quilès, ministre des postes, des télécommunications et de l'espace et ancien ministre de l'urbanisme, du logement et des transports, la lettre suivante :

Le Monde du 1 puillet 1989, vous suggérez que la liberté des loyers des logements vacants aurait été « rendue » par moi-même dès le début de 1986 et que cela aurait largement contribué anx hausses de anjourd'hu a quelque 30 millions de dollars. On imagine, dans ces conditions, la difficulté qu'il y a à faire fonctionner des institutions communautaires par ailleurs bien faibles face au pouvoir exécutif.

De même, sur cent trente-six projets communautaires industriels lancés il y a deux ans, seuls dix-neuf ont obtenu un financement et parais-

> des loyers, y compris dans le « qua-trième secteur » c'est-à-dire celui des propriétaires privés. Le décret que j'ai pris alors a

> La lecture du décret vous mon-trera que de nombreuses précautions étaient prises (suit le texte du décret).

TRANSPORT

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Banque Européenne d'Investissement

INSTITUTION DE DROIT PUBLIC CRÉÉE PAR LE TRAITÉ DE ROME ÉTABLISSANT LA COMMUNAUTÉ ÉCONOMIQUE EUROPÉENNE Siège provisoire : 100, boulevard Konrad-Adenauer à Luxembourg Capital : 28 800 000 000 d'Ecus

EMPRUNT EN ECU 8,50 %

de 200 millions d'Ecus représentés par 200 000 obligations de 1000 Ecus **Juillet 1989**

Taux de rendement actuariel au règlement:

8,57%

Prix d'émission: 99,55 % soit 995,50 Ecus Date de règlement: 17 juillet 1989 Durée: 10 ans

Amortissement: au pair le 17 juillet 1999 Cotation: Bourses de Paris et Luxembourg

Souscrivez aux guichets des Caisses d'Épargne Écureuil, de la Poste, du Trésor Public, des banques.

VISA COB 89-287 DU 26 JUIN 1989. BALO DU 3 JUILLET 1989

DOSSIER SPECIAL: LES PREMIERES INSCRIPTIONS **EN FAC**

▶ PARIS-PROVINCE : OU ET QU'AND S'INSCRIRE

En province les modes d'inscription. A Paris, fac par fac, la liste des places disponibles.

LES PIÈGES A ÉVITER

Les procédures d'inscription varient selon les filières et les disciplines. Les méthodes de sélection des facs.

Etablissement par établissement, les résultats dans six disciplines : droit, sciences éco, administration éco et sociale, langues étrangères appliquées, sciences des structures et de la matière, sciences de la nature et de la vie.

▶ LE FONCTIONNEMENT DES PREMIERS CYCLES

Beaucoup d'étudiants ne terminent pas les études qu'ils entreprennent. Le Monde de l'éducation a voulu savoir pourquoi et analyse les efforts des universités pour remédier à cette situation.

→ ENQUÊTE : LES MIRAGES DE LA COMMUNICATION

Des formations et des diplômes aux contenus encore flous et aux débouchés incertains. Attention aux filières miroirs aux alouettes.



POUR BIEN COMPRENDRE SES ENFANTS. POUR PRÉPARER LEUR AVENIR.



Marchés financiers

Unilever lance une OPA sur le fabricant américain de parfums Calvin Klein

A 22,86 dollars par action, Unilever, la multinationale de Rotterdam, est prête à investir 376,2 millions de dollars (près de 2,5 milliards de francs). L'opération a l'assentiment du propriétaire de Calvin Klein, le groupe Minnetonka, qui pose comme condition qu'Unilever acquière au moins 51 % des actions. Cette transaction se situe dans le droit fil de la stratégie du groupe diction de la strategie du groupe de la strategie du groupe duits de beauté et d'hygiène corporelle, elle permettra à Unilever de développer son implantation sur le segment des parfums de prestige. Calvin Kiein fabrique les marques Obsession et Eternity, qui sont essentiellement vendues en Améri-que du Nord et en Grande-Bretagne.

M. Laurent Condomine est nommé président d'ICI-France

ICI-France, première filiale euro-péenne du géant britannique Impe-rial Chemical Industries, numéro quatre mondial de la chimie, change de président.

M. Paul Schindler, qui occupait ce poste depuis le 1º janvier 1987, a été appelé à prendre en charge ICI-China, basée à Hongkong, sinsi que china, basec à riongiong, amai que les intérêts détenus par le groupe britannique à Taïwan et en Corée. Il est remplacé à la tête d'ICI-France par M. Laurent Condomine, quarante-cinq ans, diplômé d'HEC, jusqu'ici président de la branche pharmaceutique. M. Condomine parmacentique. M. Condomnes scra secondé dans sa nouvelle tâche par M. Paul Lavaur, cinquante-six ans, docteur en pharmacie, qui est nommé directeur général.

REPERES

Japon Baisse

de l'excédent des comptes courants...

L'excédent de la balanca des comptes courants du Jepon a atteint 3,38 milliards de dollars en mai, une baisse de 39,2 % sur le mois correspondant de 1988, indique le ministère des finances. Ce troisième recul mensuel consécutif est essentiellement dû à une forte hausse des Importations, de 20,2 % sur un an. Le surplus commercial nippon a représenté 5,06 milliards de dollars, une chute de 23,2 % sur mai 1988,

... Hausse de 0,6 % de l'indice des prix

L'indice japonais des prix à la consommation a augmenté de 0,6 % en mai, portant l'inflation sur douze mois à 2,9 %, indique l'agence de planification et de coordination économique. Cette poussée est due, pour une bonne part, à l'introduction, le 1ª avril, d'une taxe à la consommation de 3 %. Durant le mois de mal, le secteur agro-alimentaire a également contribué à cette hausse des prix svec une progression, en rythme annuel, de 4,4 %.

POLONAIS et livres français

sur la Pologne et l'Europe de l'Est Catalogues sur demande

LIBELLA 12, ren Saint-Louis-go-l'ân, PARS-4*

Assurance-maladie

Ralentissement apparent des dépenses

La croissance des dépenses d'assurance-maladie s'est ralentie en mai, selon les statistiques de la se nationale des salariés : en rythme annuel elle était fin mai da 7,5 % (4,5 % à prix constants) contre 7,9 % fin avril.

Cette inflexion se marque surtout sur les remboursements d'honoraires médicaux et dentaires, qui progressaient de 7,3 % au lieu de 8,9 %, notamment les consultations où le ralentissement était de 1,9 point. Coux-ci sont aussi inférieurs aux pré-visions mensuelles faites pour la commission des comptes de la sécurité sociale. Mais la différence est tiellement due au nombre de jours fériés : ceux-ci décomptés, on constate plutôt une reprise de l'acti-vité des généralistes. D'autre part, on ne retrouve pas l'équivale matière de prescriptions (médicaments, remboursements d'auxiliaires médicaux, analyses biologiques) où l'inflexion n'est que de 0,6 point, ni même pour les versements aux éta-blissements hospitaliers privés, qui augmentaient de 3,3 % fin mai contre 4,4 % fin avril.

Industrie

Recui de 2.5 % des commandes aux Etats-Unis

Les commandes passées à l'industrie américaine ont reculé de 2,5 % en mai, après une hausse de 3 % en avril. annonce le département du commerce. Ce recui. le plus important depuis juillet 1988, est supé-neur sux prévisions des analystes. Le département du commerce a, le même jour, révisé en hausse sa précédente estimation pour avril, la portant à 3 % au lieu de 2,7 %, selon Tél.: 43-26-51-09 ses premières indications.

– AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS –

LAMBERT FRERES ET CIE ---- -- LAMBERT -

LAMBERT POURSUIT SA CROISSANCE

L'assemblée générale ordinaire de LAMBERT FRÊRES ET CIE s'est tenne le L'assemblée generale orunante de Largebeau à relection de la consolidé de l'exercice clos le 31 décembre 1988 est de 112 millions de francs, contre 74,5 millions de francs en 1987, pour un chiffre d'affaires de 3 394 millions de francs. L'assemblée a décidé la distribution d'un dividende de 6 francs net par action, en hausse de 50 %

Une assemblée générale extraordinaire s'est réunie immédiatement après l'assemblée ordinaire. Elle avait pour objet d'autoriser le couseil d'administration à augmenter dans un délai de cinq ans le capital de LAMBERT à concurrence de 500 millions de l'ausea, à procéder à l'émission d'OBSA, et à émettre des obligations convertibles jusqu'à 1,5 milliard de francs.

A la demande d'un actionnaire, le président a proposé de reporter l'assemblée oénérale extraordinairo an mois de septe La majorité de l'assemblée a repoussé cette résolution.

Une proposition a été faite en séance de délibérer sur des autorisations restreintes portant sur 250 millions de france d'augmentation de capital nominal avec imputation sur ce montant de 1,5 milliard d'obligations convertibles.

Mises aux voix, ces résolutions ont recueilli 60 % des votes, pourcentage insuffi-sant pour prendre une décision en assemblée générale extraordinaire. Le président a alors rappelé qu'à ce jour le conseil d'administration disposait de 93 millions de l'enne d'autorisation d'angmentation de capital et valeur nominale. Leur mise en œuvre permettra de faire face dans l'immédiat aux projets de crois-

Les moterne du groupe.

Le montant des investissements préve en 1989 pour possuivre la modernisation et le développement du groupe s'élève à 397 millions, dont 315 millions pour les activités industrialles, et 82 millions pour le négoce de matérians.

A fin 1989, LAMBERT aura en quatre ans investi 780 millions de francs dans la résovation et l'extension de l'outil industried des différentes heureles d'activité.

Dans le même temps, des investissements de 430 millions dans des opérations de croissance externe lui ont permis de renforcer ses positions dans la branche tolle et dans la recever de la distribution de contérieux.

Cet investissements ent desc été resents possibles par le redressement des résultats du groupe, qui sont passés d'une perte de 9 millions de francs en 1985 à un bénéfice de 112 millions de francs en 1988 et le renforcement des fonds propres réalisés desonis 1986.

lisés depois 1986. Ainsi que l'a précisé Alain Clarou : « La réussite du groupe pesse par la pour-suite d'un développement homogène de ses différents méders. Cela présente l'avan-tage de bien répartir les risques, et garantit une croissance équilibrée. Pour chacun de ces métiers, il existe un véritable projet d'entreprise qui s'appuie sur des hommes, des équipements et un marché porteur.

Cest dans l'unité et avec l'aide irremplaçable de tous ses actionnaires que LAMBERT est devenu un groupe important dans l'industrie et la distribution des matériaux. L'action LAMBERT est aujourd'hui un titre apprécié par la Bourse, qui a reteau les perspectives de croissance des différentes filiales industrielles et commerciales. Il convient donc de maintenir l'intégrité du groupe. Les moyens financiers que cela suppose ne sont mallement disproportionnés par rapport à la capitalisation comière de notre moiété.

Au cours des cinq premiers mois de l'exercice 1989, l'activité a progressé de 9 % par rapport à la même période de 1988. Les résultais sont conformes aux prévi-

LES INDICES HERDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

(MSTITUT MATICINAL DE LA STATISTICIE et des etides economicles)

WORKER GROW'S ON THEM JAN. 911		1300	
	ھز 23	30 jain	l
	_	-	1
Valours franç. à rest variable	11E4	112.9	и
Valours industrialies		118.8	ļι
Valours étrangères	115.1	112.8	ı,
Pétroles Esergio	139	141.5	1
Chinie	110.2	106.6	Ľ
Micelargie, micerique	125.4	125	1
Bestrické, électronique	1114	106.1	J :
Báciment et metárieux	129.6		1
ini, de comoment, nos alia.		107.3	H
Agro-dimentals		112.2	H
Distribution	124.2	118.8	Ιi
Transports, icinira, sorvices		120.7	
Assurances		125.9	١,
Cráck burque	1044		1
Sicoggi	100		1
handbiller at forcier	103.1		1
investimentent at partefeality,	106.1		1
400 00 11			ı

..... 10,6 10,6

Sense 190 per 1972 urs frace, à res. variable . BP1,5 B78,5 urs étangires B09,6 SB7,4

120.1 120.1 COMPAGNE DES ACENTS DE CHANCE COMPAGNE DES ACENTS DE CHANCE
Base 100: 31 dicenters 1981
lades général 488,3 478,1
Produits de base 381,9 387,3
Construction 842,9 584,7
Risen d'agignemer 382,9 382,1 382
Blass de consons, deraides 634 616,6
Blass de consons, deraides 637,2 583,4
Elima de consons, admentaires 728,8 702,2
Services 466,1 446,3
Sociétés fleuroières 524 812,5
Sociétés fleuroières 524 812,5 scolisticat principalement
SPARTER STATEMENT SPARTER STATEMENT SPARTER SPARTER

ALLEMAGNE FÉDÉRALE

Pare 100:31 décembre 1981

Le Parlement adopte la réforme boursière

Le Bundescat, Chambre hante du Parlement allemand, a approuvé, à la veille du dernier week-end, la réforme des Bounes allemandes ouvrant la voie au démarrage outre-Rhin, en jun-vier 1990, d'un nouveau marché de a futures a ce d'extresse la Desmecha vier 1990, d'un nouveau marché de «futures» et d'options, le Deutsche Terminboerse. Le nouvelle loi prendra effet du 1 soût prochsin. Le réforme prévoit la mise en place d'un méca-sième garantissant que les investis-seurs privés seront suffissamment informés des risques dont s'assortis-sent les transactions à terme. Cette mise en garde leur sera répétée annuellement.

La loi donnera aussi l'antorisation aux huit Bounes allemendes de coter des valeurs libellées en monnaies Strangères ou sutres misés moné-taires. Elle prévoit un renforcement des contrôles exercés sur les professionnels de la Bonne et Giargit, d'autre part, la notion de transaction e, pour y inclure les opération

sur ordin sur ordinaceurs.

Grande première historique, la réforme des Bourses allemandes satisfait ann directives de la CEE sur les inscriptions en Bourse. Elle accorde ann émetteurs de pays n'appartenant pas à la Communauté les mêmes avantages qu'à ceux des pays membres.

PARIS, 3 julie =

Valse hesitation

Vivienne, dans une atmosphica de grande indécision. Récemment échaudé schisur français, puis per le subbe tension aur les teux d'indrits en Att-magne tédérale, le merché parlelen ne seit plus quelle contenence prendre. Après trois querts d'heurs de panne informatique dans la matinée, il aveit bien acquissé une timide tentative de reprise (+ 0,23 %). Mais, progres nent, cetto maloro ilvanos étalt pertiel lement reperdue (+ 0,16 % à 13 heures). L'indice CAC 40 était rolime régitif. Dans l'après midi, l'indi-cassur instantané s'établisseit encore à Q,18 % au-dessus de son niveeu précédent. Meis os gein metelt sujet à révi-sion avec le persistance des difficultés

Avec les premiers grands départs en vecances, l'activité s'est réduite comme une pass de chegrin. Surtout, après les coupe de semones sux Ezzta-Unis où le c'hard landing » économique Unis où le c'herd landing > économique semble vousoir se substituer as « soft landing » al attendu, le peur de la recession paraît lantement, « Fadelee I », lance un professionnel. Possible. Mals pour quelque-uns, le bajes de Wall Street ces demiers jours, la plus forte depuis quinse mole, pourrait blen être un signal. D'autre pert, le confirmation de plusieurs faillites permi les sociétés de Bourse n'e pes peu contribué à l'alourdissement du climat.

Pendent que les boursiers se mor-fondalent, les informaticiens, après le pause nationale, s'efforçaient tent bien que mai de rentrer les cours dans l'ordipartaur. Il y sut une belle pagallie.

A nos lecteurs A la suite d'un incident technique, les cours de la Bourse publiés ci-contre sont incompleta. Nous prioss mos lecteurs de bien vouloir nous en

TOKYO, Sjute 1 Reprise

Après avoir d'abord baissé, le marché japonais a'est redressé durant la seconde partie de la sémoc de lundi. L'indice Nikket, qui avait initialement pendu 94,60 points, s'est finalement ènbli à 33 236,42, en progrès de 287,73 (+ 0,87 point), regagnant ainsi près de la modié du terram perdu la semaine dornière.

L'attention s'est évidemment focalisée sur les résultats de l'élection nuncipale partielle qui a en lieu dimanche à Tokyo. Malgré la défaine du Parti libéral démocrate un pouvoir au profit des socialistes, les investisseurs out épruaré un certain soulagement. « Nous considérons les élecment. « Nous considérons les élec-tions comme un jeu de haund », déclarait sur le parquet du Kabuto-Cho M. Misalhara Sakudo, directeur général de Tachibana Securities. « Le résultat est difficile à présoir et les opérateurs n'alment pas cette incersi-tude. » L'activité est restée très finible avec à poine 400 millions de titres échangés.

échangés.		
VALSURS	Cours de 30 juin	Cours du 3 juillet
Abif. Bridgustone Caron Fuji Bark Honde Motors Mescushiza Specific Mescushida Honny Stany Corps.	750 1 750 1 750 1 750 1 750 2 330 1 770 7 650	780 1 640 1 820 3 380 1 930 2 350 1 190 7 680 2 540

FAITS ET RÉSULTATS

• ICI et Wellcome revendent leur filiale Coopera. — ICI, numéro quatre de la chimie mondiale, et le groupe pharmaceutique Wellcome groupe pharmaceutique Wellcome filiale commune de produits wétéri-naires Coopers Ammal Health à l'américain International Minerals and Chemical Corporation (IMC) pour 155 millions de livres (1,63 milliard de francs). Les deux sociétés d'outre-Manche avaient déjà annoncé cette vente en décem-bre dernier, mais le prix de la transaction n'avait pas été précisé. Coo-pers Animal Health, constitué, en 1984, per la fusion des branches de produits vétérinaires d'ICI et Wellcome, produit des vaccins, des trai-tements antiparasites et antibacté-riens pour animanx. Elle regroupe ent des sociétés en Grando-Bretagne, en Australie, en Nouvelle-Zélande, aux Etats-Unis, en RFA et au Brésil, avec une présence dans seize autres pays. Son chiffre d'affaires mondial a atteint 200 millions de livres pour l'exer-cice terminé au 31 soût 1988, avec un bénéfice imposable de 16 millions et des actifs nets de 70 millions de livres.

 Le CCF réorganies ses structares en l'affie et en RFA. — Dans sa stratégie de recentrage à l'étran-ger sur les services aux grandes entreprises (ingénierie financière, marchés des capitaux) et aux parti-culiers qui souhaitent une gertion financière et patrimoniale internationale, le CCF (Crédit commercial

Padoue, à la Banca Antoniana, membre du réseau des banques populaires Arca Nordest. Créée en 1893, la Banca Antoniana, basée à Padoue, souhaite renforcer son réseau déjà constitué de cinquantequatre agences. Quant au CCF, il exercera ses activités en Italia à partir da siège principal de Milan, existant depuis 1923, et de la filiale financière Finanziarie Francial SpA. D'autre part, le CCF a annoncé la signature d'un accord avec un autre italien, la Banca CRT - qui est également l'un de ses actionnaires étrangers, - pour développer l'activité de sa filiale en RFA. La Banca CRT, qui ne dispose pas de résezu dans ce pays, entrera à hauteur de 50 % dans le capital de la filiale allemande du CCF, basée à Francfort.

 Hackette devrait maintenis sen bénéfice pour 1989. - La groupe Hachette devrait être capa-ble de maintenit, pour 1989, son précédent niveau de bénéfice (322,7 millions de france nets pour l'axercice écoulé). M. Jean-Luc Lagardère, PDG du groupe, l'a affirmé à l'occasion de l'assemblée des actionnaires. Le résultat avant imérêts et taxes devrait, quant à lui. atteindre 2 milliards de francs (contre 1,4 milliard pour 1988). Selon M. Lagardère, l'endettement du groupe (10 miliards de franca) est raisonnable. Il se compose de 6,2 milliards à moyen terme, provede France) réorganise ses activités mant du rachat de Grohier et Dia-en Italie. Il cède trois de ses quatre succursales, à Turin, à Rome et à francs à court terme.

PARIS :

S	ecoi	nd ma	rché 🛚	Hection)	
VALEURS	Cours prée.	Demar	VALEURS	Cours préc.	Damier
Armed & Associán	aria.	390	Le gel iken du mais		385
Apptel		261	Loca investmentant		257 90
BAC	0140	340 80	Locaric		146
B. Democky & Amor		600	Metallus Minibro		235
RICH		602	Mérosorico		199-u - C
Scirce		498 c	Microanics (bons)	24	21 80 e
Bolloré Technologies	****	P30	Molest	205	200 10
Briest Lyon)	****	250	Manufe Deletes		11021
Cibies de Lyce	****	2083 .	(Siretti-Logalitz	187	189
Cuberne	****	851	One Seet. Fig		382
Cardle	0==9	780	Final	590	1580
CALGERCEL	,	565 150	PFASA	1000	502
CATE			Prestoury (Cin & Fin)	****	94
CDME	1720	1720 364	Prience Assessance	535	690
C. Equip. Hest.	****	795	Printer Reporte	****	721 .
CEGID	****	270	Real	****	642
CEGEP.	****	2084	Rémy & Associés		336 10
Counts of Origina	****	800 a	St-Gobain Emballage	****	1950
CHIM	****	290	Sa-Honoré Metignos	****	230
Codelou	****	260	SCGPM	****	604
Conspt	4000	241 ·	Segin	400	398
Conformer	****	1001	Sélection inv. (Lyon)	111	115
Cooks		480 .	SEP	****	660
Date:	8944	150	SEPR	****	1555
Desphin		1478	Suribo	565	584
Deverley	****	1200	S.M.T.Goupi	****	364 ¢
Deale		549	Socialists	****	652
Dolect		190 10 E.	Sept	9148	247
Editors bellest		107	Thermedor Hold, (Lyon)	44.73	223 ¢
Systematics,	12 15	18 30	IF1	410	400
Finer	4014	237	United		200
Great	****	420	Union Finance, do Fr	****	516 ·
St. Fenciar Pt. (G.F.F.) .	****	283 70	Valet Co	****	212
Galest	****	778			
ICC	****	258	LA BOURSE	SUR N	INITEL
i	****	288		_	
Minon	150	150	74.12	TAP	EZ ·

Marché des options négociables le 30 juin 1989

JUTIJ LEMONDE

17.8 4

Gales In a Tite

不准制 🍍

1.50

100

. No. of the same

10000

330 954 .

Nombre de contrats : 11 596.

	PRIX	OPTIONS	D'ACHAT	OPTIONS DE VENT			
VALEURS		Juic	Sept.	Juin	Sept		
	EXERCICE	docusion	dernier	dernier	dernier		
Accor	680	127	-	-	3.58		
CCE	408	35 · ·	58	3			
DE-Aquitaine	520	24 '	-	22	- 4		
Errotemel SA-PLC	188	29,59 42	. 25	_			
Lafarge-Coppie	1799	42	-	110	i -		
Michelle	130	17	22,50	6,50	9		
ME	1 300	- 1	-	42	59		
Parker	489	32,65		7,39	10		
Pengeot	1700	32,65 95	150	76	85		
Salat Golde	600	49	_	,	_		
Société générale	528	13	- 1	_	32		
Thenexa-CSF	290	17,50	26,50	6	8		
	1						

MATIF

Notionnel 10 %. - Cotation en pourcentage du 30 juin 1989 Numbre de contrats : 54 676.

COURS	ÉCHÉANCES										
COULD	Sept. 89	Déc	. 89	Mars 90							
Dernier Précédent	107,24 187,60	107		106,90 ; 107,16 ; -							
	Options	sur notionn	el '	5 N							
PRIX D'EXERCICE	OPTIONS	D'ACHAT	OPTIONS	DE VENTE							
TAIA DEALACIOE	Sept. 89	Déc. 89	Sept. 89	D&c. 89 -							
106	1,60		0.39	0.94							

INDICES

CHANGES

Dollar: 6,57 F 1 Le dollar a accusé une nette baisse face and autres devises le 3 juillet. La devise américaine a'échangeair, à Paris, à 6,5705 F, contre 6,6360 F vendredi à la cotation officielle. Pourtant, le dollar a'était d'abord raffermi à Tokyo, en raison du manuris score réalisé par le Parti libéral démo-crate (LPD) aux élections muni-

FRANCFORT 30 jain 3 juillet Dollar (en DM) .. 1,9525 1,9352 TOKYO 30 juin 3 juillet Doller (en year) .. 143,95 142,50 MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés)

Paris (3 juillet)..... 93/841/25 New-York (30 jmin). . . 95/8-93/45

BOURSES

PARIS (INSEE, base 100: 30-12-88) 29 juin 30 juin Valcurs françaises ... 114,2 113,6 ... Valcurs étrangères ... 113,8 112,9 (SBF, base 100: 31-12-81) Indice général CAC . 481,4 476,1 (SEE, base 1000: 31-12-87) Indice CAC 40 . . 1731,99 1721,86

(OMF, base 100: 31-12-81) Indice OMF 50 .. 492,94 493,34 .. NEW-YORK (Indice Dow Jones) . Industrielles 2 458,27 2 448,86

Industrielles 248,27 2449,86

LONDRES findice e Financial Times a).
Industrielles 1896 17845

Mines d'or 1972 2235

Ponds d'Etat 85,63 85,91

TOKYO 30 juin 3 juillet

Nikker Dou Inter 32,98,69 33 236,42

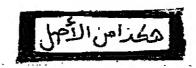
Indice général 2449,38 2467,15 30 juin 3 juillet Nikket Dow June ... 32 968,69 33 236,42 Indice général ... 2463,8 2467,15

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	00013	DO JOUR .	-UNE MILIES	DEUX MOIS	SIX MOIS			
	+ bes	+ 5002	Rep. + on disp. ~	Rep. + ce dép. ~	Rep. + ou dép.			
\$E-U	6,5650	6.5700	- 9 + 6	- 0 + 30	+ 100 + 19			
\$ can	5,4845	5,4933		= 274 . = 222	- 672 - 56			
Yes (100)	4,6838	4,6105	+ 162 - + -183	+ 329 . + 344	+ 863 . + 94			
DM	3,3936	3,3975	+ . 64+.: 81	+ 125 + 150	+ 358 + 41			
Flocis FB (100)	3,6115	3,8150		+ 103 + 119	+ 254 + 34			
PC (100)	3,9606	16,2189 3,9662		+ 216 + 345	+ 658 + :99			
L(1 800)	4,6840	4.6910		+ .113 + 143 - 236 - 185	+ 374+. 44			
£	10,2800	10,2950		- 794 - 789	- 613 51 - 2389 212			

IAU	X DES EURO	Monnaie	S 🙏
Fig. (180)	5/8 9 5/16 9 7/16 6 7/8 7 1/4 7 1/16 7 3/16 1/4 8 3/8 8 11/16 5/8 7 3/8 7 1/2 11 3/4 12 1/4 7/8 13 13/16 13 15/16 1/2 9 1/4 9 3/8	615/16 7 1/16 7 3/16 7 5/16 8 7/16 8 3/4 7 3/8 7 1/2 11 3/4 12 1/4	

Ces cours pratiqués sur le marché interpançaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la piace.



••• Le Monde • Mardi 4 juillet 1989 29

Marchés financiers

BOU	RSE		U	30	J	UIN	1										****		C	ours relevés à 14 h 56
Compani ention VALEURS		ier Demin	* *					R	èglem	ent	men	suel	······································				Compen- setion	LEURS Com pricid.	Prestrier Dermi	
3805 C.M.E. 3% ± 1110 RALP. T.P	.3803 3894 .3113 1118 .1118 1118 .11215 1118 .1136 11215 .1136 11215 .1136 11215 .1136 11215 .1136 11215 .1215 11215 .1215 1215 .1215 1225 .1220 1230 .2320 2230 .2320 2230 .2320 2230 .2320 2230 .2320 2230 .2320 2230 .2321 2320 .2322 2320 .232	9806 1110 1210 1136 1730	- 029	630 Cr. L	you (Cl t	Cours Premier cours 642 630 1062 1040	Dernier cours	% Com + - set	Lafarge-Coppée	précéd. co.	8 1625	- 031	VALEU	625	Premier Costs 620 628	* +- +048	250 Chee 98 Etho 105 De Be 1980 Deuts 1110 Dreed	che Back 2021	244 50 245 95 60 95 2 109 50 108 8 1015 2014 1115 1117	0 - 045 - 035 + 009
720 Accor	. 1360 1342 -1360 1360 -720 713 -616 612 -2825 2800 -2120 2110 -366 360	1136 1730 1936 1367 1376 724 611	~ 0.81	806 C.S.I 650 Creat 2990 Danie 1990 Da Di	mtSA 🛨 . 2	502 492 40 674 652 961 2981	406 .	+ 124 1376 - 139 3760 - 148 2210 + 014 1390 - 045 700	Lagrand & Lagrand DP1 & Lasty-Somer &	1373 137. 3950 398 2380 235 1385 137. 708 68	2 1379 5 3852 2 2360 5 1365	+ 044 1 + 005 2 - 042	380 Selente † 510 Selemen . 520 Selemen . 575 Senoti † . 585 S.A.T. † .	2630	1315 1310 2680 2600 810 810 885 890	+ 048 - 209 - 114 + 087 - 144 + 148	66 Drieks 720 Du Po	main Cad 68 50 nt-Hern 737 on Kodak 324 50 and 13	68 10 68 5 725 725 320 50 320 7 14 15 326 326	- 163
2140 Ale. Superm	. 2120 2119 . 386 380 . 596 580 . 2561 2546	2921 2110 361 20 591 2546	- 067 - 020	330 Dés, 545 D.M. 480 Oros	P.d.C. (1.) R. Sud-Eat C	343 343	212 20 330 525 464 c	- 176 480 + 030 855 - 258 4170 - 182 1750	Locindae & Locindae & Lucinie & LV.M.H.&	472 477 858 851 485 477 4190 4140 1800 1776	2 472 50 8 856 1 485 90 2 4155	+ 0 11 - 0 23 + 0 19 - 0 84	Smi-Chik (6) Saupiquet (6) Schmider (6) B1 S.C.O.A.(6) SCR.E.G. (6)	a) 700 778 7730	690 664 280 10 299 90 700 700 760 760 779 79	+ 031 206 + 220	555 Ericae 296 Exam 320 Ford is 50 Freegr	n 576 Corp 297 lotors 323	568 566 292 292 316 50 316 5 51 70 51 7 153 80 153 8	D (+ 039
040 Associat-Rayk 1060 Ass. Estraps. & 200 Ass. Dennet & BAFF & 215 Ball-Equipms.k 870 Ball investing	656 665 1039 1020 692 690 413 413 320 228	1023 696 408 320	- 097	965 Duni 1010 Duni 1960 Eaux 2160 Ecco	2 ±	971 985 023 890 002 1980 245 2200	967 - 1014 - 1986 - 2180 -	- 041 96 - 088 230 - 080 460 - 290 346 - 108 4490	Mais. Phirish Majoretro (Lyhir Mac. Wandel it Matsa it	95 50 96 233 23 443 446 354 356 4435 4411	87 60 233 440 353 50	- 068 - 014	150 Seb ± 150 Sefrang ± 120 S.F.I.M. ± 170 Silic ±	980 990 459 1720 256 785	978 970 970 970 450 458 1726 1724 251 253 765 765	- 102 - 202 + 023 - 078	365 Gén. 6 807 Gén. 6 265 Gen. 6 145 Goldo	lectr	345 90 346 9 270 270 148 50 150	- 228 - 128 + 013
265 B.H.P. C.L. &	320 224 886 860 397 389 519 515 625 629 667 657 809 962 740 740	382 512 627 606	- 136	580 B.S. 520 Bi-Au 400 - (1480 Epode 3300 Feete	Dannelty gataine cortife.j +	671	540 442 20	0 55 205 0 19 1 66 210 1310 0 61 210	Mittalegropy:	219 90 21	219 264 50 188 50 1302	- 041 + 095 + 027	Simes Sk. Romigon Sigos t Société Géné	520 1200 936 488	511 514 1198 1181 900 914 405 485	- 1 16 - 1 58 - 2 36 - 0 60	1020 Hosch 133 imp. C 725 IBM .	ay 32.25 i 73 at Akz 1022 1 bession 132.50 749	56 05 56 0 32 25 32 2 71 50 71 3 011 1017 129 50 129 5 735 735 386 385	- 233 - 049 - 226 - 187
760 Sic #	740 740 758 745 569 584 2990 2940	740 775 586 2994	+ 2 11 - 0 68 + 0 13	530 Enec: 1590 Enec: 1540 Enec	SAF. # . 1	280 3250 583 1555 539 534 585 1584 550 1500 750 2715	1570 - 540 - 1596 - 1600 -	0 45 405 0 19 0 63 130 3 23 1030	Alin Saleig (Ma). M.M.SM. † Mooliners† Herdg, Micco † Nord-Eet †	390 390 206 206 144 30 140 1020 1010	280 207 70 50 143 50 1008	- 055 1 - 118 3	Sodiecco Sodiecco Sodiecco (Nel) Sodiecho 🛨 Sogieca (Ny) Sogieca (Ny)	3583 113 50 391 20	184 184 3800 3800 113 50 113 50	+ 029 + 047 - 031	113 Metau 450 Merck		175 177 50 189 189 108 108 50 449 449	- 320 - 145 - 132
005 Harché ★	758 745 559 584 2990 2940 816 800 860 851 133 129 866 668 876 700 2560 2575 3140 3082	2548 686 1023 695 408 382 382 512 627 682 740 775 586 2994 800 678 130 862 2994 800 878 130 862 2994 800 878 130 862 2994 800 8078 130 8078 250 8078 250 8078 8078 8078 8078 8078 8078 8078 80	+ 273 - 228 - 045	760 Europ 114 Europ 1320 Europ 1320 Facon	en 1 k	735 711 120:90 118:40	735 117 30 - 1310 1206 -	1 27 193 360 2 88 810 885 1 87 1440	Norveiles Gal. # Coxid. (Gir.) # Coxid. (Gir.) #	187 90 185 375 370 575 555 882 880 1383 1382 399 388	561 877 1371	- 1 33 15 - 4 17 7 - 057 6 - 087 11	Source Peris Source Peris Source Peris Source #	* 1524 790 * 604 1145	390 390 2255 2256 1509 1522 785 772 590 590 1110 1106 c 336 336 445 448 210 212	- 088 - 013 - 228 - 232 - 323	475 Minne 320 Mishi (280 Morga 30300 Nartié 1050 Nission	20rp 340 1.LP 257 	471 325 90 325 90 325 90 325 90 325 90 325 90 327 30850 30850	- 117 - 115 - 106
2520 Cap Gam. S. /r 3130 Carrelouck 210 Carleo /r 133 Carleo A.D.P. /r 535 Carterane D.L.	2580 2576 3140 3092 206 20 203 128 20 128 2 930 915	2690 3075 202 129 915	- 207 - 204 + 062	197 Fines 486 Fines 1870 From 1880 Gal. L	nigh	202 203 190 20 489 90 176 1861 700 1585	202 497 90 ± 1816 1702 ÷	0 10 425 4080 1 57 500 3 15 440 0 12 1130	Peribas Peris-Résec. * . Peribabross *	4070 4075 491 487 426 425 1098 1076	4045 4 492 424 1100	- 081 4 + 020 2 - 047 5 + 018 1	40 Suz 70 Synthelabo (25 Thomson-C.S 00 Total (CFP) (6 (certific.)	F. 212 . 506 * 103 20	501 513 101 20 102 50	- 1 - 259 + 138 - 068	2000 Petmb	129 50 2073 2 feris	155 155 128 80 128 80 256 2055 130 930 116 50 115 50	- 087 - 2 - 137
3130 Caractury 210 Castory 153 Castory 153 Castory 1500 C.G.M.C. 276 Castory 476 Castory 476 Castory 476 Castory 476 Castory 476 Castory 480 C.F.A.D.\$ 1500 C.G.I. informat. 1510 C.G.P. 1520 C.G.P.	1304 1294 280 277 612 501 467 50 463 2200 2165	1294 277 1693 481 2171	- 107 - 310	1720 Gaz et 780 Gáoph 625 Garies 1380 Group	Emergy . 17 symique st . 1 of Ching . 3	90 790	1670 - 780 - 686 +	291 239 465 332 1320 074 1830		967 360 222 220 438 50 436 1324 1307 1715 1701	355 20 219 80 50 435 60 1308 1713	099 4 021 8 121 5	30 T.R.T. ± 50 U.F.BLoosb. 75 U.L.C. ± 85 U.L.F. ± 85 U.L.S. ±	976 585	1290 1275 438 436 975 873 578 578 968 968	~ 252 ~ 023 ~ 021 ~ 120 ~ 021	480 Chilmi 305 Randio 470 Royal I 51 Bio Tin	ntain	89 70 89 70 183 483 130 10 329 113 80 415 50 30 50 30	
440° C.G.E. 1800 C.G.I. Informat. 1800 C.G.I.P. \(\frac{1}{2}\).	434 80 421 1 1640 1838 1588 1546 580 542 1181 1181	0 425 (1617 1641 541 1190	- 140 - 286 - 336	480 - 400 GTM-	(certif.) 8 Secrep. * 14 no-Gas. * 5	11 501 59 1459	510 - 1475 + 907 -	336 600 020 730 1 10 1190 077 848 003 705	Plastic Omo. *	498 496 731 720 1171 1190 880 849 704 703	498 715 1155 845 700	- 2 19 7	85 LLC.B. ★ 40 Unibail ★ 05 Valéo ★ 25 Valicanc ★	. 285 760	968 968 279 286 742 747 811 818 420 424 90 362 10 372	- 171 - 024 - 119 + 192	48 St Hein 255 Schien 42 Shell to 1960 Siegen	berger 271 map 44 a.A.G 1961 (19	32 75 32 76 48 95 49 263 20 262 50 43 43 60 1968	- 020 - 314 - 227 - 016
1500 Cheestrius, & 630 Chib Miditor, & 695 C.M.B. Packag. 190 Codetair.	1500 1450 855 640 868 861 190 10 180 1	1458 6 636 867 0 190 10	- 293 - 290 - 016	965 Henen 570 Henen 270 Henebi 365 Imalia	★ 9 tal★ 6 won ★ 12 ★ 3	61 561 30 1220	588 + 250 + 350 -	3160 1 25 620 1 63 177 1 13 3290	Promotibut	3015 3001 588 675 168 165 3300 3310	3090 588 20 163 50 3270	+ 249 12 	Zodiec 26 Eli-Gabon 🛊 . 24 Amer. loc 25 Amer. Express	. 1231 . 986 . 163 70	1230 1231 995 596 151 161 222,80 223,10	+ 010 165 3	360 Sony . 54 Tulsion 265 T.D.K. 68 Toubible 430 Unione	ica 53 90 267 Cosp 62 90	51 351 53 53 05 856 80 265 80 81 40 61 40 125 10 423 80	- 045 - 238 - 144
1140 Compt. Mod. # 830 Cnfd. Founier #	222 10 219 1090 1011 950 845	355 862 c 222 1031 c 847	+ 021 - 005 + 406 - 036	486 Industra 480 Industra 280 J. Lufe	Mriumsk . 67 Mr. 4 Maigursk 14 Dennyk . 12	40 8520 6 85 483 15 1406 91 1295	484 - 410 - 1275 -	1 36 570 3 56 325 0 21 1770 0 35 835 1 24 3610	Rober finenc: Roussel Uclef & . R. Uclef Chil & . R. Impér. (Ly)	330 330 1870 1859 986 986 8668 3832	330 1815 986 3648	- 294 4: - 085 100	Angold Amer. (Angold Bassa Sintao BASF (Akt)	. 154-30 . 453 . 331 . 1045	152.80 152.80 452 462 332 332.10 1003 1000 c	- 097 - 022 + 033 - 440	190 West D	439 50 439 50 49 196 60	127 50 327 50 126 525 138 70 438 70 192 192 115 413 50	- 187 - 018 - 229 - 293
465 C.F. Innerest, & 194 C.C.F. &	480 . 452 195 80 196	196	- 041 2	010 (Lab. Be		76 1099 1 23 2219 2	199 -	0 47 166 1 08 1470		185 165 1460 1444	90 165 90 1458		Belishion.] 81 80	1003 1006 79 50 79 50	- 185 - 257	163 Yamun 3 17 Zambia		318 318)/6
VALEURS de	% % % d		ALEURS	Cours préc.	Derrier cours	VALEURS	La	Demier cours	VALEURS	Course préc.	Decrier	VALEU	l success	Reches	VALEUR	Emis Frais	sion Rachus incl. net	VALEURS	1	Rechet
Obligat	ions 2576 1596	Chron	rkina (9)	1803	625 1909 1135 1226	Mechines Bull Megneles Uniprix . Megnent S.A Maritimes Port		91 30 130 63 386	Vicipits		1378 135 30	A.A.A	233.2	227 04 519 68	Francis Pietre Francis Pietre Francis Higions Francis Associations	105	10208	Place Investige	1105 53	1105.53 ÷
10,80 % 78/94 1 13,25 % 80/90 1 18,20 % 82/90 1	01 75 8478 04 70 8 847 03 60 0 860 103 42 7 458	Cosipi Cosipi Cle Indi Cosso	neide			Micri Diployi Mors Havig, (Nat. da) Nocai		141 185 422 485		rangère		Additional	E15 4 ECP) . 1169 3 629 2	593.23 1140.67 613.85	Fractical	25 33	377 28 07 3 19 32 70 32 18565 32	Piscorrent President Prisolation President Chigations	52977 26 112 98 10639 98	55096 94 + 62977 26 + 109 96 10629 36
14,50 % 564, 83 1 13,40 % offe, 83 1 12,20 % oct. 84 1	108 20. 0 921 108 22 5 190 115 60 7 012 108 78 8 851 113 23 3 886	CMP. Cold. 6 Cr. Uni	de (Le) Sée, Ind Jernel (Cia)		15 30 406 s 517 141 10	Optorg	2110	2095 a 1409 841 700	A.E.G	417 165 128 479 90	418	A.G.F. Foncier A.G.F. Interfere A.G.F. Interfere A.G.F. Interfere A.G.F. OBUG.	117 2 438 9 124 9	11434 42828 12155	Practionse	25	777 #66 12 967 28 95 179 4251 14	Prévojence Ecuteril Pré-Association Guertz Buntacio	22645 21 128 28 166 79	107 62 22646 21 125 12.0
10,28 % mers ## 1 ORT 12,75 % ## OAT 10 % 2000 1	13.23 3.600 105.60 2.002 106.10 0.932 107.50 5.306	Derbie Degree Debies Debies	y S.A nde S.A r Vinil, (Fin.) . , , ,		4400	Parlimence Parlimence Parlimence Parlimence Parlimence Parlimence Parlimence	403	216 50 265 236 376	Am. Petrolien Arbed Asturiense Mines Box Pop Espenci Benque Ottomene	951 197 480 10	196 481	AGF. Séculió Agimo Albifi ALT.O.	10529 1: 685 7: 207 8:	10629 13 648 51 200 34	Fracti Promites	11710 1178 62278	97 11537 80 142 1136 734 111 62122 804	Rountes Takonstriale Roune Vert	1183 64 L . 923 68	5423 32 1186 15+ 881 79 284 97
OAT 9,80 % 1896 1 Ch. Franca 3 % CHD Sques jank 82 1 CHD Parbes 16	06.21 4.066 01.45 4.420 02.20 4.420	Enut A Enut VI E.C.L.A Electro	Scotia		1070 2356 1565	Peters. Rieg. Die Piper-Heidelisch P.L.M. Poscher		1361 e 2060 185.30 701	B. Régi. Internet Br. Lambert Carcedian Pacific Claryater corporation CIR	39850 714 116	39840 710 118 186	Ameri-Gen Amplitude Arbitrages const Associo	6149 R 632 3 Nama . 5476 O	5870.96 613.93 5466.11	Horizon	1172 105238 12985	32 1138 17 24 103144 89 17 12406 16	St Honoré Matignon St Honoré Prolique St Honoré P.M.E St Honoré Real	594 96 523 75 12375 59	205 93 567 69 500 12327 28
CH jans. 82 19 PTT 11,20% 86 19 CFF 10,30% 86 19	02 20 4420 01 30 4420 08 80 6 883 05 4 088	ELM. English Entropi	Lablenc		300 e	Promodile Providence S.A. Publicie Rochelortales S.A. Rochette (Le)		4965 820 126 20	Commerchank	825 576	810 856	Atout Falor Associe Associe CLC Ana Europe	351 £ 1413 £	340 30 (1372 77 107 28	Japanis Japani	200 253	31 194 48 95 250 20 65 235 47	St Honoré Services . St Honoré Technol. St Honoré Valor Sécutois	831 28 11847 89	499 91 793 58 11847 89 5815 39
CRH 40,90% die. 86 . 30 CRH 40,90% die. 86 . 30 CR, CA, T.P	1	Europe Eterali: Finales	Accumul., Scule Indust		76 90 c 2634 230 307	Rossio (Fin.) Rougler et File Applicas (unios do) Secur		655 363 746 806 350	Gén. Belgique Generit Gisco Goodyner Grace and Co	1235 140 10 380 203	137	Axa Investigaem Axa Valenta PER Band Association Carolad Plos	132 Si 1 127 12 13 2549 0		Lafitto-Expension . Lafitto-Expension . Lafitto-Executifica Lafitto-Succe	297 362	66 338.67 94 250.08	Standen (Carden BP) Standen (Carden BP) Standen Carden BP S.F.L. ft. et ét.	772.09	10807 22+ 711 41 1432 38 683 94
Crouge Age. Obt. com. 261 Minelagie L 6% B/7	70 282	Forcing Forcing Forcing	e (Cle)		584 480 462	SAFAA Safic-Alcus SAFT Saga Safas du Miki		845 2890 217 515	GTE corporation Herelett-Packard . Hempyred inc	378 356 489 1075	345 50	Carden-Pinne CIP (rein AGF Ar Counts	33 30 zionaj	31 87 1017 70 6 5370 52	Leffits—Reed Leffits—Reed Leffits—Tokyo	143	61 137 187 11 78 351 10	Sizer 5000	409 15 815 08 680 14	398 20 777 76 642 47 434 61
	nic. Denie	France I France I	ARO.		313 E 480 e	Setem	336	104 10 590 494 196	Latonia	36 102 128	36 06 128	Comptentation Consections Condition Diess	110 00 398 02 538 43	106 85 382 71 523 72 1007 30 6	Lion-Associations Lion-Institutionals . Lionples Lion Talace	23223 764	82 23165 91 21 758 64	Shereth	212 13 452 04 1240 41	210 03 438 94 1204 28 354 81
Agroba (Std. Fig.)	1438	GAN GFLL Geneler			279 334	Sicii Siener (Li) Sienist Sich (Plant, Hifulia)		582 d 310 50 379	Ricole Cy Let	452 384 30 747 54 50	460 376 720 56	Drount-France . Drount-Investigation Drount-Silection Drount-Silection	869 07 1143 02 253 44	820 11 1091 19 241 92 145 99	Linest Bourse Imente Linest portufecile Michigannia Manauel CC	518 723 193 10083	92 503 71 20 702 14 50 184 73 96 2893 04	Sogialer	1133 66	1082 25 1381 71 519 03
Advity Acrosty Publishi Bain C. Maranzo	1330	Gr. Fig. 6 Gds Mar G. Times	Constr. sites Paris p. led.		406 10 725 472	Sofiel fismeiles Sofiel Sofie Sofieni S.O.F.LP, (M)		2450 1033 542 649 e 271	Refines Robecs Rodemes Suipem Suipem	319 50 498 12 30	312 320 497 10 12 33 50	Econic Econoli Monejo Econoli Monital Econoli Privatia	miline . 51050 34 m 32549 73 frant 336 96	51050 34 32549 73 375 72	Mondiele Investiment Monecie Mondien	55392 56838	86 5830 86 63 65392 63+ 20 55838 20+	Stratigio Rendement Technotic Techno-Gan Theores	1152 62 1223 98 5418 65	1116 34 + 1168 34 6127 59 510 11
Banque Hypoth. Ber Bigith-Say (C.L) Bhair Quest BULP, Intercontin	404 80	jesethe jesethe jesethe	et		389 726 290	Sofragi Sopagri Sovabali Swaz (Fin. dal-CIP .		1153 165 796 600 287 80	Shell fr. (part.) S.K.F. Aktiekolog Steel Cy of Cen. Temesco Thom Shill	553 116 10	552 114 345 78	Examel Trimest Bicash Energia Eperate	2117758 252 95 2745 89	2019 05 2117758 4 250 65 2745 89	Mateulié Dépite Mateule Unie Sél Netio-Epergre Natio-Epergre Trées	153 13969	73 146 76 76 13732 44 89 8675 34	Transcontinents Transcontinents Transcontine Transcontine Transcontine	88 28 11029 07 105767 22	86 55 ◆ 11029 07 106767 22 5204 72
B.T.P. (Compagnis) Call	100 667 700 181	Legar. Legar. Legar. Legar	Ref Come.) Infi		374 240 465 428	Statti Faitinger Calca de Luzanac Fálicalcarique Elec		780 3602	Total indest.inc Visite Mostagne Wagane-Lits West Rand	43 50 2530 1334 6 40	2500 1341 6 40	Epargue Associa Epargue Associa Epargue Cont-Ti Epargue Cointe	icas 24682.21 8467.68 ismo	4196 79 24525 42 9403 94 528 05 1621 30	Natio-Court name . Natio-later. Natio-Obligations . Matio-Pastancine . Natio-Plecaments .	1236 557 1478	38 1203 29 77 542 94 15 1438 55	U.A.P. Investion. U.A.P. Stoppe feature Uni Associations Unifeature	465 74 107 68 113 62	448 91 103 79 113 82 + 540 49 +
Carteno-Loreire Care-Pooleia C.E.G.Frig Contan, Matey	. 34 76 . 406 . 2296	Location Location Located	militat		266 1 375 6 450 70 1	instat Asquites four Effel Miner S.M.D. Ighne A. Chest. Goes LA.P.	G	355 721 530 485		rs-cote	220	Epargue Industr. Epargue Inter . Epargue J Epargue Loop-Te	86 07 628 94 53647 63	82 17 812 11 53647 63 182 05	Hario, Ravens Hario, Sicuriti Hario, Valens Nippon Gen	1063 9 11674 8	96 104354 57 1967457 94 78048	Lieffonder Uni Gestode Uni-Riigione Univento	1318 49 1339 65 3135 20	1270 83 + 1313 55 + 3021 88 + 2233 23 +
Chemberi Chemper (Hy) 148 C.I.C. (Flager, de)	142 50 225	Louis (S	***************************************	1	891 640	ITA		2135 2650	Bacque Hydro-Energ Baitori Calciphos Caechpostry (ML) Cochery	850 184 978 235	850 182 340 d	Epergue Monde Epergue Prossiles Epergue-Oblig. Epergue-Ountre	1418 06 12496 06 195 82	1390 11 12402 03 190 58 1064 40	Massi-Sad Divelopp. Nassesti	1305 ! 1302 !	12766 89 12766 89 12 118 73	Univer Action Univer Obligations Valous	. 187 63 . 1283 40 . 1726 71	187 53 + 1250 87 + 1888 93 + 559 21
Coto	cours	COURS	COURS DE	S BILLETS	MC	Ché li	cours	cours 30/8	Cogenius C. Occid, Forestiles Coperes Gecket Goy Degrace	180 306 79 545	48 302 80	Epargue-Unio Epargue-Valeur Epargue-Valeur Especie Leadura	1368 98 454 34 1191 81	1319 38 4 442 18 1180 01 1070 08	Othic Rigins Othig to the cating Othica Othicathi	1124 8	110625 72 14948+ 83 107973	Valong	1634 30 41087 54	1632 57 41977 22672 50 ф
Enta-Unic (\$ 1)	8 840 7 023 339 400	30/6 6 636 7 017 339 680 16 221	6 400 329 15 650	6 860 349 16 660	Or fin Scito Or fin (an i Place trans	en berna) ingot) nice (20 fr)	80050 80000 459 377	79400 79450 457	Hasho-Ricolas-Zan Hoogovens Media insentifiar Nicolas Particip. Partier	297 240 925 362	960	Esrodya	1732 43 6447 23 77 21	1191 91 + 6154 87 26 81	Oración Oración Paribes Corisamos	1270 2 5756 2 627 (1228.47 6 14 5548 18 14 802.34	PUB	LICIT	É
Allerages (100 OM) Belgines (100 F) Paye Bes (100 IL) Dahmmark (100 IU) Norvige (100 IL) Grande-Bestagne (C T)	93 200 10 349	301 390 87 250 83 120 10 276	292 83 500 90 10 450	\$12 91 500 98 11 150	Pièce suies Pièce latin Souverain Pièce de 2i	e (20 fr) (20 fr) (dollars	461 461 585 2940	483 466 579 2960	Pethi-Christa Roresto N.V. Secon Metra Sare, Espira, Vela S.P.R.	240 10 184 50 345 55 30	183 90 372 60	Foncivel France Avenir 4/4 France-Gen	258 11 I Bat. 108 8745 39	10909 88 299 67 + 1 06 + 8348 82	Purbus Chiercodo	1281	125 02 125 05	FINA	_	
Grico (100 drathemit) talie (1 000 lited) Sulete (100 lt.) Sulete (100 ltm) Natriche (100 acti)	3 940 4 497 384 650 100 130 48 230	3947 4 887 395 240 98 900 48 300	3 750 4 400 384 95 500 45 750	4 900 4 900 408 104 600 49 750	Pièce de 5 Pièce de 5 Pièce de 10) deliars deliars) pasos) Borius	1580 910 2980 482	1550 2980 477	S.P.R. Sté Lecteurs du Mon Ufinex Union Resentans Virondar	600 380 144	121 90 o	France-Gazania France-Index Siza France-Investins France-Obligation	106 35	263 71 103 24 410 92 445 24	Purios Revens Purios Revens Purelor Plants Plantouts	174 5	9 171 17 6 648 02	Rensei 45-55-91-6	gnements : 12, poste	
Espagos (190 pen.) Partagal (190 pen.) Canada (5 can 1) Japan (100 year)	£ 333 4 06 1	5 340 4 051 5 552 4 608	5 100 3 800 5 350 4 610	5 650 4 800 5 800 4 740	Or Zurich Or Hongko	4				•			<u>'</u>	d:dem		<u> </u>	•	: marché contir	iu	

Economie

Le rapport annuel de la cour des comptes (fin)

ASSURANCE-MALADIE

Le feuilleton de la caisse de Seine-et-Marne

A la caisse primaire d'assurance-maladie de Seine-et-Marne, la Cour des comptes a découvert de nom-breuses opérations tournant la législation sur les marchés pour assurer cem-ci à des entrepreneurs privilé-giés. Le ministre de la solidarité ait engagé des procédures contre président de la caisse en septembre dernier et le directeur (le Monde daté 4-5 septembre 1988). Celui-ci et son adjoint avaient déjà été inculpés et emprisonnés quatre nois au printemps 1988 pour les

Sommaire du nº 15

MEDIAS: LES NOUVEAUX VENUS

Pierre MUSSO et Gay PINEAU nicro su mega

Gullaume GUUSERT Gérard Worms (Suez) : Un financier dans Communication

Jean-Marie CHARON France Télécom : l'inévitable parten

aul Larrancië adde ertsanal des réseaux câblés : le cas

Parcours sans fante de Jean-Paul Bende entrepreneur de radio

nomenara challenges de Lyonnaise Les trois challenges de Lyonnaise Communication

EL Paul LAFRANCE

Isabelle PAILLART

JUIN-JUILLET-AOUT 1989

Bernard CLARENS

BAYARD PRESSE

irrégularités dans la gestion de la caisse des Français de l'étranger, qu'ils dirigeaient aussi.

Exemples relevés par la Cour : pour les peintures, le chauffage, l'électricité, la direction de la caisse de Melun évitait les appels d'offres en pratiquant de simples commandes qu'elle régularisait par la suite en signant un contrat, ce qui permettait de « favoriser un four-nisseur attiré ». Les appels d'offres, lorsqu'il en existait, se réduisaient

souvent à des annonces dans la presse locale, ce qui limitait le nom-bre des concurrents : « Pour sauver les apparences, il arrivait qu'une des sociétés favorites fit symboliquement acte de concurrence dans un domaine où elle n'avait ni compétence ni moyens d'intervention. >

pétence ni moyens d'intervention, »
Fréquemment, la commission spécialisée du conseil d'administration
statuait sur des plis déjà ouverts par
la direction. Parfois, la direction ou
l'architecte désigné par elle « procédait auparavant à divers corrections
des offres reçues ». Ainsi, pour un
centre de paiement à Dammarie-lesLys, une entreprise de peinture est Lys, une entreprise de peinture est devenue la moins-disante après les modifications opérées par l'architecte de la caisse, tandis que « l'entreprise de gros œuvres la moins-disante fut éliminée au profit de l'entrepreneur habituel de la

Parfois, pour le gardiennage par exemple, le marché était modifié sans aucun avenant. On bien des avenants out servi à couvrir des « malversations caractérisées » : une entreprise de nettoyage a sinsi obtenu, quinze jours après la conclu-sion d'un marché de 2,365 millions de francs, une extension pour 300000 F de ce marché à quatre nouveaux centres... dont deux figu-raient déjà dans l'appel d'offres ini-

La Cour des comptes a décidé de déférer le président du conseil d'administration et les deux responde discipline budgétaire. En effet, le que l'agent comptable) n'a pas contrôlé les marchés. Il est vrai que le président « détenait avec sa famille la totalité du capital de l'entreprise de peinture » qui avait obtenu le marché de Dammarie les-Lys et a bénéficié entre 1983 et 1986 de diverses commandes d'un montant global de 2,25 millions de

Un fait plus surprenant, et criti-qué par la Cour : la direction régio-nal des affaires sanitaires et sociales n'a annulé qu'un seul marché immo n'a amulé qu'un seut marché immo-bilier — en avril 1988, après l'incar-cération des deux directeurs. Anpa-ravant, elle n'était intervenue qu'une fois, en 1982, pour le marché de Dammarie-les-Lys. Mais le minis-tère a laissé passer le délai régle-mentaire pour faire opposition.

mentaire pour faire opposition.

Selon la Cour, il était « en position d'infériorité » pour intervenir, la caisse de Melun ayant mis plusieurs agents à sa disposition, dont un est toujours affecté à la direction de la Sécurité sociale depuis mars 1983. Lorsque le directeur et son adjoint furent suspendus au printemps 1988, la procédure fut mal faite et les intéressés, ayant en gain de cause devant les prud-hommes, ont pu être payés pendant un an ont pu être payês pendant un an avant d'être licenciés en février 1989. Enfin aucune sanction n'a été prise contre le conseil d'administra-tion dont « le nouveau président d cru pouvoir envisager en janvier 1989 une « transaction » de 800 000 F en faveur des deux agents de direction sanctionnés ».

COMPAGNIE NATIONALE DU RHONE

L'attitude incohérente des pouvoirs publics

Créée en 1933 pour aménager le liard de francs en 1987) ini permet cours du Rhône grâce aux res-sources de l'énergie hydroélectrique, la Compagnie nationale du Rhône (CNR) est en péril. Elle est dans une situation d'extrême dépendance vis-à-vis de l'EDF, qui lui verse une redevance (1,6 mil-

tant juste de couvrir ses charges financières et ses frais d'exploita-

Dans ce cadre contraignant, la CNR a du mai à sortir de l'impasse où la plonge la fin de sa mission rhoame. En effet, sur les dix-neuf barrages prévus, deux seulement restent à construire en amont de Lyon. Or EDF est confrontée à un pare de production excédentaire et les écologistes n'en veulent pas. Les effectifs de la CNR (six cents salariés) supposeraient un volume de travaux de 450 millions de francs; depuis 1984, le montant des travanx réalisés chaque année n'a jamais dépassé le chiffre de 100 millions.

Le saint anrait pu venir d'une relance du projet de canal à grand gabarit Rhône-Rhin qu'une loi de 1980 a confié à la CNR. Un conseil 1980 a confié à la CNR. Un conseil interministériel avait d'ailleurs programmé, le 31 juillet 1987, un plan de réalisation qui n'a pas été suivi d'effet. La CNR a donc financé des études pour 42 millions de francs qui se traduiront par des pertes nettes ai le projet de liaison est abandonné, en raison de son coût donné, en raison de son coût (15 milliards de francs valeur 1986) et de son peu d'intérêt économique que souligne à l'envi le ministère de l'économie et des finances. En 1986, la perte d'exploitation s'est élevée à

16 millions de francs.

La Cour des comptes rapporte que l'« existence même de la compagnie est compromise » et ajoute : « Depuis dix ans. les pouvoirs publics ont eu, vis-à-vis de la CNR, une attitude incohérente. Lui ayant assigné, par la loi du 4 janvier 1980, une mission que ses statuts ne prévoyaient pas, ils lui ont refusé les moyens de l'accomplir en ne mettant pas en place les financements nécessaires. Si aucun programme de travaux n'est accordé à la CNR; celle-ci « devu engager les la CNR; celle-ci « devra engager les procédures les plus aptes à sauve-garder les intérêts du personnel et

Europe 93

Rude défi pour la présidence française

Un espace social à onze?

dence française de la Commu-nanté a été donné samedi 1º juillet par une séance de travail réunissant, à l'Elysée, le prési-dent de la République, M. Michel Rocard et sept ministres de son gouvernement, et les seize membres de la Commission de Bruxelles. M. Jacques Delors s'est félicité de ce « démarrage très rapide » de la présidence française, dont on a passé en revue les objectifs. Une nouvelle réanion de travail ement-Com lieu le 10 octobre à Bruxelles.

Après le temps des discours, l'Europe sociale va-t-elle entrer dans une nouvelle phase, celle des actes? Le 31 décembre 1988, M. François Mitterrand avait été catégorique « J'attends de l'Europe aussi « J'attends de l'Europe aussi qu'elle compreme que sans politi-que sociale et sans espace culturel elle ne sera pas. » Exerçant la prési-dence de la Communauté pour les six derniers mois de l'année, la France est désormais au pied du mur. Cette présidence, vient d'affir-mer la Confédération européenne des syndicats (CES), qui regroupe trente-six organisations de vingt et trente-six organisations de vingt et un pays, est « la dernière chance pour assurer la crédibilité du mar-

La France a une rude tâche devant elle car, pour l'heure, l'Europe sociale semble plutôt en pame. Lors du conseil des ministres des affaires sociales de Luxem-bourg, le 12 juin, dix ministres sur douze (1) avaient souhaité que le sommet de Madrid donne une « impulsion » solemelle à la charte communautaire des droits sociaux fondamentaux. Or, pour favoriser un fragile consensus sur l'union écono-mique et monétaire, l'Europe sociale a été la grande oubliée de Madrid, même si M. Mitterrand a tenu à réaffirmet qu'« on ne va pas faire l'Europe des capitaux sans faire aussi l'Europe des travailleurs ». C'est pourtant avant la fin de 1989, en principe au sommet de Stras-bourg des 8 et 9 décembre pro-chains, que la charte, étendard sym-bole de cette Europe sociale, doit être adoptée...

Te staint de la charte

A Madrid, la charte en est restée an stade de l'avant-projet présenté par M= Vasso Papandréou, commissaire européen aux affaires sociales, an nom de la Como avant-projet évoque notamment l'institution d'un « salaire décent », l'institution d'un « salaire décent », la « fixation d'une durée maximale du travail par semaine », le droit à une « protection sociale adéquate » et la « reconnaissance de la liberté syndicale » avec la possibilité d'établir au niveau européen des relations conventionnelles entre partenaires sociaux aux plans interprofessionnel et sectoriel. Il est également affirmé que « l'âge minimal d'admission au travail doit être fixé à seize ans ».

Plus encore pent-être que son

Pins encore peut-être que son contem, c'est dans l'immédiat le statut juridique de la charte qui pose problème. S'agira-t-il d'une simple déclaration solemelle ou donneza-tdeclaration solutioner on domera-t-elle lieu à court ou à moyen terme à des directives plus contraignantes pour les Etats membres? La Com-mission semble avoir opté pour une mission semble avoir opté pour une position médiane. L'avant-projet prévoit que « les Etats membres s'engagent à prendre les initiatives appropriées et à mobiliser tous les moyens nécessaires, soit par voie de législation, soit en encourageant les partenaires sociaux à conclure des conventions collectives au niveau national, régional, sectoriel ou au niveau de l'entreprise ». La Commission recevrait par ailleurs le mandat de présenter « au plus tard le 30 juin 1990 un programme d'action et un ensemble d'instruments » pour garantir ces droits ments » pour garantir ces droits sociaux fondamentaux.

A Madrid, assure la CES, « les chess d'Etat et de gouvernements n'ont même pas consirmé les conclu-

PARTICIPATIFS

Le coup d'envoi de la prési-ence française de la Commu-suté a été donné samedi la juil-tuté a été donné samedi la juilsociaux « suffisamment précis et juridiquement contraignants » par des « normes obligatoires conformes aux dispositions des traités ». L'Europe sociale bute en effet sur l'opposition britannique, Mar Thatl'opposition oritanimque, Marillatcher paraissant encore plus hostile à
la charte qu'à l'union monétaire en
voyant dans celle-ci un par produit
du socialisme houni et de la bureancratie bruxelloise. « Il a suffi, commente un rien désabusée la CES,
que Marillation fasse les gros
veux nour que les autres gouverneque se ration que les autres gouverne-ments se retrouvent dans l'impuis-sance de décider quoi que ce soit comme étape significative.

La France prendra t-elle le rasque d'une crise ouverte avec Mar Thatcher sur la question sociale? Dans un premier temps, M. Jean-Pierre Soisson se montrait fort prudent. Au Sosson se montrait fort protesti. Au nom d'une « position pragmatique qui ne soit pas celle du tout ou rien», il plaidait pour une « déclaration solemnelle des gouvernements ». Au même moment, les ministres démocrates chrétiens des affaires sociales de RFA, de Belgique, des Pays-Bas et du Luxembourg se pro-nonçaient pour des instruments juri-diques contraignants. « Meux vaux 10 centimètres de texte con qu'un kilomètre de déclaration solemelle , sontenait M. Vogt, socrétaire d'Etat au travail de RFA

secrétaire d'Etat au travail de RFA.

Mais depuis des semanies," le
ministre français du travail, qui
vient d'achever, le 29 juin, une
consultation des organisations syndicales et patronales, est favorable à
une position plus ferme pour l'adoption d'une charte que M. Marc Blondel, secrétaire général de FO, qualifie de «minimum minimorum».
Selon M. Jean Bornard, président de
la CFTC, «même st la Grandela CFIC, «même si la Grandela CFTC, «même si la Grande-Bretagne s'oppose au projet; une évolution se dessine. Le mintre s'est déclaré prêt à recharcher, à défaut d'unanimité, un consensus entre tous les pays qui le voudront pour établir des garanties effectives sur le plan social.

M. Jean Kaspar a fait lui aussi état d'une «évolution positive», du gouvernement français, qui no se contentera plus de déclarations, de principe. Selon le secrétaire général de la CFDT, M. Soisson pourrait « lier à la déclaration solemelle un programme d'action qui pourrait être traduit par des directives dans les six mois qui suivraient l'allop-tion de la charie » (2). Resterait à trancher la question de savoir si la France avance elle-même des suggestions de directives ou si elle en laisse ensuite le soin à la Commission... Un document devrait être prére d'ici au 20 iniliet. l'Europe sociale peut-elle se faire à...

MICHEL NOBLECOURY.

(1) Le Danemark n'a pu s'associer au vœu de Luxembourg uniquement pour des raisons de procédure. con ces raisons de procedure.

(2) Dans une interview aux Echos du 26 juin, M. Soisson indiquait que « le texte devra comprendre des driotts précis et juridiquement contraignants, dont le respect sera guranti par l'adoption de normes obligatoires ».

> A l'université de Louvain

Un congrès international sur le travail et la latte contre la pampérisation.

BRUXELLES (Communautés européennes) de notre correspondant

Le Centre de droits de la fatmille de l'université de Louvain, en cella-boration avec la Commission de Bruxelles, organise du 5 au 3 juillet, un congrès international sur le thème « Travail, protection sociale et hitse course le sociale et lutte contre la paupérisation familiale en Europe ».

Le point de départ est simple : en dépit de l'expansion des deux der-nières années, le chômage demeure considérable dans la Communainté; les restructurations industrielles, dues elles-mêmes au grand manché, accentuent la précarité de l'emploi : les pouvoirs publics limitent, pour des raisons budgétaires, la protec-tion sociale qu'ils accordent. Il en résulte une paupérisation croissante qui affecte des familles devenues de plus en plus fragiles.

Le congrès, anquel participeront une centaine d'experts d'Eurôpe occidentale, s'attachera essentiellement à la recherche des moyens préventifs et des remèdes structurels à la précarité individuelle et familiale.

Prenant le travail comme axe con-Prenant le travail comme axe con-tral, cinq thèmes seront développés : éducation, orientation et formation; insertion et réinsertion profession-nelles; protection contre Penclusion du travail; conciliation de là vie familiale et professionnelle; travail, protection sociale et famille. protection sociale et famille.



Téléphone : [1] 47.23.81.88



au sommaire du nº 6



L'ALMANACH DE 1789:

Juin 1789, au jour le jour. Politique : la transformation des États généraux en Assemblée nationale. Le Serment du jeu de paume. Le rôle du « club breton » au sein de l'Assemblée. L'homme du jour : Jean-Sylvain Bailly, premier président de sein de l'Assemblée. L'nomme du jour : Jean-Sylvain Bailly, premier président de l'Assemblée nationale. Architecture : une visite des « palais nationaux » qui abritè-rent les députés de 1789 au 18 Bru-

LE JOURNAL DES DROITS DE L'HOMME:

L'esclavage et les colonies. Le double message des Lumières : abolition de l'esclavage et expansion coloniale. L'attachement des constituants au code noir », Portrait : Toussaint Louverture, le précurseur de l'émancipation des esclaves et premier général noir de la République.

LA GAZETTE DU BICENTENAIRE:

Juin 1989 : comment en finir avec la Terreur? Le moment thermidorien, les signates de la Révolution à Lyon et la Constitution du Brésil. Le soulèvement des étudiants chinois pour la démocratie. Les livres du mois et toutes les manifestations culturelles à Paris et en province.

> **JUIN 1989** Mensuel

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

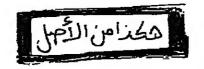
AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS TITRES

Rémunération des Titres Participatifs émis en juillet 1984

La BNP mettra en paiement, le 1er août prochain un coupon de 86,75 F par titre participatif contre 83,53 F l'an passé.

On rappelle que la rémunération de ces titres dépend à la fois du taux moyen de rendement des emprunts garantis par l'Etat (TMO) et des résultats consolidés du groupe BNP.





ETRANGER

- 5 La mort d'Andrei Gromyko. 6 Le régime chinois accuse
- être pris à la culture. 8 Les Américains confirment les erreurs humaines dans la destruction de l'Airbus

- les dissidents de s'en
 - 10-11 La réunion du comité

POLITIQUE

- 9 Fin de la session parlementaire ordinaire : M. Rocard à bon port après avoir frôlé
- directeur du PS : les socialistas soutiennent le gouvernement at repoussent une affiance avec les

SOCIÉTÉ

- 12 Projet de loi pour créer la sion d'« avocatconseil juridique ». Le prieur du Barroux
- promu pers-abbé par le Vatican. 17 Sports : le Tour de France cyclista; les internationaus de tennis de Grande-Bretagne à Wimbledon.

Marseille. Danse ; La Fille mai gar

- 13 Musique : Des droits de l'homme, un oratorio de Marius Constant créé à
- dée à La Baula. 14 Le Marais à l'heure du nouveau musée Camava 18 COMMUNICATION.

ÉCONOMIE

- 26 La rapport annuel de la 27 La sommet de la CEDEAO au Burkina-
 - 28-29 Marchés financiers. 30 Le rapport annuel de la Cour des comptes (fin).

INFOS SERVICES

Abonnements 18 Annonces classées ... 23 à 25

Météorologie : en grève. Mots croisés 18 Radio-Télévision 16

TÉLÉMATIQUE

Les corrigés du bac 3615 tapez LMBAC

Les grandes écoles 3615 tapez LEMONDE

Les promesses de libération faites à Anis Naccache et Georges Ibrahim Abdallah

Nouvelle polémique entre M. Pasqua et M. Dumas

Une nouvelle polémique s'est contacts le terroriste avait bénéficié d'un régime de détention spécial lui permettant notamment de téléphol'intérieur de M. Chirac et M. Roland Donnes, ministre des affaires étrangères sur les éven-inelles promesses de libération des deux terroristes Anis Naccache et Georges Ibrahim Abdallah

Condamné, en mars 1982, à la prison à vie pour la tentative d'assassinat commise en juillet 1980 contre Chapour Bakhtiar, ancien premier fuinistre du shah d'Iran, Ams Nac-cache constitue apparemment un sajet de discorde durable entre Jacques Chirac et le souvernement socialiste. Le 13 juin dernier, devant une assemblée d'étudiants, l'ancien premier ministre suggérait, pour éviter de possibles attentats, que le pri-sonnier bénéficie d'une grâce présidentielle. La déclaration avait produít un émoi certain.

M. Charles Pasqua qui, récem-ment, avait déjà abordé, non sans confusion, le sujet au Sénat : :(le Monde du 23 juin), vient de -, récidiver. Interrogé, dimanche 2 juillet, sur RMC, l'ancien ministre -!-de l'intérieur a en effet affirmé que --- nos prédécesseurs - référence - an gouvernment Fabius - avaient pris l'engagement de faire libérer Anis Naccache. Nous, a ajonté M. Pasqua, nous n'avons pris aucun engagement». M. Pasqua a déclaré qu'il était non seulement « atr » de ce qu'il avançait mais « certain ».

"Je ne dis jamais rien à la légère. Surtout dans ces domaines », 2 encore dit M. Pasqua, après avoir affirmé que les négociations concer-naient aussi bien Anis Naccache que Georges Ibrahim Abdallah.

Le soir même, sur Europe 1 cette fois, M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères, lui répondait sèchement, accusant le gouverne-ment Chirac d'avoir négocié et pris des engagements auprès d'Anis · Naccache dans sa prison pour obtenir la libération des otages. « Je suis en mesure de préciser que Naccache ... a reçu la visite de fonction . ordre du gouvernement de l'époque lers, avait promis la libération d'Abdallah en contrepartie. Mais pour son aptitude à «refiler le bébé», a réfuté catégoriquement ses FARL, contenant des armes, des affirmations, soulignant qu'après ces munitions et du matériel de propa-

«Avant 1986, il n'y a pas eu d'engagements de libérer l'un ou l'autre des terroristes», a encore déclaré M. Dumas qui n's toutefois pas exchu qu'Anis Naccache puisse, à présent, bénéficier d'une grâce présidentielle. «Une grâce peut être toujours d'actualité. Cela relève du droit essentiel du président de la République, un droit régalien. Nous sommes dans une période, celle du sommes dans une période, celle du 14 juillet, où l'on parle d'annistie et de grâce donc tout peut être d'actualité mais le débat n'est pas

n'est toutefois pas entièrement obs-cure. Qu'il s'agisse d'Anis Naccache ou de Georges Ibrahim Abdallah, des négociations out bien été entamées par l'un ou l'autre des gouvernements, ou leur représentant, à propos de la libération des deux terroristes.

Marchandage

Georges Ibrahim Abdallah avait ainsi fait l'objet d'un marchandage entre sa famille et le directeur de la Direction de le surveillance du terri-toire (DST), M. Bernard Gérard, au moment de l'enlèvement d'un lomate français en poste à Tripoli (Liban), M. Gilles Sydney Peyroles. Georges Abdallah, qui allait bientôt être comm comme le chef des Fractions armées révolutionnaires libanaises (FARL), avait été interpellé à Lyon, quelques mois plus tôt-par la DST. Pour obtenir sa libération, ses frères et ses compa-gnons enlevaient, le 24 mars 1985, M. Peyroles. Le 1° avril suivant, ce dernier était libéré, grâce notamment aux bons offices du gouverne-ment algérien qui s'était entremis.

Le directeur de la DST, qui menait, côté français, les pourpar-

Pour être ancienne et être accom-pagnée de déclarations passable-ment embrouillées, la polémique

gande, devait entraîner le non-respect de cet engagement. Car les armes découvertes avaient notam-

ment servi dans plusieurs attentats accomplis contre des diplomates en poste à Paris. Les sanglants attentats commis à Paris entre le printemps et l'autonne 1986 visaient notamment à obtenir le libération de Georges Ibrahim Abdallah condamné depuis à la prison à vie. Quant à Anis Naccache, il a fait l'objet de plusieurs négociations tant avant 1986 qu'après. A la suite de polémiques multiples, M. François Mitterrand n'avait pas eaché qu'il était prêt à accorder la libération du

terroriste contre celle de tous les otages français encore détenus au Liban. A plusiours reprises, l'échange avait échoué in extremis, notamment en janvier et en mars 1986, quelques jours avant la vio-toire électorale de M. Chirac. Les amis de M. Dumas avaient à l'épo-que affirmé que l'échec de la négo-ciation était imputable à une surenchère faite par coux de M. Chirac auprès des autorités iraniennes.

Après l'arrivée de M. Chirac à l'hôtel Matignon, les négociations devaient reprendre rapidement, sous l'autorité directe de M. Pasqua, ministre de l'intérieur, qui avait la totale responsabilité de ce dossier.

Anis Naccache fut alors visité dans pasqua de Chiraches à plantages de Chiraches à plantages de l'acceptant de sa prison de Clairvanx à plusieurs reprises par M. Didier Destreman, chargé de mission à la direction du Moyen-Orient an Quai d'Orsay, d'abord en compagnie de M= Scu-rat, puis seul. Ams Naccache avait alors la possibilité de téléphoner à Téhéran, ce dont il ne se priva pas. Il semble bien que sa libération lui ait été promise en échange de celle de tous les otages du Liban.

M. Destreman, consul général à la Nouvelle-Orléans depuis février 1988, devait encore faire parler de lui au moment de l'affaire Gordji. avec lequel il maintenait des contacts suivis. Dans les milieux de Penquête, on affirmait alors qu'il était à l'origine de l'information qui avait permis, le 3 juin 1987, à Gordji de prendre le large lorsque les autorités judiciaires, voulant interroger « l'interprète » iranien à propos des attentats commis à Paris, avaient cherché à l'interpeller.

GEORGES MARIONL

ALGERIE: la fin du monopole du FLN

Les députés votent la loi autorisant le multipartisme

L'Algérie entre dans l'ère du mitipartisme. C'est à main levée que les députés ont adopté, dimanche 2 juillet, la loi sur les associations à caractère politique, mettant du même coup fin à plus d'un quart de siècle de monopole du Front de libération nationale (FLN), au pouvoir depuis 1962.

de notre correspondant

Ce texte de loi, dès sa promulga-tion, organisera ce que la majorité des Algériens appellent de leurs vœux depuis longtemps : « la démo-cratie politique », remède espéré de tous leurs maux.

L'islam et la langue nationale, posés comme principes fondamen-tanz de la personnalité et de la société algériennes, ont été au coeur de discussions enflammées. Les partis seront contraints d'utiliser la langue arabe dans leur expression officielle et d'éditer leur première et principale publication dans cette langue. Quelques députés out continué de penser que l'article 3, stipulant que l'association ne peut fonder exclusivement son existence sur des bases confessionnelles ou régionslistes, prêtait à confusion car il n'v a pes de distingno à faire entre islam et politique ou entre islam et Etat dans la mesure où le premier est religans sa mesure ou le premier est reli-gion officielle du second. La ques-tion a été tranchée par la commis-sion juridique puisque son amendement, adopté par 120 voix contre 52, interdit à toute association de s'arroger le droit de protéger et de défendre l'islam.

Les membres fondateurs d'un parti devront être an minir quinze, avoir vingt-cinq ans révolus, être algériens ou avoir obtem la nationalité algérienne depuis dix ans au moins. Le récépissé de dépôt de dossier auprès du ministère de l'intérieur publié par le Journal officiel sance légale du parti.

L'association recomme ne pourra, dès sa création, prêtendre à une aide financière de l'Etat. La subvention

ne sera accordée qu'en fonction du nombre de sièges de députés à l'APN. D'un autre côté, tout soutien financier ou matériel venant de l'étranger est interdit par la loi. Dans un premier temps, chaque association devra vivre de dons et des cotisations de ses militants. La disposition du projet gouvernemen-tal prévoyant la dissolution d'un parti si l'un de ses membres fonda-tenrs fait l'objet d'une condamnation a été supprimée par les députés qui ont mis en avant l'individualité des sanctions pénales.

Femmes en colère

D'autre part, physieurs centair de personnes ont manifesté devant l'Assemblée, dimanche, pour « la reconnaissance des droits des femmes », « une mixité assurant le respect, la dignité et le développement harmonieux des enfants »,
« une école vecteur de savoir, de connaissances scientifiques et non un lieu de matraquage idéologi-que ». Après avoir tenté – vaine-ment – d'interrompre la circulation sur le boulevard du front de mer, les manifestants (hommes et femmes confondus) ont occupé pendant deux heures l'entrée de l'APN, brandissant des banderoles et criant des et « la tutelle imposée aux

Une délégation de femmes a été regue par le vice-président de l'Assemblée, M. Naouria. « Nous ha avons dit notre inquiétude en ce qui concerne toutes les violences que subissent les femmes en ce moment », a indiqué l'une de ces femmes à la fin de l'entretien. « Il nous a été répondu, a-t-elle souligné, que le pouvoir était prêt à défendre les citoyens mais qu'il n'avait pas noté particulièrement de violence dans l'atmosphère. . « Nos droits nous les avons arro-

chés par le sang, comme tout le peutante), et nous ne baisserons pas les bras devant une petite faction qui

majorité. » En dénonçant « la mon-tée de l'intolérance » et la « gravité des violences » perpétrées contre les femmes, les manifestants ont stigmatisé les agissements d'extrémistes islamistes sans toutefois clairement les nommer

Les témoignages sont pourtant édifiants sur telle « milice islamique » dont les membres portant brassard n'hésitent pas à interpeller les couples de jeunes dans les rues, et aux abords des foyers universitaires, exigeant leurs papiers d'identité afin de vérifier s'ils sont ou non légitimement mariés. Des com-mandos descendent sur les campus, et terrorisent les jeunes filles. Près de Blida, à une cinquantaine de kilo-mètres d'Alger, plusieurs centaines d'intégristes ont convergé il y a quelques jours pour empêcher les étu-diantes de manifester au lendemain de l'agression de l'une d'entre elles, à l'intérieur même du foyer de la

Mais le comble de l'horreur a été atteint à Ouargla, à 800 kilomètres an sud-est de la capitale, il y a deux semaines, où, pour laver les péchés d'une femme divorcée qu'ils consi-déraient comme « légère », une dou-zaine de « justiciers » bien intentionnés ont incendié sa maison en pleine mit. Cette femme qui vivait là avec ses deux enfants a réussi à s'échapper eu compagnie de sa fille de quatorze ans. Mais à l'arrivée des secours, son jeune fils de trois ans était mort, carbonisé.

· Faudra-t-il attendre que les journaux regorgent d'affaires scan-daleuses comme celle de Ouargia pour comprendre l'étendue du et enfin réagir ? », interroge l'Asso-ciation pour l'émancipation de la femme dans un tract distribué devant l'APN. « Ce qui s'est passé à Ouargia n'est que l'aboutissement logique d'une politique qui vise à rendre les femmes responsables de tous les maux de la société ». estime l'organisation féministe ple algérien, lorsque nous avons lutté pour libérer le pays, a déclaré une moudjahida (ancienne combatmineures à vie ».

FRÉDÉRIC FRITSCHER

Les initiatives du cardinal Decourtray

M. René Rémond présidera la commission d'historiens sur l'Eglise et Paul Touvier

LYON de notre bureau régional

Le cardinal Albert Decourtray, archevêque de Lyon, a amoncé, fundi 3 juillet, la composition de la commission d'historiens chargée d'étudier l'attitude des hommes et des communautés de l'Eglise catholique dans l'affaire Touvier, du nom de l'ancien responsable de la milice à Lyon, et l'ensemble de la période

· Il s'agit de MM. René Rémond, qui, entre autres responsabilités, supérieur des archives et dirigera les ivaux, Jean-Pierre Azéma, maître de conférences à la Fondation natiode conférences à la Fondaton nano-nale des sciences politiques de Paris, spécialiste de l'histoire de la deuxième guerre mondiale, et en particulier de celle de la Milice, François Bédarida, directeur de l'Institut d'histoire du temps pré-sent, Gérard Cholvy, professeur d'histoire contemporaine à l'univer-sité Paul-Valéry de Montpellier, Bernard Comte, maître de confé-rences à l'Institut d'études politireligieuse et d'histoire de la deuxième guerre mondiale, direc-teur du centre André-Latreille,

 Le grêve de la Météorologie nationale continue. - Le personnel dre dreidnes opeanatione et calcris partiels, et les ordinateurs privés de données durant trois semaines fonc-tionnent à partir de données climatotopiques théoriques. La continuation de la grave a été votée le 30 juin, 7. Yusqu'au kındi 3 juillet au soir. Mais, r en l'absence de négociations », les personnels pourraient encore la proin personnes pourraient encore la pro-inclonger et entreprendre d'autres in ecuons, ont indiqué des délégués in syndicaux (FO, CFDT et CGT). Lundi in 3 juillet, une assemblée générale devant décider de la suite à donner au Jean-Dominique Durand, professeur d'histoire contemporaine à l'univer-sité Lumière (Lyon 2), auteur d'une thèse sur l'Eglise dans la crise ita-lienne 1943-1948, Yves-Marie Hilaire, professeur d'histoire raine à l'université Lille-

A ces historiens s'ajonte le Père Jean Dujardin, secrétaire du Comité épiscopal pour les relations avec le judalsme, qui représentera l'archeêque de Lyon.

Cette commission publicra ses conclusions sous sa propre responsa-bilité quand elle les estimera assez sûres pour contribuer à la vérité historique, a indiqué Mgr Decourtray, en ajoutant : J'aimerais, bien sûr, qu'elle

M. Claude Béraud nommé médecin-conseil de la Sécurité sociale

Le docteur Claude Béraud, prosesseur de gastro-entérologie à l'uni-versité Bordeaux-II, a été nommé médecin-conseil national, c'est-àdire chef du contrôle médical pour la Caisse nationale d'assurance maladie des salariés (CNAMTS), a annoncé M. Claude Evin, ministre de la santé, fundi 3 juillet. Il succède au docteur Jean Marty, qui part à la

retraite.

[Agé de soixante et un ans, le professur Claude Béraud, spécialiste d'hépatologie et chef de service hospitalier, a été vice-président de l'universiné Bordeaux-II, de 1978 à 1975. Il a consacré de nombreux ouvrages à l'hépatologie, notamment le Foie des Français (Stock, 1983). Spécialiste aussi d'économie de la santé, il a fait partie de la commission des comptes de la samé de 1974 à 1981; il préside depuis 1985 la Société française d'économie, de démographie de socialogie et d'économie médicale. Il a publié plusieurs séries d'articles sur le coût de la samé dans le Monde.]

Deux policiers de Sanary inculpés et écroués

Sept balles pour un « contrôle de routine »

fils, Rodolphe, die-neuf ans, et pylône de l'EDF. Nouveeu tir, Emmanuel, dix-huit ans, ont sans doute commis l'erreur d'avoir pris peur, samedi 2 juillet, vers 3 h 30 du matin, à un carrefour de Six-Fours (Var). Peur de deux hommes sortis précipitamment. d'une voiture qui vensit de bloquer leur propre véhicule à un feu tricolore, deux hommes sans brassard, sans signe distinctif, qui € avaient l'air de bandits ».

Les deux hommes étaient des policiers, membres de la brigade de surveillance de nuit de Sanary, mais Mª Soula et ses fils ne l'ont compris qu'après une méprise qui aurait pu être mor-telle. Rodolphe Migeon, fils de l'ancien gardien de but de l'Otympique de Marseille, Gérard Migeon, accompagné de sa mère, conduisait Emmanuel à son train, à la gare Saint-Charles de Marseille. Il avait sagement stoppé sa BMW blanche à un feu tricolore dans la traversée de Six-Fours quand it a vu une R5 sor-rours quand it a vu une ris blanche se ranger à ses côtés, trois hommes le dévisager puis, brusquement, la R5 bloquer son véhicule et deux des occupants surgir hors de la voiture, main à

la hanche selon les témoins. Comme sa mère à ses côtés, comme son jeune frère, il a pris peur. Il a voulu s'extraire de ce qu'il croyait être un guet-epens nocturne. Il a tenté une marche arrière maladroite. Les deux hommes ont tiré six fois dans la calandre et les pneus de la BMW. Sa mère et son frère ont plongé sous leur siège. Lui est resté au voiant. Nouvelle marche

A

Mª Nicole Souls et ses deux arrière qui s'achève contre un cette fois contre le pare-brise : Rodolphe est atteint à l'épeule par une balle de calibre 9 mm.

Ce n'est qu'après avoir tiré à sept reprises, en ouvrant les por-tières de la BMW, que les deux hommes ont expliqué à la famille qu'ils étaient des policiers en fonction. « Comment l'aurionsnous deviné ? se plaignent les occupants de la BMW. Pas de brassard, pas de gyrophare. s Surtout, pas d'explication. Dans la région marsaillaise, les policiers, la nuit, ressemblent à n'importe qui.

Après avoir passé quelques haures à l'hôpital de La Seyne-sur-Mer, Rodolphe, légèrament blessé, a été transporté dans une vices de la police mationale (IGPN) a ouvert une enquête.

naison de repos. Sa mère a déposé plainte. Dimanche, un juge d'instruction de Toulon, Mª Michèle Cutajar, a inculpé les deux policiers — dont l'identité n'a pas été révélée — « de coups et the manuel policiers ». at blessures volontaires par des agents de la force publique donnés dans l'exercice de leurs fonctions ». Le troisième fonctionnaire, qui pilotait la R5 blan-che, a été entendu comme témoin. Le magistrat a égaledétention provisoire à l'encontre des deux policiers. De son côté. pour comprendre comment l'équipe de nuit de Sanary avait pu prendre Mas Souls et ses enfants pour des voyous « au cours d'un contrôle de routine », l'inspection générale des ser-

Le numéro du «Monde» daté 2-3 juillet 1989 a été tiré à 508 797 exemplaires

> E F G H D

POLOGNE

Le journal de l'opposition suggère que Solidarité prenne la tête du futur gouvernement

Le suspense demeurait complet, landi 3 juillet, à Varsovie, où les tractations se poursuivent en vue de l'élection du président de la République, qui aurait lieu seulement jeudi prochain. Dans un éditorial signé de son rédacteur en chef, M. Adam Michnik, Gazeta, le quotidien de Solidarité, a suggéré, lundi, que l'organisation de Lech Walesa forme le futur souvernement polonais en échange de son appui au candidat du Parti communiste à la présidence.

Après avoir amoncé qu'il renonçait lui-même à une candidature et
proposé le nom du général Kiszczak,
le général Jaruzelski, actuel secrétaire général du POUP et président
du Conseil d'Etat, avait accepté vendredi soir, à la demande du parti, de
se domer un délai de réflection supplémentaire. Le général Kiszczak,
bien vu de Solidarité, ne fait pas
l'unanimité su sein du parti, dont
l'aile dure lui reprocherait d'avoir
un pen trop cédé à l'opposition lors
des négociations qui ont abouti à
l'accord d'avril sur la refonte de
institutions et des élections semilibres.

La question de la présidence s'ins-crit désormais dans le contexte plus large de la répartition des pouvoirs au sein de toutes les institutions, Cette situation tient en grande par-tie au nouveau rapport de forces en tie an nouveau rapport de forces en train d'émerger entre le parti et ses deux partenaires de le coalition au pouvoir, le Parti paysan et le Parti démocratique, qui entendent mon-nayer leurs sièges à la Diète. N'exchant pas de retirer son soutien su POUP, le Parti démocratique s'était clairement proponné s'était clairement prononcé, ven-dredi, pour des discussions avec Solidarité sur la création du futur

gouvernement. Par ailleurs, les deux chambres du Parlement se réunissent mardi pour désigner leurs présidents. Le président de la Diète pourrait être M. Mikolaj Kozakiewicz, l'un des dirigeants du Parti paysan et l'un des deux seuls candidats de la famouse liste nationale présentée par le POUP au premier tour de l'élection à avoir été éin. Personna-lité indépendante, qui réclamait depuis 1984 la légalisation de l'opposition, il serait un candidat acceptable pour Solidarité.

Pour la fonction de président du Sénst, où elle dispose de 99 des 100 sièges, Solidarité a désigné dimanche M. Andrzej Stelnachowski, qui avait servi l'année der-nière de médiateur entre Lech Walesa et le gouvernement avant la reprise des négociations. M. Gere-mek, l'un des principaux stratèges de Solidariné, a quant à lui été dési-gné comme chef de son groupe par-lementaire à la Diète.

A découvrir d'urgence, UN VRAI TRÉSOR: DES MILLIERS DE

(ET DÉCORATION) Des fissus de toutes sortes, y compris

de vroies roretés, des métroges épotants pour une lupe, une robe, une blouse, un bermuda, un blozer, etc. Ou pour des rideaux, des coussins. des jetés de lit...

 Dans toutes les plus belles qualités: soie, lin, polyester, laine, coton, etc.

36, CHAMPS-ELYSEES PARIS

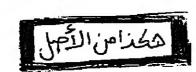




La plus grande Griffe du monde entre au Second Marché de la Bourse de Paris au prix d'offre de 853 F par action le 6 juillet 1989

WESSAINTAURENT

Une note d'information est tenue gracieusement à la disposition du public auprès des intermédiaires financiers.



VI. (iorbi

110

CO